

---

## SELECTION DE TEXTES SUR LE REVISIONNISME DE MAO TSETOUNG

### SOMMAIRE :

Présentation (p. 1)
I — Sur le capitalisme d'Etat (p. 11)
II — La ligne générale du Parti pour la période de transition (p. 12)
III — Contre l'idéologie bourgeoise au sein du Parti (p. 13)
IV — L'unique voie à suivre pour transformer l'industrie et le commerce capitalistes (p. 18)
V — Débat sur la coopération agricole et lutte de classe actuelle (p. 20)
VI — Sur les dix grands rapports (p. 31)
VII — Renforcer l'unité du Parti et continuer les traditions du Parti (p. 42)
VIII — De la juste solution des contradictions au sein du peuple (p. 48)
IX — Intervention à la conférence nationale du Parti communiste chinois sur le travail de propagande (p. 65)
X — Repoussons les attaques des droitiers bourgeois (p. 72)
XI — La méthode dialectique pour assurer l'unité du Parti (p. 79)

### PRESENTATION

Cette sélection de textes est tirée du Tome V des Œuvres Choies de Mao Tsétoung publié en avril 1977 par les Editions en langues étrangères de Pékin. Elle est conforme au texte chinois publié en avril 1977 par les Editions du peuple. Ce tome contient des écrits de Mao Tsétoung de la période 1949-1957, qui ne furent pas publiés du vivant de l'auteur (sinon sous la forme de courtes citations figurant dans le recueil de *Citations du Président Mao Tsétoung* diffusé pendant la « Révolution Culturelle »). Ses écrits ultérieurs ne furent jamais publiés. Nombres d'écrits de ce Tome, dont nous n'avons placés que les plus essentiels (certaines conceptions spécifiques réapparaissant d'un texte à l'autre), illustrent l'exacerbation des conceptions révisionnistes de Mao Tsétoung, particulièrement après la mort de Staline.

Ces conceptions révisionnistes, ont été largement commentées par le camarade Enver Hoxha, principalement dans *L'impérialisme et la révolution* (Tirana, 1978), *Réflexions sur la Chine* (Tirana, 1979), ainsi que dans *Les Khrouchtchéviens — Souvenirs* (Tirana, 1980). Nous nous bornerons donc à donner les grands axes permettant de bien comprendre la portée révisionniste des textes de Mao Tsétoung.

Dans *SUR LE CAPITALISME D'ETAT* et dans *L'UNIQUE VOIE A SUIVRE POUR TRANSFORMER L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE CAPITALISTES*, Mao Tsétoung montre la réalité qui se cache sous les slogans « marxistes-léninistes » sur la « lutte de classe », la « socialisation des moyens de production » et l'établissement de la « dictature du prolétariat » en Chine. En fait de « lutte de classe » nous est proposée une « coopération » basée sur le « librement consentement des capitalistes ». En fait de « socialisation des moyens de production » nous est proposée un « capitalisme d'Etat » où les anciens propriétaires bourgeois continuent de percevoir des profits qui représentent  $\frac{2}{3}$  de la valeur du fond d'accumulation de l'industrie. Et enfin, en fait de « dictature du prolétariat » nous est proposée une gouvernance des « partis démocratiques ».

Cette « démocratie nouvelle », prétend être capable d'amorcer la « socialisation » du commerce et de l'industrie privés à travers une première étape de « capitalisme d'Etat ».

Le « capitalisme d'Etat » n'est nullement l'équivalent de la NEP appliquée aux conditions de la Chine, puisque la NEP n'est possible que lorsque le prolétariat tient fermement en main la grande industrie, ce qui n'était pas le cas en Chine. En URSS, toute la grande industrie avait été socialisée dès après la révolution d'Octobre, ainsi en 1923 l'industrie socialiste représentait 76 % de l'ensemble de la production industrielle. *[L'exemple de l'Albanie socialiste a lui aussi montré que la socialisation de la grande industrie, c'est-à-dire l'expropriation sans indemnisation des exploités (En Chine, on « socialisait » en rachetant les moyens de production à la bourgeoisie), était nécessaire dès les premières années du pouvoir populaire et que sans cette socialisation, aucun pas sérieux ne peut être fait sur la voie du socialisme.]* Le but de la NEP était de lier la petite économie paysanne individuelle à la grande industrie socialiste ; de provoquer l'extension des emblavures pour augmenter la production agricole nécessaire au relèvement de l'industrie, relèvement qui permettrait ensuite l'édification

des bases de l'industrie lourde capable de rééquiper toute l'industrie et de fournir les machines nécessaires à la mécanisation de l'agriculture. Cette mécanisation de l'agriculture permettait de lier étroitement le prolétariat à la paysannerie et d'amener cette dernière sur la voie du socialisme. La ligne marxiste-léniniste d'industrialisation permettait donc à travers une courte période de transition (la NEP), de poser les bases du socialisme dans l'industrie et à la campagne. « De la Russie de la NEP sortira la Russie socialiste » affirmait ainsi Lénine. Dans *DEBAT SUR LA COOPERATION AGRICOLE ET LUTTE DE CLASSES ACTUELLE*, Mao Tsétoung, prétendait utiliser la NEP, non seulement pour établir une nouvelle alliance du prolétariat avec la paysannerie (cela se conçoit parfaitement), mais encore pour établir une alliance avec la bourgeoisie « capitaliste d'Etat » qu'il comptait ainsi intégrer dans le secteur « socialiste » de l'industrie... [La confusion de la NEP avec l'intégration de la bourgeoisie dans le socialisme se rattache en définitive à ce que nous verrons plus loin : la question des étapes révolutionnaires : « révolution démocratique bourgeoise ou révolution socialiste ? »]

Selon Mao Tsétoung, le « capitalisme d'Etat » « revêt, dans une très grande mesure, un caractère socialiste ». Ce « socialisme », dans lequel la bourgeoisie serait « rééduquée patriotiquement » et serait censée perdre le goût du lucre (!!!), est selon Mao Tsétoung profitable « au Travail comme au Capital ».

Voici ainsi harmonisés les intérêts des ouvriers et de la bourgeoisie « patriotique », dont le cas était « différent de celui des propriétaires fonciers » et qu'il n'était pas question (pour le prolétariat chinois) de traiter de la même manière !!!

En réalité, les avancées « socialistes » du capitalisme d'Etat prôné par Mao Tsétoung résultent tout autant de concessions faites par la petite bourgeoisie [les partis soi-disant démocratiques] aux travailleurs, que de la nécessité pour elle de concentrer les moyens de production au niveau de l'appareil d'Etat pour réaliser les investissements lourds et édifier une industrie indépendante.

En septembre 1953, Mao Tsétoung parlait d'au moins 3 à 5 ans nécessaires pour transformer le commerce et l'industrie privés en capitalisme d'Etat. (Mais un peu plus loin il parlait de « plusieurs quinquennats » !!!)

Cette transformation « socialiste » ne pouvait évidemment manquer d'avoir une influence sur le PCC qui devait « rapprocher à lui les capitalistes disposés à souscrire au capitalisme d'Etat ». On ne s'étonnera donc pas de voir Mao Tsétoung écrire des textes qui, à l'exemple de *CONTRE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE AU SEIN DU PARTI* et de *REPOUSSONS LES ATTAQUES DES DROITIERS BOURGEOIS*, démontrent la large pénétration des idées bourgeoises, non seulement au sein des partis dits « démocratiques », mais également au sein du PCC !!! En effet, si la bourgeoisie « capitaliste d'Etat » ne pouvait officiellement pas faire partie du PCC, elle s'exprimait en revanche pleinement au sein des « partis et organisations démocratiques ». Cette bourgeoisie, dont les droits politiques étaient limités, ne pouvait aspirer qu'à les reconquérir afin de mettre en adéquation la superstructure juridique et politique avec son poids dans le domaine économique. Ainsi donc, quand Mao Tsétoung dénonce les « droitiers bourgeois » infiltrés au sein du PCC, ce ne n'est pas là une simple figure de style, mais une réalité objective !!!

La Chine suivant une voie titiste, puisque la lutte de classe n'était pas menée, la bourgeoisie « patriotique » se développait en effet au sens littéral en Chine maoïste... et infiltrait le parti...

Au moment où le Kominform et Staline avaient condamné Tito parce qu'il prétendait intégrer les paysans riches dans le « socialisme », Staline avait dit que c'était là se dérober à la lutte de classes.

Mao Tsétoung, lui, prétend intégrer (et rééduquer) les anciens capitalistes dans le « socialisme », les encourager à devenir de loyaux gestionnaires d'un « capitalisme d'Etat » où ils continuent à percevoir une bonne partie de leurs profits, et cela en parfaite harmonie avec les intérêts du prolétariat ! Y a-t-il là quelque chose de semblable avec la NEP ? Est-ce là « mener la lutte de classes » ? Quel beau « socialisme » on construisait alors en Chine ! Cette voie ressemble à s'y méprendre à celle de Tito qui ne prétendait pas mieux faire lui non plus quand il assurait intégrer les koulaks dans le « socialisme » ! [D'où l'indulgence de Mao Tsétoung vis-à-vis de Tito et son affirmation selon laquelle « Staline s'était trompé à proposer des yougoslaves »...]

Enlevons la phraséologie révolutionnaire, et nous verrons que derrière les slogans marxistes-léninistes-maoïstes se cachait en fait l'esprit de capitulation et de conciliation face à la bourgeoisie nationale et que derrière la révolution socialiste se cachait une révolution anti-impérialiste démocratique bourgeoise !!!

On comprend donc l'attitude timorée de Mao Tsétoung dans le combat pour dénoncer la trahison de Khrouchtchev, puisque Mao Tsétoung, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, nourrissait de la rancœur à l'égard de Staline. Dans *SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS*, Mao Tsétoung, reprenant les accusations de Kaménev, rendait Staline responsable des reflux de la révolution chinoise :

« Staline a commis un certain nombre d'erreurs au sujet de la Chine. Il fut à l'origine de l'aventurisme « de gauche » de Wang Ming, vers la fin de la Deuxième guerre civile révolutionnaire, et de son opportunisme de droite, au début de la Guerre de Résistance contre le Japon. Pendant la période de la Guerre de Libération, d'abord, il ne nous autorisa pas à faire la révolution, affirmant qu'une guerre civile risquerait

de ruiner la nation chinoise. Puis, lorsque la guerre eut éclaté, il se montra sceptique à notre endroit. » (Mao Tsétoung, *Oeuvres choisies*, Tome V, p.328.)

L'ouvrage de Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, montre pourtant que Staline a su parfaitement distinguer les étapes que devait suivre le mouvement révolutionnaire chinois. [Contrairement à Mao Tsétoung qui, nous allons le voir, a magistralement cafouillé dans la compréhension de la question nationale et de son lien avec la question sociale.] En 1927, Staline se réjouissait de l'union de larges masses de la paysannerie chinoise sous la direction du prolétariat. Pour Staline, l'idée de l'hégémonie du prolétariat dont il pensait qu'elle était un fait acquis au sein du PCC, constituait la meilleure assurance pour l'avenir du mouvement révolutionnaire chinois.

Mais c'était compter sans les nouveaux « développements » que Mao Tsétoung, le « Pougatchev chinois », allait apporter au marxisme, « développements » qui firent que ce « fait acquis » fut remis en question : lorsque Mao Tsétoung envoyait les ouvriers dans les campagnes avec le mot d'ordre « allez recueillir les idées justes au sein des masses », ces ouvriers tombaient sous l'influence de petits propriétaires privés qui leur apportaient effectivement leurs conceptions petites-bourgeoises, et dès lors les slogans sur la « dictature du prolétariat » perdaient leur portée pratique et sonnaient aussi creux que ceux sur la « lutte de classe »...

Quand Staline, sachant que l'élément paysan était très fort en Chine, voyait Mao Tsétoung transiger avec les « partis démocratiques » et théoriser la « démocratie nouvelle », il ne pouvait que se montrer soucieux du devenir de la révolution chinoise à sa libération : La Chine s'arrêtera-t-elle à la révolution anti-impérialiste démocratique-bourgeoise, ou bien passera-t-elle à la révolution socialiste ?

« Quand nous eûmes gagné la guerre, [Staline] soupçonna que c'était là une victoire du genre de celle de Tito et, en 1949 et 1950, il exerça sur nous une très forte pression. » (Mao Tsétoung, *Oeuvres choisies*, Tome V, p.328.)

A la lumière de ces éléments, il est indéniable que derrière la prétendue « révolution socialiste » chinoise se cachait une révolution démocratique bourgeoise anti-impérialiste dont le but était de libérer la Chine de son statut colonial et de briser les rapports de propriété féodaux, particulièrement persistants dans l'agriculture.

La Chine de Mao Tsétoung n'a pas connu de nationalisation des terres, mais un simple repartage (une « mesure bourgeoise visant à anéantir les rapports de propriété féodaux » dixit Lénine). Les communes populaires, tant vantées par les maoïstes étaient une forme très inférieure à l'artel soviétique. Le niveau technique était très bas et ne permettait pas de consolider les communes populaires où la propriété commune se réduisait en fait à ce que les travaux agricoles lourds étaient faits en commun. Les terres, elles, demeuraient propriété privée et restaient aliénables à un tiers.

[En Albanie où la nationalisation immédiate de la terre n'avait pas été d'emblée réalisée en raison du sentiment de propriété très présent chez la petite paysannerie (qui n'avait pas comme en Russie de tradition communale), le PTA avait interdit l'aliénation des terres, ce qui en fait revenait pratiquement à leur nationalisation et permettait d'engager la paysannerie sur la voie du socialisme.]

Si Mao Tsétoung a donc effectivement fait la révolution en Chine, il l'a fait contre les propriétaires fonciers, c'est-à-dire contre la bourgeoisie latifondiaire qui se développait dans la Chine colonisée du début du 20<sup>ème</sup> siècle. La révolution « socialiste » chinoise était une révolution de la petite bourgeoisie, contre la féodalité et l'impérialisme. Dans ce combat se trouvaient donc côte à côte le prolétariat, la paysannerie (petite et moyenne) ainsi que la bourgeoisie « patriotique » contre le « capitalisme bureaucratique ». [Ce terme imprécis, sert en fait à masquer le caractère démocratique bourgeois de la révolution chinoise et désigne en fait la bourgeoisie latifondiaire profitant du colonialisme.]

Que Mao Tsétoung ait réalisé l'alliance des communistes avec la bourgeoisie patriotique lors de la première étape de la révolution chinoise [la révolution démocratique bourgeoise anti-impérialiste], c'était là indispensable :

« dans les pays coloniaux, les blocs et les accords provisoires avec la bourgeoisie, à une certaine étape de la révolution coloniale [souligné par nous, V.G.], sont non seulement admissibles, mais absolument indispensables. » (Staline, *Ouvrage cité*, Edition numérique, p. 124.)

C'est-à-dire qu'un accord est indispensable avec la bourgeoisie patriotique pour mener à son terme la révolution démocratique bourgeoise anti-impérialiste.

Mais que Mao Tsétoung ait décidé qu'il était possible d'aller *au socialisme* en alliance avec la bourgeoisie patriotique, c'était là confondre les tâches de la révolution démocratique avec les tâches de la révolution socialiste. C'était là s'arrêter à mi-chemin et refuser d'enchaîner la révolution démocratique bourgeoise de libération nationale à la révolution socialiste, c'était là refuser de passer au socialisme. C'était là une *forme déguisée* de tentative de passage pacifique au socialisme, puisque la révolution chinoise avait été une révolution démocratique bourgeoise anti-impérialiste.

La « révolution socialiste » chinoise devant passer par la « rééducation » graduelle de la bourgeoisie « capitaliste d'Etat », ceci démontre les convergences de vue essentielles de Mao Tsétoung avec toutes les espèces de révisionnisme : la capitulation devant l'ennemi de classe ainsi que la négation, *pratique* ici, de la révolution violente et de la dictature du prolétariat.

Face à ce constat, il était naturel que la bourgeoisie nationale détenant une partie du pouvoir, se soit arrogée une partie des profits sous le prétendu « socialisme » et que le PCC ait rejeté la voie de l'industrialisation socialiste léniniste au profit d'une des méthodes bourgeoises d'industrialisation : l'accumulation à travers l'industrie légère et l'agriculture, en bref, la formation d'un marché intérieur de type capitaliste. Dès lors, on comprend aisément pourquoi Mao Tsétoung renvoyait la construction des bases économiques du socialisme en Chine aux calendes grecques !!!

C'est aussi pourquoi la Chine avait plutôt tendance à se classer dans les pays du « tiers monde » (en d'autres termes, des Etats capitalistes faibles) que dans les « pays socialistes » [*Lesquels, bien qu'ayant hérité d'une forte arriération économique, comme dans le cas de l'Albanie, n'en sont pas moins des pays socialistes.*]

Que la formation de ce *marché intérieur capitaliste « régulé »* ait conduit à l'ouverture vers l'extérieur, cela n'était pas un accident, mais une nécessité économique inhérente au processus de réalisation du produit social et au mode d'industrialisation choisi.

Mais était-ce là une fatalité, dans un pays aussi arriéré économiquement que pouvait l'être la Chine à sa libération, que le socialisme ne puisse s'y développer sans avoir au préalable connu période transitoire de « capitalisme d'Etat » ?

Nullement, et l'expérience de l'Albanie socialiste est là pour le prouver. En Albanie, le mouvement communiste était très récent puisque le premier groupe communiste y avait été fondé en 1930, et le Parti Communiste d'Albanie, lui, fondé seulement en 1941. La jeunesse relative du PCC n'était donc pas un obstacle insurmontable. Voyons maintenant les conditions économiques à la libération.

En Albanie, on vivait dans les années 1930 comme en Europe au XV<sup>ème</sup> siècle. Dans le pays le plus arriéré d'Europe, encore à demi féodal, l'espérance de vie était de 38 ans en 1938. En 1938, date du plus haut niveau de l'économie albanaise d'avant-guerre, il n'existait pour ainsi dire pas d'industrie, mis à part un peu d'artisanat et quelques mines exploitées par des concessions de l'impérialisme italien. En Albanie, il n'existait que quelques rares routes et pas du tout de chemins de fer. On mourrait souvent de la tuberculose, de la malaria et du paludisme. L'agriculture arriérée, où l'araire en bois était d'usage, était très loin de permettre au pays de se subvenir en pain, quant aux autres cultures vivrières et aux cultures industrielles, elles étaient quasiment inexistantes.

Avant de comparer cette situation à celle de la Chine d'avant la libération, il nous faut remarquer qu'il est extrêmement difficile de trouver des données socio-économiques chiffrées sur la Chine de Mao Tsétoung. Il n'existe d'ailleurs à notre connaissance aucun document édité par les Editions en langues étrangères de Pékin fournissant ce type de données.

A défaut, la plupart des données socio-économiques que nous citons pour la Chine proviennent donc de journalistes ou même de "marxistes" occidentaux.

*[Il nous faut remarquer que si ils ont une appréciation favorable de Mao Tsétoung et de son « socialisme » comme Edgar Snow ou Charles Bettelheim — le "must" en la matière —, ils n'ont en revanche aucune sympathie ni pour Staline et Enver Hoxha, ni pour leur socialisme. Suite à ce que nous avons dit avant, on ne s'étonnera pas de voir une plume aussi maladivement anti-stalinienne qu'Edgar Snow, représentant du lobby américain favorable à Mao Tsétoung, écrire un pavé de plus de 500 pages (La Chine en marche, Stock, 1973.) pour louer les différentes facettes du « socialisme » spécifique chinois et dénoncer dans le même temps Enver Hoxha qui « exprima les craintes et les haines de son petit nationalisme » face à Khrouchtchev... (p. 528). On ne peut évidemment pas parler d'indulgence pour la Chine, en tant que pays du « tiers monde » désirant se développer, ça ne tient pas. L'Albanie n'était pas plus développée que la Chine à sa libération, la bourgeoisie ne s'en montrait pas moins haineuse à son égard. Cette indulgence de la bourgeoisie, c'est donc une indulgence à l'égard du révisionnisme ! Concernant la minuscule Albanie socialiste, il n'y avait là nulle indulgence. La bourgeoisie cédait à la calomnie, mais elle lui préférerait encore plus, quand cela était possible, la conspiration du silence. Les critiques que la bourgeoisie et ses alliés révisionnistes adressent à la RPSA d'Enver Hoxha n'ont rien à envier à celles de l'URSS de Staline...]*

A l'inverse de la Chine, l'Albanie socialiste qui n'avait rien à cacher et qui clamait hautement qu'elle était engagée dans l'édification des bases de la société socialiste [*et qui l'a prouvé par la vitalité de son ordre socio-économique du vivant d'Enver Hoxha*], a édité plusieurs ouvrages comportant des statistiques détaillées, entre autres *Visage de l'Albanie* (Tirana, 1978) et *40 années d'Albanie socialiste* (Tirana, 1984). Nous donnons ici un tableau comparatif compilant des indices économiques concernant le développement de l'industrie et de l'agriculture de la Chine et de l'Albanie.

<b>Données économiques (plus haut niveau d'avant-guerre)</b>	<b>Chine (1936)</b>	<b>Albanie (1938)</b>
<b>Fer</b>	6,6 livres/habitant	—
<b>Charbon</b>	100 kg/habitant	3,5 kg/habitant
<b>Electricité</b>	10 kWh/habitant	8,9 kWh/habitant
<b>Voies ferrées</b>	20 000 km	—
<b>Coton</b>	2 m/habitant	0,3 m/habitant
<b>Rendement moyen de l'agriculture (blé)</b>	8,5 qx/ha	7,0 qx/ha
<b>Part de l'industrie dans le PIB</b>	10 % (1952)	7,0 % (1950)

De prime abord, la situation économique de l'Albanie ne semblait donc guère plus (sinon encore moins) favorable que celle de la Chine. A partir de ces données économiques, sommaires, certes, mais que nous aurions voulu beaucoup plus précises, notamment dans le domaine de l'agriculture, voici la comparaison des résultats concrets obtenus dans le développement de l'économie :

<b>Données économiques</b>		
	<b>Chine (Voie titiste-capitaliste)</b>	<b>Albanie (Voie marxiste-léniniste)</b>
<b>Part de l'industrie dans le PIB</b>	35 % (1978)	43,6 % (1980)
<b>Croissance du revenu national</b>	300 % en 1978 (soit un accroissement moyen de 4,2 % par an)*	1330 % en 1975 (soit un accroissement moyen de 9 % par an)**

\* par rapport à 1952 ; \*\* par rapport à 1946.

*[Pour plus de précision dans notre comparaison, il nous aurait fallu disposer des Chiffres de 1973 pour la Chine, car dès 1973, la nouvelle orientation économique d'ouverture aux capitaux étrangers a très certainement dopé la croissance économique.]*

Tandis que sous Mao Tsétoung, l'économie chinoise avançait, comme l'avait dit si justement Enver Hoxha, *comme par inertie*, les communistes albanais, eux, n'avaient fait que suivre la voie de Lénine et Staline, et non pas la voie titiste de Mao Tsétoung qui prétendait intégrer la bourgeoisie nationale dans le « socialisme » !!!

Ces données nous permettent également de juger de la pertinence d'Enver Hoxha critiquant la thèse de Mao Tsétoung *[Cf. SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS.]* qui prétendait réduire la part des investissements affectés au développement de l'industrie lourde au profit de l'industrie légère pour soi-disant accélérer le développement économique, mais en fait pour développer le marché intérieur au bénéfice des profits immédiats de la bourgeoisie « capitaliste d'Etat », qu'il fallait bien « rapprocher du PCC » et dont il fallait donc satisfaire les appétits.

De ces données, on peut légitimement conclure que la voie de conciliation de classe suivie par Mao Tsétoung a freiné le développement économique de la Chine, outre qu'elle a orienté l'économie chinoise sur les rails du capitalisme, a permis le renforcement et le triomphe de l'influence de la bourgeoisie « patriotique » au sein du PCC. Le « capitalisme d'Etat », avec participation des capitalistes aux profits, est anti-léniniste et n'était nullement une étape intermédiaire nécessaire pour marcher au socialisme dans les conditions d'un pays arriéré et semi-féodal, mais une étape de différenciation économique, une étape de *formation du marché intérieur capitaliste* chinois, une période où la bourgeoisie « patriotique » à la tête des entreprises d'Etat n'a eu aucun mal à corrompre les fonctionnaires chinois et à gangrener complètement la machine d'Etat pour en faire l'instrument d'une nomenklatura « capitaliste d'Etat ».

Quant on écoute Mao Tsétoung prétendant construire le « socialisme », et même un socialisme soi-disant fidèle à Staline et au marxisme-léninisme (Sic !!!), on voit la démagogie révisionniste dans toute sa splendeur ! *[Cette démagogie profite aux trotskistes et aux révisionnistes eurocommunistes, puisque Mao Tsétoung, non seulement n'a pas contribué à prouver la supériorité économique du socialisme, mais a même travesti son « capitalisme d'Etat » en « socialisme » et a tenté de faire passer sa marchandise révisionniste pour un développement créateur du marxisme-léninisme. On comprend dès lors que quand les révisionnistes attaquent les erreurs effectives de Mao Tsétoung (comme son idéalisme et son subjectivisme en philosophie ou l'échec des transformations socialistes de l'agriculture et de l'industrie dans le domaine de l'économie politique), ils s'en servent pour mettre la faillite du maoïsme sur le dos du stalinisme et établir des « parallèles » avec la contre-révolution en URSS ! (Contre-révolution qui, elle, a été bien réelle.) Et si ça, ça n'est pas apporter de l'eau au moulin des trotskistes et des révisionnistes de tout acabit...]*

Mao Tsétoung a certes beaucoup traité (*en théorie*) de l'unité théorie-pratique du marxisme, mais dans la *pratique*, il n'a pas pratiqué le marxisme et a tout misé sur « l'auto-éducation » détachée des conditions matérielles. *[Puisque ces conditions matérielles, où la « bourgeoisie patriotique » restait de facto propriétaire des moyens de production, s'opposaient à l'éducation socialiste des travailleurs.]* Mao Tsétoung était donc foncièrement idéaliste. *[D'où les reproches (généralistes et non argumentés) adressés à l'esprit « métaphysique » de Staline.]* Mao Tsétoung faisait de beaux discours, certes, mais des discours *[sur la « lutte de*

*classe* » et « *l'industrialisation la plus rapide* » en réduisant la part des revenus destinés à l'accumulation] qui sonnaient creux pour ceux qui n'ont pas oublié de Marx l'affirmation que l'institution du socialisme est « essentiellement économique ». Car qu'est qu'une société « socialiste » sans propriété commune des moyens de production et sans essor vigoureux de l'industrie ?

A la question : « la Chine de Mao Tsétoung a-t-elle connu 1° une révolution démocratique bourgeoise anti-impérialiste ou 2° une révolution socialiste ? », on doit donc répondre 1°.

Il n'y a donc pas eu à proprement parler de contre-révolution en Chine, puisque les chinois ne se sont jamais engagés dans la voie de la révolution socialiste. Avec Mao Tsétoung, la Chine est simplement passée du statut de colonie semi-féodale à celui de démocratie bourgeoise affranchie du joug colonial.

Que représentent donc les multiples changements de cap de la direction chinoise sur la scène internationale et les dérives, tantôt gauchistes, tantôt droitières de la politique intérieure chinoise, dérives qui ont mené à l'accession de Deng Xiaoping au pouvoir ? Rien d'autre que la transition d'une phase de démocratie bourgeoise venant d'accéder à l'indépendance, à une phase aboutissant à faire de la Chine une grande puissance capitaliste. C'est là l'attitude marxiste-léniniste au sujet de la révolution « socialiste » chinoise et de la « contre-révolution » de Deng Xiaoping.

Concernant la réalité sociale de la Chine d'aujourd'hui, il existe deux attitudes anti-marxistes en apparence opposées, mais en fait partant toutes deux du postulat que la Chine de Mao Tsétoung était socialiste, ce qui nous l'avons démontré est faux.

— La première attitude consiste à reconnaître que la Chine s'est transformée en puissance impérialiste où les maux si caractéristiques de la société capitaliste sévissent : creusement des écarts sociaux, inflation, chômage, etc., mais en mettant cette évolution et l'ouverture de la Chine aux capitaux de l'impérialisme sur le compte de la politique de Deng Xiaoping. C'est l'attitude adoptée par la petite paysannerie qui souffre aujourd'hui de l'exode rural massif et qui est amenée à idéaliser la période maoïste de conciliation des classes et de temporisation de la bourgeoisie « capitaliste d'Etat ». Le prolétariat chinois entretient toujours lui aussi ces illusions sur la Chine « socialiste » de Mao Tsétoung et il ne pourra renverser la grande bourgeoisie « capitaliste d'Etat » qu'après s'être réapproprié le marxisme-léninisme et après avoir fait une analyse de classe lucide de la période maoïste et donc des facteurs nationaux *subjectifs* (tel l'influence de la philosophie idéaliste confucéenne) et *objectifs* (tel la prédominance de petits propriétaires individuels et l'influence de la bourgeoisie patriotique intéressés à l'indépendance de la Chine) qui ont facilité la conciliation avec la « bourgeoisie patriotique » et son « rapprochement » avec le PCC.

— La seconde consiste à dire que la Chine se développe toujours dans la voie du « socialisme de marché », qu'elle en est toujours à la phase de construction des « bases de la société socialiste » et que si elle a certes privatisé des secteurs importants de son économie, demeurent toujours une planification et des secteurs nationalisés. C'est l'attitude des partisans déclarés de l'impérialisme et d'une partie des prétendus « marxistes-léninistes pensée Mao Tsétoung ». Cette attitude révèle tout autant l'incompréhension du révisionnisme et de sa base économique capitaliste que de celle des principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Ces éléments spéculent, à l'exemple des khrouchtchéviens et des titistes, sur le « socialisme de marché » et sur les divers types de « propriété socialiste ». Ces éléments, lorsqu'il leur arrive de dénoncer Khrouchtchev et Tito (pour la forme), ne s'aperçoivent pas qu'ils perpétuent sous une forme à peine modifiée leurs mystifications et que ces mystifications ne peuvent que profiter aux affaires de la bourgeoisie et desservir la cause du prolétariat !!! On ne s'étonnera pas de trouver dans le rôle de premier larbin français des titistes chinois le « stalinien » Jacques Jurquet [*comme disent les trotskistes...*]. Il nous faut là ouvrir une parenthèse sur Jacques Jurquet qui défendait déjà la Chine de Mao Tsétoung puis celle de Deng Xiaoping contre Enver Hoxha à la fin des années 1970. [*Il soutenait également la théorie des trois mondes qui a saboté la lutte de classe en France.*] Et ça n'était pas là un aveuglement temporaire. Jacques Jurquet déclarait ainsi à la fin novembre 2004 :

« Je m'intéresse beaucoup à la politique actuelle du Parti Communiste Chinois. Ici on la présente comme capitaliste — la bourgeoisie de tous les pays ne peut pas accepter de reconnaître que l'essor de la Chine s'effectue sous la direction du PCC, alors elle dit « c'est le capitalisme ! » — mais c'est une manière de contester ses résultats spectaculaires. Le premier rôle de la Chine reste de sortir de la précarité des centaines de millions de chinois(e)s. Le socialisme doit-il perpétuer la pauvreté ou la combattre ? Bien sûr que non. Mao a parlé de la probabilité de socialisme pour une époque assez lointaine : 2 ou 3 siècles (?). Je pense qu'il avait raison. »

Pour justifier son règne d'exploitation, la bourgeoisie des pays capitalistes occidentaux clame elle aussi à l'occasion qu'elle a enregistré des résultats économiques spectaculaires et qu'elle a sorti de la misère des millions de travailleurs ! Et nous concevons très bien que la « bourgeoisie patriotique » chinoise ait réellement amélioré les conditions de vie du chinois moyen par rapport à l'ancien ordre féodal, mais cela ne fait pas pour autant de la Chine nouvelle un pays socialiste ! [*La bourgeoisie internationale, contrairement aux affirmations*

*mensongères de Jacques Jurquet, est très partagée dans son appréciation de la réalité économique chinoise : elle préfère s'en tenir à une appréciation plus agnostique, « médiane » dirons-nous.]*

Après avoir dénoncé les petits groupes marxistes-léninistes français « bavards » et « sectaires » (Allusion à l'URCF, au PCOF et à CMC), l'extralucide Jacques Jurquet, se livre devant nos yeux ébahis à « la lecture dans le marc de café » : répondant à la question de savoir quel groupe se réclamant du marxisme-léninisme pourrait devenir le Parti dont a besoin la classe ouvrière, il affirme que « les Editions Proletariennes [lui] paraissent les plus aptes pour l'avenir. » (<http://membres.lycos.fr/edipro/Histoire/JacquesJurquet/interview/interview.htm>)

Quand on connaît les effectifs des organisations citées et leur travail concret sur le terrain, on ne peut que rester médusé devant une telle myopie politique ! Après sa charge contre le "sectarisme" — le bâton, Jacques Jurquet essaie la "carotte" :

« Par delà des divergences tactiques inévitables, toutes les formations qui ont le même objectif stratégique doivent s'engager ensemble, et au sein des masses populaires, sur la voie révolutionnaire, seule capable de détruire le capitalisme pour instaurer le socialisme. Vive l'unité d'action pour le NON, première étape conduisant à de futures victoires prolétariennes fondées sur les principes irréversibles de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Zedong ! » (Jacques Jurquet, Message de salutation envoyé aux E.P. le 01/05/2005 au sujet du meeting unitaire du 05/05/2005.)

Ainsi, Jacques Jurquet, outre qu'il trouve le moyen de caser le révisionniste Mao Tsétoung dans son message de salut, ne voit que des « divergences tactiques » entre le marxisme-léninisme et le « marxisme-léninisme » dans sa version mao-thorézienne ! Jacques Jurquet participe également à la réécriture de l'histoire du mouvement marxiste-léniniste français, réécriture qui dérive tout naturellement sur des positions néo-khrouchtchéviennes et de conciliation avec l'opportunisme. Il est ainsi reproché aux membres du PCMLF :

« leur propension à idéaliser globalement Staline et la période où il dirigea l'URSS et à assimiler toute critique de cette époque à du révisionnisme (alors que Lénine fut le premier à porter des critiques publiques sur Staline), leur caractérisation de l'URSS comme état « social impérialiste » et du PCF comme « parti révisionniste » (<http://www.initiative-communiste.fr/wordpress/?p=47>)

La défense conséquente des principes fondamentaux du marxisme-léninisme se trouve ainsi assimilée à une simple « idéalisation » de Staline qui n'aurait « pas facilité le dialogue, ni permis de défendre efficacement le marxisme-léninisme contre les dangers révisionnistes qui commençaient à devenir réel » ! [*Voici légitimées la rupture tardive du PRCF avec le PCF et ses survivances thoréziennes prononcées...*] La polémique entre marxistes-léninistes et révisionnistes se trouve ainsi réduite à un conflit sur l'appréciation de personnalités... Cette conception petite-bourgeoise-trotskiste ignore bien entendu le fait que l'on ne défend pas tant Staline ou Enver Hoxha que leur ligne politique et les avancées concrètes de l'URSS et de la RPSA dans la construction de la société socialiste !!!

Dans cette réécriture historique, on tait bien entendu la polémique entre « marxistes-léninistes pensée Mao Tsétoung » (tenant des théories fumeuses du PCC) et marxistes-léninistes (se reconnaissant dans les analyses du PTA). Cette polémique, qui est justement le point essentiel à avoir divisé le PCMLF, est tout simplement passée sous silence ! C'est là pour Jacques Jurquet proclamer son indigence de pensée et s'attribuer un certificat de mort politique ! [*Jacques Jurquet fait très peu de cas de la pratique et des réalisations concrètes du socialisme en RPSA, réalisations socio-économiques concrètes qui prouvent que la ligne politique suivie par le PTA était fondamentalement juste (c'est-à-dire marxiste-léniniste) — et malgré toutes ses calomnies, Jacques Jurquet n'arrivera pas à effacer ce fait.*]

Cette parenthèse fermée, nous devons souligner que le révisionnisme de Mao Tsétoung est également criant dans le domaine de la lutte de classe sous ses formes politique et idéologique. Ainsi, dans le chapitre « Du dogmatisme à l'inquisition » de son livre *Albanie, la sentinelle de Staline* (Seuil, 1979), Jean Bertolino prend prétexte de la politique maoïste des « 100 fleurs » pour attaquer la ligne marxiste-léniniste conséquente suivie par le PTA dans le domaine de la culture contre les courants décadents bourgeois pseudo-marxistes représentés par Sartre et Marcuse :

« Les marxistes ne doivent pas craindre les critiques ou les confrontations avec d'autres idées que les leurs. Les plantes élevées dans une serre ne sauraient être robustes. » C'est encore Mao Tsétoung qui a écrit cela dans les années cinquante. » (p. 203.)

Ainsi, « l'André Gide » de l'Albanie, s'il ne peut pas encadrer le réalisme socialiste ni la censure des idées bourgeoises, ne manque pas par contre d'appuyer ses revendications sur la « liberté » de l'art, de la presse et de l'édition en utilisant (sans amendement préalable) les thèses libérales-opportunistes de Mao Tsétoung.

Dans *INTERVENTION A LA CONFERENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR LE TRAVAIL DE PROPAGANDE*, Mao Tsétoung dit de la politique des « Cent fleurs » qu'elle

« n'est pas seulement une bonne méthode pour développer la science et l'art, mais aussi, si l'on en généralise l'application, une bonne méthode pour notre travail dans tous les domaines. »

On comprend sans mal qui servent en réalité ces critiques et à quelles fleurs elles permettent de se développer ! Ça n'est d'ailleurs pas un hasard si Mao Tsétoung fut rapidement obligé de mettre un terme à la politique de « l'épanouissement des 100 fleurs », car dans un organisme social où les petits propriétaires individuels dominaient et où la bourgeoisie détenait des postes importants de l'économie, ce libre « épanouissement des cent fleurs » ne pouvait signifier que des attaques contre le PCC venant de l'intérieur (par les opportunistes avançant leurs thèses révisionnistes sous le mot d'ordre de la « liberté de critique ») et de l'extérieur (par la bourgeoisie « capitaliste d'Etat » soucieuse de voir augmentés ses profits...) [*Le slogan « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent ! » a été un des slogans les plus en vogue auprès des courants gauchistes occidentaux*].

Dans *DE LA JUSTE SOLUTION DES CONTRADICTIONS AU SEIN DU PEUPLE*, quand Mao Tsétoung cherche à prouver qu'une bonne mauvaise chose peut se transformer en une bonne chose [*Ce qui peut justifier n'importe quelle politique pragmatiste, y compris celle d'intégration de la « bourgeoisie patriotique » dans le « socialisme »...*], il prend deux exemples dont on doit le remercier tant ils illustrent à merveille la clairvoyance politique "géniale" que lui confère la méthode "dialectique" aprioriste, qui n'est rien d'autre ici qu'un travestissement de la méthode proudhonienne ou confucéenne des antinomies.

Mao Tsétoung prend comme premier exemple les événements de Hongrie qui, selon lui, ont eu comme côté positif d'avoir soi-disant fait de l'Etat Hongrois un Etat plus solidement établi que par le passé. [*Par le terme « passé », il faut bien sur entendre le passé stalinien, celui de Rákosi...*]\*

Il prend ensuite comme exemple la campagne anti-stalinienne internationale acharnée qui a suivi le rapport Khrouchtchev et qui aurait, selon lui, débarrassé les partis communistes des « éléments instables ». [*Par l'expression « éléments instables », il faut bien sur entendre les éléments staliniens dont furent purgés ces partis...*]\*\* Ces Partis s'en seraient donc trouvés renforcés ! Ce que l'histoire a bien entendu infirmé, puisqu'on a vu ces partis se social-démocratiser et se décomposer...

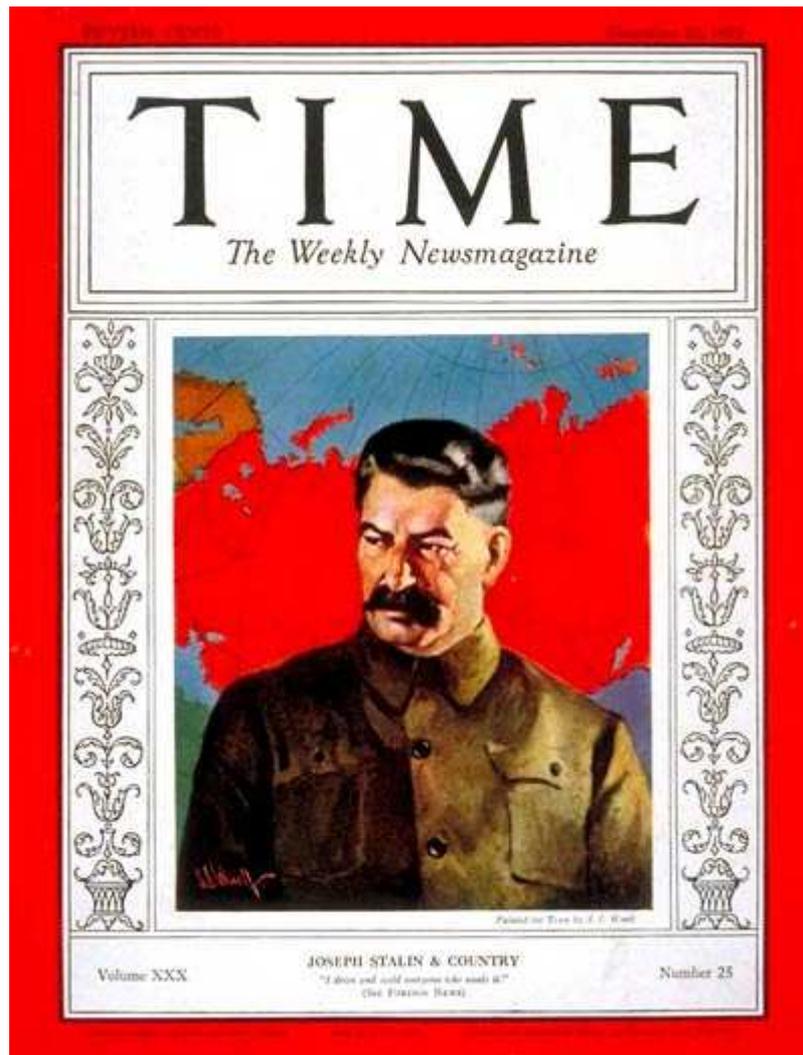
Outre le fait que l'on peut constater la complète opposition de ces observations de Mao Tsétoung avec celles formulées par le PTA à la même époque et dont les prises de position clairvoyantes se sont vérifiées, elles nous illustrent encore une fois la défense pour le moins très conditionnelle de Staline...

Enfin, dans *LA METHODE DIALECTIQUE POUR ASSURER L'UNITE DU PARTI*, Mao Tsétoung, ne manque pas de nous illustrer ce que peut donner l'application concrète de sa méthode "dialectique", dans le cadre de la lutte politique pour réconcilier entre eux les révisionnistes. C'est avec raison que le Tome V des œuvres choisies de Mao Tsétoung ne donne que des extraits de ce texte et a zappé des passages à l'exemple de celui-ci « Gomulka est un bon camarade, il faut lui faire confiance » (Cité par Enver Hoxha dans le chapitre 10 de son ouvrage *Les Khrouchtchéviens, Souvenirs*.) [*Gomulka était un partisan des idées de Tito et s'employait avec Togliatti à revendiquer une totale liberté de « création » dans les conditions nationales « spécifiques » à chaque Parti.*]

En guise de conclusion générale à cette présentation, il nous faut souligner un trait général du révisionnisme qui sème souvent un grand désarroi idéologique parmi les communistes et aboutit à des confusions quant il s'agit de faire la distinction entre un "communiste" et un communiste ou entre un "stalinien" et un stalinien : Si l'on en croit la bourgeoisie, Mao, Khrouchtchev, Brejnev, Tito, Ceausescu, Castro, Thorez, Marchais, etc., seraient « communistes » voir même « staliniens », mais dans ces « communistes » et ces « staliniens », la bourgeoisie éclairée, elle, ne manque pas de faire des distinctions !!! D'un côté, la bourgeoisie les rejette (parce qu'ils semblent représenter un pas vers le « stalinisme », du fait de la phraséologie marxiste dont ils usent à l'occasion), tandis que de l'autre elle ne cache pas les préférer à Staline qui reste le diable incarné et à côté de qui Mao, Ceausescu et C<sup>ie</sup> font figure d'enfants de cœur. (Ce qu'ils sont en réalité, puisqu'ils divisent le mouvement ouvrier et permettent à la bourgeoisie de se maintenir.)

De même que les revues altermondialistes à destination de la jeunesse lycéenne et étudiante servent à l'intoxiquer d'illusions réformistes [*Cette destination est une chose évidente quand on voit par exemple le fait que 90 % de la publicité faite dans ces revues correspond à de la publicité pour les grandes écoles, particulièrement pour les écoles de commerce et de management (dans la revue Alternatives économiques on peut parfois en trouver plus d'une dizaine de pages pour une revue en comptant une centaine !)*], de même les épouvantails révisionnistes, ne peuvent qu'engendrer chez les éléments anti-capitalistes les plus avancés un pseudo-radicalisme basé sur... des références révisionnistes !!! (Et donc sans danger pour l'ordre capitaliste...)

Voici deux couvertures de l'un des journaux de la bourgeoisie éclairée illustrant magistralement le fait que la bourgeoisie sent bien cette essence pseudo-radical et délétère du révisionnisme pour l'unité de la classe ouvrière :



Une illustration de la menace représentée par le marxisme-léninisme (Couverture du Time, 20/12/1937.)



Une illustration satirique du « panier de crabe révisionniste » : Mao, Brejnev, Tito, Ceausescu, Castro  
(Couverture du Time, 13/06/1969.)

**Notes :**

*(Ajoutées le 24/05/2005 suite aux remarques d'un camarade.)*

\* Il est de fait que Mao a condamné les événements de Hongrie, mais en les expliquant par les "erreurs" du stalinien Rákosi (Ludo Martens lui-même le reconnaît), et en défendant donc Kadar et Gomulka, deux révisionnistes plus soumis à Khrouchtchev. Le passé où l'Etat Hongrois était le plus solidement établi était celui de Rákosi qui engagea la Hongrie sur la voie communiste (1945-1953 et dans une certaine mesure 1953-1955). Mais Mao critique les erreurs de Rákosi. La voie révisionniste (Kadar-Gomulka) lui semble donc être plus solide que celle de Rákosi. Cette position était fondamentalement opposée à celle du PTA pour qui les racines du mal étaient toujours présentes et qui critiquait tout autant Nagy (partisan de l'impérialisme occidental) que Kadar et Gomulka (révisionnistes ayant prêté allégeance aux révisionnistes soviétiques). Aucune de ces deux voies ne pouvait bien sur être stable. Mao ne le voit pas.

\*\* Après le rapport Khrouchtchev, s'est opéré un saut qualitatif au sein du mouvement communiste international, le révisionnisme, jusque-là camouflé et retranché est passé à l'offensive : les révisionnistes et leurs thèses ont triomphé très rapidement au sein de la majorité des Partis. Mao ne voit absolument pas ça. Et c'est là encore l'essentiel.

V.G., 18/05/2005

## **SUR LE CAPITALISME D'ETAT**

*[Annotation écrite par le camarade Mao Tsétoung sur un document de la Conférence nationale sur le Travail des Finances et de l'Economie, tenue dans l'été 1953.]*

(9 juillet 1953)

L'économie capitaliste telle qu'elle existe actuellement en Chine est, pour la plus grande partie, une économie capitaliste, placée sous le contrôle du gouvernement populaire, liée sous diverses formes avec l'économie socialiste que représente le secteur d'Etat et soumise à la surveillance des ouvriers. Ce n'est donc plus une économie capitaliste ordinaire, mais une économie capitaliste particulière, une économie capitaliste d'Etat d'un type nouveau. Si elle existe, c'est surtout pour satisfaire les besoins du peuple et de l'Etat, et non pas pour permettre aux capitalistes de réaliser des bénéfices. Certes, le travail des ouvriers procure encore une part de profit aux capitalistes, mais cette part est faible et ne représente qu'environ le quart du profit global ; les trois quarts restants sont destinés aux ouvriers (fonds de bien-être), à l'Etat (impôt sur le revenu) ainsi qu'à l'accroissement des équipements de production (une petite partie du profit qu'ils rapportent revient aux capitalistes). Ainsi, cette économie capitaliste d'Etat d'un type nouveau revêt, dans une très grande mesure, un caractère socialiste et offre des avantages aux ouvriers et à l'Etat.

*Mao Tsétoung, Œuvres Choisies, Tome V, p.107.*

## **LA LIGNE GENERALE DU PARTI POUR LA PERIODE DE TRANSITION**

*[Importante annotation faite par le camarade Mao Tsétoung comme il examinait les conclusions que le camarade Chou En-laï allait présenter à la Conférence nationale sur le Travail des Finances et de l'Economie, tenue dans l'été 1953.]*

(Août 1953)

La période qui s'étend depuis la fondation de la République populaire de Chine jusqu'à l'achèvement fondamental de la transformation socialiste est une période de transition. La ligne générale du Parti, sa tâche générale pendant cette période, consiste à réaliser pour l'essentiel, en un laps de temps qui sera assez long, l'industrialisation du pays et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. Cette ligne générale doit être un phare qui guide notre travail dans tous les domaines ; si nous nous en écartons, nous commettrons des erreurs de droite ou "de gauche".

Nombre de principes et mesures politiques que comporte cette ligne ont déjà été exposés, et définis en substance, dans la résolution de la deuxième session plénière du Comité central du Parti, tenue en mars 1949. Mais, au lieu de travailler à la lumière de ce qui a été décidé à la deuxième session plénière, beaucoup de camarades préfèrent, pour certains problèmes, agir tout autrement et à l'encontre de ces décisions, et ils vont même jusqu'à violer ouvertement les principes établis à cette session.

*Mao Tsétoung, Œuvres Choisies, Tome V, p.108.*

## CONTRE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE AU SEIN DU PARTI

[Intervention du camarade Mao Tsétoung à la Conférence nationale sur le Travail des Finances et de l'Economie, tenue dans l'été 1953.]

(12 août 1953)

Notre réunion est un grand succès, et les conclusions dégagées par le premier ministre Chou En-laï sont excellentes.

Maintenant nous pouvons constater qu'après les mouvements *sanfan* et *woufan*, deux sortes d'erreurs de caractère différent se manifestent dans le Parti. Les unes sont des erreurs d'ordre commun, des erreurs que tout le monde peut commettre, et n'importe quand, comme les "cinq excès", lesquels, d'ailleurs, peuvent se transformer en "cinq insuffisances". Les autres, comme la tendance au capitalisme, sont des erreurs de principe. Elles sont le reflet dans le Parti de l'idéologie bourgeoise ; elles sont diamétralement opposées à la position marxiste-léniniste.

Les mouvements *sanfan* et *woufan* ont porté des coups très durs à l'idéologie bourgeoise au sein du Parti. Toutefois, à l'époque, l'attaque ne portait essentiellement que sur certaines manifestations de l'idéologie bourgeoise, telles que la corruption et le gaspillage, mais les idées bourgeoises qui se manifestaient dans la question de ligne politique n'ont pas été convenablement corrigées. En effet, ces idées apparaissent non seulement dans le secteur des finances et de l'économie, mais aussi dans le travail politique et juridique, dans celui de la culture et de l'enseignement, ainsi que dans d'autres domaines ; elles se trouvent aussi bien chez des camarades à l'échelon de l'autorité centrale que chez d'autres en fonction dans les organismes locaux.

Les erreurs qui ont été commises dans le domaine des finances et de l'économie ont fait l'objet d'une critique sévère depuis décembre dernier, lorsque le camarade Po Yi-po a proposé d'établir un nouveau système fiscal fondé sur une "égalité complète entre le secteur public et le secteur privé"<sup>1</sup>, jusqu'à la présente réunion. Si on continuait d'appliquer le nouveau système fiscal, on s'écarterait inévitablement du marxisme-léninisme, de la ligne générale du Parti pour la période de transition, et on s'orienterait vers le capitalisme.

Où doit nous mener la période de transition, vers le socialisme ou vers le capitalisme ? D'après la ligne générale du Parti, on doit passer au socialisme, ce qui implique une lutte de longue haleine. L'erreur que constitue le nouveau système fiscal n'est pas du même ordre que le cas de Tchang Tse-chan<sup>2</sup> ; c'est plutôt une question idéologique, une déviation par rapport à la ligne générale du Parti. Il faut déclencher dans le Parti une lutte contre l'idéologie bourgeoise. Du point de vue de l'idéologie, les membres de notre Parti se divisent en trois catégories : des camarades qui ont des conceptions marxistes-léninistes fermes, inébranlables ; d'autres qui sont essentiellement marxistes-léninistes, mais quelque peu influencés par des idées non marxistes-léninistes ; enfin, un petit nombre de gens qui, franchement mauvais, sont imbus d'idées non marxistes-léninistes. En critiquant les idées erronées de Po Yi-po, d'aucuns déclarent que son erreur relève de l'individualisme petit-bourgeois ; ce n'est pas juste. Il importe avant tout de critiquer ses idées bourgeoises, qui sont favorables au capitalisme et nuisibles au socialisme. Seule une telle critique est correcte. Comme nous l'avons dit, les erreurs opportunistes "de gauche" sont un reflet dans le Parti du fanatisme petit-bourgeois ; elles sont apparues à l'époque où nous étions en rupture avec la bourgeoisie. Pendant les trois périodes de notre coopération avec la bourgeoisie, c'est-à-dire la première coopération avec le Kuomintang, la Guerre de Résistance contre le Japon et la période actuelle, l'idéologie bourgeoise a chaque fois influencé des membres du Parti : ils se sont montrés vacillants. C'est précisément dans ces circonstances que Po Yi-po a versé dans l'erreur.

L'erreur de Po Yi-po n'est pas un cas isolé ; on peut en constater de semblables au niveau non seulement de l'autorité centrale, mais aussi des grandes régions administratives, des provinces et des municipalités. Chaque grande région administrative, chaque province et chaque municipalité doit convoquer une réunion pour procéder, à la lumière de la résolution de la deuxième session plénière du Comité central issu du VII<sup>e</sup> Congrès du Parti et des conclusions de la présente conférence, à un contrôle du travail accompli, afin d'éduquer les cadres.

Je suis allé dernièrement à Wouhan et à Nankin ; j'y ai appris beaucoup de choses et cela m'a été très utile. Comme presque rien ne vient à mes oreilles à Pékin, je ferai encore de ces voyages. Un organisme dirigeant à l'échelon central est une usine de produits idéologiques ; s'il ne sait pas ce qui se passe aux échelons inférieurs, s'il manque de matières premières et de produits semi-finis, comment pourrait-il sortir des produits manufacturés ? Il arrive qu'à l'échelon local on a déjà fabriqué des produits finis ; dans ce cas, les organismes dirigeants de l'autorité centrale n'ont plus qu'à les généraliser dans tout le pays. Citons comme exemple les mouvements *sanfan*, ancien et nouveau<sup>3</sup> : ce sont des organismes locaux qui les ont lancés de leur propre initiative. Les ministères et départements relevant de l'autorité centrale donnent des directives à tort et à travers. Ils auraient dû fournir des produits de première qualité, or, ce qu'ils nous offrent maintenant, ce sont des produits médiocres dont beaucoup, dépourvus de toute valeur, sont de rebut. Les organismes dirigeants à l'échelon de la grande région administrative, de la province et de la municipalité sont des fabriques de produits idéologiques sur le plan local, ils sont tenus eux aussi de fournir des produits de première qualité.

L'erreur de Po Yi-po est un reflet de l'idéologie bourgeoise. Elle est favorable au capitalisme et nuisible au socialisme et au semi-socialisme, elle va à l'encontre de la résolution de la deuxième session plénière du Comité central issu du VII<sup>e</sup> Congrès du Parti.

Sur qui devons-nous nous appuyer ? Sur la classe ouvrière ou sur la bourgeoisie ? La résolution de la deuxième session plénière a déjà indiqué clairement : "Nous devons nous appuyer de tout cœur sur la classe ouvrière". Elle dit par ailleurs qu'en ce qui concerne le relèvement et le développement de la production, il faut spécifier ce qui suit : La production de l'industrie d'Etat vient en premier lieu, en second, la production de l'industrie privée et en troisième, la production artisanale. On doit mettre l'accent sur l'industrie, avant tout sur l'industrie lourde, branche qui relève du secteur d'Etat. Des cinq secteurs économiques qui existent actuellement dans notre pays, l'économie d'Etat constitue le secteur dirigeant. Il faut orienter progressivement l'industrie et le commerce capitalistes vers le capitalisme d'Etat.

La résolution dit également qu'au fur et à mesure du développement de la production, on doit améliorer les conditions de vie des ouvriers et des autres travailleurs. Les gens qui ont des idées bourgeoises ne se soucient pas de ce problème ; Po Yi-po en est le représentant. Nous devons mettre l'accent sur le développement de la production, mais ce faisant, nous devons aussi veiller à l'amélioration de la vie du peuple. Il faut se préoccuper du mieux-être de la population, sans toutefois aller à l'excès, mais ne rien faire est inadmissible.

Aujourd'hui encore, il y a pas mal de cadres qui ignorent le bien-être du peuple et ne se soucient guère de ses souffrances. Un régiment en garnison dans le Koueitchou a pris aux paysans une grande superficie de terre cultivable, c'est là une atteinte grave aux intérêts du peuple. Ce serait une erreur de ne pas tenir compte des conditions de vie du peuple, mais on doit quand même mettre l'accent sur la production et l'édification.

Quant au problème de l'utilisation, de la limitation et de la transformation de l'économie capitaliste, il a été aussi éclairci à la deuxième session plénière. Dans la résolution qu'elle a adoptée, il est spécifié qu'il faut limiter l'économie capitaliste privée de plusieurs façons : par la restriction de son champ d'activité, par la politique fiscale, par les prix du marché et par les conditions de travail, et qu'on ne doit pas lui permettre de déborder librement. L'économie socialiste est à l'économie capitaliste ce que le dirigeant est au dirigé. La limitation et l'opposition à cette limitation constituent la forme principale de la lutte de classes dans l'Etat de démocratie nouvelle. Or, le nouveau système fiscal prévoit une "égalité complète entre le secteur public et le secteur privé" : il va donc à l'encontre de la ligne qui fait de l'économie d'Etat le secteur dirigeant.

Pour ce qui est de la coopération à réaliser dans l'agriculture et l'artisanat individuels, la résolution de la deuxième session plénière dit explicitement : "De telles coopératives sont des organisations économiques collectives des masses laborieuses, fondées sur la propriété privée et placées sous la conduite du pouvoir d'Etat dirigé par le prolétariat. Le fait que le peuple chinois est en retard sur le plan culturel et qu'il n'a pas de tradition en matière de coopératives nous crée de grandes difficultés dans la généralisation et le développement du mouvement coopératif ; mais nous pouvons organiser des coopératives et il nous faut en organiser, les généraliser et les développer. Si notre économie ne comportait que le secteur d'Etat, sans secteur coopératif, il nous serait impossible de conduire pas à pas l'économie individuelle du peuple travailleur vers la collectivisation, impossible de passer de l'Etat de démocratie nouvelle à l'Etat socialiste futur, et impossible de consolider la position dirigeante du prolétariat dans le pouvoir d'Etat." Voilà ce qui a été inscrit dans la résolution adoptée en mars 1949. Pourtant, pas mal de camarades n'y ont pas fait attention et prennent pour une nouveauté quelque chose qui date déjà de loin. Dans son article "Renforcer le travail politique du Parti dans les régions rurales", Po Yi-po prétend que la voie qui mène les paysans individuels à la collectivisation en passant par l'entraide et la coopération "est une pure utopie, car les équipes d'entraide qui existent aujourd'hui sont fondées sur l'économie individuelle ; elles ne peuvent pas, sur une telle base, se transformer progressivement en fermes collectives ; on arrivera encore moins, en suivant cette voie, à la collectivisation de l'ensemble de l'agriculture". Ce point de vue va à l'encontre de la résolution du Parti.

Nous avons maintenant deux fronts unis, deux alliances. L'une est l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, c'est la base. L'autre est l'alliance de la classe ouvrière et de la bourgeoisie nationale. Comme les paysans sont des travailleurs, et non des exploités, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie est une alliance de longue durée ; néanmoins il y a des contradictions entre ces deux classes. Nous devons conduire progressivement, selon le principe du libre consentement, les paysans de la propriété individuelle à la propriété collective. Dans l'avenir, il n'en existera pas moins des contradictions entre la propriété d'Etat et la propriété collective. Ce sont là autant de contradictions non antagonistes, alors que celles qui opposent la classe ouvrière à la bourgeoisie sont antagonistes.

La bourgeoisie s'emploie nécessairement à corrompre les gens, en tirant sur eux des balles enrobées de sucre. Les balles de la bourgeoisie sont soit matérielles, soit morales. Une des balles morales a atteint sa cible, Po Yi-po. S'il est tombé dans l'erreur, c'est qu'il s'est laissé influencer par l'idéologie bourgeoise. La bourgeoisie a applaudi à l'éditorial qui prônait le nouveau système fiscal, et Po Yi-po s'en est réjoui. Pour établir ce système, il avait consulté au préalable la bourgeoisie et conclu un accord tacite avec elle, sans en référer au Comité central. A ce moment-là, le Ministère du Commerce et la Fédération nationale des Coopératives d'Approvisionnement et de

Vente n'étaient pas d'accord ; et le Ministère de l'Industrie légère était mécontent lui aussi. Les 1.100.000 cadres et employés du secteur des finances, de l'économie et du commerce sont honnêtes dans leur immense majorité, un petit nombre seulement d'entre eux ne le sont pas. Ces derniers peuvent d'ailleurs être divisés en deux catégories : les contre-révolutionnaires, et ceux-là doivent être exclus de nos rangs, et les révolutionnaires qui ont commis des erreurs, aussi bien des membres du Parti que des non-communistes, qu'il faut aider à se transformer par la critique et l'éducation.

Pour assurer le triomphe de la cause du socialisme, il faut, dans tout le Parti et particulièrement dans les organismes dirigeants du Parti, du gouvernement, de l'armée et des organisations populaires, aux échelons de l'autorité centrale, de la grande région administrative, ainsi que de la province et de la municipalité, lutter contre les tendances erronées de l'opportunisme de droite, c'est-à-dire contre l'idéologie bourgeoise dans le Parti. Il faudra convoquer, en temps voulu, des réunions dans chaque grande région administrative, province et municipalité, auxquelles participeront les secrétaires des comités préfectoraux du Parti et les chefs de préfecture, afin d'éclaircir, au moyen de la critique et de la discussion, la question des voies socialiste et capitaliste.

Pour assurer le triomphe de la cause du socialisme, il faut pratiquer la direction collective et lutter contre l'ultra-décentralisation et le subjectivisme.

Nous devons à présent lutter contre le subjectivisme, qu'il se traduise par la progression aventureuse ou le conservatisme. Autrefois, à l'époque de la révolution de démocratie nouvelle, sont apparues des erreurs d'ordre subjectiviste, de droite comme "de gauche". Tchen Tou-sieou et Tchang Kouo-tao ont commis des erreurs de droite, et Wang Ming des erreurs d'abord "de gauche", puis de droite. Au cours du mouvement de rectification à Yen-an, nous avons centré notre attaque sur le dogmatisme tout en luttant, au passage, contre l'empirisme, tous les deux étant des expressions du subjectivisme. Si on n'unit pas la théorie et la pratique, la révolution ne peut pas triompher. Le mouvement de rectification a résolu ce problème. Nous avons eu raison d'adopter le principe de tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et de guérir la maladie pour sauver l'homme. Si, aujourd'hui, nous critiquons fermement et à fond Po Yi-po, c'est aussi pour permettre à ceux qui ont fait des erreurs de les corriger et pour assurer la marche victorieuse du socialisme. Nous sommes maintenant à l'époque de la révolution socialiste, mais le subjectivisme n'en existe pas moins. Se laisser aller à une progression aventureuse ou verser dans le conservatisme, c'est agir sans tenir compte de la réalité, c'est faire du subjectivisme. Si le subjectivisme n'est pas éliminé, la révolution et l'édification ne pourront triompher. A l'époque de la révolution démocratique, les erreurs d'ordre subjectiviste ont été redressées au moyen du mouvement de rectification, ce qui a permis d'unir tous les camarades du Parti, ceux qui avaient commis des erreurs comme ceux qui appliquaient la ligne juste ; c'est dans ces conditions que nos camarades ont quitté Yen-an pour différents champs de bataille et que, grâce aux efforts conjugués de tout le Parti, nous avons remporté la victoire à l'échelle nationale. Aujourd'hui, nos cadres sont plus mûrs, ils ont un niveau politique plus élevé; nous espérons qu'ils arriveront, dans un laps de temps pas trop long, à en finir pratiquement avec le subjectivisme dans le travail de direction, en s'efforçant d'adapter le subjectif à l'objectif.

Pour résoudre tous ces problèmes, il importe avant tout de consolider la direction collective et de lutter contre l'ultra-décentralisation à laquelle nous nous sommes toujours opposés. Le 2 février 1941, le Comité central a envoyé une directive à ses bureaux ainsi qu'aux commandants de l'armée, précisant qu'il fallait lui demander des instructions avant d'émettre tout télégramme circulaire, toute déclaration ou toute directive à usage interne et revêtant une portée nationale. En mai de la même année, le Comité central a donné une directive sur l'unification de la propagande faite par nos bases d'appui à l'intention de l'extérieur. Le 1<sup>er</sup> juillet, à l'occasion du XX<sup>e</sup> anniversaire du Parti, il a fait connaître sa décision concernant le renforcement de l'esprit de parti, insistant sur la nécessité de lutter contre l'ultra-décentralisation. L'année 1948 a vu le Comité central donner des directives encore plus nombreuses à cet effet. Il a lancé le 7 janvier une directive sur l'institution d'un système de rapports et, en mars, une directive complémentaire. Réuni en septembre de la même année, le Bureau politique a adopté une résolution sur le système de demande d'instructions et de présentation de rapports au Comité central. Le 20 septembre, le Comité central a pris une décision relative au raffermissement du système du comité du Parti. Le 10 mars 1953, il a adopté une décision concernant le renforcement de la direction exercée sur les activités du gouvernement, afin d'éviter que les différents organismes gouvernementaux ne s'écartent de cette direction.

Il y a une contradiction constante entre la centralisation et la décentralisation. Depuis que nous sommes entrés dans les villes, l'ultra-décentralisation s'est accentuée. Pour résoudre cette question, il faut que tous les problèmes principaux et importants soient d'abord soumis aux comités du Parti dont la décision sera ensuite exécutée par l'administration gouvernementale. Par exemple, l'érection du Monument aux Héros du Peuple sur la place Tien An Men et la démolition du mur d'enceinte de Pékin ont été décidées par le Comité central et exécutées par les soins du gouvernement. Quant aux problèmes secondaires, ils seront confiés aux groupes dirigeants du Parti des organismes gouvernementaux, car le Comité central ne peut pas s'occuper de tout. La lutte contre l'ultra-décentralisation bénéficie d'un soutien des plus larges, parce que la plupart des camarades du Parti sont partisans de la direction collective. A en juger par leur attitude à cet égard, on peut distinguer dans le Parti trois catégories de gens. Ceux de la première sont très attachés à la direction collective. Ceux de la deuxième, assez indifférents

à son égard, estiment que le comité du Parti ferait mieux de les laisser tranquilles, mais acceptent quand même son contrôle. Penser que le comité du Parti "ferait mieux de les laisser tranquilles" témoigne de leur manque d'esprit de parti, mais le fait qu'ils "acceptent quand même son contrôle" prouve qu'ils n'en sont pas entièrement dénués. Nous devons tenir compte de ce qu'ils "acceptent quand même son contrôle" et mener un travail de persuasion et d'éducation pour renforcer en eux l'esprit de parti. Sinon, les différents ministères agiront chacun à leur guise, indépendamment de l'autorité centrale ; les ministres eux-mêmes ne pourront contrôler leurs directeurs de département, et les chefs de service, leurs chefs de section. Bref, personne n'aura d'autorité sur personne, si bien que le pays sera morcelé en "multiples principautés" où régneront "huit cents princes". Les gens de la troisième catégorie sont en nombre infime ; ils s'opposent carrément à la direction collective, estimant que le comité du Parti ferait mieux de les laisser à jamais tranquilles. La décision concernant le renforcement de l'esprit de parti insiste sur la nécessité d'appliquer rigoureusement les règles de discipline qu'implique le centralisme démocratique, à savoir : soumission de la minorité à la majorité, de l'individu à l'organisation, de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, de l'ensemble du Parti au Comité central (dans ce cas, la majorité se soumet à une minorité qui, pourtant, représente la majorité). On peut formuler toutes les critiques ou objections que l'on veut, mais porter atteinte à l'unité du Parti est un acte des plus honteux. Seules l'expérience politique et la sagesse collectives permettent d'assurer la direction juste du Parti et de l'Etat et de garantir l'unité inébranlable du Parti.

Au cours de cette conférence, Liou Chao-chi a reconnu qu'il avait commis certaines erreurs, et le camarade Teng Siao-ping a fait de même. Quiconque est tombé dans l'erreur doit faire son autocritique, et chacun, sans exception, doit se soumettre au contrôle du Parti et à la direction des comités du Parti aux différents échelons ; c'est la condition principale pour accomplir les tâches du Parti. Il y a, dans tout le pays, beaucoup de gens qui tirent profit de l'anarchie. Po Yi-po est l'un d'eux. Il a quelque peu dégénéré sur les plans politique et idéologique ; il est donc tout à fait nécessaire de le critiquer.

Un dernier point : nous devons être modestes, être toujours prêts à apprendre et faire preuve de ténacité.

Il faut faire preuve de ténacité. Dans la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, nous avons porté à l'impérialisme américain des coups cinglants qui l'ont rempli d'effroi. Cela est favorable à l'édification de notre pays, et en est même une condition importante. Mais l'essentiel, c'est que nos troupes se sont trempées dans cette guerre ; nos combattants ont fait preuve de vaillance et nos commandants de capacité. Bien entendu, nous avons subi des pertes en hommes et dépensé de l'argent ; nous avons payé le prix. Mais nous n'avons reculé devant aucun sacrifice ; une fois que nous nous étions assigné une tâche, nous allions toujours jusqu'au bout. A l'époque où Hou Tsong-nan attaquait notre région frontrière du Chensi-Kansou-Ningsia, il ne nous restait plus qu'un seul chef-lieu de district, mais nous n'avons quand même pas évacué la région ; nous étions obligés de manger des feuilles d'arbres, qu'importe ! Telle est la force morale que nous devons avoir.

Nous devons apprendre ; nous ne devons pas nous gonfler d'orgueil ni mépriser les autres. Les œufs d'oie font honte aux œufs de poule, les métaux ferreux se croient supérieurs aux métaux rares : cet air hautain n'a rien de scientifique. La Chine est un grand pays, et notre Parti, un grand parti ; néanmoins, il n'y a aucune raison pour que nous dédaignons les petits pays et les petits partis. Nous devons toujours être disposés à apprendre des peuples des pays frères, faire preuve d'un véritable internationalisme. Dans nos relations commerciales avec l'étranger, certains camarades se montrent orgueilleux, arrogants ; ils ont tort. Il faut entreprendre un travail d'éducation dans tout le Parti, et surtout parmi le personnel en mission à l'étranger. Nous devons apprendre et travailler avec assiduité, afin de réaliser, pour l'essentiel, dans quinze ans ou un peu plus, l'industrialisation et la transformation socialistes de notre pays. Et même alors, quand notre pays sera devenu puissant, nous devons rester modestes et toujours disposés à apprendre.

Plusieurs décisions prises par la deuxième session plénière du Comité central issu du VII<sup>e</sup> Congrès ne figurent pas dans la résolution. Premièrement, ne pas fêter les anniversaires de naissance. Les souhaits de longue vie ne donnent pas la longévité. L'important, c'est de bien faire son travail. Deuxièmement, ne pas faire de cadeaux, au moins à l'intérieur du Parti. Troisièmement, éviter autant que possible de porter des toasts. On peut le faire cependant dans certaines circonstances. Quatrièmement, applaudir le moins possible. Mais les applaudissements ne sont pas à interdire : quand les masses débordent d'enthousiasme, on ne doit pas leur administrer une douche froide. Cinquièmement, ne pas donner à des lieux des noms de personnes. Sixièmement, ne pas mettre les camarades chinois sur le même plan que Marx, Engels, Lénine et Staline. C'est ce qui convient, car les premiers sont aux derniers ce que les élèves sont à leurs maîtres. Respecter ces décisions, c'est faire preuve de modestie.

Bref, il nous faut continuer à faire preuve de modestie, de bonne volonté pour apprendre auprès des autres, de ténacité, et nous en tenir au système de direction collective, afin de réaliser la transformation socialiste et d'aboutir à la victoire du socialisme.

## **NOTES**

<sup>1</sup> Proposé en décembre 1952, le nouveau système fiscal a été mis en vigueur en janvier 1953. Fondé sur une prétendue "égalité complète entre le secteur public et le secteur privé", il réduisait en fait la charge de l'industrie

et du commerce privés, alors qu'il augmentait celle des entreprises d'Etat et des coopératives. Il était donc favorable aux capitalistes, et non à l'industrie et au commerce du secteur d'Etat et du secteur coopératif. Après que le camarade Mao Tsétoung en eut fait la critique, cette erreur a été vite redressée.

<sup>2</sup> Tchang Tse-chan, ancien secrétaire du Comité du Parti communiste chinois pour la Préfecture de Tientsin ; s'étant laissé corrompre par la bourgeoisie, il a dégénéré en un grand concussionnaire et a été condamné à mort au cours du mouvement *sanfan*.

<sup>3</sup> Il s'agit de la lutte, déclenchée en 1951, contre la corruption, le gaspillage et la bureaucratie, et de celle, menée en 1953, contre la bureaucratie, l'autoritarisme et l'infraction aux lois et règlements.

*Mao Tsétoung, Œuvres Choisies, Tome V, pp.109-118.*

## **L'UNIQUE VOIE A SUIVRE POUR TRANSFORMER L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE CAPITALISTES**

*[Texte rédigé par le camarade Mao Tsétoung et contenant les points essentiels de son entretien du 7 septembre 1953 avec des représentants des partis démocratiques et des milieux industriels et commerçants.]*

(7 septembre 1953)

Réaliser la transformation de l'économie capitaliste en économie socialiste en passant par le capitalisme d'Etat.

1. Au cours de ces trois dernières années et quelques mois, nous avons fait du travail dans ce domaine, mais pas assez, parce que nous étions absorbés par d'autres tâches ; dès maintenant, il nous faut faire de plus gros efforts.

2. Instruits par un peu plus de trois ans d'expérience, nous pouvons affirmer que c'est une politique, une mesure assez judicieuse que de réaliser la transformation socialiste de l'industrie et du commerce privés en passant par le capitalisme d'Etat.

3. A présent, il est nécessaire de se faire une idée claire du principe politique prescrit dans l'article 31 du Programme commun<sup>1</sup> et de le concrétiser graduellement. Par "se faire une idée claire", on entend que les dirigeants des autorités centrales et locales doivent avant tout être convaincus que le capitalisme d'Etat est l'unique voie à suivre pour transformer l'industrie et le commerce capitalistes, et pour passer graduellement au socialisme. Or, des communistes comme des personnalités démocrates n'en sont pas encore persuadés, et notre réunion<sup>2</sup> a pour but de faire prévaloir cette conviction.

4. On doit avancer d'un pas sûr et se garder de toute précipitation. Il faudra au moins trois à cinq ans pour que l'industrie et le commerce privés du pays soient pratiquement amenés dans le cadre du capitalisme d'Etat ; il n'y a donc pas lieu de s'alarmer ni de s'inquiéter.

5. Entreprise mixte, à capital privé et d'Etat ; entreprise exécutant des commandes ou du travail d'usinage pour l'Etat qui s'engage à fournir toutes les matières premières nécessaires et à acheter toute la production ; et entreprise dont l'Etat se borne à acheter une grande partie de la production — voilà les trois formes que prend le capitalisme d'Etat dans l'industrie privée.

6. Dans les entreprises commerciales privées, on peut aussi pratiquer le capitalisme d'Etat ; il ne s'agit pas de les "écarter" tout simplement. Nous n'avons pas beaucoup d'expérience là-dessus, le problème est à étudier.

7. Les entreprises industrielles et commerciales privées, qui comptent environ 3.800.000 ouvriers et employés, représentent une grosse valeur pour le pays ; elles jouent un très grand rôle dans l'économie nationale et le bien-être du peuple. Non seulement elles fournissent leurs produits à l'Etat, mais encore elles peuvent accumuler des fonds et former des cadres pour son compte.

8. Il y a des capitalistes qui manifestent une grande réticence envers l'Etat ; la passion du gain ne les a pas encore quittés. D'autre part, certains ouvriers vont trop vite, ils ne permettent pas aux capitalistes de faire le moindre bénéfice. Nous devons donc éduquer les uns et les autres pour qu'ils s'adaptent progressivement (et le plus tôt possible) au principe politique du gouvernement selon lequel les entreprises industrielles et commerciales privées de la Chine servent essentiellement l'économie nationale et le bien-être du peuple et, en partie, travaillent pour procurer du profit aux capitalistes — c'est de cette façon qu'elles s'engageront dans la voie du capitalisme d'Etat. Le tableau suivant montre comment les bénéfices réalisés par les entreprises capitalistes d'Etat sont répartis :

Impôt sur le revenu	34,5 %
Fonds de bien-être	15 %
Fonds d'accumulation	30 %
Dividende attribué au patronat	20,5 %
Total :	100 %

9. Il importe de continuer à mener parmi les capitalistes une éducation patriotique. Pour cela, il nous faut surtout former méthodiquement un certain nombre de capitalistes qui possèdent une grande largeur de vues et qui soient disposés à se rapprocher du Parti communiste et du gouvernement populaire, afin de convaincre par leur intermédiaire la majorité des capitalistes.

10. Pour la mise en pratique du capitalisme d'Etat, il faut non seulement tenir compte des nécessités et des possibilités (voir le Programme commun), mais aussi se fonder sur le libre consentement des capitalistes, car il s'agit d'une œuvre de coopération qui, par définition, ne peut pas se faire sous la contrainte. C'est différent du cas des propriétaires fonciers.

11. Ces dernières années, les différentes nationalités de notre pays, les diverses classes démocratiques, les partis démocratiques et les organisations populaires ont fait de grands progrès ; il est certain que dans trois à cinq ans ils en auront fait de plus grands encore. Il sera donc possible, en trois à cinq ans, d'amener la plus grande partie

des entreprises industrielles et commerciales privées dans le cadre du capitalisme d'Etat. La prépondérance des entreprises d'Etat est une garantie matérielle pour l'accomplissement de cette tâche.

12. Nous ne pourrions pas accomplir dans un délai de trois à cinq ans les tâches que nous nous sommes fixées pour toute la période de transition et qui consistent à réaliser pour l'essentiel l'industrialisation du pays et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. Il nous faudra bien, pour y arriver, plusieurs quinquennats. Sur ce point, nous devons combattre et la tendance à faire traîner indéfiniment les choses et la précipitation.

13. L'un dirige, l'autre est dirigé ; l'un ne recherche pas les profits privés, l'autre les recherche encore en partie, et ainsi de suite. Ce sont là autant de différences. Mais dans les conditions actuelles, l'industrie et le commerce privés servent pour l'essentiel l'économie nationale et le bien-être du peuple (auxquels vont les trois quarts environ de leurs bénéfices). C'est pourquoi nous pouvons et nous devons persuader les ouvriers des entreprises privées de suivre l'exemple de ceux des entreprises d'Etat, c'est-à-dire d'accroître la production tout en pratiquant l'économie, de procéder à l'émulation dans le travail, d'élever la productivité, de réduire les prix de revient et d'augmenter la quantité des produits et d'améliorer leur qualité, ce qui est profitable à l'intérêt public comme à l'intérêt privé, au Travail comme au Capital.

#### **NOTES**

<sup>1</sup> L'article 31 du Programme commun stipule : "L'économie qui associe des capitaux d'Etat et des capitaux privés est une économie capitaliste d'Etat. Quand c'est nécessaire et possible, on encouragera le capital privé à évoluer dans le sens du capitalisme d'Etat par divers moyens comme l'exécution de travail d'usinage pour des entreprises industrielles d'Etat, la gestion d'entreprises en coopération avec l'Etat, ainsi que l'administration d'entreprises d'Etat ou l'exploitation de ressources nationales sous forme de concessions."

<sup>2</sup> Il s'agit de la quarante-neuvième session (élargie) du Comité permanent du Comité national de la Conférence consultative politique, qui s'est tenue du 8 au 11 septembre 1953.

*Mao Tsétoung, Œuvres Choisies, Tome V, pp.119-122.*

## **DEBAT SUR LA COOPERATION AGRICOLE ET LUTTE DE CLASSES ACTUELLE**

*[Rapport de conclusion présenté par le camarade Mao Tsétoung à la sixième session plénière élargie du Comité central issu du VII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois.]*

(11 octobre 1955)

Notre session a donné lieu à un très grand débat. Celui-ci a porté sur la question de savoir si la ligne générale du Parti pour la période de transition du capitalisme au socialisme est tout à fait juste. Engagé dans tout le Parti, il a été provoqué au sujet de nos principes politiques en matière de coopération agricole et c'est sur cette question que nos camarades ont centré leurs interventions. Cependant, ce débat embrasse de vastes domaines, nos activités aussi bien dans l'agriculture, l'industrie, les communications, les transports, les finances, les affaires monétaires, le commerce que dans la culture, l'éducation, la science et la santé publique ; il touche également la transformation de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes, la répression des contre-révolutionnaires, l'armée et les affaires étrangères. Bref, toute l'activité du Parti, du gouvernement, de l'armée et des organisations populaires est concernée. Cette large discussion est indispensable, car il n'y en a encore jamais eu de telle dans le Parti depuis la promulgation de la ligne générale. Elle doit se déployer dans les campagnes comme dans les villes, de sorte que notre travail dans tous les domaines, son rythme et sa qualité soient à la hauteur des tâches définies par la ligne générale et que soit établi un plan d'ensemble pour chaque domaine d'activité.

Je voudrais maintenant parler des questions suivantes.

### **I. LE RAPPORT ENTRE LA COOPERATION AGRICOLE ET LA TRANSFORMATION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE CAPITALISTES**

Le rapport entre la coopération agricole et la transformation de l'industrie et du commerce capitalistes, c'est-à-dire le rapport entre la tâche de réaliser, pour l'essentiel, la transformation socialiste de l'agriculture en trois quinquennats environ et celle d'accomplir, pour l'essentiel, la transformation socialiste de l'industrie et du commerce capitalistes durant la même période, est en fait le rapport entre la coopération agricole et la bourgeoisie.

Nous estimons que c'est seulement quand l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie se sera peu à peu consolidée sur une nouvelle base, celle du socialisme, au cours de la transformation socialiste totale de l'agriculture, qu'il sera possible de rompre définitivement les liens entre la bourgeoisie urbaine et les paysans et d'isoler complètement la bourgeoisie, ce qui facilitera la transformation totale de l'industrie et du commerce capitalistes. Notre transformation socialiste de l'agriculture a pour but de déraciner le capitalisme dans l'immense campagne. Pour le moment, nous n'avons pas encore achevé la coopération agricole ; la classe ouvrière n'a pas encore consolidé son alliance avec la paysannerie sur une base nouvelle et cette alliance reste précaire. Les paysans ne se contentent plus de l'alliance que nous avons conclue avec eux sur la base de la révolution agraire. Ils ont quelque peu oublié les avantages qu'ils en avaient tirés. Maintenant, il faut leur apporter un nouveau bienfait : le socialisme. Aujourd'hui les paysans ne vivent pas encore tous dans l'aisance, les céréales et les matières premières pour l'industrie sont loin d'être suffisantes. Dans ces circonstances, il est probable que la bourgeoisie trouvera à redire et qu'elle nous attaquera sur cette question. Mais dans quelques années, nous verrons une situation toute nouvelle : la classe ouvrière et la paysannerie formeront, sur une base nouvelle, une alliance plus solide que jamais.

Scellée par la lutte contre les propriétaires fonciers, pour le renversement des despotes locaux et pour le partage des terres, l'ancienne alliance était provisoire ; stable pour un temps, elle est devenue instable. Après la réforme agraire, il s'est opéré une bipolarisation parmi les paysans. Si nous n'avons rien de nouveau à leur offrir et que nous ne les aidions pas à accroître leurs forces productives, à augmenter leurs revenus et à atteindre une prospérité générale, ceux qui sont restés pauvres ne nous feront plus confiance et penseront qu'il n'est plus dans leur intérêt de suivre le Parti communiste. Puisqu'ils restent toujours pauvres malgré le partage des terres, pourquoi devraient-ils encore nous suivre ? Quant à ceux qui sont dans l'aisance, c'est-à-dire ceux qui sont devenus paysans riches ou qui mènent une vie très aisée, ils n'auront pas, eux non plus, confiance en nous, estimant que la politique du Parti communiste n'est jamais à leur goût. En fin de compte, les paysans, qu'ils soient pauvres ou riches, ne se fieront plus à nous, et l'alliance des ouvriers et des paysans deviendra très fragile. Dans le but de la consolider, il nous faut conduire les paysans sur la voie du socialisme pour qu'ils jouissent d'une prospérité commune ; les paysans nécessiteux, ainsi que tous les autres paysans, doivent devenir prospères, et mieux que cela : ils doivent atteindre un niveau de vie bien plus élevé que les paysans aisés actuels. Quand la coopération aura été achevée, la vie de toute la population rurale s'améliorera d'année en année, et il y aura davantage de grains marchands et de matières premières pour l'industrie. Alors, la bourgeoisie n'aura qu'à se taire et constatera son isolement total.

Actuellement, nous avons deux alliances, l'une avec les paysans, l'autre avec la bourgeoisie nationale. Ces deux alliances nous sont indispensables, et le camarade Chou En-laï a aussi parlé de cette question. Quels avantages l'alliance avec la bourgeoisie peut-elle nous offrir ? Elle permet de nous procurer plus de produits industriels à

échanger contre des produits agricoles. C'est précisément l'idée qu'avait eue Lénine pendant une certaine période après la Révolution d'Octobre. En effet, les paysans refusaient de vendre leurs céréales à l'Etat, parce qu'il n'avait pas de produits industriels à fournir en échange ; ils n'acceptaient pas qu'on payât leur grain en simple papier-monnaie. C'est pourquoi Lénine avait envisagé une alliance entre le pouvoir d'Etat prolétarien et le capitalisme d'Etat pour contrecarrer, par l'accroissement des produits industriels, la tendance spontanée au capitalisme dans les campagnes<sup>1</sup>. Si, en nous alliant avec la bourgeoisie, nous nous abstenons pour l'instant de confisquer les entreprises capitalistes et adoptons à leur égard une politique d'utilisation, de limitation et de transformation, c'est précisément dans le but d'obtenir plus de produits industriels pour répondre aux besoins des paysans et surmonter leur répugnance à vendre les céréales, voire certaines matières premières nécessaires à l'industrie. Nous utilisons ainsi notre alliance avec la bourgeoisie pour vaincre cette répugnance des paysans. D'autre part, c'est grâce à notre alliance avec la paysannerie que nous obtenons les céréales et les matières premières de l'industrie pour contenir la bourgeoisie. Comme les capitalistes ne disposent pas de matières premières alors que l'Etat, lui, en a, ils n'ont d'autre solution, pour s'en procurer, que de lui vendre leur production et de s'engager ainsi dans la voie du capitalisme d'Etat. S'ils refusent, nous leur couperons les matières premières, et ils n'auront aucune autre issue. De cette façon, nous barrerons la voie du capitalisme à la bourgeoisie qui aspire à l'ouverture du marché libre, à l'obtention libre des matières premières et à la vente libre de sa production industrielle, et nous isolerons la bourgeoisie sur le plan politique. Telle est l'interaction de ces deux alliances. De ces dernières, celle que nous avons passée avec les paysans est principale, fondamentale, primordiale, alors que celle avec la bourgeoisie n'est que provisoire, secondaire. Dans un pays économiquement arriéré comme le nôtre, ces deux alliances sont aussi indispensables l'une que l'autre à l'étape actuelle.

La réforme agraire nous a permis d'établir une alliance avec les paysans sur la base de la démocratie et elle leur a donné des terres. La distribution des terres aux paysans relève de la révolution démocratique bourgeoise ; elle n'a sapé que la propriété féodale, et non la propriété capitaliste ni la propriété individuelle. Néanmoins, du fait de cette alliance, la bourgeoisie s'est sentie isolée pour la première fois. En 1950, lors de la troisième session plénière du Comité central, j'ai dit qu'il fallait se garder d'attaquer dans toutes les directions. A ce moment-là, la réforme agraire n'avait pas encore été entreprise dans de vastes régions du pays et les paysans n'étaient pas encore passés complètement de notre côté ; il était alors inopportun d'ouvrir le feu sur la bourgeoisie. C'est seulement après la réforme agraire, lorsque les paysans se sont rangés entièrement de notre côté, qu'il a été possible et nécessaire pour nous de lancer les mouvements *sanfan* et *woufan*. La coopération agricole nous permettra de consolider notre alliance avec les paysans sur la base du socialisme prolétarien et non sur celle de la démocratie bourgeoise, ce qui isolera définitivement la bourgeoisie et facilitera l'élimination définitive du capitalisme. Sur cette question, nous nous montrons vraiment impitoyables ! Oui, le marxisme est dur, sans pitié ; ce qu'il veut, c'est anéantir l'impérialisme, le féodalisme, le capitalisme et aussi la petite production. Là-dessus, mieux vaut ne pas avoir trop d'indulgence. Certains camarades sont trop bienveillants ; ils ne sont pas rigoureux, autrement dit pas tellement marxistes. Ce sera une excellente chose, et d'une portée énorme, que de faire disparaître la bourgeoisie et le capitalisme dans un pays de 600 millions d'habitants comme la Chine. Notre but est bien d'extirper le capitalisme, de le supprimer à jamais sur la Terre et de le reléguer au musée de l'Histoire. Tout ce qui apparaît au cours de l'Histoire doit nécessairement disparaître un jour, et toute chose, tout phénomène est un produit de l'Histoire ; à la vie succède toujours la mort. Le capitalisme aussi est un produit de l'Histoire, il doit donc mourir. Il y a sous terre une place de choix qui l'attend, qu'il y "repose" !

La situation internationale actuelle est favorable à l'accomplissement de notre tâche générale pour la période de transition. Il nous faut une période de trois quinquennats afin de réaliser pour l'essentiel l'industrialisation et la transformation socialistes. Nous tâcherons de nous assurer cette période pour l'édification pacifique. Sur ces quinze ans, trois sont déjà écoulés, mais les douze ans qui restent suffiront. Selon toute apparence, nous réussirons à disposer de ce temps. Faisons donc tout notre possible dans ce sens. Nous devons redoubler d'efforts dans le domaine des affaires extérieures et dans l'édification de la défense nationale.

Durant cette période de quinze ans, la lutte de classes à l'intérieur comme à l'extérieur du pays sera très acharnée ; nous pouvons déjà le constater. Dans cette lutte, nous avons remporté beaucoup de victoires, et nous en remporterons d'autres. Dans la lutte de classes qui s'est déroulée ces douze derniers mois à l'intérieur du pays, nous avons entrepris essentiellement quatre tâches : la lutte contre l'idéalisme, la répression des contre-révolutionnaires, la solution du problème céréalier et la coopération agricole. Les luttes que nous avons engagées pour régler ces quatre problèmes ont été, de par leur caractère, autant de combats contre la bourgeoisie ; nous lui avons asséné des coups très durs et nous continuons de lui en porter de foudroyants.

La lutte contre l'idéalisme se poursuit depuis un an. Elle a commencé avec la question du *Rêve du Pavillon rouge* et on a critiqué le *Wenyi Bao*, puis Hou Che et Liang Chou-ming. Nous devons combattre l'idéalisme pour de bon, et cela tout au long des trois quinquennats. Au cours de ce combat, il faudra former un contingent de cadres possédant le matérialisme dialectique marxiste, pour que la masse de nos cadres et le peuple puissent s'armer des théories fondamentales du marxisme. Quant à la répression des contre-révolutionnaires, nous comptons procéder, pendant le reste de cette année et l'année prochaine, à une campagne d'élimination des contre-révolutionnaires

parmi les quelque 12 millions de personnes qui travaillent dans les entreprises industrielles et commerciales de l'Etat, les coopératives, les différents organismes des districts, des arrondissements et des cantons, y compris les cadres de l'armée et les ouvriers des usines. Parlant des contre-révolutionnaires, on a l'impression qu'il n'en reste plus beaucoup, puisqu'on ne les voit pas. Mais l'enquête révèle qu'il en existe bel et bien ; on en a déjà débusqué un certain nombre. Sur la question des céréales aussi, nous avons livré une grande bataille. La bourgeoisie a pris prétexte de ce problème pour nous attaquer, et même dans le Parti se sont répandues des rumeurs mensongères ; c'est pourquoi nous y avons opposé des critiques. En ce qui concerne la coopération agricole, nous avons beaucoup lutté ; la présente session a d'ailleurs centré ses délibérations sur ce problème. Nous avons donc mené d'importantes luttes sur les quatre questions susmentionnées, brisant la résistance et l'offensive de la bourgeoisie et gagnant ainsi l'initiative.

La bourgeoisie a eu peur de nos luttes contre elle sur ces questions et surtout de la répression des contre-révolutionnaires. Nous avons fait un bon travail dans cette répression. A ce sujet, nous devons nous en tenir aux critères fixés, sinon ce serait très dangereux. Seuls les gens qui correspondent à ces critères doivent être appelés contre-révolutionnaires; autrement dit, nous devons démasquer les vrais contre-révolutionnaires et nous garder d'inculper des innocents. Il faut s'attendre cependant à des erreurs de ce genre, lesquelles sont difficiles à éviter complètement. Mais nous devons faire en sorte que de tels cas soient en nombre réduit et, si possible, entièrement exclus. Nous ne devons mettre en cause que ceux qui sont tout à fait conformes aux critères, qui sont de vrais contre-révolutionnaires, des contre-révolutionnaires à cent pour cent, et non porter de fausses accusations contre des innocents. D'un autre côté, c'est bien possible que certains contre-révolutionnaires authentiques glissent au travers du filet. Vous dites qu'on les attrapera tous cette fois. Pas forcément. Il est bien probable qu'il y en a qui échapperont, mais nous devons faire en sorte qu'il y en ait le moins possible.

## **II. LE BILAN DES DISCUSSIONS SUR LA COOPERATION AGRICOLE**

Les nombreuses créations des masses dans le domaine de la coopération agricole ont détruit pas mal de préjugés et d'idées fausses. Le débat actuel nous a permis de résoudre quantité de problèmes qui n'étaient pas clairs pour beaucoup de gens il y a quelques mois.

1. Une extension forte ou faible, laquelle vaut mieux ? C'est là un problème capital, sur lequel il y avait de grandes divergences, et il est maintenant résolu. Les masses demandent une extension très large des coopératives, et la tâche générale pour la période de transition exige que l'agriculture s'adapte à l'industrie ; ce serait donc faux de préconiser une faible extension.
2. Est-ce qu'il est possible de créer des coopératives dans les régions tardivement libérées, dans les régions montagneuses, les cantons arriérés ou les régions touchées par des calamités naturelles ? Ce problème est lui aussi résolu maintenant, on peut en créer dans tous ces endroits.
3. Peut-on créer des coopératives dans les régions de minorités nationales ? Il est prouvé qu'on peut en établir partout où les conditions sont réunies. Dans certaines régions où elles ne le sont pas encore, comme le Tibet et les monts Taliang et Siaoliang, il ne faut pas en créer.
4. Est-ce qu'il est possible d'établir des coopératives quand on n'a ni fonds, ni charrettes, ni bœufs de labour, et sans l'adhésion des paysans moyens aisés ? Oui, on a la preuve maintenant que c'est également possible.
5. "C'est facile de créer des coopératives, mais difficile de les consolider." Cette idée préconçue a été battue en brèche, elle aussi. Créer des coopératives n'est pas aussi facile qu'on le prétend, et les consolider pas forcément aussi difficile qu'on le pense. Insister sur la facilité de leur création et sur la difficulté de leur consolidation, cela revient en fait à vouloir ne pas en créer, ou en créer le moins possible.
6. Sans machines agricoles, peut-on créer des coopératives ? L'opinion selon laquelle les machines agricoles sont indispensables pour l'établissement de coopératives n'est plus très répandue, mais elle subsiste encore. C'est un préjugé qu'on peut également balayer.
7. Doit-on dissoudre toutes les coopératives mal gérées ? Si certaines sont vraiment incapables de se maintenir, elles peuvent naturellement retourner au stade de l'équipe d'entraide. Mais on ne doit pas en règle générale dissoudre les coopératives considérées comme mal gérées, car une fois remises en ordre, elles peuvent repartir du bon pied.
8. "Si on ne descend pas immédiatement de cheval, on risque de briser l'alliance des ouvriers et des paysans." C'est là probablement un "argument" provenant du Département du Travail rural du Comité central. Ce département ne se contente pas de semer des rumeurs, il produit aussi force "arguments". Je pense que cette assertion est "juste" pour l'essentiel ; pour qu'elle le devienne tout à fait, il suffit d'y changer un mot : remplacer "descendre" par "monter". Ne vous découragez pas, Camarades du Département ! J'ai repris tels quels tous les mots que vous avez utilisés, sauf un. La différence ne porte que sur un seul mot, celui qui a été l'objet de notre controverse. Vous voulez qu'on descende alors que moi, je veux qu'on monte. "Si on ne monte pas immédiatement à cheval, on risque de briser l'alliance des ouvriers et des paysans" ; cela est bien vrai !

9. "Si des bœufs de labour sont morts, c'est la faute des coopératives." Cette accusation n'est pas tout à fait fondée. La mort de ces bœufs n'est pas due essentiellement aux coopératives, mais aux inondations, au prix élevé des peaux et au manque de fourrage; dans d'autres cas, il y a des bœufs qui, trop vieux, ne sont bons que pour la boucherie.

10. "La tension qui règne à la campagne a pour cause principale l'établissement d'un trop grand nombre de coopératives." Une telle affirmation est fautive. Les tensions apparues au printemps dernier dans les régions rurales étaient dues notamment au problème des céréales. D'ailleurs, dans la plupart des cas, la soi-disant pénurie de céréales était imaginaire ; c'étaient des clameurs des propriétaires fonciers et des paysans riches ainsi que des paysans moyens aisés. Nous n'avons pas encore trouvé le temps de faire un vaste travail d'éducation auprès des masses paysannes sur ce point ; d'autre part, notre travail dans le domaine céréalière présentait des insuffisances. Comme nous ne savions pas très bien, l'année dernière, quelle quantité de céréales devait être achetée, nous en avons acheté aux paysans 3.500.000 tonnes de trop. Nous prévoyons maintenant un réajustement en réduisant nos achats de 3.500.000 tonnes ; cela, s'ajoutant à la bonne récolte de cette année, détendra la situation dans les campagnes.

11. Il y a encore une autre assertion : "La supériorité des coopératives ne durera que trois ans." C'est du pessimisme. J'estime, quant à moi, que leur supériorité durera certainement bien plus, car le socialisme s'étendra sur une très longue période. Et dans l'avenir, quand celui-ci ne présentera plus de supériorité, le communisme le remplacera pour manifester la sienne à son tour.

12. Faudra-t-il créer des coopératives de forme supérieure dans un proche avenir ? On n'avait pas d'idée claire sur cette question, et vous l'avez soulevée à la présente session. Il faut en créer un certain nombre. Quant au chiffre exact, c'est à vous de voir.

13. Il est également faux de dire que "les bateliers et les charretiers ne peuvent pas s'organiser en coopératives". Aujourd'hui, il semble que les millions de travailleurs des transports de ce genre doivent aussi se regrouper en coopératives.

A la lumière des discussions, nous avons résolu ces nombreux problèmes. C'est un grand succès de la présente session plénière du Comité central.

### **III. LA PLANIFICATION D'ENSEMBLE ET LA DIRECTION RENFORCEE**

La planification d'ensemble doit comprendre : 1) un plan pour les coopératives ; 2) un plan pour la production agricole ; 3) un plan pour toute l'économie. Le plan pour l'ensemble de l'économie rurale doit englober entre autres les occupations subsidiaires, l'artisanat, les activités diversifiées, les exploitations polyvalentes, le défrichage et le déplacement de la population à faible distance, les coopératives d'approvisionnement et de vente, les coopératives de crédit, les banques, les stations de vulgarisation des techniques, ainsi que le reboisement des collines dénudées et des villages. Je pense que c'est surtout les montagnes arides de la Chine du Nord qu'il faut reboiser ; c'est parfaitement réalisable. Camarades du Nord, aurez-vous assez de courage pour cela ? Dans le Sud, bien des endroits ont besoin aussi d'être reboisés. Ce serait beau de voir dans un certain nombre d'années, au Nord comme au Sud, un peu partout, des régions reverdies. L'agriculture, l'industrie et tous les autres secteurs en profiteront.

Quels sont les autres plans à élaborer ? Un plan pour la culture et l'enseignement, qui doit comprendre la liquidation de l'analphabétisme, la création d'écoles primaires, l'établissement d'écoles secondaires qui répondent aux besoins des campagnes et dans lesquelles seront introduits des cours d'agriculture, l'édition d'ouvrages de vulgarisation et de livres adaptés aux besoins des paysans, l'extension du réseau de radiodistribution et la multiplication des équipes itinérantes de cinéma dans les campagnes, l'organisation des activités culturelles et récréatives, etc. Il faut encore des plans pour la consolidation et l'édification du Parti et de la Ligue de la Jeunesse, le travail des femmes et la répression des contre-révolutionnaires. Tout cela doit entrer dans la planification d'ensemble.

Il doit y avoir les plans suivants : 1) Celui des coopératives rurales. Toutes les coopératives, si petites soient-elles, doivent avoir un plan, qu'elles apprendront à établir. 2) Celui des cantons. Notre pays compte plus de 220.000 cantons, chacun doit faire son plan. 3) Celui des districts. Nous espérons que chaque district élaborera un plan. Certains districts en ont déjà présenté d'excellents, dont la lecture est intéressante. Dans ces districts, avec un esprit émancipé qui ose défier le ciel et la terre et qui est libre de toute entrave, on a pu concevoir des plans pleins d'initiative. 4) Celui des provinces (régions autonomes ou banlieues des municipalités). Mais nous devons mettre l'accent sur la planification au niveau des cantons et des districts. Il faut saisir ces deux maillons pour qu'un certain nombre de plans soient rapidement établis, par exemple, ceux de trois ou quatre districts dans chaque province, qui seront ensuite distribués à divers endroits comme modèles.

Les plans du mouvement coopératif doivent fixer les rythmes du développement pour les différentes régions. On peut distinguer trois catégories de régions. La première comprend la majorité des régions, la seconde, une partie du plus petit nombre et la troisième, le reste. Dans la majorité des régions, on réalisera la coopération en trois vagues, en trois hivers-printemps. Par trois vagues, on entend cet hiver et le printemps prochain, l'hiver prochain

et le printemps suivant, plus un autre hiver-printemps. Les trois hivers-printemps, ce sont précisément ces trois vagues qui se succèdent l'une à l'autre ; il devra y avoir entre deux vagues un intervalle, tout comme une vallée entre deux montagnes et un creux entre deux lames. Au printemps 1958, la première catégorie de régions aura réalisé pour l'essentiel la coopération semi-socialiste. Pour la deuxième catégorie, comme la Chine du Nord, le Nord-Est et quelques banlieues, deux hivers-printemps, deux vagues suffiront. Certaines localités y arriveront en une seule vague, au printemps prochain. Pour la troisième catégorie, c'est-à-dire le reste du plus petit nombre, quatre, cinq, voire six hivers-printemps seront nécessaires. Cette catégorie n'inclut pas certaines régions de minorités nationales — les monts Taliang et Siaoliang, le Tibet et les autres régions où les conditions ne sont pas mûres; on ne doit pas établir de coopératives dans ces circonstances. Qu'est-ce qu'on entend par réalisation, pour l'essentiel, de la coopération semi-socialiste ? Cela signifie que 70 à 80 pour cent de la population rurale se seront regroupés dans des coopératives semi-socialistes. Une marge nous est ici réservée : ça peut aller avec 70 pour cent, 75 pour cent, 80 pour cent, ou un peu plus. Voilà ce qu'on appelle la réalisation, pour l'essentiel, de la coopération semi-socialiste. Pour le reste de la population rurale, cela viendra plus tard. Il n'est pas bon d'aller trop lentement ou trop vite, car ces deux cas relèvent l'un comme l'autre de l'opportunisme. Il y a deux sortes d'opportunisme : l'opportunisme de lenteur et l'opportunisme de précipitation. Cette façon de dire est plus accessible aux simples gens.

A chacun de ces trois niveaux: provinces (municipalités ou régions autonomes), préfectures et districts, la direction doit se tenir constamment au courant des progrès du mouvement et s'attaquer aux problèmes dès qu'ils surgissent. Il ne faut absolument pas laisser s'accumuler les problèmes pour en faire le bilan après. Dans le passé, on a souvent travaillé de cette façon : au lieu de les résoudre au fur et à mesure, on laissait les problèmes s'amonceler pour en faire le bilan ou "tirer tardivement des coups de canon". Certains camarades ont commis cette erreur au cours des mouvements *sanfan* et *woufan*. Il ne faut pas se plaire à ne critiquer qu'après coup. Bien sûr, il est nécessaire de critiquer après, mais il vaut mieux le faire dès les premiers indices d'une erreur. Ce n'est pas bon de se plaire à ne critiquer qu'après coup et de ne pas donner les conseils que la situation impose. Que faire si les choses ne tournent pas bien ? Dans ce cas, il faut freiner immédiatement ou, en d'autres termes, stopper tout court. C'est comme lorsque l'on conduit une voiture sur une pente raide, dès qu'un danger survient, on appuie immédiatement sur le frein. Les autorités des provinces, des préfectures et des districts ont toutes le pouvoir de freiner. Il faut prévenir toute déviation "de gauche". Agir ainsi, c'est marxiste et non opportuniste. Le marxisme n'appelle pas la déviation "de gauche", et l'opportunisme "de gauche" n'est pas du marxisme.

Désormais, sur quoi portera notre émulation dans l'établissement des coopératives ? Sur la qualité, sur le respect des normes. Quant à la quantité ou au rythme, il suffit d'atteindre les chiffres fixés plus haut. C'est sur l'émulation pour la qualité que l'accent doit être mis. Quels sont les critères de la qualité ? Eh bien, l'augmentation de la production et la préservation des bêtes de trait. Mais comment y arriver ? En respectant le principe du libre consentement et de l'avantage réciproque, en élaborant un plan d'ensemble et en faisant preuve de souplesse dans la direction. Avec tout cela, à mon avis, la qualité des coopératives sera bien satisfaisante ; on pourra augmenter la production et préserver les bêtes de trait. Nous devons absolument éviter l'erreur qui a été commise naguère en Union soviétique et qui consistait à abattre massivement le bétail. Les deux ans à venir seront d'une importance cruciale, surtout les cinq prochains mois, c'est-à-dire cet hiver et le printemps prochain. Je voudrais attirer votre attention sur ceci: vous devrez, de novembre 1955 à mars 1956, vous assurer qu'aucun grand problème ne surgisse, qu'aucune perte importante de bœufs n'ait lieu. Comme nous n'avons maintenant que très peu de tracteurs, les bœufs sont très précieux, ils sont l'outil principal dans la production agricole.

Dans les cinq mois à venir, les principaux cadres au niveau des provinces, des préfectures, des districts, des arrondissements et des cantons, en premier lieu les secrétaires et secrétaires adjoints des comités du Parti, doivent se plonger dans l'étude des coopératives et se familiariser avec les divers problèmes qui s'y rapportent. Ce délai est-il trop court ? J'estime que cinq mois suffiront si vous vous y mettez sérieusement. Il est certes très important pour les camarades responsables au niveau des provinces de faire une telle étude, mais il l'est surtout pour ceux des districts, des arrondissements et des cantons ; s'ils n'approfondissent pas cette question et qu'ils créent beaucoup de coopératives tout en restant profanes dans ce domaine, ce sera très dangereux. Que faire s'il y en a qui n'arrivent toujours pas à approfondir la question ? Il faut les muter. Dans cinq mois, après mars prochain, le Comité central convoquera probablement une nouvelle session, analogue à celle-ci. A ce moment-là, nous ferons des comparaisons sur la qualité, et nous ne devons plus insister dans nos interventions sur ce qui a été dit à cette session ; il faudra apporter du nouveau, c'est-à-dire que les interventions devront porter sur la planification d'ensemble, la gestion et les méthodes de direction. Elles devront préciser quelles sont les bonnes méthodes à employer pour mettre sur pied des coopératives selon le principe: rapidité, quantité et qualité. Bref, elles devront s'étendre sur la qualité.

Les méthodes de direction sont très importantes. Pour éviter les erreurs, il faut leur prêter une grande attention et renforcer la direction. Voici quelques suggestions en matière de méthodes de direction, et vous verrez si elles sont praticables. On convoquera chaque année, comme nous le faisons, quelques réunions, grandes ou petites, pour résoudre les problèmes du moment. Quand surgit un problème, il faut savoir dégager ce qu'il y a d'universel

dans un cas particulier. On n'a pas besoin d'attraper et de disséquer tous les moineaux pour prouver qu'"un moineau, bien que petit, possède tous les organes internes nécessaires". Aucun scientifique n'a jamais agi de cette façon. Il suffit de bien connaître quelques coopératives pour être en mesure d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Outre les réunions, il y a d'autres méthodes de direction qui ne sont pas moins importantes : communications télégraphiques ou téléphoniques et tournées d'inspection. De plus, chaque province doit confier à des personnes compétentes le soin de diriger les publications et de les améliorer pour assurer des échanges rapides d'expérience. Voici encore une suggestion, et vous pourriez essayer. J'ai mis onze jours à lire cent vingt et quelques rapports, tout en y apportant des modifications et en rédigeant des notes introductives. Ce travail m'a permis de "parcourir tous les royaumes", d'aller plus loin que Confucius ne l'avait fait, puisque j'ai pu "mettre le pied" jusqu'au Yunnan et au Sinkiang<sup>2</sup>. Chaque province ou région autonome pourrait, toutes les années ou bien tous les six mois, compiler un recueil, à raison d'un article par district. Cela permettrait à tous les districts d'échanger leurs expériences et favoriserait une extension rapide du mouvement coopératif. Une autre méthode enfin, ce sont les bulletins d'information. Les comités du Parti des districts soumettront leurs bulletins aux comités des préfectures, ceux-ci aux comités des provinces ou régions autonomes, et ces derniers au Comité central. Ces bulletins feront connaître les progrès de la coopération et les problèmes rencontrés. Grâce à ces bulletins, la direction aux différents échelons sera au courant de la situation et elle pourra ainsi résoudre les problèmes qui se poseraient. Voilà quelques suggestions sur les méthodes de direction, veuillez, Camarades, les prendre en considération.

#### IV. LA LUTTE IDEOLOGIQUE

Toute l'expérience du passé nous montre une chose : la lutte idéologique doit frapper juste. Comme le dit aujourd'hui une expression courante, il faut que les idées s'affrontent. L'affrontement, c'est un combat ; tu me pousses une botte, je riposte ; et les deux épées se croisent nécessairement. Sans choc des idées, rien ne s'éclaircit et on n'approfondit rien, et ce n'est pas bien. A cette session, nous avons confronté nos idées ; nous sommes parvenus à voir les choses clairement et en profondeur. Cette méthode a l'avantage, d'abord, de permettre à la grande majorité des camarades de se faire une idée claire des questions soulevées, et ensuite d'aider ceux qui ont fait des erreurs à les corriger.

En ce qui concerne les camarades fautifs, il faut d'abord, à mon avis, qu'ils veuillent eux-mêmes faire la révolution et ensuite que les autres leur permettent de la poursuivre. Il y a des gens qui ne veulent pas continuer la révolution, comme Tchen Tou-sieou, Tchang Kouo-tao, Kao Kang et Jao Chou-che, mais ils ne sont qu'une infime minorité. La plupart des camarades veulent la poursuivre. Mais il faut encore qu'on le leur permette. Nous ne devons pas nous comporter comme le Faux Diable étranger de *La Véritable histoire de Ah Q*, qui interdit à Ah Q de faire la révolution, ni comme Wang Louen le Lettré à l'habit blanc<sup>3</sup> de *Chouei hou tchouan* (Au bord de l'eau), qui, lui aussi, défend aux autres de s'engager dans la voie révolutionnaire. Tous ceux qui empêchent les autres de faire la révolution s'exposent à un grand danger : Wang Louen, qui interdit aux autres de faire la révolution, finit par être tué. Kao Kang, qui agissait de la même façon, n'a-t-il pas fini aussi par perdre la vie ?

L'expérience historique le montre : ceux qui ont commis des erreurs d'ordre dogmatique ou empirique peuvent se corriger dans leur immense majorité. Mais à deux conditions : qu'on les critique sévèrement et qu'en même temps on se montre indulgent envers eux. Ce n'est pas bien de ne pas avoir d'indulgence, car sans elle, il n'y a pas de relations normales. Qui est-ce qui ne fait jamais d'erreurs ? Tout le monde en commet forcément, de grosses ou de petites. Rares sont les gens irrécupérables, comme Tchen Tou-sieou, Tchang Kouo-tao, Kao Kang, Jao Chou-che, ainsi que Tchen Kouang et Tai Ki-ying. Mais eux mis à part, les autres peuvent être sauvés et amenés à se corriger grâce à l'aide des camarades. Nous devons agir dans ce sens et avec confiance. Ceux qui sont tombés dans l'erreur doivent eux aussi être confiants.

Des camarades du Département du Travail rural du Comité central, et en premier lieu le camarade Teng Tse-houei, ont fait des erreurs. Celles de ce dernier relèvent, cette fois, de la déviation de droite, de l'empirisme. Il a fait son autocritique. Dans les réunions de groupes, certains camarades ont déclaré que cette autocritique ne leur paraissait pas suffisamment approfondie, mais nous, camarades du Bureau politique, ainsi que d'autres camarades, nous avons estimé, après discussion, qu'elle était satisfaisante dans ses grandes lignes : c'est déjà assez bien que le camarade Teng Tse-houei ait atteint pour le moment une telle conscience. Il faut reconnaître que durant les longues luttes révolutionnaires du passé, il a rendu beaucoup de services et qu'il a donc du mérite. Mais les mérites ne doivent pas devenir un fardeau. Cela, il l'a dit lui-même, en reconnaissant qu'il a quelque peu tiré vanité de son passé. On doit être modeste. Nous sommes persuadés qu'il pourra corriger ses erreurs à condition de faire preuve de modestie et d'accepter volontiers l'aide des camarades.

Le camarade Teng Tse-houei a avancé une formulation ayant un caractère de programme, qui préconisait de s'appuyer sur les commerçants (c'est-à-dire sur la bourgeoisie) et de garantir les "quatre grandes libertés". Cette formulation n'est pas correcte. Elle est de par sa nature un véritable programme bourgeois, capitaliste, et non prolétarien, et qui va à l'encontre des décisions prises par la deuxième session plénière du Comité central issu du VII<sup>e</sup> Congrès pour imposer des restrictions à la bourgeoisie. Nous appliquons maintenant une politique de limitation à l'égard de la bourgeoisie urbaine et de la bourgeoisie rurale (les paysans riches). C'est pourquoi ces

"quatre grandes libertés" au nom desquelles aucune restriction n'est imposée à l'embauche de main-d'œuvre, au commerce, au crédit et au louage des terres posent un problème réel. Moi, je dirais plutôt "quatre petites libertés". Car des libertés, il y en a de "grandes" et de "petites". Soumise aux restrictions, la bourgeoisie jouit un peu de ces libertés, juste un petit peu. Nous devons préparer les conditions pour la priver même de ces petites libertés. Envers la bourgeoisie urbaine, nous appliquons une politique d'utilisation, de limitation et de transformation. S'il est nécessaire d'utiliser la bourgeoisie, nous devons cependant en limiter l'aspect qui nuit à l'économie nationale et au bien-être du peuple. Une telle politique n'est ni "de gauche" ni de droite. Ne lui imposer aucune restriction, c'est dévier trop à droite ; fixer des limites trop rigides qui lui interdisent carrément d'entreprendre quoi que ce soit, c'est dévier trop à "gauche". Comme l'a dit Lénine, vouloir supprimer totalement et d'un seul coup le capitalisme quand il existe encore des millions et des millions de petits producteurs, c'est de la part d'un parti politique non seulement une sottise, mais aussi un suicide<sup>4</sup>. Il n'en reste pas moins que la formulation du camarade Teng Tse-houei est erronée, parce qu'elle ne fait pas mention de la limitation et qu'elle diffère de celle du Comité central comme de celle de la deuxième session plénière.

Certains camarades ont pratiquement passé outre, sans qu'on sache pourquoi, aux décisions du Parti et aux mesures politiques qu'il préconise depuis longtemps, comme s'ils n'avaient jamais rien lu ni entendu à ce sujet. Par exemple, pendant des années, on a entrepris le mouvement d'entraide et de coopération dans la base centrale révolutionnaire, à Yen-an et dans toutes les autres bases d'appui ; mais il semble que ces camarades n'aient rien vu ni entendu à ce sujet. Dès l'hiver 1951, le Comité central avait adopté une résolution sur l'entraide et la coopération dans la production agricole, mais ils ne l'ont pas remarquée non plus. Jusqu'en 1953, ils ont toujours parlé sans aborder aucun sujet sérieux et se sont plu à accorder de petites faveurs. Parler sans aborder aucun sujet sérieux signifie ne pas aborder le socialisme, et se plaire à accorder de petites faveurs veut dire accorder ces petites faveurs que sont les "quatre grandes libertés". En d'autres termes, ces camarades se moquent éperdument des résolutions du Parti ou des programmes et mesures politiques qu'il préconise depuis longtemps, et ils agissent à leur guise. Ils ne se donnent jamais la peine de vérifier si des problèmes du même genre ont été discutés et comment ils l'ont été. Certains historiens s'appliquent à faire des recherches sur des carapaces de tortue, des inscriptions sur bronzes ou stèles et d'autres antiquités mises au jour, alors que ces camarades, eux, ne daignent même pas jeter un coup d'œil sur les choses récentes de chez nous et rechignent à consulter nos documents. Bref, ne voulant pas entendre ce qui se passe dans le monde extérieur, ils écrivent et discourent à leur aise sur des sujets comme les "quatre grandes libertés" par exemple, et voilà qu'ils ont fini par se cogner la tête contre le mur.

D'autres camarades, entichés d'ultra-décentralisation, réclament leur "indépendance" et vont jusqu'à se créer des "royaumes indépendants", trouvant la dictature personnelle tout à fait à leur goût. Au début, c'est pour leur confort qu'ils se sont créés leurs royaumes et se sont proclamés rois. Mais quel en a été le résultat ? Loin de vivre à leur aise, ils se sont vus soumis au feu de la critique. N'y a-t-il pas un opéra qui s'appelle *La Montée au trône* ? Regardez donc comme il se sent à l'aise, Siu Ping-kouei, quand il devient roi ; mais en ce temps-là, on ne pratiquait pas l'autocritique. Ce n'était pas bien. Beaucoup de gens n'aiment pas consulter les autres. Bien des camarades approuvent du bout des lèvres la direction collective, mais en réalité, ils adorent la dictature personnelle, comme si on n'avait pas l'air d'un dirigeant quand on ne l'exerce pas. Pour être un dirigeant, on n'a pas forcément à se conduire en dictateur, vous le savez bien ! La bourgeoisie a sa propre démocratie, elle insiste sur la dictature de classe. Le prolétariat, le Parti communiste doit exercer aussi une dictature de classe ; mais il n'est pas bon de pratiquer la dictature personnelle. Quand surgissent des problèmes, il faut toujours consulter les autres, en discuter en commun et mettre en valeur l'intelligence du plus grand nombre, c'est bien mieux ainsi.

Une autre question est à aborder ici. Beaucoup de camarades sont toujours absorbés dans les affaires courantes et n'étudient pas les problèmes. Ces affaires, ne faut-il pas les régler ? Si, bien sûr ; c'est indispensable. Cependant, c'est dangereux de s'y cantonner, sans étudier les problèmes. Si vous n'entrez pas en contact avec les cadres ni avec les masses, ou si, dans votre contact avec eux, vous leur faites toujours la leçon, au lieu de les consulter, de discuter avec eux en disant : "D'après vous, est-ce que mes idées sont justes ? Pourriez-vous me donner votre avis ?", vous serez alors incapables de flairer l'ambiance politique, vous aurez l'odorat émoussé, vous serez atteints d'un rhume politique. Quand on a le nez bouché, on ne sent plus le climat du moment. Le camarade Tchen Yi a dit aujourd'hui que l'on devrait être capable de saisir les choses dès qu'elles bourgeonnent. On a vraiment l'esprit très lourd si on ne voit pas les choses qui existent déjà en grande quantité, un peu partout. Cet état de choses mérite notre attention ; c'est très mauvais de ne s'occuper que des affaires courantes, de n'attacher aucune importance à l'étude des problèmes ni aux contacts avec les masses et les cadres, de ne pas les consulter.

## **V. D'AUTRES PROBLEMES**

Les problèmes que je vais aborder ont été pour la plupart posés par vous, Camarades.

1. Lorsqu'il s'agit de remplacer les paysans moyens aisés à la direction des coopératives, il faut attacher de l'importance à la démarche à suivre et aux méthodes à employer, éviter de les balayer tous d'un seul coup. Quoiqu'il ne soit guère indiqué de leur confier la direction, les paysans moyens aisés n'en sont pas moins des travailleurs.

Nous devons les traiter différemment selon leur comportement dans le travail. Il y en a qui doivent absolument être démis de leurs fonctions, car il serait vraiment inadmissible qu'ils restent à la direction. Néanmoins, il faut faire comprendre aux masses (aux membres des coopératives entre autres) et aux paysans moyens aisés intéressés que ce serait vraiment inopportun qu'ils restent à leur poste de dirigeant. Il y a encore une autre condition : on ne peut les muter que lorsque d'autres personnes mieux qualifiées sont prêtes à leur succéder ou ont été formées pour les remplacer. Certains paysans moyens aisés, en revanche, peuvent garder leur charge, s'ils ont fait leur autocritique et corrigé leurs erreurs ; d'autres peuvent être mutés comme adjoints ou comme simples membres du comité de gestion. Quant à ceux qui donnent satisfaction, il n'est pas question, bien entendu, de les destituer quoiqu'ils soient des paysans moyens aisés. Ne traitez pas les paysans moyens aisés comme des paysans riches ; ils ne le sont pas. Il ne faut pas les remplacer tous d'un seul coup. Cette question doit être examinée avec soin et résolue de façon appropriée. Les diverses provinces et régions étudieront si les différentes mesures susmentionnées sont praticables.

2. Il faut expliquer aux cellules du Parti et aux masses que, si nous affirmons cette fois-ci que les paysans moyens-pauvres et les paysans moyens aisés sont deux couches sociales différentes, ce n'est pas pour redéfinir leur appartenance de classe, mais parce que, en fait, les diverses couches de la paysannerie adoptent des attitudes différentes, actives ou passives, envers la coopération; cette différence existe également parmi les individus d'une même couche. Par exemple, parmi les paysans pauvres, il y en a qui, pour le moment, ne désirent pas faire partie des coopératives. Cela devrait nous aider à mener un travail de persuasion auprès des paysans moyens aisés en leur disant : "Tenez, même parmi les paysans pauvres et les paysans moyens-pauvres, il y en a qui se montrent réticents envers les coopératives. On ne les force pas à y adhérer, du moment qu'ils n'en ont pas envie. Alors, vous, paysans moyens aisés, si vous ne voulez pas y entrer maintenant, vous êtes libres aussi de rester dehors." Nous admettrons d'abord les enthousiastes, ensuite nous ferons de la propagande auprès d'un deuxième groupe de gens jusqu'à ce qu'ils deviennent enthousiastes pour y adhérer ; et enfin, de même pour un troisième groupe. Cela doit se faire par groupes échelonnés. Tout le monde entrera en définitive dans les coopératives. Ainsi donc, il ne s'agit pas d'une nouvelle détermination de l'appartenance de classe.

3. A propos de l'admission des propriétaires fonciers et des paysans riches dans les coopératives, on pourrait peut-être procéder de la façon suivante : prendre à la fois le district et le canton comme unité (le district seul ne suffit pas, parce que même si la coopération est achevée pour l'essentiel dans un district, il peut y avoir des cantons où il n'y ait pas encore de coopératives) et, quand la coopération sera réalisée pour l'essentiel dans un district ou dans un canton, c'est-à-dire quand elle aura gagné 70 à 80 pour cent des familles paysannes, les coopératives consolidées se mettront à traiter le problème de l'admission, par étapes et par groupes, des propriétaires fonciers et des paysans riches selon leur comportement. Ceux qui se comportent toujours bien, qui sont honnêtes et respectent la loi, auront le titre de membre de coopérative ; d'autres travailleront avec les membres des coopératives et seront rémunérés, mais ils n'auront pas le titre de membre ; ils seront en fait des candidats qui pourront devenir eux aussi des membres s'ils ont un bon comportement, ce qui est pour eux un sujet d'encouragement. Quant à ceux de la troisième catégorie, ils ne sont pas autorisés pour le moment à entrer dans les coopératives ; on verra plus tard, et on décidera selon les cas. Mais de toute façon, les propriétaires fonciers et les paysans riches qui feront partie des coopératives ne pourront y assumer aucune fonction. Quant aux jeunes instruits issus de familles de propriétaires fonciers ou de paysans riches, est-ce qu'on peut, à la campagne, confier à certains d'entre eux, après vérification, des postes comme ceux d'instituteur ? Dans les endroits où l'on trouve à part eux très peu de gens instruits, c'est une nécessité de les employer comme enseignants sous la direction et le contrôle de la cellule du Parti et du comité de gestion de la coopérative. Actuellement, on trouve pas mal de ces jeunes instruits parmi les instituteurs. A mon avis, ce n'est pas nécessaire d'interdire absolument ce genre de travail à ces jeunes qui n'ont que dix-sept ou dix-huit ans et qui viennent de sortir du primaire ou du premier cycle du secondaire. Nous pouvons les utiliser pour apprendre aux paysans à lire et pour éliminer l'analphabétisme. Enfin, veuillez examiner si c'est faisable. Quant à leur confier un poste comme celui de comptable, ce serait risqué.

4. Pour ce qui est des conditions nécessaires à la création des coopératives de forme supérieure et du nombre de ces coopératives à créer, je ne vais pas en parler aujourd'hui ; vous voudrez bien étudier la première de ces questions, et on en discutera l'année prochaine. Les différentes localités peuvent procéder selon leurs possibilités réelles. Bref, de telles coopératives peuvent être créées là où les conditions sont mûres ; sinon, on s'en abstiendra. On peut commencer par en créer quelques-unes et, plus tard, en augmenter le nombre graduellement.

5. En ce qui concerne le bon moment de l'année pour établir les coopératives, on pourrait envisager de ne pas le limiter à l'hiver et au printemps. L'été et l'automne conviennent aussi pour en créer un certain nombre, comme cela se fait dans certains endroits. Cependant, il faut souligner qu'un intervalle est nécessaire entre deux vagues pour le repos et la consolidation; une fois qu'on a mis en place un groupe de coopératives, on doit d'abord les consolider, et ensuite seulement en créer de nouvelles. C'est comme à la guerre : entre deux batailles, il faut un repos. Nier qu'on ait besoin de repos pour la consolidation, de répit pour reprendre haleine, est complètement faux. Dans l'armée, certains jugeaient qu'il était inutile de s'arrêter pour se reposer, se consolider et reprendre

souffle et qu'il fallait avancer et se battre sans discontinuer. En réalité, cela est impossible. L'homme doit dormir. Si la réunion d'aujourd'hui ne se terminait pas, mais se prolongeait indéfiniment, tout le monde, moi y compris, s'y opposerait. Tous les jours, l'homme a besoin d'un long repos pour reprendre ses forces, c'est-à-dire qu'il lui faut dormir sept ou huit heures, au moins cinq ou six heures, sans compter d'ailleurs les moments de détente pendant la journée. Dire qu'une entreprise aussi importante que la création des coopératives peut se faire sans repos ni consolidation est donc très naïf.

6. Le mot d'ordre "gérer les coopératives avec diligence et économie" est excellent ; il vient de la base. Il faut pratiquer strictement l'économie et lutter contre le gaspillage. En ce moment même, dans les villes comme à la campagne, on mène un mouvement de grande envergure pour combattre ce mal. Il faut encourager la diligence et l'économie dans la conduite du ménage, dans la gestion des coopératives et dans l'édification du pays. Notre pays doit pratiquer la diligence et l'économie, bannir la paresse et le luxe. La paresse engendre le déclin, ce n'est pas bien. Pour gérer les coopératives avec diligence et économie, il faut accroître la productivité, pratiquer une stricte économie, réduire les prix de revient, appliquer le système du rendement commercial, combattre les prodigalités et le gaspillage. Elever la productivité et abaisser les prix de revient sont deux tâches qui incombent à toutes les coopératives. Quant au rendement commercial, on l'appliquera graduellement, car, avec l'agrandissement des coopératives, ce système s'avérera indispensable ; on doit donc s'y initier progressivement.

7. A cette session, personne n'a parlé des fermes d'Etat ; c'est une lacune. J'espère que le Département du Travail rural du Comité central et le Ministère de l'Agriculture étudieront ce problème. A l'avenir, la proportion des fermes d'Etat grandira d'année en année.

8. Il faut continuer à lutter contre le chauvinisme grand-han, car c'est une manifestation de l'idéologie bourgeoise. Les Hans sont si nombreux qu'ils ont tendance à regarder de haut les minorités nationales, au lieu de les aider de tout leur cœur ; c'est pourquoi nous devons lutter vigoureusement contre le chauvinisme grand-han. D'un autre côté, un nationalisme étroit peut se manifester chez les minorités nationales ; nous devons aussi nous y opposer. Mais, de ces deux tendances, la principale, celle qu'il importe de combattre au premier chef, c'est le chauvinisme grand-han. Si les camarades hans adoptent une attitude correcte et se montrent vraiment équitables vis-à-vis des minorités nationales, et si, en politique nationale et pour ce qui est des relations entre nationalités, ils s'en tiennent à des conceptions entièrement marxistes et non bourgeoises, bref, s'ils se débarrassent du chauvinisme grand-han, il sera relativement facile de surmonter les conceptions de nationalisme étroit parmi les minorités nationales. Les manifestations du chauvinisme grand-han sont encore nombreuses aujourd'hui, par exemple, vouloir prendre tout en main, ne pas respecter les mœurs et coutumes des minorités nationales, s'estimer infaillible, mépriser les minorités, prétendre qu'elles sont vraiment trop arriérées. A la Conférence nationale du Parti de mars dernier, j'ai dit que la Chine ne pouvait pas se passer des minorités nationales. Il y en a des dizaines en Chine. Les régions qu'elles habitent sont plus vastes que celles où vivent les Hans, et elles abondent en richesses naturelles de toutes sortes. L'économie nationale ne peut pas se passer de l'économie des minorités nationales.

9. Il conviendrait, à mon avis, de poursuivre la campagne pour la liquidation de l'analphabétisme. Dans certaines localités, c'est cette campagne qu'on a liquidée ; ce n'est pas bien. Au cours du mouvement de coopération, il faut en finir avec l'analphabétisme ; ce n'est pas la liquidation de l'analphabétisme qu'il faut liquider, mais l'analphabétisme lui-même.

10. Certains demandent : Qu'entend-on par déviation "de gauche" et déviation de droite? Nous avons déjà dit que toutes les choses se meuvent dans l'espace et dans le temps. Ici, je parlerai principalement du temps. Si les observations qu'on fait sur le mouvement des choses ne correspondent pas à la réalité et qu'elles devancent le temps, c'est la déviation "de gauche" ; par contre, si elles retardent, c'est la déviation de droite. Prenons le mouvement de coopération. Bien que les conditions soient déjà mûres, à savoir l'enthousiasme des masses, l'existence sur une large échelle des équipes d'entraide et la direction du Parti, certains camarades refusent de le reconnaître. La coopération agricole peut maintenant (je dis bien maintenant, et non il y a quelques années) se développer largement, mais ces camarades disent que ce n'est pas encore possible : voilà la déviation de droite. De l'autre côté, si on veut réaliser à 80 pour cent la coopération dans l'ensemble du pays en un court laps de temps, alors que des conditions, comme le niveau de conscience des paysans et la direction du Parti, ne sont pas encore mûres, c'est la déviation "de gauche". Il y a deux proverbes chinois qui disent : "Le melon se détache de la tige quand il est mûr" et "Le canal se forme dès que l'eau arrive". Nous devons agir en fonction des conditions spécifiques et atteindre notre but naturellement, sans forcer les choses. Par exemple, pour la naissance d'un enfant, neuf mois de grossesse sont nécessaires. Si le médecin force cette naissance au septième mois en exerçant une pression, ce n'est pas bon, c'est une déviation "de gauche". En revanche, au bout de neuf mois, quand l'enfant désire vraiment venir au monde, si vous voulez l'en empêcher, c'est une déviation de droite. Bref, les choses évoluent dans le temps. Quand vient le moment d'entreprendre, il faut s'y mettre; s'y opposer, c'est dévier à droite. Si le moment n'est pas encore venu et qu'on veuille forcer les choses, c'est la déviation "de gauche".

11. Certains demandent: Est-il possible de commettre des erreurs déviationnistes "de gauche" ? Nous répondons que c'est parfaitement possible. Si un organisme dirigeant, qu'il soit une cellule du Parti de canton ou un comité

du Parti d'arrondissement, de district, de préfecture ou de province, ne tient pas compte du niveau de conscience des masses ni du degré de développement des équipes d'entraide, s'il n'a ni plan ni chiffres de contrôle, ne réalise pas la coopération agricole par groupes et par étapes, mais recherche uniquement la quantité sans se soucier de la qualité, alors on verra surgir nécessairement de sérieuses erreurs "de gauche". Lorsque les masses, poussées par l'enthousiasme, demandent à adhérer aux coopératives, il faut envisager toutes sortes de difficultés, toutes les conditions défavorables et les leur dire franchement pour qu'elles puissent y réfléchir mûrement ; qu'elles adhèrent aux coopératives si elles n'ont aucune appréhension, mais qu'elles s'en abstiennent dans le cas contraire. Bien entendu, il ne faut pas non plus effrayer les gens. Je suppose qu'aujourd'hui je ne vous effarouche pas, puisque nous sommes en réunion depuis bien des jours. Il est nécessaire de refréner au moment voulu les emballements pour qu'on n'ait pas la tête chaude.

Nous sommes contre le fait de se tracasser sans cesse et de multiplier les interdictions et les prescriptions. Mais est-ce que cela veut dire qu'on ne doit plus se soucier de rien et qu'il faut se passer de toute interdiction, de toute prescription ? Bien sûr que non. Des inquiétudes justifiées, nécessaires, qui n'en a pas ? Et nous devons avoir aussi les interdictions et les prescriptions qui s'imposent. Sans quelques interdictions et prescriptions, comment pourrions-nous faire marcher les choses ? Les soucis, les interdictions et les prescriptions nécessaires, nous ne pouvons absolument pas nous en passer, pas plus que des interruptions, des pauses, des coups de frein et des arrêts qui s'avèrent indispensables.

Voici une méthode à suivre : quand les gens commencent à devenir prétentieux, à bomber le torse, il faut leur assigner de nouvelles tâches (par exemple, nous venons de proposer une émulation à propos de la qualité ; quand nous nous retrouverons l'année prochaine, on comparera les résultats, la question de la quantité étant alors devenue secondaire), de sorte que chacun sera si occupé qu'il n'aura plus le temps de faire le fier ! Cette méthode, nous l'utilisions autrefois. Quand une unité de notre armée avait remporté une victoire, certains camarades en parlaient autour d'eux avec trop de satisfaction et se montraient fiers comme des coqs ; vite, on leur confiait une tâche nouvelle : un deuxième combat. Cette nouvelle mission leur étant assignée, ils devaient y réfléchir et s'y préparer ; ainsi ils cessaient aussitôt de parader : ils n'en avaient pas le temps.

12. Certains camarades ont suggéré : Est-ce qu'on peut accorder aux districts une marge de manœuvre de 10 pour cent ? Pour l'établissement des coopératives par exemple, on pourrait en créer 10 pour cent de moins ou de plus. Je pense que cette proposition est acceptable et qu'elle est bonne ; il ne faut pas être trop rigide. Je vous prie de la prendre en considération.

13. Y a-t-il des gens qui remettraient en cause les décisions que nous avons prises ? Il y en a pas mal. Selon eux, les coopératives ne donneront rien de bon et tout ce que nous faisons est à rejeter, ils prétendent que nous ne sommes pas des marxistes, mais des opportunistes. Pourtant à mon avis, ces décisions ne peuvent pas être remises en question, comme l'indique le cours général des événements.

14. Certains demandent : Quelle sera la future tendance ? Entrais quinquennats environ, on réalisera pour l'essentiel l'industrialisation socialiste du pays et la transformation socialiste de l'agriculture et de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. Telle sera à mon avis la tendance. Mais, comme je l'ai dit à la dernière conférence nationale du Parti, j'ajouterai qu'il nous faudra probablement cinquante à soixante-quinze ans, c'est-à-dire 10 à 15 plans quinquennaux pour faire de la Chine un puissant Etat socialiste.

Durant ces cinquante à soixante-quinze ans, il y aura certainement à l'étranger, chez nous et dans le Parti bien des luttes et des conflits sérieux et complexes, et nous rencontrerons forcément beaucoup de difficultés. Rappelons-nous notre propre expérience : nous avons traversé tant de conflits, armés ou pacifiques, avec ou sans effusion de sang ! Comment peut-on penser qu'il n'y en aura plus à l'avenir ? Bien sûr il y en aura, et non pas très peu, mais beaucoup ; par exemple, une guerre mondiale, des bombes atomiques sur nos têtes, l'apparition de nouveaux Beria, Kao Kang, Tchang Kouo-tao et Tchen Tou-sieou. Il y a beaucoup de choses qu'on ne peut pas prévoir maintenant. Mais en tant que marxistes, nous pouvons affirmer que toutes les difficultés pourront être surmontées et qu'une Chine socialiste puissante surgira à coup sûr. Est-ce vraiment sûr ? Moi, je dis que oui. Selon le marxisme, cela est certain. La bourgeoisie a déjà produit ses propres fossoyeurs et sa tombe est toute prête, comment pourrait-elle ne pas mourir ? Voilà, pour le dire en gros, la tendance générale.

15. Vous avez proposé beaucoup d'amendements aux deux documents — la résolution et les statuts. C'est très bien. Nous rassemblerons vos propositions pour les étudier. La résolution adoptée aujourd'hui sera revue par le Bureau politique et publiée dans quelques jours. Quant aux statuts, ils prendront plus de temps. Il faut consulter les personnalités démocrates et suivre la procédure législative. On adoptera peut-être le même processus que pour la Loi sur le service militaire : on les soumettra d'abord à l'examen du Comité permanent de l'Assemblée populaire, puis on confiera au Conseil des Affaires d'Etat le soin de les faire publier afin de recueillir des opinions. Et ensuite on les mettra en application à titre d'essai, pendant un certain temps, dans différentes régions, et l'année prochaine, on les soumettra à l'approbation de l'Assemblée populaire.

Enfin, je voudrais vous prier, en passant, de faire attention à l'art d'écrire. J'espère que tous les camarades ici présents deviendront des "professeurs de chinois". Vos articles sont bien écrits, mais ils ont peut-être quelques

points faibles. Vous devriez aider les autres à améliorer leur style. Maintenant, parmi les articles de nombre de nos camarades, il y en a, en effet, qui sont d'un verbiage creux, mais ils sont peu nombreux ; leur principal défaut, c'est qu'ils sont bourrés de tournures classiques et fortement imprégnés d'un style mi-classique mi-moderne. D'autre part, quand on écrit, il faut respecter la logique ; il faut veiller à la structure de l'ensemble d'un article ou d'un discours : l'introduction, le développement et la conclusion doivent avoir une relation, une liaison interne et ne pas être en contradiction. Il faut aussi respecter les règles de grammaire. Beaucoup de camarades suppriment les sujets ou les compléments d'objet indispensables, emploient les adverbes comme des verbes, ou même omettent les verbes ; tout cela est contraire à la grammaire. Il leur faut aussi veiller au style pour rendre leurs articles plus vivants. Bref, quand vous écrivez, veillez à ces trois points : la logique, la grammaire et le style.

#### **NOTES**

<sup>1</sup> Voir V. I. Lénine : "L'Impôt en nature".

<sup>2</sup> Il s'agit ici de la préparation du recueil *Comment gérer une coopérative agricole de -production*, entreprise par le camarade Mao Tsétoung après lecture des rapports sur la coopération agricole provenant de diverses localités. Voir "Préfaces de *L'Essor du socialisme dans les campagnes chinoises*", pp. 250-257 du présent tome.

<sup>3</sup> D'après le roman classique chinois *Chouei hou tchouan*, Wang Louen (surnommé le "Lettré à l'habit blanc") était devenu chef des forces paysannes du mont Liangchan. Pour maintenir sa propre position de chef, il refusa d'abord d'admettre dans les rangs de ses forces Lin Tchong, officier-instructeur de la garde impériale qui s'était révolté contre les autorités et cherchait refuge au mont Liangchan ; puis il empêcha Tchao Kai, chef de l'insurrection paysanne, et d'autres insurgés de se rassembler avec les rebelles du mont Liangchan. Finalement, il fut tué par Lin Tchong.

<sup>4</sup> Voir V. I. Lénine : "L'Impôt en nature".

*Mao Tsétoung, Œuvres Choisies, Tome V, pp.225-249.*

## **SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS**

*[Discours prononcé par le camarade Mao Tsétoung à une réunion élargie du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois. Dans ce discours, le camarade Mao Tsétoung, tirant la leçon de l'expérience de l'Union soviétique, dresse le bilan de l'expérience de notre pays, présente un exposé sur les dix grands rapports qui interviennent dans la révolution et l'édification socialistes, et avance les concepts fondamentaux pour la ligne générale de l'édification du socialisme suivant le principe: quantité, rapidité, qualité et économie, ligne conforme aux conditions de notre pays.]*

(25 avril 1956)

Au cours de ces derniers mois, le Bureau politique du Comité central a entendu les comptes rendus de travail présentés par trente-quatre départements relevant de l'autorité centrale, notamment par ceux de l'industrie, de l'agriculture, des transports, du commerce et des finances. Nous avons relevé un certain nombre de problèmes concernant l'édification socialiste et la transformation socialiste, lesquels peuvent se ramener à dix, soit dix grands rapports.

Les dix problèmes soulevés se rapportent tous à un principe fondamental : mettre en œuvre tous les facteurs positifs de l'intérieur et de l'extérieur du pays pour qu'ils servent la cause du socialisme. Dans le passé, c'est ce principe de mise en œuvre de tous les facteurs positifs que nous avons appliqué pour mettre fin à la domination de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique et remporter la victoire de la révolution de démocratie populaire. A présent, nous appliquons le même principe dans la révolution socialiste et dans l'édification d'un Etat socialiste. Mais il se pose, dans notre travail, des questions dont il faut discuter. Ce qui mérite une attention particulière, ce sont les insuffisances et les erreurs apparues au cours de l'édification socialiste de l'Union soviétique, et qui ont été mises au jour récemment. Voudriez-vous faire le même détour ? Dans le passé, c'est en profitant de ses expériences et leçons que nous avons pu nous épargner quelques détours ; aujourd'hui, celles-ci devraient, à plus forte raison, nous servir de mise en garde.

Quels sont les facteurs positifs à l'intérieur et à l'extérieur du pays ? A l'intérieur, les ouvriers et les paysans constituent les forces fondamentales. Les forces intermédiaires sont celles qui peuvent être gagnées à nous. Quant aux forces réactionnaires, quoiqu'elles soient des facteurs négatifs, nous devons bien faire le travail qui s'impose pour transformer dans toute la mesure du possible ces facteurs négatifs en facteurs positifs. Sur le plan international, nous devons nous unir avec toutes les forces susceptibles d'être unies, rendre neutres les forces qui ne le sont pas, et même diviser les forces réactionnaires pour en tirer parti. En somme, nous devons mobiliser toutes les forces, directes ou indirectes, en vue de lutter pour faire de notre pays un puissant Etat socialiste.

Je vais maintenant développer ces dix problèmes.

### **I. LE RAPPORT ENTRE L'INDUSTRIE LOURDE D'UNE PART, L'INDUSTRIE LEGERE ET L'AGRICULTURE D'AUTRE PART**

L'industrie lourde est le facteur principal dans l'édification de notre pays. Il faut développer en priorité la production des moyens de production, c'est une chose bien arrêtée. Toutefois, il ne faut pas pour autant négliger la production des moyens d'existence, en particulier des céréales. Si nous n'avons pas en quantité suffisante du grain et d'autres articles de première nécessité, nous ne pourrions même pas nourrir les ouvriers, comment pourrait-il alors être question de développer l'industrie lourde ? C'est pourquoi il nous faut établir un juste rapport entre l'industrie lourde d'une part, l'industrie légère et l'agriculture de l'autre.

Dans le règlement de ce rapport, nous n'avons pas commis d'erreur de principe. Nous avons fait mieux que l'Union soviétique et certains pays de l'Europe orientale. Le problème qui s'est posé en Union soviétique où, pendant longtemps, la production céréalière n'avait pas atteint le niveau record d'avant la Révolution n'existe pas chez nous, pas plus que les graves problèmes que connaissent certains pays de l'Europe orientale par suite d'un trop grand déséquilibre entre le développement de l'industrie légère et celui de l'industrie lourde. Tous ces pays ont mis l'accent unilatéralement sur l'industrie lourde aux dépens de l'agriculture et de l'industrie légère, ce qui a entraîné la pénurie de marchandises sur le marché et l'instabilité monétaire. Nous avons, nous, attaché plus d'importance à l'agriculture et à l'industrie légère. Nous avons accordé une attention soutenue à l'agriculture et l'avons développée, assurant ainsi dans une assez grande mesure les fournitures de grains et de matières premières nécessaires au développement de l'industrie. Les biens de consommation courante sont assez abondants chez nous, les prix et la monnaie sont stables.

La question qui se pose actuellement à nous, c'est de continuer à réajuster comme il convient la proportion des investissements entre l'industrie lourde d'une part, l'agriculture et l'industrie légère de l'autre, de manière à développer encore davantage ces deux dernières. Est-ce à dire alors que l'accent ne serait plus mis sur l'industrie lourde ? Si, l'accent est toujours mis sur ce secteur qui occupe une place prioritaire dans nos investissements. Mais nous devons accroître la part des investissements destinés à l'agriculture et à l'industrie légère.

Que résultera-t-il d'un tel accroissement ? On pourra d'abord mieux satisfaire les besoins du peuple et ensuite accélérer l'accumulation des fonds, ce qui permettra un développement meilleur et plus intensif de l'industrie

lourde. Celle-ci peut, elle aussi, accumuler des fonds, mais, dans les conditions économiques que connaît actuellement notre pays, l'accumulation par l'industrie légère et l'agriculture est plus élevée et plus rapide.

Ici surgit une question : Votre désir de développer l'industrie lourde est-il sincère ou non, est-il ardent ou tiède ? Si votre désir n'est pas sincère ou n'est que tiède, vous porterez préjudice à l'agriculture et à l'industrie légère, en leur accordant moins d'investissements. Si votre désir est sincère, ou ardent, vous devez alors prêter attention à l'agriculture et à l'industrie légère, de façon à produire plus de céréales et de matières premières pour l'industrie légère et à réaliser une accumulation plus importante ; et l'on pourra investir davantage de capitaux dans l'industrie lourde.

Pour développer notre industrie lourde, il peut y avoir deux méthodes : l'une consiste à réduire le développement de l'agriculture et de l'industrie légère, l'autre à l'intensifier. A envisager les choses à long terme, la première donnera à l'industrie lourde un développement réduit et lent ou, du moins, des bases peu solides. Quand on en fera le bilan après plusieurs dizaines d'années, on s'apercevra qu'avec une telle méthode, on n'y trouve pas son compte. La seconde méthode assurera à l'industrie lourde un développement plus grand et plus rapide, et, de plus, en satisfaisant les besoins du peuple, elle permettra à l'industrie lourde de se développer sur des bases plus solides.

## **II. LE RAPPORT ENTRE L'INDUSTRIE DES REGIONS COTIERES ET CELLE DE L'INTERIEUR**

Notre industrie était concentrée dans les régions côtières. Nous entendons par là le Liaoning, le Hopei, Pékin, Tientsin, le Honan oriental, le Chantong, l'Anhouei, le Kiangsou, Changhaï, le Tchékiang, le Foukien, le Kouangtong et le Kouangsi. Environ 70 pour cent de l'industrie légère comme de l'industrie lourde de notre pays se trouvent dans les régions côtières, et seulement 30 pour cent à l'intérieur. C'est là une situation irrationnelle léguée par l'histoire. Les bases industrielles des régions côtières doivent être pleinement mises à profit. Toutefois, en vue d'une répartition équilibrée de l'industrie, il faut développer vigoureusement l'industrie de l'intérieur. Pour ce qui est du rapport entre l'industrie des régions côtières et celle de l'intérieur, nous n'avons pas commis non plus de graves erreurs. Ces dernières années seulement, par suite d'une certaine sous-estimation de l'industrie côtière, nous n'avons pas prêté une aussi grande attention à son développement. Il faut remédier à un tel état de choses.

Auparavant, la guerre se poursuivait en Corée et la situation internationale demeurait très tendue. Cela ne manquait pas d'influencer notre attitude vis-à-vis de l'industrie des régions côtières. Maintenant qu'une nouvelle guerre d'agression contre la Chine ou une nouvelle guerre mondiale ne sauraient, selon nos estimations, éclater dans un bref délai et que la période de paix pourrait durer encore dix ans ou plus, il serait erroné de ne pas mettre pleinement en valeur la capacité des équipements et le potentiel technique de l'industrie des côtes. Même si nous ne disposions que de cinq ans et non de dix, nous devons pendant quatre ans développer comme il convient nos industries dans ces régions, quitte à les transférer ailleurs, quand la guerre aura éclaté la cinquième année. Selon les données disponibles, la construction d'une entreprise d'industrie légère, de même que l'accumulation de fonds par une telle usine, se fait en général très rapidement ; après la mise en service, on peut récupérer en quatre ans le capital investi et même recueillir des fonds qui suffiraient pour construire trois nouvelles usines ou deux, une, ou tout au moins la moitié d'une. Une si bonne aubaine, pourquoi n'en profiterions-nous pas ? Croire que la bombe atomique est déjà au-dessus de nos têtes et qu'elle va tomber dans quelques secondes, c'est là une estimation de la situation qui ne correspond pas à la réalité, et l'attitude passive qui en découle à l'égard des industries des régions côtières est erronée.

Cela ne veut pas dire qu'il faut implanter toutes les nouvelles usines dans ces régions-là. La plupart d'entre elles doivent être installées à l'intérieur, de sorte que la répartition de l'industrie soit peu à peu équilibrée, ce qui est d'ailleurs favorable aux préparatifs en prévision d'une guerre. Cela ne fait aucun doute. Mais on peut aussi construire sur les côtes des usines et des mines, et même certaines de grande envergure. Quant à l'élargissement et à la reconstruction des entreprises existantes relevant de l'industrie légère comme de l'industrie lourde dans les régions côtières, nous avons déjà fait quelque chose dans ce sens, et à l'avenir, nous devons poursuivre énergiquement nos efforts.

En mettant pleinement en valeur et en développant les anciennes bases de l'industrie des régions côtières, nous serons encore plus à même d'imprimer un essor à l'industrie de l'intérieur et de la soutenir. Une attitude passive à l'égard des industries côtières empêcherait le développement rapide des industries de l'intérieur. Donc, ici se pose également la question de savoir si vous avez vraiment ou non le désir de développer l'industrie de l'intérieur. Si ce désir est sincère et non de pure façade, il vous faudra utiliser et développer encore davantage les industries, surtout l'industrie légère, des régions côtières.

## **III. LE RAPPORT ENTRE L'EDIFICATION ECONOMIQUE ET L'EDIFICATION DE LA DEFENSE NATIONALE**

On ne peut pas se passer de défense nationale. Actuellement, notre force de défense est déjà d'une certaine importance. Par suite de la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, ainsi que de plusieurs années d'instruction et de consolidation, notre armée s'est renforcée et est devenue plus puissante que

l'Armée rouge de l'Union soviétique à la veille de la Seconde guerre mondiale, et son équipement aussi s'est amélioré. Notre industrie de défense nationale est en train de s'édifier. Depuis que Pan Kou a séparé le Ciel de la Terre, nous n'avons jamais été capables de fabriquer des avions ou des automobiles; maintenant, nous commençons à en construire.

Nous n'avons pas encore de bombe atomique. Dans le passé, nous n'avions pas non plus d'avions ni de canons ; c'est avec du millet et des fusils que nous avons vaincu l'impérialisme japonais et Tchiang Kai-shek. Nous sommes plus forts qu'autrefois et nous le serons encore davantage. Nous aurons non seulement des avions et des canons en plus grand nombre, mais encore la bombe atomique. Dans le monde d'aujourd'hui, si nous ne voulons pas nous laisser brimer, nous ne pouvons pas nous passer de cet engin. Alors, comment faire ? Un moyen sûr, c'est de réduire à un pourcentage approprié la part des dépenses militaires et administratives et d'augmenter les crédits affectés à l'édification économique; car seule l'accélération de cette dernière fera avancer plus vite l'édification de la défense nationale.

En 1950, à la troisième session plénière du Comité central issu du VII<sup>e</sup> Congrès du Parti, nous avons déjà soulevé la question de simplifier les organismes de l'Etat et de diminuer les dépenses militaires et administratives, estimant que c'était là une des trois conditions nécessaires à l'amélioration radicale de la situation financière et économique du pays. Dans la période du premier plan quinquennal, les dépenses militaires et administratives se sont élevées à 30 pour cent de l'ensemble du budget d'Etat. C'est une trop forte proportion. Au cours du deuxième quinquennat, nous devons les faire tomber à 20 pour cent environ, afin de dégager plus de fonds qui serviront à mettre sur pied davantage d'usines et à fabriquer plus de machines. Au bout d'un certain temps, nous aurons non seulement beaucoup d'avions et beaucoup de canons, mais aussi probablement notre bombe atomique à nous. Ici se pose également la question : Désirez-vous vraiment, très ardemment, avoir la bombe atomique, ou n'est-ce qu'un faible désir, sans grande ardeur ? Si vous le désirez vraiment, très ardemment, il vous faut diminuer la part des dépenses militaires et administratives pour investir davantage dans le domaine de l'édification économique. Si vous ne le désirez pas vraiment, pas très ardemment, conformez-vous donc à la vieille routine. C'est une question d'orientation stratégique, la Commission militaire ferait bien d'en discuter.

Serait-il bon, à présent, de démobiliser tous nos soldats ? Naturellement non. Car il y a encore des ennemis, qui nous briment et nous encerclent. Nous devons renforcer notre défense nationale et, pour ce faire, intensifier en premier lieu notre édification économique.

#### **IV. LES RAPPORTS ENTRE L'ETAT, LES UNITES DE PRODUCTION ET LES PRODUCTEURS**

Il convient de bien régler les rapports entre l'Etat d'une part, les usines et les coopératives de production agricole d'autre part ; entre les usines et les coopératives d'une part, les producteurs d'autre part. A cet effet, il faut éviter de se préoccuper d'un seul élément, mais prendre en considération à la fois les intérêts de l'Etat, de la collectivité et de l'individu, autrement dit, selon les expressions que nous utilisons souvent dans le passé, "tenir compte des besoins de l'armée comme de ceux de la population" et "tenir compte des intérêts aussi bien publics que privés". Vu l'expérience de l'Union soviétique et celle qui est la nôtre, nous devons, à l'avenir, apporter une meilleure solution à ce problème.

Prenons le cas des ouvriers. Avec l'accroissement de leur productivité, leurs conditions de travail et leur bien-être collectif doivent s'améliorer progressivement. Nous avons toujours mis en honneur le style de vie simple et de lutte ardue, et nous sommes opposés à ce que l'on place au-dessus de tout l'intérêt matériel personnel ; en même temps, nous avons toujours préconisé qu'on se soucie des conditions de vie des masses et lutté contre la bureaucratie qui se désintéresse de leur bien-être. Avec l'essor de l'économie nationale dans son ensemble, les salaires doivent être rajustés de façon adéquate. A ce propos, nous venons de décider une certaine augmentation, surtout à la base, en faveur des ouvriers, en vue de resserrer l'éventail des salaires. D'une façon générale, les salaires chez nous ne sont pas élevés, mais comme le volume de l'emploi a augmenté, que les prix restent bas et stables, et du fait d'autres conditions encore, la vie des ouvriers s'est quand même nettement améliorée. Sous le régime prolétarien, les ouvriers ont toujours manifesté une conscience politique et un enthousiasme au travail très élevés. Lorsque, à la fin de l'an dernier, le Comité central lança un appel pour lutter contre le conservatisme de droite, les masses ouvrières y ont répondu chaleureusement et, ce qui est exceptionnel, ont dépassé, au bout de trois mois d'efforts acharnés, le plan fixé pour le premier trimestre de cette année. Nous devons faire rayonner leur esprit de lutte ardue ; nous devons aussi attacher une plus grande attention à la solution des problèmes brûlants qu'ils rencontrent dans leur travail et dans leur vie quotidienne.

Je m'arrêterai ici à la question de l'autonomie des usines sous une direction unifiée. Il ne convient pas, me semble-t-il, de tout concentrer entre les mains des autorités centrales, provinciales ou municipales, sans accorder aux usines ni droits, ni liberté d'action, ni avantages. Quant à la question de savoir dans quelle proportion les autorités centrales, provinciales ou municipales et les usines doivent jouir respectivement de droits et avantages, nous n'avons pas beaucoup d'expérience, et il nous faut encore étudier la question. En principe, la centralisation et l'autonomie forment une unité des contraires ; la centralisation est nécessaire, l'autonomie l'est aussi. Par exemple, nous sommes maintenant en réunion, voilà la centralisation. Mais, une fois la séance levée, certains d'entre nous iront se promener, d'autres lire, d'autres enfin manger, c'est l'autonomie. Si nous prolongions

indéfiniment cette séance au lieu de l'interrompre pour accorder à chacun de l'autonomie, les participants ne finiraient-ils pas tous par mourir ? S'il en est ainsi pour chaque individu, il en est de même pour les usines et les autres unités de production. Chacune doit disposer d'une autonomie liée à la centralisation. Ainsi seulement pourra-t-elle se développer avec encore plus de vigueur.

Passons maintenant aux paysans. Nos rapports avec eux ont toujours été bons, mais sur la question des céréales nous avons commis une erreur. En 1954, alors que des inondations avaient provoqué une baisse de la production dans certaines régions du pays, nous avons augmenté nos achats de céréales de 3.500.000 tonnes. Avec la baisse de la production et l'augmentation des achats, en bien des endroits, au printemps dernier, presque tout le monde parlait des céréales, et dans chaque foyer on discutait de la vente unifiée. Les paysans se plaignaient et on entendait aussi beaucoup de murmures au sein comme en dehors du Parti. Certes, pas mal de gens ont exagéré à dessein et profité de l'occasion pour nous attaquer, mais nous ne pouvons pas dire que nous n'ayons pas d'insuffisances. Etant donné l'absence d'enquêtes approfondies et la méconnaissance de la situation réelle, nous avons acheté 3.500.000 tonnes de trop, voilà une erreur. Comme nous avons découvert cette erreur, nous avons diminué d'autant nos achats de céréales en 1955 et pris une mesure appelée "triple fixation"<sup>1</sup> — fixation du volume de la production, des achats et de la vente ; qui plus est, nous avons obtenu une bonne récolte. Grâce à cette réduction des achats et à l'accroissement de la production, les réserves de céréales chez les paysans ont augmenté de plus de 10 millions de tonnes. Ainsi, même ceux qui avaient formulé des griefs ont déclaré : "Le Parti communiste est vraiment bon." Cette leçon, tout le Parti doit la retenir.

En Union soviétique, on pressure les paysans à l'excès. Par des mesures comme celle connue sous le nom de livraison obligatoire<sup>2</sup>, on prélève trop sur leur récolte, et à un prix extrêmement bas. En accumulant des fonds de cette manière, on refroidit, dans une très grave mesure, l'enthousiasme des paysans pour la production. Vous voulez qu'une poule pondre beaucoup d'œufs, mais vous ne lui donnez pas de grain ; vous désirez que votre cheval galope bien, mais qu'il ne mange pas de fourrage. Y a-t-il pareille logique au monde !

Notre politique à l'égard des paysans est différente de celle de l'Union soviétique, nous tenons compte à la fois des intérêts de l'Etat et de ceux des paysans. Notre impôt agricole est toujours resté à un taux relativement faible. Dans l'échange des produits industriels et des produits agricoles, notre politique est de réduire la fourchette, de pratiquer l'échange à valeurs égales ou presque égales. Nous procédons à l'achat unifié des produits agricoles à un prix normal, de sorte que les paysans n'éprouvent aucune perte; d'ailleurs, les prix d'achat sont en hausse graduelle. Pour les produits industriels que nous procurons aux paysans, nous appliquons une politique de faible profit et de vente accrue, de stabilisation ou de baisse appropriée des prix. En fournissant des céréales aux paysans des régions qui ne se suffisent pas en grains, nous accordons en général une légère subvention. Malgré cela, si nous nous laissons aller à la négligence, nous pourrions encore commettre telle ou telle erreur. Etant donné que de graves erreurs ont été commises en Union soviétique à ce sujet, nous devons attacher d'autant plus d'importance à l'établissement de justes rapports entre l'Etat et les paysans.

Il faut également établir des rapports corrects entre les coopératives et les paysans. En ce qui concerne le revenu des coopératives, il importe de fixer une proportion appropriée entre la quote-part de l'Etat, celle de la coopérative et celle des paysans, et de définir, comme il convient, le mode de cette répartition. Tout ce que retiennent les coopératives est directement au service des paysans. Les dépenses de production sont nécessaires, cela va sans dire ; les dépenses de gestion le sont aussi. Le fonds d'accumulation collectif est destiné à la reproduction élargie, alors que le fonds de bien-être public sert à l'amélioration de la vie matérielle des paysans. Mais nous devons discuter avec les paysans pour établir une proportion rationnelle entre les crédits affectés aux différents usages. Pour ce qui est des frais de production et de gestion, il faut s'efforcer de pratiquer une stricte économie. Le fonds d'accumulation collectif et le fonds de bien-être public doivent être maintenus dans certaines limites; il ne faut pas espérer accomplir tout ce qui est bon en une seule année.

A moins de calamités naturelles exceptionnelles, nous devons faire en sorte que, sur la base de l'accroissement de la production agricole, 90 pour cent des membres des coopératives reçoivent chaque année un revenu supérieur à celui de l'année précédente, et que 10 pour cent d'entre eux puissent maintenir le leur au même niveau; en cas de baisse du revenu, il convient de prendre au plus tôt les mesures propres à y remédier.

En somme, il est nécessaire de prendre en considération à la fois les intérêts de l'Etat et des usines, de l'Etat et des ouvriers, des usines et des ouvriers, de l'Etat et des coopératives, de l'Etat et des paysans, des coopératives et des paysans. On ne doit pas se préoccuper que d'un élément. Tenir compte d'un seul élément, quel qu'il soit, est préjudiciable au socialisme, à la dictature du prolétariat. C'est un problème important qui intéresse nos 600 millions d'habitants ; il nous faut l'expliquer inlassablement à tout le Parti et à tout le peuple.

## **V. LE RAPPORT ENTRE LES AUTORITES CENTRALES ET LES ADMINISTRATIONS LOCALES**

Le rapport entre les autorités centrales et les administrations locales constitue également une contradiction. Pour la résoudre, nous devons maintenant veiller à étendre un peu le pouvoir des administrations locales, à leur accorder plus d'autonomie et à les autoriser à plus d'activité, à condition de renforcer la direction unique des autorités centrales. Cela sera profitable à notre édification d'un Etat socialiste puissant. Dans notre pays, qui a un

territoire si vaste, une population si nombreuse et des conditions si complexes, deux sources d'initiative, celle de l'administration centrale et celle des instances locales, valent beaucoup mieux qu'une seule. Nous ne devons pas, comme l'Union soviétique, concentrer tout entre les mains de l'autorité centrale et exercer un contrôle trop rigide sur les administrations locales, sans laisser aucune marge à leur initiative.

Les autorités centrales veulent développer l'industrie, et les administrations locales aussi. Même les industries relevant directement de l'autorité centrale réclament le concours des administrations locales. Quant à l'agriculture et au commerce, il leur faut, à plus forte raison, compter sur elles. Bref, pour imprimer un essor à l'édification socialiste, il est nécessaire de donner libre cours à l'initiative des instances locales. Pour consolider leur pouvoir, les autorités centrales doivent tenir compte des intérêts régionaux.

Actuellement, des dizaines de mains interviennent dans les affaires des administrations locales, et cela rend leur gestion difficile. Un ministère, une fois institué, veut faire la révolution, et pour cela, il émet des ordres. Estimant qu'il ne convient pas de les adresser aux comités du Parti et aux comités populaires pour les provinces, les ministères contactent directement les départements provinciaux et les bureaux municipaux pour leur donner tous les jours des ordres. Ces ordres, censés provenir de l'autorité centrale, bien que ni le Comité central du Parti ni le Conseil des Affaires d'Etat n'en sachent rien, exercent une grande pression sur les administrations locales. Il y a un tel flot de formulaires de statistiques à remplir que cela devient un vrai fléau. Cet état de choses doit changer.

Nous devons favoriser un style de travail fondé sur la consultation des administrations locales. Dans la conduite des affaires, le Comité central s'informe toujours de l'avis des organismes locaux, il ne leur a jamais donné d'ordres à l'aveuglette sans les avoir écoutés. Nous espérons que tous les ministères et les départements dépendant des autorités centrales tiendront compte de cela et qu'avant d'émettre des ordres, ils consulteront les administrations locales sur les affaires qui les concernent.

On peut classer en deux catégories les départements de l'administration centrale. Ceux de la première sont à même d'étendre leur autorité jusqu'aux entreprises, mais les organes de gestion et les entreprises qu'ils ont établis dans les diverses régions doivent être contrôlés par les administrations locales. Ceux de l'autre catégorie ont pour tâche de formuler des principes directeurs et d'établir des plans de travail, et il appartient aux organismes locaux de gérer les affaires et de les régler.

Etablir un rapport correct entre les autorités centrales et les administrations locales, voilà un problème d'une haute importance pour un grand pays et un grand parti comme les nôtres. C'est un problème auquel certains pays capitalistes prêtent aussi une grande attention. Bien que leur régime diffère foncièrement du nôtre, l'expérience qu'ils ont acquise dans leur développement mérite d'être étudiée par nous. Pour parler de notre propre expérience, le système de grandes régions administratives, que nous pratiquions au lendemain de la fondation de la République populaire, s'imposait ; cependant, il présentait des défauts que l'alliance antiparti Kao — Jao exploita ultérieurement dans une certaine mesure. Plus tard, il fut décidé d'abolir ce système pour que les provinces relèvent directement de l'autorité centrale, et c'était juste. Mais cela a conduit à la suppression de l'autonomie indispensable des administrations locales, et le résultat n'a pas été tellement heureux. Notre Constitution prévoit que le pouvoir législatif est concentré dans l'autorité centrale. Néanmoins, en fonction de la situation concrète et des exigences du travail, les administrations locales peuvent fixer des statuts, établir des règlements et prendre des mesures à condition de ne pas contrarier la politique de l'autorité centrale, et cela n'est nullement interdit par la Constitution. Nous avons besoin d'unité. Nous avons besoin aussi de spécificité. Pour édifier un Etat socialiste puissant, il faut assurer à l'autorité centrale une énergique direction unique, avoir un plan et une discipline uniques pour tout le pays. Toute atteinte portée à cette unité indispensable est inadmissible. D'autre part, il faut favoriser au maximum l'esprit d'initiative des instances locales, chaque endroit doit avoir une spécificité qui réponde à ses propres conditions. Cette spécificité n'a rien à voir avec celle du type Kao Kang. Elle est indispensable aux intérêts de l'ensemble et au renforcement de l'unité nationale.

Il y a encore le problème du rapport entre les différentes administrations locales. Il s'agit essentiellement du rapport entre les instances supérieures et les échelons inférieurs sur le plan régional. Si les provinces et les municipalités ont des doléances à adresser aux différents ministères, les préfetures, les districts, les arrondissements et les cantons n'en ont-ils pas à présenter aux provinces et aux municipalités ? L'autorité centrale doit veiller à mettre en jeu l'initiative des provinces et des municipalités ; de même, les provinces et les municipalités doivent penser à faire valoir celle des préfetures, des districts, des arrondissements et des cantons. Nulle part il ne faut imposer des restrictions trop sévères. Naturellement, il convient de dire aux camarades des échelons inférieurs ce qui doit être centralisé et de leur faire comprendre que là ils ne doivent pas agir comme bon leur semble. Bref, ce qui peut et doit être centralisé, il convient de le centraliser. Mais ce qu'on ne peut et ne doit pas centraliser, il ne faut pas en imposer la centralisation. Cette autonomie légitime, ces droits légitimes, les provinces, les municipalités, les préfetures, les districts, les arrondissements et les cantons doivent tous en jouir et lutter pour les obtenir. La lutte pour ces droits, en partant des intérêts du pays dans son ensemble et non des intérêts d'une unité particulière, ne saurait être qualifiée de régionalisme, d'esprit d'"indépendance".

Le rapport mutuel entre les différentes provinces et municipalités est aussi un aspect du rapport entre les autorités locales, et il convient de l'établir de manière adéquate. Le principe que nous avons toujours suivi, c'est d'encourager la prise en considération des intérêts de l'ensemble, l'entraide et la concession mutuelle.

Dans le règlement du rapport entre les autorités centrales et les administrations locales comme entre les différentes administrations locales, notre expérience est insuffisante, elle n'est pas encore mûre. Nous espérons que vous étudierez et discuterez consciencieusement ce problème et dresserez de temps à autre le bilan de votre expérience, pour exploiter les succès et surmonter les défauts.

## **VI. LE RAPPORT ENTRE LES HANS ET LES MINORITES NATIONALES**

Notre politique concernant le rapport entre les Hans et les minorités nationales est assez judicieuse et elle a pratiquement l'approbation des minorités nationales. Nous mettons l'accent sur la lutte contre le chauvinisme grand-han. Quant au nationalisme local, il est aussi à combattre, mais, en général, ce n'est pas là le point essentiel.

Nos minorités nationales ont une population peu nombreuse, mais elles vivent dans de vastes régions. Du point de vue démographique, les Hans représentent 94 pour cent, c'est-à-dire la majorité écrasante, de la population du pays. S'ils pratiquaient le chauvinisme grand-han et la discrimination à l'égard des minorités nationales, ce serait très mauvais. Or, qui habite la plus grande partie du territoire ? Ce sont les minorités nationales, qui occupent 50 à 60 pour cent de la superficie globale. Nous disons que la Chine possède un vaste territoire, de riches ressources et une forte population ; en réalité, ce sont les Hans qui ont "une forte population", et ce sont les minorités qui disposent d'"un vaste territoire et de riches ressources", pour ce qui est du sous-sol du moins, ce sont fort probablement elles qui possèdent de "riches ressources".

Les minorités nationales ont toutes contribué au développement de l'histoire de la Chine. Si la population est forte chez les Hans, cela est dû au mélange de nombreuses nationalités durant de longues périodes. Au cours de l'histoire, les dominateurs réactionnaires, et surtout ceux des Hans, avaient élevé des barrières de toutes sortes entre les différentes nationalités de notre pays et malmenaient les minorités. Il n'est pas facile d'en effacer rapidement les conséquences, même chez les masses laborieuses. C'est pourquoi nous devons développer largement et avec persévérance, parmi les cadres et les masses populaires, une éducation au sujet de la politique nationale prolétarienne. Il nous faut aussi examiner régulièrement le rapport entre les Hans et les minorités nationales. Un tel examen a été fait il y a deux ans, et maintenant il en faut un nouveau. Si le rapport est anormal, nous devons le réajuster consciencieusement, au lieu de nous contenter de belles paroles.

Il faut étudier attentivement quel système de gestion économique et quel système financier seront le mieux adaptés aux régions de minorités nationales.

Nous devons aider sincèrement et activement les minorités à développer l'édification économique et culturelle. En Union soviétique, le rapport entre la nationalité russe et les minorités est très anormal, cela doit nous servir de leçon. L'air dans l'atmosphère, les forêts sur le sol, les richesses sous la terre sont autant de facteurs importants, nécessaires à l'édification socialiste. Or, tout facteur matériel ne peut être exploité et mis en valeur que par l'intermédiaire du facteur humain. Nous devons établir de bons rapports entre les Hans et les minorités nationales et consolider l'union de toutes nos nationalités, pour conjuguer nos efforts dans l'édification de notre grande patrie socialiste.

## **VII. LE RAPPORT ENTRE LE PARTI COMMUNISTE ET LES PARTIS NON COMMUNISTES**

Vaudrait-il mieux, tout compte fait, avoir un seul parti ou plusieurs ? Il est préférable d'en avoir plusieurs, à ce qu'il nous semble. Il en a été ainsi dans le passé et il pourra en être de même dans l'avenir. C'est la coexistence à long terme et le contrôle mutuel.

Dans notre pays subsistent encore les nombreux partis démocratiques qui, créés durant la Guerre de Résistance contre le Japon et la lutte contre Tchiang Kaï-chek, sont constitués essentiellement d'éléments de la bourgeoisie nationale et de ses intellectuels. Sur ce point, notre pays diffère de l'Union soviétique. Nous avons maintenu à dessein les partis démocratiques, leur donnant la possibilité de s'exprimer et appliquant à leur égard une politique d'union et de lutte. Nous devons unir à nous toutes les personnalités démocrates qui forment avec de bonnes intentions des critiques à notre endroit. Nous devons continuer de faire valoir l'enthousiasme des hommes animés de patriotisme qui appartenaient aux milieux militaires et politiques du Kuomintang, tels que Wei Li-houang et Weng Wen-hao. Quant à ceux-là même qui lancent des injures contre nous comme Long Yun, Liang Chou-ming, Peng Yi-hou et consorts, nous pourrions à leurs besoins tout en leur permettant de dire du mal de nous. Si leurs accusations sont dénuées de fondement, nous les réfutons ; dans le cas contraire, nous les prenons en considération. Cela est plutôt avantageux pour le Parti, le peuple et le socialisme.

Puisqu'il existe encore en Chine des classes et la lutte de classes, il ne peut manquer d'y avoir une opposition sous une forme ou sous une autre. Bien que les partis démocratiques et les personnalités démocrates sans-parti aient tous déclaré accepter la direction du Parti communiste chinois, nombre de gens au sein de ces partis et parmi ces personnalités sont en fait plus ou moins dans l'opposition. Sur des questions comme "mener la

révolution jusqu'au bout", le mouvement de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, la réforme agraire, ils ont été à la fois pour et contre. Aujourd'hui encore, ils font des réserves sur la répression des contre-révolutionnaires. Ils ont affirmé que le Programme commun était la perfection même, pour ne pas avoir une constitution de type socialiste ; mais lorsque celle-ci a été élaborée, ils ont tous levé la main pour l'approuver. Les choses évoluent souvent vers leur contraire et il en va de même pour l'attitude des partis démocratiques à l'égard de nombreux problèmes. Ils sont dans l'opposition tout en n'y étant pas ; ils passent souvent de l'opposition à la non-opposition.

Le Parti communiste et les partis démocratiques sont tous des produits de l'Histoire. Or, toute création de l'Histoire doit disparaître dans le cours de l'Histoire. Ainsi, le Parti communiste disparaîtra un jour, de même que les partis démocratiques. Et cela sera-t-il tellement pénible ? Non. Je pense qu'on en sera fort satisfait. Si un beau jour on n'a plus besoin de parti communiste ni de dictature du prolétariat, je trouve que ce sera vraiment bien. Notre tâche consiste précisément à hâter leur disparition. C'est un point de vue que nous avons déjà exprimé à maintes reprises.

Mais actuellement, le parti prolétarien et la dictature du prolétariat sont absolument nécessaires, et ils doivent continuer d'être renforcés. Sinon, il ne serait pas possible de réprimer les contre-révolutionnaires, de résister à l'impérialisme, de construire le socialisme ni de le consolider lors même qu'on l'aurait édifié. La théorie de Lénine sur le parti prolétarien et la dictature du prolétariat n'est nullement "périmée" comme certains le prétendent. Cette dictature ne peut s'exercer sans une dure contrainte. Nous devons cependant nous opposer à la bureaucratie et au gonflement des organes d'Etat. Je propose que les organismes du Parti et du gouvernement soient fortement simplifiés et leur importance réduite de deux tiers, tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas mort d'homme et que le travail n'en soit pas affecté.

Toutefois, simplifier les organismes du Parti et du gouvernement ne signifie pas qu'on veuille se débarrasser des partis démocratiques. J'espère que vous prendrez bien en main le travail de front uni, de manière à améliorer nos rapports avec eux et à faire valoir autant que possible leur enthousiasme pour servir le socialisme.

### **VIII. LE RAPPORT ENTRE LA REVOLUTION ET LA CONTRE-REVOLUTION**

Quel facteur représente la contre-révolution ? C'est un facteur négatif, un facteur subversif, une force d'opposition au facteur positif. Les contre-révolutionnaires peuvent-ils être transformés ? Il est évident que certains d'entre eux, des irréductibles, ne sauraient l'être. Mais, dans les conditions de notre pays, la majorité d'entre eux se transformeront à des degrés divers. Etant donné que nous avons adopté une politique juste à l'égard des contre-révolutionnaires, beaucoup d'entre eux ont été transformés et ne s'opposent plus à la révolution. Certains ont même rendu quelque service.

Les points suivants sont à souligner :

Premièrement, il faut reconnaître que la répression des contre-révolutionnaires en 1951-1952 a été nécessaire. D'aucuns pensent qu'elle n'était pas indispensable. Ce point de vue est erroné.

A l'égard des contre-révolutionnaires, on peut prendre diverses mesures : les exécuter, les emprisonner, les placer sous surveillance ou les laisser en liberté. L'exécution, tout le monde sait ce que cela signifie. L'emprisonnement, c'est la détention pour la rééducation par le travail. La surveillance, c'est la rééducation au sein de la société sous le contrôle des masses populaires. Laisser en liberté veut dire que, d'une façon générale, on n'arrête pas ceux dont l'arrestation n'est pas absolument nécessaire, ou qu'on relâche ceux qui, une fois arrêtés, ont fait preuve d'une bonne conduite. Il est nécessaire de traiter les contre-révolutionnaires de manière différente selon les cas.

Je ne m'arrêterai en particulier qu'au problème de l'exécution. Nous avons exécuté un certain nombre de gens au cours du mouvement de répression des contre-révolutionnaires. Quels étaient ces individus ? C'étaient des contre-révolutionnaires qui avaient de lourdes dettes de sang à payer et que les gens du peuple haïssaient profondément. Dans une grande révolution impliquant 600 millions d'hommes, le peuple n'aurait pu se dresser, si l'on n'avait pas supprimé les "Tyrans de l'Est" ou les "Tyrans de l'Ouest". Sans cette répression, le peuple n'approuverait pas la politique de clémence que nous pratiquons aujourd'hui. Il y a maintenant des gens qui, ayant entendu dire que Staline avait fait tuer à tort un certain nombre de personnes, prétendent que nous avons également commis une erreur en exécutant ces éléments contre-révolutionnaires, ce point de vue n'est pas juste. Affirmer entièrement le bien-fondé de ces exécutions revêt aujourd'hui une signification pratique.

Deuxièmement, il faut reconnaître qu'il existe encore des contre-révolutionnaires, mais que leur nombre a fortement diminué. Le dépistage des contre-révolutionnaires que nous avons effectué à la suite de l'affaire Hou Feng était nécessaire. Il faut continuer de débusquer ceux qui sont restés cachés. Il convient de souligner qu'il existe encore un petit nombre de contre-révolutionnaires qui se livrent à toutes sortes d'activités de sape. Par exemple, ils tuent des bœufs, mettent le feu aux céréales, font du sabotage dans les usines, dérobent des renseignements et affichent des slogans réactionnaires. Donc, il est erroné de dire que tous les contre-révolutionnaires sont éliminés et que nous pouvons dormir sur nos deux oreilles. Tant que la lutte de classes existera en Chine et dans le monde, nous ne devons jamais relâcher notre vigilance. Néanmoins, il est également faux de dire que les contre-révolutionnaires sont encore très nombreux.

Troisièmement, au cours de la répression des contre-révolutionnaires dans la société, nous devons désormais procéder le moins possible aux arrestations et aux exécutions. Toutefois, comme ces contre-révolutionnaires sont les ennemis qui oppriment directement les gens du peuple et font l'objet de leur haine mortelle, il faut en exécuter un petit nombre. La majorité d'entre eux doivent être confiés aux coopératives agricoles qui les feront participer à la production sous surveillance et les rééduqueront par le travail. Néanmoins, nous ne pouvons pas encore déclarer qu'aucune exécution n'aura plus lieu, et la peine capitale ne saurait être abolie.

Quatrièmement, en procédant au dépistage des contre-révolutionnaires dans les organismes du Parti et du gouvernement, les écoles et les unités de l'armée, nous devons nous en tenir fermement au principe défini à Yen-an : aucune exécution, pas d'arrestation dans la plupart des cas. En ce qui concerne les contre-révolutionnaires au sujet desquels des preuves solides ont été établies, il appartient aux organismes intéressés d'éclaircir leur cas; mais les services de sécurité publique ne les arrêteront pas, le parquet n'engagera pas de poursuites et le tribunal pas de procès contre eux. Plus de 90 pour cent des contre-révolutionnaires seront traités de cette manière, c'est ce qu'on appelle "pas d'arrestation dans la plupart des cas". Quant à la peine de mort, elle ne sera infligée à personne.

Quels sont les gens qui ne seront pas exécutés ? Des individus comme Hou Feng, Pan Han-nien, Jao Chou-che, et même des criminels de guerre faits prisonniers tels que l'empereur Pou Yi et Kang Tseh. S'ils n'ont pas été exécutés, ce n'est nullement que leurs crimes ne justifient pas la peine capitale, mais c'est qu'il n'y aurait aucun avantage à les exécuter. Si l'on supprimait l'un d'entre eux, on se verrait obligé de comparer son cas avec un autre, avec un troisième et ainsi de suite, il s'ensuivrait alors que beaucoup de têtes tomberaient. Voilà la première raison. La deuxième, c'est que l'on risque d'exécuter des gens par erreur. L'histoire atteste qu'une tête, une fois tombée, ne saurait être remise en place, elle n'est pas comme le poireau qui repousse chaque fois qu'on le coupe. Si l'on s'est trompé en coupant une tête, il n'y a aucun moyen de corriger l'erreur, même quand on le désirerait. La troisième, c'est qu'on risque de détruire des preuves. Pour procéder à la répression des contre-révolutionnaires, il faut posséder des preuves. Or, un contre-révolutionnaire constitue le plus souvent une preuve vivante contre un autre ; s'il y a des cas à éclaircir, on peut obtenir de lui des renseignements. Supprimez-le, vous ne trouverez probablement plus jamais de preuves. Cela ne peut servir que la contre-révolution, et non la révolution. La quatrième, c'est que leur exécution ne peut contribuer à l'augmentation de la production, à l'élévation du niveau de la science, à l'extermination des "quatre maux", au renforcement de la défense nationale ni au recouvrement de Taïwan. En les exécutant, vous vous faites une mauvaise réputation, celle de tuer des prisonniers de guerre, ce qui a été honni de tout temps. Une autre raison encore, c'est que les contre-révolutionnaires au sein des organismes sont différents de ceux qui se trouvent dans la société. Ces derniers pèsent de tout leur poids sur le peuple, tandis que les premiers, qui n'ont pas de contacts aussi directs avec les masses populaires, sont l'objet d'une haine générale, mais ne se sont pas fait beaucoup d'ennemis particuliers. Quel inconvénient y a-t-il à n'exécuter aucun de ces gens-là ? Que ceux qui y sont aptes aillent se faire rééduquer par le travail manuel ; quant à ceux qui ne le sont pas, ils seront mis à la charge de l'Etat. Les contre-révolutionnaires sont des déchets, de la vermine, mais, une fois entre nos mains, nous pouvons faire en sorte qu'ils rendent quelque service au peuple.

Pourtant, faut-il édicter une loi prescrivant l'abolition de la peine capitale à l'égard des contre-révolutionnaires dans les organismes ? Il s'agit là d'une politique à observance interne, et il n'est pas nécessaire de la rendre publique ; mais dans la pratique, nous nous efforçons de nous y conformer. Supposons que quelqu'un lance une bombe dans cette salle et tue la totalité, la moitié ou le tiers de ses occupants, qu'en diriez-vous, faut-il l'exécuter ou non ? Bien sûr que oui, il doit être exécuté.

Appliquer la politique consistant à n'exécuter personne, au cours de l'élimination des contre-révolutionnaires dans les organismes, ne nous empêche pas d'adopter une ferme attitude à leur égard. D'ailleurs, une telle politique nous préservera de tomber dans des erreurs irréparables et nous permettra de corriger les erreurs commises. Elle peut contribuer à rassurer beaucoup de monde et à éviter la méfiance parmi les camarades du Parti. Ne pas tuer les gens implique la nécessité de les nourrir. Il nous faut donner à tous les contre-révolutionnaires la possibilité de gagner leur vie et l'occasion de prendre un nouveau départ. Cette façon d'agir est profitable à la cause du peuple et aura un écho favorable dans le monde.

Dans la répression des contre-révolutionnaires, des tâches ardues restent à accomplir et nous ne devons faire preuve d'aucun relâchement. Tout en poursuivant la répression des contre-révolutionnaires cachés au sein de la société, il faut continuer de déceler tous ceux qui se sont infiltrés dans les organismes, les écoles et les unités de l'armée. Il faut absolument établir une nette distinction entre nous et nos ennemis. Si nous laissons des ennemis pénétrer dans nos rangs, voire dans nos organes de direction, tout le monde comprend parfaitement quel grave danger cela représente pour la cause du socialisme et la dictature du prolétariat.

## **IX. LE RAPPORT ENTRE CE QUI EST JUSTE ET CE QUI EST FAUX**

Il est nécessaire de faire une nette distinction entre ce qui est juste et ce qui est faux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti. Comment traiter les camarades qui ont commis des erreurs ? Voilà un problème important. L'attitude correcte à leur égard doit être d'appliquer le principe consistant à "tirer la leçon des erreurs passées

pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme", de les aider à corriger leurs erreurs et de leur permettre de poursuivre la révolution. Dans le temps, alors que les dogmatiques, ayant Wang Ming comme chef, détenaient la direction, notre Parti, adoptant ce qu'il y a de mauvais dans les pratiques de Staline, commit des erreurs à cet égard. Dans la société, ils tenaient à l'écart les forces intermédiaires et, au sein du Parti, ils ne permettaient pas qu'on se corrige de ses erreurs et fasse la révolution.

*La Véritable histoire de Ah Q* est un bon roman. Je conseille aux camarades qui l'ont lu de le relire, à ceux qui ne l'ont pas lu de le faire avec soin. Lou Sin y décrit surtout un paysan arriéré et politiquement inconscient. En particulier, dans un chapitre intitulé "Défense de faire la révolution", il raconte comment le Faux Diable étranger interdit à Ah Q de faire la révolution. En fait, ce que Ah Q appelait révolution n'était rien de plus que de chiper quelque chose, tout comme les autres. Mais même une telle révolution lui était défendue par le Faux Diable étranger. A mon avis, il y a eu des gens qui, sur ce point, ressemblaient beaucoup à ce Faux Diable étranger. Ils interdisaient à ceux qui avaient commis des erreurs de faire la révolution, ne faisaient pas de distinction entre ces éléments et les contre-révolutionnaires et allaient jusqu'à mettre à mort certains d'entre eux. Il nous importe de retenir cette leçon. Il est aussi mauvais d'interdire aux gens en dehors du Parti de faire la révolution que d'empêcher les camarades du Parti ayant commis des erreurs de les corriger.

A propos des camarades fautifs, certains disent qu'il faut voir s'ils vont se corriger. A mon sens, au lieu de nous contenter du rôle d'observateur, nous devons les aider à se corriger. En d'autres termes, nous devons les observer et les aider. L'homme a toujours besoin d'aide. Cela s'applique aux gens qui ne se sont pas rendus coupables d'erreurs et d'autant plus à ceux qui en ont commis. Il semble que l'homme n'est pas infailible, il est plus ou moins sujet à l'erreur. Quand quelqu'un en a commis une, il faut lui venir en aide. Se borner à l'observer est une attitude passive; il convient de créer toutes sortes de conditions pour l'aider à se corriger. Une nette distinction doit absolument être établie entre ce qui est juste et ce qui est faux, car la controverse sur tout problème de principe dans le Parti est un reflet, au sein du Parti, de la lutte de classes dans la société et elle ne souffre pas d'ambiguïté. Que nous adressions selon les cas aux camarades ayant commis des erreurs des critiques appropriées et bien fondées, et engagions même une lutte nécessaire contre eux, cela est normal et a pour but de les aider à rectifier leurs erreurs. Se réjouir de leur infortune au lieu de leur prêter assistance, c'est là une attitude sectaire.

Pour faire la révolution, il vaut toujours mieux avoir le plus de gens possible. A part un nombre infime qui persistent dans leurs erreurs et refusent de s'amender en dépit de multiples avertissements, la grande majorité de ceux qui en ont commis peuvent se corriger. Ces derniers, tout comme quelqu'un qui a eu le typhus est désormais immunisé, peuvent en commettre moins par la suite, pourvu qu'ils sachent en tirer la leçon. En revanche, ceux qui n'en ont pas commis risquent plus facilement d'en commettre, car ils ont tendance à se gonfler d'orgueil. Faisons bien attention: très souvent une excessive sévérité à l'égard de ceux qui ont commis des erreurs rejait sur nous-mêmes. Kao Kang souleva une pierre dans l'intention de frapper, mais finalement il provoqua sa propre chute. En nous montrant pleins de bonnes intentions envers ceux qui ont commis des erreurs, nous pouvons gagner les gens et les unir à nous. L'un des critères pour juger si quelqu'un nourrit de bonnes ou de mauvaises intentions à l'égard des camarades qui ont commis des erreurs, c'est de voir s'il leur vient en aide ou s'il leur témoigne de l'hostilité.

"Tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme", tel est le principe pour réaliser l'unité de tout le Parti, nous devons donc le maintenir avec fermeté.

## **X. LE RAPPORT ENTRE LA CHINE ET LES AUTRES PAYS**

Nous avons lancé le mot d'ordre invitant à apprendre des autres pays, et je pense que nous avons eu raison. Les dirigeants de certains pays ne veulent pas, n'osent même pas formuler un tel mot d'ordre. Il faudrait un peu de courage et abandonner ses grands airs.

Il faut reconnaître que chaque nation a ses points forts, sinon comment pourrait-elle exister et se développer ? D'autre part, chaque nation a ses points faibles. D'aucuns s'imaginent que le socialisme est le comble de la perfection et ne présente aucun défaut. Allons donc ! Il faut admettre que toute chose a ses points forts et ses points faibles. Les secrétaires de cellule de notre Parti, les chefs de compagnie et de section savent tous consigner dans leur carnet le bilan de l'expérience du jour sous deux aspects — l'un positif, l'autre négatif. S'ils savent tous qu'il y a deux aspects, pourquoi ne parlons-nous que d'un seul ? Les deux aspects existeront même dans dix mille ans. Dans le futur comme dans le présent, toute chose comportera invariablement ses deux aspects, et il en est de même pour chaque individu. Bref, il y a toujours deux aspects et non pas un seul. Dire qu'il n'y en a qu'un signifie qu'on ne voit qu'un côté de la médaille.

Notre politique consiste à nous inspirer des points forts de tous les pays et nations, à apprendre tout ce qu'ils ont de vraiment bon dans les domaines politique, économique, scientifique, technique, littéraire et artistique. Mais il faut procéder de manière analytique et critique, et non pas apprendre aveuglément ni tout copier pour l'appliquer mécaniquement. Il va sans dire que leurs faiblesses et leurs insuffisances ne sont pas à imiter.

C'est également une telle attitude que nous devons adopter à l'égard de l'expérience de l'Union soviétique et des autres pays socialistes. Or, faute d'idée claire là-dessus, certains d'entre nous allaient jusqu'à imiter leurs points faibles. Lorsqu'ils les eurent copiés et se jugèrent formidables, ceux dont ils les tenaient les avaient déjà rejetés, et finalement ils durent faire un saut périlleux pour retomber sur leurs pieds, à la manière de Souen Wou-kong, Roi des Singes. Par exemple, certains disaient que nous avons commis une erreur de principe en instaurant le Ministère de la Culture et le Bureau du Cinéma, alléguant que l'Union soviétique avait un ministère du cinéma et un bureau de la culture. Ils ne s'attendaient pas à ce que, peu de temps après, l'Union soviétique créerait, comme nous, un ministère de la culture. Il y a des gens qui n'analysent jamais rien et qui tournent à tous "vents". Si un jour le vent souffle du nord, ils sont partisans du vent du nord; si le lendemain le vent souffle de l'ouest, ils sont pour le vent d'ouest. Si plus tard le vent souffle à nouveau du nord, ils redeviennent partisans du vent du nord. Comme ils n'ont pas d'opinion à eux, ils passent souvent d'un extrême à l'autre.

Ceux qui, en Union soviétique, avaient porté Staline aux nues, se sont mis tout d'un coup à le jeter plus bas que terre. Chez nous, il y en a qui leur ont emboîté le pas. Le Comité central de notre Parti soutient que les mérites et les erreurs de Staline sont dans le rapport de sept à trois et que Staline n'en est pas moins un grand marxiste. C'est en nous basant sur cette appréciation que nous avons écrit l'article intitulé "A propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat". Une telle évaluation est assez juste. Staline a commis un certain nombre d'erreurs au sujet de la Chine. Il fut à l'origine de l'aventurisme "de gauche" de Wang Ming, vers la fin de la Deuxième guerre civile révolutionnaire, et de son opportunisme de droite, au début de la Guerre de Résistance contre le Japon. Pendant la période de la Guerre de Libération, d'abord, il ne nous autorisa pas à faire la révolution, affirmant qu'une guerre civile risquerait de ruiner la nation chinoise. Puis, lorsque la guerre eut éclaté, il se montra sceptique à notre endroit. Quand nous eûmes gagné la guerre, il soupçonna que c'était là une victoire du genre de celle de Tito et, en 1949 et 1950, il exerça sur nous une très forte pression. Mais nous n'en estimons pas moins que les mérites et les erreurs de Staline sont dans le rapport de sept à trois. C'est là une attitude impartiale.

Dans les domaines des sciences sociales et du marxisme-léninisme, nous continuerons à étudier avec application les thèses justes de Staline. Ce que nous nous proposons d'apprendre, c'est ce qui fait partie de la vérité universelle. Et en outre, nous devons absolument lier notre étude à la réalité chinoise. Si l'on appliquait mécaniquement tout propos, fût-il de Marx, ce serait catastrophique ! Notre théorie, c'est l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme et de la pratique concrète de la révolution chinoise. Dans notre Parti, certains ont, à un moment donné, pratiqué le dogmatisme, et nous l'avons alors soumis à la critique. Néanmoins, il persiste toujours. Qu'il s'agisse des milieux académiques ou économiques, il y subsiste encore des manifestations du dogmatisme.

En sciences naturelles, nous sommes assez en retard, et nous devons, tout particulièrement, nous efforcer d'apprendre des autres pays. Mais là aussi, il faut apprendre dans un esprit critique et non pas aveuglement. Quant à la technique, je crois que ce qui vaut mieux pour nous, c'est d'abord, dans la plupart des cas, de l'adopter telle quelle, étant donné notre dénuement et notre manque de connaissances en la matière. Mais, pour ce que nous connaissons déjà, il n'est plus nécessaire d'agir ainsi. Nous devons rejeter et critiquer résolument le système, l'idéologie et le mode de vie décadents de la bourgeoisie des pays étrangers. Cependant, cela ne nous empêche pas d'apprendre les sciences et les techniques avancées des pays capitalistes, ainsi que ce qu'il y a de scientifique dans la gestion des entreprises.

Dans les pays industriellement développés, les entreprises ont un rendement élevé avec un personnel réduit et elles excellent dans les affaires. Tout cela, nous devons l'apprendre consciencieusement, à la lumière de nos principes, afin d'améliorer notre travail. Maintenant, ceux qui ont appris l'anglais ne se perfectionnent plus, nos thèses scientifiques ne sont plus traduites en anglais, français, allemand ou japonais pour être échangées avec d'autres pays. C'est là également une idée préconçue. Rejeter en bloc et sans analyse aucune les sciences, la technique et la culture des autres pays, de même que — comme j'ai dit plus haut — imiter inconsidérément tout ce qui est de l'étranger, n'est pas une attitude marxiste ; cela est nuisible à notre cause. Je pense que la Chine a deux points faibles qui sont en même temps deux points forts :

Premièrement, notre pays a été une colonie, une semi-colonie, et non un pays impérialiste, il a toujours été victime de l'oppression étrangère. Il a une industrie et une agriculture peu développées, un niveau scientifique et technique peu élevé. A part l'immensité de notre territoire et la richesse de ses ressources, l'importance de la population, une longue histoire, *Le Rêve du Pavillon rouge* en littérature, etc., nous sommes, par bien des aspects, inférieurs aux autres pays et n'avons pas lieu d'être présomptueux. Mais, pour avoir été pendant si longtemps des esclaves, certains d'entre nous sont pénétrés du sentiment que notre pays est inférieur aux autres en toute chose. Le front baissé devant les étrangers, ils ressemblent à Kia Kouei<sup>3</sup> dans *Le Temple Famen*, qui, lorsqu'on le pria de prendre un siège, répondit qu'il avait l'habitude d'être debout et qu'il n'avait pas envie de s'asseoir. Il nous faut donc relever les énergies et accroître la confiance en soi de la nation. Nous devons faire rayonner l'esprit de "mépris pour l'impérialisme américain" que nous avons préconisé au cours du mouvement de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée.

Deuxièmement, notre révolution est tardive. Bien que la Révolution de 1911 ait renversé l'empereur avant qu'en Russie on en ait fait autant, il n'y avait pas encore de parti communiste à l'époque et cette révolution se solda par un échec. La révolution populaire n'a triomphé qu'en 1949, plus de trente ans après la Révolution d'Octobre. Sur ce point non plus, nous n'avons pas à être particulièrement fiers de nous. L'Union soviétique diffère de notre pays : 1) La Russie tsariste était un pays impérialiste ; 2) elle a connu la Révolution d'Octobre. D'où l'orgueil et l'arrogance de bien des Soviétiques.

Nos deux points faibles sont aussi des points forts. J'ai dit que nous étions "pauvres" et "dénusés de tout". "Pauvres" parce que nous n'avons pas beaucoup d'industrie et que notre agriculture n'est pas bien développée non plus. "Dénusés de tout", telle une feuille de papier vierge, parce que notre niveau culturel et scientifique n'est pas élevé. Cependant, à considérer les perspectives de développement, cela n'est pas mauvais. Car les pauvres aspirent à faire la révolution, tandis qu'il est difficile aux riches d'en faire autant. Les pays qui ont un niveau scientifique et technique élevé sont très orgueilleux. Nous sommes comme une feuille blanche, c'est justement ce qu'il faut pour écrire dessus. Par conséquent, ces deux points sont, l'un comme l'autre, avantageux pour nous. Même dans l'avenir, lorsque notre pays sera devenu prospère et puissant, nous devons toujours maintenir notre position révolutionnaire, rester modestes et prudents, apprendre auprès des autres et nous garder de nous gonfler d'orgueil. Nous devons apprendre des autres non seulement pendant la période du premier plan quinquennal, mais aussi après plusieurs dizaines de quinquennats. Nous devons le faire encore dans dix mille ans. Quel mal y a-t-il à cela ? Je viens de traiter de dix problèmes. Ces dix rapports sont autant de contradictions. Le monde n'est que contradictions. Sans contradictions, pas de monde. Notre tâche consiste à résoudre correctement ces contradictions. Pourrons-nous, au cours de la pratique, leur apporter une solution entièrement satisfaisante ? Nous devons, à cet égard, nous préparer à deux éventualités. Et puis, en résolvant ces contradictions, nous aurons forcément à faire face à de nouvelles contradictions, à de nouveaux problèmes. Mais, comme nous l'avons dit souvent, la voie est tortueuse, l'avenir est radieux. Nous nous efforcerons de mobiliser tous les facteurs positifs — directs ou indirects — au sein comme en dehors du Parti, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, afin de faire de notre pays un puissant Etat socialiste.

#### **NOTES**

<sup>1</sup> Mesure entrée en vigueur au printemps 1955. L'Etat fixe le volume de la production des cultures vivrières pour 1955 en fonction du rendement par surface unitaire dans les conditions d'une année normale, et il n'augmentera pas dans les trois ans ses achats en cas d'accroissement de la production ; il achète, selon une proportion déterminée, des céréales aux paysans qui en ont un excédent ; il fixe la quantité de grain à vendre à ceux qui en manquent. Cette mesure a été prise pour accroître l'enthousiasme des paysans dans la production.

<sup>2</sup> Le système de livraison obligatoire, appliqué en Union soviétique de 1933 à 1957, était la principale mesure selon laquelle l'Etat procédait à l'achat des produits agricoles. Les kolkhozes et les exploitations individuelles devaient lui en fournir chaque année suivant la quantité et le prix qu'il avait fixés.

<sup>3</sup> Dans l'opéra de Pékin *Le Temple Vamen*, Kia Kouei était homme de confiance et valet de l'eunuque Lieou Kin, dynastie des Ming.

*Mao Tsétoung, Œuvres Choisies, Tome V, pp.306-331.*

## **RENFORCER L'UNITE DU PARTI ET CONTINUER LES TRADITIONS DU PARTI**

*[Discours prononcé par le camarade Mao Tsétoung à la première séance de la réunion préparatoire du VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois.]*

(30 août 1956)

Aujourd'hui s'ouvre la réunion préparatoire du VIII<sup>e</sup> Congrès de notre Parti. Elle va durer plus de dix jours, et les tâches essentielles qu'elle doit accomplir sont les suivantes : primo, préparer les documents du Congrès ; secundo, procéder à une élection préliminaire du nouveau Comité central ; tertio, préparer les textes des interventions au Congrès.

Je voudrais maintenant vous faire part de quelques réflexions.

Premier point, le but, les objectifs de ce Congrès. Quels problèmes a-t-il à résoudre et quel est le but à atteindre ? D'une façon générale, il se propose de faire le bilan de l'expérience accumulée depuis le VII<sup>e</sup> Congrès, de sceller l'unité de tout le Parti, de nous unir avec toutes les forces susceptibles de se joindre à nous, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, dans notre lutte pour l'édification d'une grande Chine socialiste.

Quand nous dressons le bilan de notre expérience, qui est très riche, nous devons nous en tenir à l'essentiel, en partant de la réalité et nous fondant sur les conceptions marxistes, et non procéder à une longue énumération de faits. Un tel bilan donnera à tout le Parti une force d'impulsion, qui nous permettra de mieux accomplir notre travail.

Nous sommes un grand, glorieux et juste Parti. Cela, le monde entier le reconnaît. Autrefois, certains camarades étrangers se montraient sceptiques : "Mais que faites-vous donc ?" Beaucoup de gens n'avaient pas une idée claire de notre politique à l'égard de la bourgeoisie nationale et ne comprenaient pas très bien notre mouvement de rectification. Et maintenant, je peux constater que ceux qui nous comprennent sont plus nombreux ; on peut même dire que la plupart des gens ont une idée claire de ce que nous faisons. Bien entendu, ce n'est pas encore le cas pour tous. Dans le pays, dans le Parti même, il y en a encore qui ne comprennent pas et qui prétendent que la ligne que nous avons suivie depuis le VII<sup>e</sup> Congrès n'est pas tellement juste. Mais les faits sont là ; nous avons mené deux révolutions : la révolution démocratique bourgeoise pour arracher le pouvoir à l'échelle nationale, et la révolution socialiste prolétarienne pour entreprendre la transformation socialiste et édifier un Etat socialiste. Pendant les onze années qui se sont écoulées depuis le VII<sup>e</sup> Congrès, nous avons remporté de grands succès. Cela, le pays tout entier, le monde entier le reconnaît, et même la bourgeoisie des pays étrangers est obligée de l'admettre. Ces deux révolutions ont démontré que la ligne suivie par le Comité central du Parti depuis le VII<sup>e</sup> Congrès était juste.

La Révolution d'Octobre renversa la bourgeoisie, événement sans précédent dans le monde. Cette révolution, la bourgeoisie internationale, sans autre considération, s'est toujours employée à en dire du mal, à la couvrir d'injures. La bourgeoisie russe était une classe contre-révolutionnaire ; à l'époque, elle refusait le capitalisme d'Etat, tirait au flanc, se livrait au sabotage et recourait même aux armes. Le prolétariat russe n'avait d'autre choix que de la supprimer. D'où la fureur de la bourgeoisie des différents pays, qui se mit à lancer des invectives. En Chine, nous traitons la bourgeoisie nationale de façon relativement modérée, et celle-ci se sent plus à l'aise et estime qu'elle peut quand même trouver quelque avantage. Maintenant, Eisenhower et Dulles interdisent aux journalistes américains de venir en Chine ; cela montre en fait qu'ils reconnaissent que notre politique a du bon. Si c'était le gâchis chez nous, ils laisseraient venir ces gens-là, qui ne feraient qu'écrire des horreurs sur notre compte. Ce qu'ils craignent, c'est que les articles de ces journalistes ne contiennent pas seulement des calomnies, mais également quelques remarques positives, ce qui serait fort embarrassant pour eux.

La Chine était qualifiée autrefois d'"empire en décadence", de "malade de l'Asie orientale", de pays arriéré quant à son économie et sa culture ; on disait que les Chinois n'avaient pas le sens de l'hygiène, qu'ils étaient nuls dans les jeux de ballon et en natation, que les femmes avaient les pieds bandés, les hommes une natte, et qu'on y trouvait encore des eunuques ; même la lune n'y était pas aussi belle qu'ailleurs où elle se montrait plus claire. Bref, notre pays était un amas d'horreurs. Mais, grâce aux transformations accomplies au cours de ces six dernières années, nous avons changé l'aspect de la Chine. Ce succès, personne ne peut le nier.

Le noyau dirigeant de notre cause révolutionnaire, c'est notre Parti. En dressant le bilan de notre expérience, le Congrès doit en tout premier lieu avoir pour but de renforcer encore l'unité du Parti. En juin dernier, notre Parti comptait déjà 10.730.000 membres. Un vaste travail doit être effectué pour les éduquer, les éclairer et les unir, de sorte qu'ils jouent mieux encore leur rôle de noyau parmi la population. Le Parti à lui tout seul ne suffit pas pour faire marcher les choses ; il constitue le noyau qui doit avoir les masses autour de lui. Quatre-vingt-dix pour cent des tâches concrètes à accomplir dans l'industrie, l'agriculture, le commerce, la culture et l'enseignement, comme dans les autres domaines, sont assumées non pas par des membres du Parti, mais par des non-communistes. C'est pourquoi nous devons nous efforcer de nous unir avec les masses, avec tous ceux qui sont susceptibles d'être unis pour travailler ensemble. Nous avons eu encore beaucoup d'insuffisances dans notre travail pour réaliser l'unité de tout le Parti et son union avec les personnalités non communistes. Nous devons, au cours de ce Congrès et après, entreprendre la propagande et l'éducation, afin d'améliorer sensiblement ce travail.

Sur le plan international, nous devons nous unir avec toutes les forces dans le monde qui peuvent être unies — en premier lieu avec l'Union soviétique, les partis, les pays et les peuples frères, puis avec tous les pays et les peuples épris de paix — et nous assurer le soutien de toutes les forces utiles. Les partis communistes de cinquante et quelques pays enverront leurs délégués à notre Congrès, c'est très bien. Autrefois, nous n'avions pas le pouvoir à l'échelle nationale, nous n'avions pas encore remporté la victoire dans les deux révolutions, ni obtenu de succès dans l'édification; maintenant, la situation est bien différente. Les camarades étrangers nous témoignent une assez haute estime.

Dans quel but devons-nous nous unir avec toutes les forces susceptibles d'être unies au sein comme en dehors du Parti, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ? Pour édifier un grand Etat socialiste. Un pays comme le nôtre peut et doit être qualifié de "grand". Notre Parti est un grand parti, notre peuple, un grand peuple, notre révolution, une grande révolution, et notre édification, une œuvre grandiose. Sur toute la planète, il n'y a qu'un pays de 600 millions d'habitants, c'est le nôtre. Le mépris qu'on nous témoignait n'était pas sans raison : notre contribution était minime; la production annuelle d'acier n'atteignait que quelques centaines de milliers de tonnes, qui étaient d'ailleurs aux mains des Japonais. Pendant les vingt-deux années de dictature du Kuomintang de Tchiang Kai-shek, elle se limitait à quelques dizaines de milliers de tonnes. Aujourd'hui, nous ne produisons pas encore beaucoup d'acier, mais le premier pas a été fait; nous en aurons plus de 4 millions de tonnes cette année, nous dépasserons 5 millions de tonnes l'année prochaine, 10 millions à la fin du deuxième plan quinquennal, et probablement 20 millions à la fin du troisième. Nous devons nous efforcer d'atteindre cet objectif. Il existe une centaine d'Etats dans le monde, mais quelques-uns seulement produisent plus de 20 millions de tonnes d'acier. C'est pourquoi notre construction fera de notre pays un grand Etat socialiste ; la Chine arriérée, méprisée et plongée dans le malheur pendant plus de cent ans changera totalement d'aspect et, par surcroît, rattrapera le plus puissant Etat capitaliste du monde, les Etats-Unis. Ceux-ci n'ont que 170 millions d'habitants, la Chine en a plusieurs fois autant. Elle a aussi d'abondantes richesses naturelles et bénéficie de conditions climatiques à peu près semblables. Il lui est donc possible de les rattraper. Est-ce qu'elle le doit ? Oui, absolument. Que font-ils, vos 600 millions d'habitants ? Ils dorment ? Sont-ils là pour dormir ou pour travailler ? Si vous dites que c'est pour travailler, comment un pays de 600 millions d'habitants ne pourrait-il pas produire 200 ou 300 millions de tonnes d'acier, alors qu'un pays de 170 millions d'habitants en sort déjà 100 millions de tonnes ? Si vous ne réussissiez pas à rattraper ce retard, vous n'auriez aucune excuse et votre pays ne saurait être si glorieux et si grand. Aux Etats-Unis, qui n'ont que 180 ans d'existence, la production d'acier se situait aussi au niveau de 4 millions de tonnes il y a soixante ans ; nous avons donc soixante ans de retard. Dans cinquante ou soixante ans, la Chine devra les dépasser. Telle est la responsabilité qui nous incombe. Vous avez une population aussi nombreuse, un territoire aussi vaste et des richesses naturelles aussi abondantes, et vous édifiez, dit-on, le socialisme, régime qualifié de supérieur, si vous n'arrivez pas à dépasser les Etats-Unis après cinquante à soixante ans d'efforts, quelle figure ferez-vous ? Il faudrait, dans ce cas, vous expulser du globe ! C'est pourquoi dépasser les Etats-Unis n'est pas seulement une possibilité, mais une nécessité, un devoir à accomplir absolument. Sinon, la nation chinoise décevrait l'espoir que les autres nations du monde ont mis en elle, et son apport à l'humanité serait bien mince.

Deuxième point, la continuation des traditions du Parti. Le Congrès devra continuer à faire s'épanouir les excellentes traditions du Parti dans les domaines de l'idéologie et du style de travail, et lutter efficacement contre le subjectivisme et le sectarisme ; il devra également combattre la bureaucratie. Aujourd'hui, je laisserai de côté le problème de la bureaucratie pour parler exclusivement du subjectivisme et du sectarisme. On les a à peine balayés que les revoilà, et qu'il faut recommencer le nettoyage.

Par commettre des erreurs, nous entendons procéder de manière subjectiviste, c'est-à-dire que la pensée ne correspond pas à la réalité. Cette question a été totalement négligée ou à peine mentionnée dans les nombreux articles critiquant les erreurs de Staline que nous avons pu lire. Pourquoi Staline a-t-il commis des erreurs ? C'est que sur certains problèmes il n'a pas pu mettre le subjectif en harmonie avec la réalité objective. Aujourd'hui, des cas pareils sont encore nombreux dans notre travail. Le subjectivisme consiste à ne tenir compte que des désirs subjectifs au mépris de la réalité objective et des possibilités réelles. Ce qui sera formulé et traité dans les documents du Congrès doit, autant que possible, être conforme à la réalité chinoise ou s'en approcher. En même temps, il nous faudra, d'après l'expérience que nous avons acquise dans le passé, critiquer les points de vue qui ne correspondent pas à la réalité, critiquer et combattre le subjectivisme. Cette tâche, nous nous la sommes fixée il y a des années. Ce que nous avons à combattre aujourd'hui, c'est le subjectivisme qui se manifeste dans la révolution et l'édification socialistes. Au cours de la révolution démocratique, le subjectivisme a sévi pendant longtemps dans nos rangs, et nous l'avons payé cher : perte de la quasi-totalité des bases d'appui et destruction de plus de 90 pour cent des forces révolutionnaires ; c'est alors seulement que nous avons commencé à prendre conscience de notre erreur. Et nous n'avons clairement compris le problème que grâce au mouvement de rectification à Yen-an, qui a mis l'accent sur les enquêtes et recherches et le sens de la pratique. Il faut absolument unir la vérité universelle du marxisme avec la pratique concrète de la révolution chinoise ; sinon, nous n'arriverons à rien. Autrement dit, il faut unir la théorie et la pratique. C'est là un des principes fondamentaux du marxisme. Selon le matérialisme dialectique, les idées doivent refléter la réalité objective et être vérifiées par la

pratique objective ; elles ne pourront être considérées comme vérité que lorsque la pratique aura prouvé qu'elles le sont bien; dans le cas contraire, elles ne peuvent pas l'être. Ces dernières années, nous avons eu des succès dans notre travail, néanmoins on a pu constater un peu partout des manifestations du subjectivisme. Il y en a aujourd'hui, et il y en aura encore à l'avenir. Du subjectivisme, il y en aura toujours, même dans dix mille ans, dans 100 millions d'années ; il en existera aussi longtemps que l'humanité n'aura pas disparu. Et à cause de lui, on fera des erreurs.

Il y a une autre chose, le sectarisme. Toute localité a son propre intérêt général, tout pays a le sien, et la Terre également. Nous ne parlerons pas maintenant de ce qui se passe en dehors de la Terre, faute de moyens de communication. Si on découvre un jour des hommes sur Mars ou sur Vénus, nous nous occuperons à ce moment-là du problème de notre union avec eux et de l'établissement d'un front uni. Ce que nous avons à voir aujourd'hui, c'est l'unité du Parti, l'unité du pays et l'union du monde entier. Notre principe est de nous unir, sans aucune distinction, avec tous les partis communistes et les personnalités non communistes des pays étrangers qui peuvent être utiles d'une manière ou d'une autre à la cause de la paix mondiale et du progrès de l'humanité. Il nous faut avant tout nous unir avec les quelques dizaines de partis communistes, avec l'Union soviétique. Des erreurs ayant été commises en Union soviétique, on en a beaucoup parlé et on les a grossies, comme si elles étaient extrêmement graves ; cette façon de voir n'est pas correcte. Aucune nation, quelle qu'elle soit, ne peut éviter les erreurs, l'Union soviétique ne fait pas exception, d'autant plus qu'elle est le premier Etat socialiste du monde et qu'elle existe depuis longtemps. Comment évaluer les erreurs qui ont été commises en Union soviétique, comme celles de Staline ? Elles sont partielles, temporaires ; il y en a qui ont duré, à ce qu'on dit, pendant vingt ans, mais cela n'empêche pas qu'elles soient temporaires, partielles et susceptibles d'être corrigées. La tendance principale, l'aspect dominant, la majeure partie de ce qui a été fait en Union soviétique est juste. La Russie a donné le jour au léninisme et, grâce à la Révolution d'Octobre, elle est devenue le premier Etat socialiste. Elle a entrepris l'édification du socialisme, triomphé du fascisme, et est devenue un puissant pays industriel. Nous avons beaucoup à apprendre d'elle. Bien entendu, nous devons nous inspirer de ce qu'il y a d'avancé dans son expérience, et nullement de ce qui est rétrograde. Notre mot d'ordre a toujours été d'assimiler l'expérience d'avant-garde de l'Union soviétique ; qui vous dit d'aller chercher ce qui est arriéré ? Il y en a qui, sans faire aucune distinction, considèrent que même les pets des Soviétiques sentent bon ; là aussi, c'est du subjectivisme. Les Soviétiques eux-mêmes disent que ça pue ! Il faut donc avoir un esprit analytique. Nous avons dit que les mérites et les erreurs de Staline sont dans le rapport de sept à trois. En Union soviétique, ce qui est bon et utile constitue l'aspect principal, la majeure partie, alors que les erreurs ne sont que partielles. Nous aussi, nous avons des choses qui clochent et dont il faut nous débarrasser ; et à plus forte raison, ne devons-nous pas les donner en exemple aux autres pays. Pourtant, les mauvaises choses sont en quelque sorte une expérience elles aussi, et elles peuvent jouer un très grand rôle. Nous avons eu chez nous des gens comme Tchen Tou-sieou, Li Li-san, Wang Ming, Tchang Kouo-tao, Kao Kang, Jao Chou-che qui sont pour nous autant de professeurs. Et puis, nous en avons bien d'autres. Le meilleur dans le pays, c'est Tchiang Kai-chek. Il arrive que des gens que nous ne réussissons pas à persuader soient convaincus par lui en une seule leçon. Et comment donne-t-il ses leçons ? Avec des mitrailleuses, des canons, des avions. Les impérialistes sont aussi des professeurs qui ont éduqué notre peuple de 600 millions d'hommes. Pendant plus de cent ans, des puissances impérialistes nous ont opprimés, et cela nous a éduqués. C'est pourquoi les mauvaises choses peuvent jouer un rôle éducatif et servir de mise en garde.

A propos de la lutte contre le sectarisme, la question qui mérite particulièrement d'être abordée, c'est que nous devons nous unir avec des gens qui ont lutté contre nous. Ces gens-là se sont battus avec vous et vous ont jeté par terre ; vous en avez souffert et perdu la face. Vous n'étiez pas si mauvais, alors qu'ils vous ont donné un "titre d'honneur", le titre d'opportuniste. S'ils vous ont rossé en toute justice, ils ont bien fait : puisque vous êtes effectivement opportuniste, pourquoi auraient-ils dû se gêner ? Mais je parle ici du cas où ils vous ont frappé, combattu à tort. Si ces gens-là changent plus tard d'attitude et reconnaissent qu'ils ont eu tort de vous frapper et qu'il était injuste de vous attribuer le titre de roi du royaume de l'opportunisme, tenez alors l'affaire comme terminée. Mais si certains d'entre eux refusent de reconnaître leur erreur, doit-on attendre ? Il le faut bien. Par union, nous entendons nous unir avec ceux qui ont des vues différentes des nôtres, qui nous témoignent du mépris, qui ne nous respectent pas, qui nous ont cherché chicane, qui ont lutté contre nous ou nous ont joué un mauvais tour. Pour ceux qui ont les mêmes opinions que nous et qui se sont déjà joints à nous, la question de l'union ne se pose pas. Le problème, c'est de nous unir avec ceux qui ne se sont pas encore unis à nous, autrement dit, ceux qui ne partagent pas nos opinions ou qui ont de graves défauts. Par exemple, il y a actuellement dans notre Parti de nombreux membres qui le sont du point de vue de l'organisation, mais pas sur le plan idéologique. Il se peut qu'ils ne se soient pas battus et disputés avec vous, mais étant donné qu'ils n'ont pas encore adhéré au Parti sur le plan idéologique, il est inévitable qu'ils ne se conduisent pas correctement, qu'ils aient des insuffisances ou qu'ils commettent des actes répréhensibles. Ces gens-là, nous devons nous unir avec eux, les éduquer et les aider. Comme je l'ai dit auparavant, à l'égard des camarades qui ont des défauts ou ont commis des erreurs, nous ne devons pas nous contenter de voir s'ils les rectifient, nous devons les aider à se corriger. En d'autres termes, il faut et les observer et les aider. Si on se contente de voir, en se croisant les bras,

ce qu'ils vont devenir, si on dit "tant mieux !" quand ils évoluent dans le bon sens et "tant pis !" quand ils tournent mal, ce sera une attitude passive, et non active. Les marxistes doivent prendre une attitude positive: non seulement observer, mais aussi aider.

Troisième point, l'élection du Comité central. Le camarade Teng Siao-ping vient de dire que le VIII<sup>e</sup> Congrès élira 150 à 170 camarades au Comité central. Ce nombre, représentant un peu plus du double des 77 membres du Comité central sortant, me paraît assez bien convenir. Dans quelques années, disons dans cinq ans, nous pourrions envisager d'élargir encore le Comité central, ce serait alors plus avantageux. Nous avons aujourd'hui beaucoup de cadres très capables qui ont été formés pendant la période de la Guerre de Résistance contre le Japon. Ce sont ceux qu'on appelle cadres du "type 38". Ils constituent en quelque sorte l'ossature de notre travail d'aujourd'hui, et nous ne pouvons pas nous passer d'eux. Mais comme ils sont fort nombreux, si on devait inclure de tels cadres au Comité central, son effectif s'élèverait à des centaines de personnes. C'est pourquoi nous ne comptons pas le faire cette fois-ci. Vous êtes priés, Camarades, de considérer si la proposition du Comité central de fixer à 150 ou 170 le nombre des membres du Comité central est appropriée, ou quel devrait en être le chiffre.

Il convient d'affirmer que les membres du Comité central sortant ont bien accompli leur tâche et qu'ils se sont montrés dignes des responsabilités que le VII<sup>e</sup> Congrès leur avait confiées. Pendant ces onze ans, ils ont su diriger correctement la révolution démocratique chinoise, puis la révolution et l'édification socialistes, et sans commettre d'erreurs graves. De plus, ils ont lutté contre l'opportunisme sous toutes ses formes et contre tout ce qui était erroné, ils ont éliminé les différents facteurs préjudiciables à la révolution et à l'édification. Ils ont eu leurs mérites, y compris certains camarades qui avaient commis des erreurs. Je parle ici du Comité central dans son ensemble. Cette appréciation n'est pas valable pour certains cas particuliers, surtout pas pour Wang Ming. Lors du VII<sup>e</sup> Congrès, ce dernier écrivit, pour se tirer d'affaire, une déclaration dans laquelle il reconnaissait la justesse de la ligne suivie par le Comité central, acceptait le rapport politique présenté au VII<sup>e</sup> Congrès et disait qu'il était prêt à se soumettre aux décisions du Congrès. Mais dans une conversation que j'ai eue un peu plus tard avec lui, il fit volte-face, il avait oublié sa déclaration. Le lendemain, réflexion faite, il me dit qu'il avait bien écrit quelque chose où il avait reconnu ses erreurs. Je lui répondis : Vous avez naguère reconnu vos erreurs, mais si aujourd'hui vous voulez vous rétracter, vous pouvez retirer votre déclaration. Or il ne l'a pas fait. Ensuite, à la deuxième session plénière du Comité central, nous avons exprimé l'espoir qu'il nous donnerait quelques explications sur ses erreurs, mais il s'est mis à parler d'autre chose en nous couvrant d'éloges. Et nous de lui dire: Vous pouvez laisser tomber tout cela, *parlez* plutôt des erreurs que vous, Wang Ming, avez commises. Il refusa, tout en promettant de rédiger son autocritique après la deuxième session plénière. Mais plus tard, il dit qu'il était malade, qu'il devait éviter le surmenage intellectuel et que, dès qu'il se mettait à écrire, il retombait malade. Peut-être faisait-il tout cela exprès, on ne sait jamais. Enfin, comme il est toujours malade, il ne pourra pas participer au prochain congrès. Faut-il donc l'élire au Comité central ? Et faut-il élire le camarade Li Li-san aussi ? Ce dernier bénéficie de la compréhension d'un plus grand nombre de gens que Wang Ming. Comme l'a dit le camarade Teng Siao-ping, si nous devons les élire, leur élection aura la même signification qu'au VII<sup>e</sup> Congrès. Il y avait alors beaucoup de délégués qui ne voulaient pas voter pour eux (il s'agissait non seulement de Wang Ming, mais aussi de certains autres camarades). Nous avons dit que nous aurions tort d'adopter un tel principe. Pourquoi aurions-nous eu tort de ne pas voter pour ceux qui ont commis des erreurs ? Parce que c'eût été agir à leur manière. Leur méthode, c'était d'écarter tous ceux qui avaient été taxés d'opportunistes, sans chercher à savoir s'ils avaient vraiment versé dans l'erreur. Procéder comme eux, c'est en fait suivre leur ligne, la ligne de Wang Ming ou de Li Li-san. C'est ce que nous ne ferons pas, nous ne suivrons jamais la ligne de Wang Ming ou de Li Li-san. En matière de relations intérieures du Parti, leur procédé était de se débarrasser de tous ceux qui avaient commis des erreurs ou qui les avaient combattus et qualifiés d'opportunistes. Ils s'affublaient du titre de bolchevik à cent pour cent, mais il s'est avéré par la suite qu'ils étaient des opportunistes à cent pour cent, alors que nous, qu'ils traitaient d'"opportunistes", nous avons quand même plus ou moins assimilé le marxisme.

Le fait essentiel, c'est qu'il ne s'agit pas ici de quelques individus isolés, mais qu'ils représentent une assez grande partie de la petite bourgeoisie. La Chine est un pays qui a une petite bourgeoisie fort nombreuse, dont beaucoup d'éléments sont hésitants. Prenons le cas des paysans moyens aisés. Comme on peut le constater dans n'importe quelle révolution, ils sont toujours vacillants et manquent de fermeté, ils peuvent s'enthousiasmer jusqu'au délire ou se décourager jusqu'à être complètement abattus. Ils ont le plus souvent les yeux fixés sur leur petite propriété : une ou deux bêtes de somme, une charrette et un peu plus de dix mous de terre. Ils se tracassent toujours pour leurs intérêts, dans la crainte de perdre ce qu'ils ont. Ils sont différents des paysans pauvres. Ceux-ci représentent 50 pour cent de la population rurale dans le Nord du pays, et 70 pour cent dans le Sud.

Du point de vue de sa composition sociale, notre Parti est formé essentiellement d'ouvriers et de paysans pauvres, autrement dit, de prolétaires et de semi-prolétaires. Le semi-prolétariat fait lui aussi partie de la petite bourgeoisie, mais il est beaucoup plus résolu que les paysans moyens. Notre Parti a également admis des intellectuels dans ses rangs. Sur plus de 10 millions de membres, un million environ sont des intellectuels, petits, moyens ou grands. On ne peut pas dire qu'ils représentent l'impérialisme, la classe des propriétaires fonciers, la bourgeoisie bureaucratique ou la bourgeoisie nationale ; il serait plus juste de les ranger dans la petite

bourgeoisie. Et quelle partie de la petite bourgeoisie représentent-ils surtout ? Celle qui possède une assez grande quantité de moyens de production dans les villes et à la campagne, par exemple les paysans moyens aisés. Ces intellectuels, membres du Parti, hésitent souvent, comme s'ils avaient à "redouter un dragon devant eux et un tigre derrière", ils sont imprégnés de subjectivisme et ont une bonne dose de sectarisme. Qu'est-ce que cela peut donc signifier que de voter pour ces deux représentants de la ligne de Wang Ming et de la ligne de Li Li-san ? Cela signifie que nous traitons les gens qui ont commis des erreurs d'ordre idéologique autrement que les contre-révolutionnaires et les scissionnistes (comme Tchen Tou-sieou, Tchang Kouo-tao, Kao Kang et Jao Chou-che). Ces gens-là pratiquent le subjectivisme et le sectarisme au grand jour, en faisant du tapage, et cherchent à triompher par leur programme politique. Wang Ming avait un programme politique, et Li Li-san également. Il est vrai que Tchen Tou-sieou, lui aussi, avait son programme politique, mais il a pratiqué le trotskisme, travaillé à la scission et mené des activités antiparti en dehors du Parti. Quant à Tchang Kouo-tao, il a tramé des intrigues et s'est livré à la scission pour se jeter finalement dans les bras du Kuomintang. Ainsi donc, le problème de Wang Ming et de Li Li-san n'est pas uniquement un problème de deux individus ; l'important, c'est qu'il a son origine sociale. Ceci se reflète au sein de notre Parti, en ce sens qu'à chaque moment crucial, des communistes, assez nombreux d'ailleurs, sont prêts à basculer. Ces éléments hésitants sont opportunistes.

Par opportunistes, nous désignons ceux qui font tantôt une chose tantôt une autre pourvu qu'ils puissent en tirer profit, ils n'ont pas de principes, de règles, d'orientation bien définis, et retournent leur veste du jour au lendemain. Il en a été ainsi pour Wang Ming, qui a commencé par être gauchiste à l'extrême pour finir par être on ne peut plus à droite.

Au VII<sup>e</sup> Congrès, nous avons persuadé les camarades d'élire Wang Ming et Li Li-san au Comité central. Quel tort cela nous a-t-il causé pendant les onze années qui se sont écoulées depuis ? Aucun ; nous n'en avons pas moins remporté la victoire dans la révolution, et notre victoire n'a même pas été retardée de quelques mois par cette élection de Wang Ming et de Li Li-san.

Leur élection signifie-t-elle alors que l'on doit récompenser ceux qui ont commis des erreurs ? Puisque ces gens-là sont élus au Comité central, direz-vous, eh bien, faisons tous des erreurs, et, de toute façon, nous aurons des chances d'être élus. Est-ce que ça se passera comme ça ? Je ne le crois pas. Tenez, nos soixante-dix et quelques membres du Comité central n'ont pas fait exprès des erreurs pour être réélus ! Et ceux qui ne sont pas entrés au Comité central, que ce soit les cadres du "type 38" ou ceux qui ont rejoint nos rangs avant ou après eux, est-il possible qu'ils mettent en avant, à l'exemple de Wang Ming et de Li Li-san, deux autres lignes — ce qui nous en ferait quatre en tout — pour se faire élire au Comité central ? Non, personne n'agira ainsi. Au contraire, ils tireront la leçon des erreurs de Wang Ming et de Li Li-san et se montreront plus prudents.

Par ailleurs, on entendait autrefois de tels propos : "Mieux vaut participer à la révolution plus tard que plus tôt, et mieux vaut encore ne pas faire la révolution du tout." Eh bien, si nous élisons Wang Ming et Li Li-san, dira-t-on dans le Parti : mieux vaut avoir tort que raison, mieux vaut faire des erreurs graves que de petites ? Wang Ming et Li Li-san ont commis des erreurs de ligne politique, et pourtant on doit les élire au Comité central ; il faut donc que des camarades ayant eu un comportement correct ou ayant fait des fautes mineures leur concèdent deux sièges. N'est-ce pas là le comble de l'injustice ? Si l'on envisage le problème sous cet angle, c'est très injuste : Voyez-vous, des camarades qui se sont bien comportés ou qui n'ont commis que des fautes légères doivent laisser la place à des gens qui ont commis de grosses erreurs ; de toute évidence, c'est injuste, il n'y a pas un gramme de justice là-dedans. Si on raisonne de cette façon, il faut reconnaître que mieux vaut en effet avoir tort que raison, mieux vaut commettre des fautes graves que des fautes insignifiantes. Mais si on part d'un autre point de vue, on arrivera à une conclusion différente. Tout le pays, le monde entier même sait bien qu'ils ont commis des erreurs de ligne, et c'est justement leur célébrité qui est la raison de leur élection. Que voulez-vous ? Ce sont des gens connus, alors que vous qui n'avez pas commis d'erreurs ou qui n'en avez commis que de petites n'êtes pas aussi célèbres qu'eux. Dans notre pays où la petite bourgeoisie est si nombreuse, ils sont deux bannières. Si nous les élisons, beaucoup de gens vont dire : Le Parti communiste fait quand même preuve de patience à leur égard, il aime mieux leur garder deux sièges, dans l'espoir qu'ils se corrigeront. Qu'ils se corrigent ou non, c'est une autre affaire, d'ailleurs peu importante, qui ne concerne qu'eux deux. Le problème est que la petite bourgeoisie est très importante en nombre dans notre société, qu'il y a beaucoup d'éléments hésitants petits-bourgeois dans notre Parti et de nombreux éléments hésitants parmi les intellectuels, et qu'ils veulent tous voir ce qu'il adviendra de ces cas typiques. S'ils voient ces deux bannières tenir encore debout, ils se sentiront rassurés, ils dormiront tranquilles et ils se montreront contents.

Mais si vous abattez ces deux bannières, ils seront pris de panique. C'est pourquoi la question n'est pas de savoir si Wang Ming et Li Li-san vont se corriger ou non, cela n'a pas d'importance ; ce qui importe, c'est que des millions de membres de notre Parti, d'origine petite-bourgeoise et qui ont tendance à hésiter, surtout les intellectuels, attendent de voir quelle attitude nous adopterons envers Wang Ming et Li Li-san. C'est comme pour la manière dont nous traitons les paysans riches au cours de la réforme agraire : tant que nous ne touchions pas à eux, les paysans moyens se sentaient tranquilles. Si, au VIII<sup>e</sup> Congrès, nous adoptons envers Wang Ming et Li Li-san la même attitude qu'au VII<sup>e</sup>, cela sera à l'avantage et dans l'intérêt de notre Parti : la tâche de transformer

dans tout le pays la petite bourgeoisie qui est si nombreuse sera plus facile. Cela aura aussi des répercussions dans le monde. A l'étranger, une attitude comme la nôtre à l'égard de ceux qui ont commis des erreurs se voit rarement, nous pouvons même dire qu'il n'y en a pas d'exemple.

Ouverte aujourd'hui, la réunion préparatoire de notre Congrès ne durera qu'un peu plus de dix jours, mais si nos travaux sont bien organisés, il sera parfaitement possible de mener à bien les préparatifs. Nous sommes convaincus que le prochain congrès sera un succès, que les délégués pourront, grâce à leur compétence, assurer ce succès. Mais il nous faut travailler avec diligence et nous y mettre tous.

*Mao Tsétoung, Œuvres Choisies, Tome V, pp.337-349.*

## **DE LA JUSTE SOLUTION DES CONTRADICTIONS AU SEIN DU PEUPLE**

*[Discours prononcé par le camarade Mao Tsé-toung à la onzième session (élargie) de la Conférence suprême d'Etat. L'auteur a revu le texte de son discours figurant au procès-verbal de la séance et y a fait quelques adjonctions avant de le faire publier dans le Renmin Ribao du 19 juin 1957.]*

(27 février 1957)

Le thème général de mon intervention est la juste solution des contradictions au sein du peuple. Pour la commodité de l'exposé, je le présenterai en douze points. La question des contradictions entre nous et nos ennemis sera également abordée, mais la discussion portera surtout sur les contradictions au sein du peuple.

### **I. DEUX TYPES DE CONTRADICTIONS DE CARACTERE DIFFERENT**

Notre pays est aujourd'hui plus uni que jamais. La victoire de la révolution démocratique bourgeoise et celles de la révolution socialiste, ainsi que nos succès dans l'édification socialiste, ont rapidement modifié l'aspect de la vieille Chine. L'avenir s'annonce encore plus radieux pour notre patrie. La division du pays et le chaos, abhorrés par le peuple, appartiennent à un passé définitivement révolu. Sous la direction de la classe ouvrière et du Parti communiste, nos 600 millions d'hommes, étroitement unis, se consacrent à l'œuvre grandiose de l'édification socialiste. L'unification de notre pays, l'unité de notre peuple et l'union de toutes nos nationalités, telles sont les garanties fondamentales de la victoire certaine de notre cause. Mais cela ne signifie nullement qu'il n'existe plus aucune contradiction dans notre société. Il serait naïf de le croire ; ce serait se détourner de la réalité objective. Nous sommes en présence de deux types de contradictions sociales : les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple. Ils sont de caractère tout à fait différent.

Pour avoir une connaissance juste de ces deux types de contradictions, il est tout d'abord nécessaire de préciser ce qu'il faut entendre par "peuple" et par "ennemis". La notion de "peuple" prend un sens différent selon les pays et selon les périodes de leur histoire. Prenons l'exemple de notre pays. Au cours de la Guerre de Résistance contre le Japon, toutes les classes et couches sociales et tous les groupes sociaux opposés au Japon faisaient partie du peuple, tandis que les impérialistes japonais, les traîtres et les éléments pro-japonais étaient les ennemis du peuple. Pendant la Guerre de Libération, les ennemis du peuple étaient les impérialistes américains et leurs laquais — la bourgeoisie bureaucratique, les propriétaires fonciers et les réactionnaires du Kuomintang qui représentaient ces deux classes, alors que toutes les classes et couches sociales et tous les groupes sociaux qui combattaient ces ennemis faisaient partie du peuple. A l'étape actuelle, qui est la période de l'édification socialiste, toutes les classes et couches sociales, tous les groupes sociaux qui approuvent et soutiennent cette édification, et y participent, forment le peuple, alors que toutes les forces sociales et tous les groupes sociaux qui s'opposent à la révolution socialiste, qui sont hostiles à l'édification socialiste ou s'appliquent à la saboter, sont les ennemis du peuple.

Les contradictions entre nous et nos ennemis sont des contradictions antagonistes. Au sein du peuple, les contradictions entre travailleurs ne sont pas antagonistes et les contradictions entre classe exploitée et classe exploiteuse présentent, outre leur aspect antagoniste, un aspect non antagoniste. Les contradictions au sein du peuple ne datent pas d'aujourd'hui, mais leur contenu est différent dans chaque période de la révolution et dans la période de l'édification socialiste. Dans les conditions actuelles de notre pays, les contradictions au sein du peuple comprennent les contradictions au sein de la classe ouvrière, les contradictions au sein de la paysannerie, les contradictions parmi les intellectuels, les contradictions entre la classe ouvrière et la paysannerie, les contradictions qui opposent les ouvriers et les paysans aux intellectuels, les contradictions qui opposent les ouvriers et les autres travailleurs à la bourgeoisie nationale, les contradictions au sein de la bourgeoisie nationale elle-même, etc. Notre gouvernement populaire est l'authentique représentant des intérêts du peuple, il est au service de celui-ci ; mais entre lui et les masses il y a également des contradictions. Ce sont notamment celles qui existent entre les intérêts de l'Etat et de la collectivité d'une part et ceux de l'individu de l'autre, entre la démocratie et le centralisme, entre les dirigeants et les dirigés, entre certains travailleurs de l'Etat au style de travail bureaucratique et les masses populaires. Ce sont là aussi des contradictions au sein du peuple. D'une façon générale, les contradictions au sein du peuple reposent sur l'identité fondamentale des intérêts du peuple.

Dans notre pays, les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale sont de celles qui se manifestent au sein du peuple. La lutte entre ces deux classes relève en général du domaine de la lutte de classes au sein du peuple, car, en Chine, la bourgeoisie nationale revêt un double caractère. Dans la période de la révolution démocratique bourgeoise, elle présentait un caractère révolutionnaire, mais en même temps une tendance au compromis. Dans la période de la révolution socialiste, elle exploite la classe ouvrière et en tire des profits, mais en même temps elle soutient la Constitution et se montre disposée à accepter la transformation socialiste. Elle se distingue des impérialistes, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie bureaucratique. Les contradictions qui l'opposent à la classe ouvrière sont des contradictions entre exploiters et exploités ; elles sont certes de nature antagoniste. Cependant, dans les conditions concrètes de notre pays, ces contradictions antagonistes peuvent se transformer en contradictions non antagonistes et recevoir une solution pacifique si elles sont traitées de façon judicieuse. Si les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale ne sont

pas réglées correctement, c'est-à-dire si nous ne pratiquons pas à l'égard de celle-ci une politique d'union, de critique et d'éducation, ou si la bourgeoisie nationale n'accepte pas une telle politique, elles peuvent devenir des contradictions entre nous et nos ennemis.

Comme les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple sont de nature différente, elles doivent être résolues par des méthodes différentes. En somme, il s'agit, pour le premier type de contradictions, d'établir une claire distinction entre nous et nos ennemis, et, pour le second type, entre le vrai et le faux. Bien entendu, établir une claire distinction entre nous et nos ennemis, c'est en même temps distinguer le vrai du faux. Ainsi, par exemple, la question de savoir qui a raison et qui a tort — nous ou les forces réactionnaires intérieures et extérieures que sont l'impérialisme, le féodalisme et le capital bureaucratique — est également une question de distinction entre le vrai et le faux, mais elle est différente par sa nature des questions sur le vrai et le faux qui se posent au sein du peuple.

Notre Etat a pour régime la dictature démocratique populaire dirigée par la classe ouvrière et fondée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Quelles sont les fonctions de cette dictature ? Sa première fonction est d'exercer la répression, à l'intérieur du pays, sur les classes et les éléments réactionnaires ainsi que sur les exploiters qui s'opposent à la révolution socialiste, sur ceux qui sapent l'édification socialiste, c'est-à-dire de résoudre les contradictions entre nous et nos ennemis à l'intérieur du pays. Par exemple, arrêter, juger et condamner certains contre-révolutionnaires et retirer, pour une certaine période, aux propriétaires fonciers et aux capitalistes bureaucratiques le droit de vote et la liberté de parole — tout cela entre dans le champ d'application de notre dictature. Pour maintenir l'ordre dans la société et défendre les intérêts des masses populaires, il est également nécessaire d'exercer la dictature sur les voleurs, les escrocs, les assassins, les incendiaires, les bandes de voyous et autres mauvais éléments qui troublent sérieusement l'ordre public. La dictature a une deuxième fonction, celle de défendre notre pays contre les activités subversives et les agressions éventuelles des ennemis du dehors. Dans ce cas, la dictature a pour tâche de résoudre sur le plan extérieur les contradictions entre nous et nos ennemis. Le but de la dictature est de protéger le peuple tout entier dans le travail paisible qu'il poursuit pour transformer la Chine en un pays socialiste doté d'une industrie, d'une agriculture, d'une science et d'une culture modernes. Qui exerce la dictature ? C'est, bien entendu, la classe ouvrière et le peuple dirigé par elle. La dictature ne s'exerce pas au sein du peuple. Le peuple ne saurait exercer la dictature sur lui-même, et une partie du peuple ne saurait opprimer l'autre. Ceux qui, parmi le peuple, enfreignent la loi doivent être punis selon la loi, mais il y a là une différence de principe avec la répression des ennemis du peuple par la dictature. Au sein du peuple, c'est le centralisme démocratique qui est appliqué. Notre Constitution stipule que les citoyens de la République populaire de Chine jouissent de la liberté de parole, de la presse, de réunion, d'association, de cortège, de manifestation, de croyance religieuse ainsi que d'autres libertés. Elle stipule aussi que les organismes de l'Etat pratiquent le centralisme démocratique, qu'ils doivent s'appuyer sur les masses populaires et que leur personnel doit servir le peuple. Notre démocratie socialiste est la démocratie la plus large, une démocratie qui ne peut exister dans aucun Etat bourgeois. Notre dictature est la dictature démocratique populaire dirigée par la classe ouvrière et fondée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Cela signifie que la démocratie est pratiquée au sein du peuple et que la classe ouvrière, s'unissant avec tous ceux qui jouissent des droits civiques, les paysans en premier lieu, exerce la dictature sur les classes et éléments réactionnaires, et sur tous ceux qui s'opposent à la transformation et à l'édification socialistes. Par droits civiques, on entend, sur le plan politique, le droit à la liberté et le droit à la démocratie.

Mais cette liberté est une liberté qui s'accompagne d'une direction, et cette démocratie une démocratie à direction centralisée, ce n'est donc pas l'anarchie. L'anarchie ne répond pas aux intérêts et aux aspirations du peuple.

Certaines personnes dans notre pays se sont réjouies des événements de Hongrie. Elles espéraient que des événements semblables se produiraient en Chine, que les gens descendraient par milliers dans la rue et se dresseraient contre le gouvernement populaire. De telles espérances sont contraires aux intérêts des masses populaires et ne sauraient trouver leur appui. En Hongrie, une partie des masses, trompée par les forces contre-révolutionnaires du dedans et du dehors, a eu le tort de recourir à la violence contre le gouvernement populaire, ce dont pâtirent l'Etat et le peuple. Il faudra beaucoup de temps pour réparer les dommages causés à l'économie par quelques semaines d'émeutes. D'autres personnes dans notre pays ont pris une attitude hésitante à l'égard des événements de Hongrie, parce qu'elles ignorent l'état réel de la situation mondiale. Elles s'imaginent que sous notre régime de démocratie populaire, il y a trop peu de liberté, moins que dans le régime démocratique parlementaire d'Occident. Elles réclament le système des deux partis, tel qu'il existe en Occident, avec un parti au pouvoir et l'autre dans l'opposition. Mais ce système dit bipartite n'est qu'un moyen pour maintenir la dictature de la bourgeoisie, il ne peut en aucun cas garantir la liberté des travailleurs. En réalité, la liberté et la démocratie n'existent que dans le concret, et jamais dans l'abstrait. Dans une société où il y a lutte de classes, quand les classes exploiteuses ont la liberté d'exploiter les travailleurs, ceux-ci n'ont pas la liberté de se soustraire à l'exploitation ; quand la bourgeoisie jouit de la démocratie, il n'y a pas de démocratie pour le prolétariat et les autres travailleurs. Certains pays capitalistes admettent l'existence légale de partis communistes, mais seulement dans la mesure où elle ne lèse pas les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie ; au-delà de cette limite, ils ne la

tolèrent plus. Les gens qui revendiquent la liberté et la démocratie dans l'abstrait considèrent la démocratie comme une fin et non comme un moyen. Parfois, il semble que la démocratie soit une fin, mais en réalité elle n'est qu'un moyen. Le marxisme nous enseigne que la démocratie fait partie de la superstructure, qu'elle est du domaine de la politique. Cela signifie qu'en fin de compte la démocratie sert la base économique. Il en est de même de la liberté. La démocratie et la liberté sont relatives et non absolues, elles sont apparues et se sont développées dans des conditions historiques spécifiques. Au sein du peuple, la démocratie est corrélative du centralisme, et la liberté, de la discipline. Ce sont deux aspects contradictoires d'un tout unique ; ils sont en contradiction, mais en même temps unis, et nous ne devons pas souligner unilatéralement l'un de ces aspects et nier l'autre. Au sein du peuple, on ne peut se passer de liberté, mais on ne peut non plus se passer de discipline; on ne peut se passer de démocratie, mais on ne peut non plus se passer de centralisme. Cette unité de la démocratie et du centralisme, de la liberté et de la discipline constitue notre centralisme démocratique. Sous un tel régime, le peuple jouit d'une démocratie et d'une liberté étendues, mais en même temps, il doit se tenir dans les limites de la discipline socialiste. Tout cela, les masses populaires le comprennent bien.

Nous sommes pour une liberté qui s'accompagne d'une direction et pour une démocratie à direction centralisée, mais cela ne signifie nullement qu'on puisse recourir à la contrainte pour résoudre les questions idéologiques et les questions portant sur la distinction entre le vrai et le faux qui surgissent au sein du peuple. Tenter de résoudre ces questions au moyen d'ordres administratifs ou de la contrainte est non seulement inefficace, mais nuisible. Nous ne pouvons supprimer la religion avec des ordres administratifs, ni forcer les gens à ne pas croire. On ne peut obliger les gens à renoncer à l'idéalisme ni à adopter le marxisme. Toute question d'ordre idéologique, toute controverse au sein du peuple ne peut être résolue que par des méthodes démocratiques, par la discussion, la critique, la persuasion et l'éducation ; on ne peut la résoudre par des méthodes coercitives et répressives. Mais afin de pouvoir exercer une activité productrice efficace, étudier avec succès et vivre dans des conditions où règne l'ordre, le peuple exige de son gouvernement, des dirigeants de la production et des dirigeants des institutions de culture et d'éducation qu'ils émettent des ordres administratifs appropriés ayant un caractère contraignant. Le bon sens indique que sans ces derniers, il serait impossible de maintenir l'ordre dans la société. Dans la solution des contradictions au sein du peuple, les ordres administratifs et les méthodes de persuasion et d'éducation se complètent mutuellement. Même les ordres administratifs émis pour maintenir l'ordre dans la société doivent être accompagnés d'un travail de persuasion et d'éducation, car le seul recours aux ordres administratifs est, dans bien des cas, inefficace.

Ce procédé démocratique destiné à résoudre les contradictions au sein du peuple, nous l'avons résumé en 1942 dans la formule: "Unité — critique — unité". Plus explicitement, c'est partir du désir d'unité et arriver, en résolvant les contradictions par la critique ou la lutte, à une nouvelle unité reposant sur une base nouvelle. D'après notre expérience, c'est la méthode correcte pour résoudre les contradictions au sein du peuple. En 1942, nous l'avons utilisée pour résoudre les contradictions qui existaient au sein du Parti communiste entre les dogmatiques et la masse des membres du Parti, entre le dogmatisme et le marxisme. Les dogmatiques "de gauche" avaient employé dans la lutte à l'intérieur du Parti la méthode "lutter à outrance, frapper sans merci". C'était une méthode erronée. En critiquant le dogmatisme "de gauche", nous n'avons pas employé cette vieille méthode ; nous en avons adopté une nouvelle : partir du désir d'unité et arriver, en distinguant le vrai du faux par la critique ou la lutte, à une nouvelle unité reposant sur une base nouvelle. C'est la méthode qui fut employée en 1942 au cours du mouvement de rectification. Quelques années plus tard, lors du VII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois tenu en 1945, l'unité de tout le Parti fut réalisée, ce qui permit la grande victoire de la révolution populaire. L'essentiel est ici de partir du désir d'unité. Car s'il n'y a pas subjectivement ce désir d'unité, la lutte une fois déclenchée, les choses finissent toujours par se gâter irrémédiablement. N'est-ce pas là en revenir au fameux "lutter à outrance, frapper sans merci" ? Et que reste-t-il alors de l'unité du Parti ? C'est justement cette expérience qui nous a conduits à la formule : "Unité — critique — unité". En d'autres termes, "tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme". Nous avons étendu l'application de cette méthode au-delà des limites du Parti. Dans les bases antijaponaises, nous l'avons utilisée pour régler avec le plus grand succès les rapports entre la direction et les masses, entre l'armée et le peuple, entre les officiers et les soldats, entre les différentes unités de l'armée, entre les différents groupes de cadres. L'emploi de cette méthode remonte à une époque encore plus ancienne dans l'histoire de notre Parti. Lorsqu'en 1927 nous avons créé une armée et des bases révolutionnaires dans le Sud, nous en usions déjà pour régler les rapports entre le Parti et les masses, entre l'armée et le peuple, entre les officiers et les soldats, ainsi que d'autres rapports au sein du peuple. Seulement, pendant la Guerre de Résistance nous l'avons utilisée plus consciemment. Après la libération du pays, nous avons adopté cette même méthode "Unité — critique — unité" dans nos relations avec les partis démocratiques et les milieux industriels et commerçants. Notre tâche actuelle est de continuer à en étendre l'application et à l'employer de mieux en mieux dans tout le peuple en exigeant qu'elle serve à la solution des contradictions internes dans toutes les usines, coopératives, entreprises commerciales, écoles, administrations, organisations populaires, bref, parmi nos 600 millions d'habitants.

Dans les conditions ordinaires, les contradictions au sein du peuple ne sont pas antagonistes. Cependant, elles peuvent le devenir si on ne les règle pas d'une façon correcte ou si l'on manque de vigilance et qu'on se laisse

aller à l'insouciance et à la négligence. Dans un pays socialiste, ce phénomène n'est habituellement que partiel et temporaire. La raison en est que le système de l'exploitation de l'homme par l'homme y est supprimé et que les intérêts du peuple y sont foncièrement identiques. Les actes antagonistes qui ont pris lors des événements de Hongrie une si grande ampleur s'expliquent par le rôle que des facteurs contre-révolutionnaires intérieurs et extérieurs y ont joué. C'est là également un phénomène temporaire, et pourtant spécifique. Les réactionnaires à l'intérieur d'un pays socialiste, de connivence avec les impérialistes, cherchent à faire aboutir leur complot en exploitant les contradictions au sein du peuple pour fomenter la division et susciter le désordre. Cette leçon des événements de Hongrie mérite notre attention.

L'emploi de méthodes démocratiques pour résoudre les contradictions au sein du peuple paraît à beaucoup une question nouvelle. En réalité, il n'en est rien. Les marxistes ont toujours considéré que le prolétariat ne peut accomplir son œuvre qu'en s'appuyant sur les masses populaires, que les communistes, lorsqu'ils déploient leur activité parmi les travailleurs, doivent employer les méthodes démocratiques de persuasion et d'éducation, et qu'il est absolument inadmissible de recourir à l'autoritarisme ou à la contrainte. Le Parti communiste chinois est fidèle à ce principe marxiste-léniniste. Nous avons toujours soutenu qu'il faut, sous le régime de la dictature démocratique populaire, adopter deux méthodes différentes — la dictature et la démocratie — pour résoudre les deux types de contradictions, différents par leur nature, que sont les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple. Cette idée se retrouve dans beaucoup de documents de notre Parti et a été exposée par nombre de ses dirigeants. Dans mon article "De la dictature démocratique populaire", j'écrivais en 1949 : "D'un côté, démocratie pour le peuple, de l'autre, dictature sur les réactionnaires ; ces deux aspects réunis, c'est la dictature démocratique populaire." Je soulignais que, pour résoudre les problèmes au sein du peuple, "la méthode employée est une méthode démocratique, c'est la persuasion et non la contrainte". Dans mon intervention devant la deuxième session du Comité national de la 1<sup>re</sup> Conférence consultative politique du Peuple chinois, tenue en juin 1950, je disais aussi :

L'exercice de la dictature démocratique populaire implique deux méthodes : A l'égard des ennemis, celle de la dictature ; autrement dit, aussi longtemps qu'il sera nécessaire, nous ne leur permettrons pas de participer à l'activité politique, nous les obligerons à se soumettre aux lois du gouvernement populaire, nous les forcerons à travailler de leurs mains pour qu'ils se transforment en hommes nouveaux. Par contre, à l'égard du peuple, ce n'est pas la contrainte, mais la méthode démocratique qui s'impose; autrement dit, le peuple a le droit de participer à l'activité politique; il faut employer à son égard les méthodes démocratiques, d'éducation et de persuasion, au lieu de l'obliger à faire ceci ou cela. Cette éducation, c'est l'auto-éducation au sein du peuple ; la critique et l'autocritique en constituent la méthode fondamentale.

Ainsi, à maintes occasions, nous avons parlé de l'emploi des méthodes démocratiques pour résoudre les contradictions au sein du peuple et nous les avons pour l'essentiel appliquées dans notre travail ; parmi les cadres et le peuple, beaucoup savent d'ailleurs les pratiquer. Pourquoi y a-t-il aujourd'hui encore des gens à qui cette question semble nouvelle ? C'est que dans le passé la lutte entre nous et nos ennemis du dedans et du dehors était extrêmement âpre et que les gens n'accordaient pas autant d'attention que maintenant aux contradictions au sein du peuple.

Beaucoup ne savent pas distinguer nettement ces deux types de contradictions, différents par leur caractère — contradictions entre nous et nos ennemis et contradictions au sein du peuple — et les confondent volontiers. Et il faut reconnaître qu'il est parfois facile de les confondre. Il nous est arrivé, dans notre travail, de faire de telles confusions. Au cours de l'élimination des contre-révolutionnaires, des gens honnêtes ont été pris pour des coupables ; de tels cas se sont présentés et se présentent encore aujourd'hui. Si nous avons pu limiter nos erreurs, c'est que notre politique a été de tracer une ligne de démarcation entre nous et nos ennemis et de rectifier les erreurs dès qu'on en a eu connaissance.

La philosophie marxiste considère que la loi de l'unité des contraires est la loi fondamentale de l'univers. Cette loi agit universellement dans la nature tout comme dans la société humaine et dans la pensée des hommes. Entre les aspects opposés de la contradiction, il y a à la fois unité et lutte, c'est cela même qui pousse les choses et les phénomènes à se mouvoir et à changer. L'existence des contradictions est universelle, mais elles revêtent un caractère différent selon le caractère des choses et des phénomènes. Pour chaque chose ou phénomène déterminé, l'unité des contraires est conditionnée, passagère, transitoire et, pour cette raison, relative, alors que la lutte des contraires est absolue. Lénine a exposé clairement cette loi. Dans notre pays, un nombre croissant de gens la comprennent. Cependant, pour beaucoup, reconnaître cette loi est une chose et l'appliquer dans l'examen et la solution des problèmes, une autre. Beaucoup n'osent pas reconnaître ouvertement qu'il existe encore au sein de notre peuple des contradictions, alors que ce sont précisément elles qui font avancer notre société. Beaucoup refusent d'admettre que les contradictions continuent à exister dans la société socialiste, et, lorsqu'ils se trouvent en face de contradictions sociales, ils agissent avec timidité et ne peuvent manifester aucune initiative ; ils ne comprennent pas que c'est dans l'incessant processus consistant à traiter et à résoudre avec justesse les contradictions que se renforceront toujours l'unité et la cohésion de la société socialiste. Ainsi, il nous faut

entreprendre un travail d'explication parmi notre peuple, et en premier lieu parmi les cadres, afin de les aider à comprendre les contradictions de la société socialiste et de leur apprendre à les résoudre par des méthodes justes.

Les contradictions de la société socialiste diffèrent radicalement de celles des anciennes sociétés, comme la société capitaliste. Les contradictions de la société capitaliste se manifestent par des antagonismes et des conflits aigus, par une lutte de classes acharnée ; elles ne peuvent être résolues par le régime capitaliste lui-même, elles ne peuvent l'être que par la révolution socialiste. Il en va tout autrement des contradictions de la société socialiste, qui ne sont pas antagonistes et peuvent être résolues une à une par le régime socialiste lui-même.

Dans la société socialiste, les contradictions fondamentales demeurent comme par le passé la contradiction entre les rapports de production et les forces productives, la contradiction entre la superstructure et la base économique. Toutefois, ces contradictions se distinguent foncièrement, par leur caractère et leurs manifestations, des contradictions entre rapports de production et forces productives, entre superstructure et base économique dans l'ancienne société. Le régime social actuel de notre pays est de loin supérieur à celui d'autrefois. S'il n'en était pas ainsi, l'ancien régime n'aurait pas été renversé et il aurait été impossible d'instaurer le nouveau régime. Lorsque nous disons que, par comparaison avec les anciens rapports de production, les rapports de production socialistes correspondent mieux au développement des forces productives, nous entendons par là qu'ils permettent à celles-ci de se développer à des rythmes inconnus de l'ancienne société, grâce à quoi la production ne cesse de s'étendre et satisfait progressivement les besoins toujours croissants du peuple. Dans l'ancienne Chine dominée par l'impérialisme, le féodalisme et le capital bureaucratique, les forces productives se développaient avec une extrême lenteur. Pendant les cinquante et quelques années qui ont précédé la libération du pays, la production annuelle de l'acier, non compris celle du Nord-Est, n'a pas dépassé quelques dizaines de milliers de tonnes ; et si l'on y ajoute celle du Nord-Est, la production annuelle maximum d'acier fut à peine supérieure à 900.000 tonnes. En 1949, la production de l'acier dans tout le pays n'était que de cent mille et quelques dizaines de milliers de tonnes. Mais sept ans seulement après la Libération, elle atteignait déjà quatre millions et plusieurs centaines de milliers de tonnes. Nous avons aujourd'hui une industrie mécanique qui existait à peine dans l'ancienne Chine, une industrie automobile et une industrie aéronautique qui n'y existaient pas du tout. Dans quelle voie devait s'engager la Chine, une fois la domination de l'impérialisme, du féodalisme et du capital bureaucratique renversée par le peuple ? Celle du capitalisme ou celle du socialisme ? Beaucoup de gens n'y voyaient pas clair. Mais les faits nous ont apporté la réponse : seul le socialisme peut sauver la Chine. Le régime socialiste a provoqué le développement impétueux de nos forces productives; même nos ennemis de l'extérieur sont obligés de le reconnaître.

Mais le régime socialiste vient d'être instauré dans notre pays, il n'est pas encore complètement établi ni entièrement consolidé. Dans les entreprises industrielles et commerciales mixtes, à capital privé et d'Etat, les capitalistes touchent encore un intérêt fixe, il y a donc toujours exploitation ; du point de vue de la propriété, ces entreprises n'ont pas encore un caractère entièrement socialiste. Un certain nombre de nos coopératives agricoles de production et de nos coopératives artisanales de production ont toujours un caractère semi-socialiste ; et même dans les coopératives entièrement socialistes, il reste encore à résoudre certaines questions concernant la propriété. Entre les différentes branches de notre économie comme en chacune d'elles, des rapports conformes aux principes socialistes s'établissent graduellement en matière de production et d'échange ; et ces rapports trouvent peu à peu des formes relativement adéquates. Dans les deux secteurs de l'économie socialiste fondés l'un sur la propriété du peuple entier et l'autre sur la propriété collective, ainsi que dans leurs rapports entre eux, l'établissement d'une juste proportion entre l'accumulation et la consommation constitue un problème complexe auquel il n'est d'ailleurs pas facile de trouver d'emblée une solution parfaitement rationnelle. En résumé, les rapports de production socialistes sont déjà créés et ils correspondent au développement des forces productives, mais ils sont encore loin d'être parfaits et cette imperfection est en contradiction avec le développement des forces productives. Non seulement les rapports de production correspondent au développement des forces productives tout en étant en contradiction avec lui, mais, de plus, la superstructure correspond à la base économique en même temps qu'elle est en contradiction avec elle. La superstructure — le système étatique et les lois du régime de la dictature démocratique populaire, ainsi que l'idéologie socialiste guidée par le marxisme-léninisme — joue un rôle positif en contribuant au succès des transformations socialistes et en favorisant la mise sur pied d'une organisation socialiste du travail; elle correspond à la base économique socialiste, c'est-à-dire aux rapports de production socialistes. Mais l'existence de l'idéologie bourgeoise, d'un style bureaucratique de travail dans nos administrations et d'insuffisances dans certains maillons de nos institutions d'Etat est en contradiction avec la base économique socialiste. Nous devons constamment résoudre de telles contradictions, compte tenu des circonstances concrètes. Bien entendu, ces contradictions une fois résolues, de nouveaux problèmes viendront se poser. De nouvelles contradictions demanderont à être résolues. Par exemple, les contradictions entre la production et les besoins de la société, qui continueront à exister pendant une période prolongée comme une réalité objective, demandent à être réglées par les plans d'Etat suivant un processus constant de rajustement. Dans notre pays, on dresse chaque année un plan économique et on établit un rapport approprié entre l'accumulation et la consommation, afin de parvenir à un équilibre entre la production et les besoins de la société. Cet équilibre n'est autre qu'une unité passagère et relative des contraires. Un an passe, cet équilibre, considéré

dans son ensemble, est rompu par la lutte des contraires; l'unité se modifie, l'équilibre se transforme en déséquilibre, l'unité cesse d'être l'unité, et il faut établir de nouveau l'équilibre et l'unité pour l'année suivante. C'est là la supériorité de notre économie planifiée. En fait, cet équilibre et cette unité sont partiellement rompus chaque mois, chaque trimestre, et cela exige des rajustements partiels. Parfois, c'est parce que nos mesures subjectives ne correspondent pas à la réalité objective que des contradictions se font jour et que l'équilibre est rompu; c'est ce que nous appelons commettre une erreur. Des contradictions apparaissent sans cesse et sans cesse on les résout, telle est la loi dialectique du développement des choses et des phénomènes.

La situation actuelle est la suivante : Les vastes et tempétueuses luttes de classe, menées par les masses en période révolutionnaire, sont pour l'essentiel achevées, mais la lutte des classes n'est pas encore complètement terminée ; les larges masses accueillent favorablement le nouveau régime, mais elles n'y sont pas encore très habituées; les travailleurs du gouvernement n'ont pas assez d'expérience, et ils doivent continuer à examiner et à approfondir certaines questions concernant les mesures politiques concrètes. Cela signifie qu'il faut du temps pour que notre régime socialiste grandisse et se consolide, pour que les masses populaires s'habituent à ce nouveau régime et que nos travailleurs d'Etat puissent étudier et acquérir de l'expérience. Il est donc tout à fait indispensable que nous soulevions aujourd'hui la question de la limite précise à tracer entre les deux types de contradictions — contradictions entre nous et nos ennemis et contradictions au sein du peuple — ainsi que la question de la juste solution à donner aux contradictions au sein du peuple, afin d'unir toutes les nationalités du pays pour un nouveau combat, la bataille engagée contre la nature, de développer notre économie et notre culture, d'aider toute la nation à traverser d'une façon relativement aisée la période actuelle de transition, de renforcer notre nouveau régime et d'édifier notre nouvel Etat.

## **II. L'ELIMINATION DES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES**

L'élimination des contre-révolutionnaires est une lutte qui relève des contradictions entre nous et nos ennemis. Parmi le peuple, il y a des gens qui voient cette question un peu autrement. Deux catégories de gens ont des vues qui diffèrent des nôtres. Ceux qui ont des vues droitistes ne font pas de différence entre nous et nos ennemis, ils prennent les ennemis pour nos propres gens. Ils considèrent comme des amis ceux que les larges masses considèrent comme des ennemis. Ceux qui ont des vues gauchistes étendent tellement le champ des contradictions entre nous et nos ennemis qu'ils y font entrer certaines contradictions au sein du peuple ; ils considèrent comme des contre-révolutionnaires des personnes qui en réalité ne le sont pas. Ces deux points de vue sont erronés. Ils ne permettent ni l'un ni l'autre de résoudre correctement la question de l'élimination des contre-révolutionnaires, ni d'apprécier correctement notre travail dans ce domaine.

Pour apprécier à sa juste valeur notre travail d'élimination des contre-révolutionnaires, examinons les répercussions des événements de Hongrie dans notre pays. Ces événements ont provoqué un certain remous parmi une partie de nos intellectuels, sans pourtant soulever des tempêtes. Comment expliquer cela ? L'une des raisons en est, il faut le dire, que nous avons réussi à liquider la contre-révolution de façon assez radicale.

Certes, la solidité de notre Etat n'est pas due en premier lieu à l'élimination des contre-révolutionnaires. Elle est due avant tout à ceci : Nous avons un parti communiste et une armée de libération aguerris par une lutte révolutionnaire de plusieurs dizaines d'années, et un peuple travailleur également aguerris par cette lutte. Notre Parti et notre armée sont enracinés dans les masses ; ils se sont forgés au feu d'une longue lutte révolutionnaire ; ils sont aptes au combat. Notre République populaire n'a pas été créée du jour au lendemain, elle s'est développée progressivement à partir des bases révolutionnaires. La lutte a aussi trempé à des degrés divers un certain nombre de personnalités démocrates, qui ont traversé la période d'épreuves avec nous. La lutte contre l'impérialisme et la réaction a trempé un certain nombre de nos intellectuels, et beaucoup d'entre eux, après la Libération, sont passés par l'école de la rééducation idéologique, destinée à leur apprendre à faire une distinction nette entre nous et nos ennemis. En outre, la solidité de notre Etat est due à nos mesures économiques foncièrement justes, à la stabilité et à l'amélioration progressive des conditions de vie du peuple, à la justesse de notre politique à l'égard de la bourgeoisie nationale et des autres classes, ainsi qu'à d'autres raisons encore. Cependant, nos succès dans la liquidation de la contre-révolution sont incontestablement une des causes importantes de la consolidation de notre Etat. Pour toutes ces raisons, il n'y a pas eu, lors des événements de Hongrie, d'agitations parmi nos étudiants qui, à part un petit nombre, sont patriotes et favorables au socialisme, bien que beaucoup d'entre eux ne soient pas issus de familles de travailleurs. Il en va de même pour la bourgeoisie nationale, et à plus forte raison pour les masses fondamentales — les ouvriers et les paysans.

Après la Libération, nous avons éliminé un bon nombre de contre-révolutionnaires. Certains d'entre eux, qui avaient commis de grands crimes, furent condamnés à mort. C'était tout à fait indispensable, le peuple l'exigeait et on l'a fait pour le libérer de l'oppression que faisaient peser sur lui depuis de longues années les contre-révolutionnaires et toutes sortes de tyrans locaux, autrement dit, pour libérer les forces productives. Si nous n'avions pas agi ainsi, les masses populaires n'auraient pu relever la tête. A partir de 1956, toutefois, la situation a radicalement changé. A considérer l'ensemble du pays, le gros des contre-révolutionnaires a été éliminé. Notre tâche fondamentale n'est plus de libérer les forces productives, mais de les protéger et de les développer dans le cadre des nouveaux rapports de production. Ne comprenant pas que notre politique actuelle correspond à la

situation actuelle et que la politique appliquée dans le passé correspondait à la situation du passé, certains veulent se servir de notre politique actuelle pour remettre en question les décisions antérieures et cherchent à nier nos immenses succès dans l'élimination des contre-révolutionnaires. Cela est complètement erroné, et les masses populaires ne le toléreront pas. Notre travail d'élimination des contre-révolutionnaires est marqué essentiellement par des succès, mais des erreurs ont aussi été commises. Dans certains cas, il y a eu des excès, et dans d'autres, des contre-révolutionnaires ont échappé au châtement. Notre politique en cette matière est la suivante : "Tout contre-révolutionnaire est à éliminer ; toute erreur est à corriger." Notre ligne de conduite dans le travail d'élimination des contre-révolutionnaires, c'est la liquidation de la contre-révolution par les masses. Certes, malgré l'application de cette ligne de masse, des fautes peuvent encore se produire dans notre travail, mais elles seront moins nombreuses et plus faciles à corriger. C'est dans la lutte que les masses s'instruisent. Si elles agissent correctement, elles acquièrent l'expérience des actions correctes ; si elles commettent des erreurs, elles en tirent la leçon.

Là où des erreurs ont été découvertes dans notre travail d'élimination des contre-révolutionnaires, nous avons pris ou nous prenons des mesures pour les corriger. Celles qui n'ont pas encore été découvertes seront corrigées dès qu'elles viendront au jour. Les décisions portant disculpation ou réhabilitation doivent être proclamées dans le même cadre que les décisions erronées antérieures. Je propose qu'on procède cette année ou l'année prochaine à une vérification générale du travail d'élimination des contre-révolutionnaires, afin de dresser le bilan de l'expérience acquise, de faire prévaloir ce qui est juste et de combattre les tendances malsaines. Cette vérification, si elle relève de l'autorité centrale, doit se faire sous l'égide du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale et du Comité permanent du Comité national de la Conférence consultative politique ; et si elle relève des autorités locales, elle doit se faire sous l'égide des comités populaires provinciaux ou municipaux et des comités de la Conférence consultative politique du même échelon. Durant cette vérification, nous devons aider les nombreux cadres et éléments actifs ayant pris part au travail d'élimination, et non refroidir leur zèle. Il serait faux de les décourager. Il n'en demeure pas moins que les erreurs, une fois découvertes, doivent être corrigées. Telle doit être l'attitude de tous les services de sécurité publique, parquets, départements judiciaires, prisons et établissements de rééducation par le travail. Nous espérons que les membres du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, les membres du Comité national de la Conférence consultative politique ainsi que les députés participeront à cette vérification, s'ils en ont la possibilité. Cela nous permettra de perfectionner notre législation et de traiter correctement les affaires relatives aux contre-révolutionnaires et autres criminels.

Actuellement, en ce qui concerne les contre-révolutionnaires, la situation peut se résumer en ces mots : Il y a encore des contre-révolutionnaires, mais en petit nombre. Ce qu'il faut voir d'abord, c'est qu'il en existe encore. Certains disent qu'il n'y en a plus, que le calme règne partout, qu'on peut dormir sur ses deux oreilles. Cela ne correspond pas à la réalité. En fait, il existe encore des contre-révolutionnaires (naturellement pas partout ni dans chaque organisation) et il est encore nécessaire de poursuivre la lutte contre eux. Il faut comprendre que les contre-révolutionnaires cachés, donc non éliminés, ne renonceront pas à leurs desseins, qu'ils chercheront toutes les occasions pour créer des troubles. Les impérialistes américains et la clique de Tchiang Kaï-chek ne cessent d'envoyer chez nous leurs agents se livrer au sabotage. Même après l'élimination de tous les contre-révolutionnaires existants, il peut encore en surgir de nouveaux. Si nous laissons s'endormir notre vigilance, nous tomberons dans de graves erreurs qui nous coûteront cher. Partout où les contre-révolutionnaires font leur sale besogne, il faut les éliminer énergiquement. Mais, bien entendu, si nous considérons l'ensemble du pays, il n'y a plus beaucoup de contre-révolutionnaires. Il serait faux de dire qu'ils sont encore très nombreux en Chine. Admettre une telle appréciation, ce serait également créer de la confusion.

### **III. LA COOPERATION AGRICOLE**

Nous avons une population agricole de plus de 500 millions d'habitants, aussi la situation de nos paysans a-t-elle une importance extrême pour le développement de notre économie et la consolidation de notre pouvoir. J'estime que la situation est bonne pour l'essentiel. L'organisation des coopératives agricoles est chose faite, ce qui a résolu dans notre pays une contradiction majeure, celle entre l'industrialisation socialiste et l'économie agricole individuelle. La rapidité avec laquelle s'est achevée la coopération agricole a suscité des craintes chez certains, qui se demandaient si des erreurs n'allaient pas en résulter. Il en existe certes quelques-unes, mais elles ne sont heureusement pas très graves ; dans l'ensemble, la situation est saine. Les paysans travaillent avec beaucoup d'ardeur et, en dépit des inondations, de la sécheresse et du vent qui ont causé des dégâts plus graves l'année dernière qu'au cours des années précédentes, la production des céréales dans tout le pays a augmenté. Certaines personnes n'en ont pas moins soulevé un typhon en miniature : elles déclarent que la coopération ne vaut rien, qu'elle ne présente aucun avantage. En fait, la coopération présente-t-elle des avantages ? Parmi les documents distribués à la séance d'aujourd'hui, il y en a un sur la coopérative de Wang Kouo-fan du district de Tsouenhoua, dans la province du Hopei ; je vous conseille de le lire. Cette coopérative est située dans une région montagneuse qui a toujours été très pauvre et où l'on vivait chaque année de l'aide en grain fournie par le gouvernement populaire. Lors de sa création, en 1953, elle fut surnommée "Coopérative des Gueux". On lutta avec acharnement pendant quatre ans, et chaque année la situation s'améliorait ; la plupart des familles ont maintenant

des réserves de grain. Ce que la coopérative de Wang Kouo-fan est capable de faire, d'autres coopératives doivent pouvoir le faire aussi, dans les conditions normales, même s'il leur faut un peu plus de temps. Il n'y a donc aucune raison de dire que la coopération agricole ne vaut rien.

On voit aussi par là que la création de coopératives exige nécessairement une lutte rude et difficile. C'est à travers les difficultés et les vicissitudes que grandit le nouveau. Ce serait une pure illusion de croire que sur la voie du socialisme on peut avancer sans difficultés ni détours, sans faire le maximum d'efforts, qu'il suffit de se laisser pousser par le vent et que le succès vient facilement. Qui soutient activement les coopératives ? L'écrasante majorité des paysans pauvres et des paysans moyens-pauvres qui constituent plus de 70 pour cent de la population rurale. Les autres paysans, pour la plupart, mettent également leurs espoirs dans les coopératives. Ceux qui sont réellement mécontents ne forment qu'une infime minorité. Mais beaucoup de personnes n'ont pas analysé cette situation et n'ont pas examiné sous tous leurs aspects les succès des coopératives, ainsi que leurs insuffisances et ce qui en est la cause, elles ont pris tel aspect partiel et isolé pour l'ensemble ; de ce fait, certains ont soulevé un typhon miniature, en prétendant que les coopératives ne présentent pas d'avantages.

Combien de temps faudra-t-il pour que les coopératives se consolident et qu'on cesse de prétendre qu'elles ne présentent pas d'avantages ? A en juger par l'expérience du développement de nombreuses coopératives, cela prendra probablement cinq ans ou un peu plus. Actuellement, la plupart des coopératives du pays n'existent que depuis un peu plus d'un an, et il n'est pas juste d'exiger que tout y aille bien. A mon avis, si les coopératives établies au cours du premier quinquennat peuvent être consolidées au cours du second, ce sera déjà très bien.

Nos coopératives se consolident progressivement. Certaines contradictions restent à résoudre ; par exemple, celles qui se manifestent soit entre l'Etat et les coopératives, soit à l'intérieur des coopératives ou entre les coopératives. Nous devons constamment veiller à résoudre ces contradictions sous l'angle de la production et de la répartition. Pour la production, d'une part, l'exploitation coopérative doit se soumettre aux plans économiques uniques de l'Etat, tout en conservant une certaine souplesse et une certaine autonomie, sans toutefois porter atteinte à ces plans de l'Etat, ni à la politique et aux lois et décrets de celui-ci ; d'autre part, chaque famille qui adhère à une coopérative doit se soumettre au plan général de sa coopérative ou de son équipe de production, avec cette réserve qu'elle peut elle-même établir des plans appropriés pour sa parcelle individuelle et le reste de son exploitation personnelle. Pour la répartition, nous devons prendre en considération à la fois les intérêts de l'Etat, de la collectivité et de l'individu. Il faut établir une proportion adéquate entre l'impôt agricole perçu par l'Etat, le fonds d'accumulation de la coopérative et les revenus personnels des paysans, et veiller à effectuer les rajustements nécessaires pour résoudre les contradictions au fur et à mesure qu'elles surgissent dans ce domaine. L'Etat doit accumuler des fonds, et les coopératives également, mais ces accumulations ne sauraient être excessives. Nous devons faire tout notre possible pour que, dans les années de récolte normale, les revenus personnels des paysans augmentent d'année en année grâce à l'accroissement de la production.

Beaucoup disent que la vie des paysans est dure. Est-ce vrai ? En un sens, cela est vrai. En effet, comme la Chine a été soumise pendant plus d'un siècle au joug et à l'exploitation des impérialistes et de leurs agents, elle est devenue un pays très pauvre, où le niveau de vie est bas non seulement chez les paysans, mais aussi chez les ouvriers et les intellectuels. Pour élever progressivement le niveau de vie de tout le peuple, plusieurs dizaines d'années d'efforts ardues sont nécessaires. En ce sens, "vie dure" est l'expression qui convient. Mais en un autre, elle est fautive, car il n'est pas vrai que dans les sept années qui se sont écoulées depuis la Libération seule la vie des ouvriers se soit améliorée et pas celle des paysans. En fait, pour les paysans comme pour les ouvriers, à l'exception d'un nombre infime de gens, la vie s'est déjà améliorée dans une certaine mesure. Depuis la Libération, les paysans ne sont plus exploités par les propriétaires fonciers et la production se développe chaque année. Prenons par exemple les céréales. En 1949, la production des céréales dans le pays dépassait de peu 105 millions de tonnes ; or, en 1956, elle a dépassé 180 millions de tonnes, ce qui représente une augmentation de près de 75 millions de tonnes. L'impôt agricole perçu par l'Etat, qui s'élève seulement à une quinzaine de millions de tonnes par an, ne peut être considéré comme lourd. La quantité de céréales achetée chaque année aux paysans au prix normal dépasse à peine 25 millions de tonnes. Le total de ces deux chapitres s'élève ainsi à une quarantaine de millions de tonnes. D'ailleurs, plus de la moitié de cette quantité est vendue dans les campagnes et dans les agglomérations rurales. On ne peut donc dire que la vie des paysans ne s'est pas améliorée. Nous comptons stabiliser, durant plusieurs années, au niveau approximatif de quarante et quelques millions de tonnes par an, la quantité globale de grain constituée par l'impôt agricole et les achats faits aux paysans, afin que l'agriculture puisse se développer et les coopératives se consolider. Ainsi, le petit nombre de familles paysannes qui n'a pas encore assez de grain n'aura plus à souffrir de ce manque et toutes les familles paysannes, à l'exception de certaines exploitations spécialisées dans les cultures industrielles, auront du grain en excédent ou suffisamment pour leurs besoins ; il n'y aura plus de paysans pauvres et tous les paysans connaîtront un niveau de vie égal ou supérieur à celui des paysans moyens. Il n'est pas juste de faire une comparaison superficielle entre les revenus annuels moyens d'un paysan et ceux d'un ouvrier et de dire qu'ils sont trop bas chez l'un et trop hauts chez l'autre. La productivité du travail chez l'ouvrier est beaucoup plus élevée que chez le paysan, et par ailleurs le coût de la vie pour les paysans est bien moins élevé que pour les ouvriers des villes ; c'est pourquoi on

ne saurait affirmer que les ouvriers bénéficient d'avantages spéciaux de la part de l'Etat. Néanmoins, pour un petit nombre d'ouvriers et de travailleurs de l'Etat, les salaires sont un peu trop élevés, les paysans ont donc des raisons d'en être mécontents ; aussi est-il nécessaire de procéder, selon les circonstances, à quelques rajustements appropriés.

#### **IV. LES INDUSTRIELS ET LES COMMERÇANTS**

Dans le domaine de la réforme de notre régime social, on a achevé en 1956, outre l'organisation des coopératives dans l'agriculture et l'artisanat, la transformation des entreprises de l'industrie et du commerce privés en entreprises mixtes, à capital privé et d'Etat. L'accomplissement rapide et sans à-coups de cette tâche est étroitement lié au fait que la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale a été traitée par nous comme une contradiction au sein du peuple. Cette contradiction de classes est-elle entièrement résolue ? Non, elle ne l'est pas encore ; il faudra une très longue période pour qu'elle le soit tout à fait. Pourtant, il y a des gens qui disent que les capitalistes sont déjà si bien rééduqués qu'ils ne se distinguent presque plus des ouvriers, et qu'ils n'ont plus besoin de poursuivre leur rééducation. D'autres soutiennent même que les capitalistes sont devenus meilleurs que les ouvriers. D'autres encore déclarent : Si la rééducation est nécessaire, pourquoi la classe ouvrière n'en a-t-elle pas besoin ? Ces opinions sont-elles justes ? Naturellement non.

Quand s'édifie une société socialiste, tout le monde a besoin d'être rééduqué, les exploiters comme les travailleurs. Qui dit que la classe ouvrière n'a pas besoin d'être rééduquée ? La rééducation des exploiters et celle des travailleurs sont évidemment de deux types différents, et il ne faut pas les confondre. Dans la lutte de classes et dans la bataille contre la nature, la classe ouvrière transforme la société dans son ensemble, et elle se transforme elle-même en même temps. La classe ouvrière doit constamment apprendre dans le cours de son travail et progressivement éliminer ses défauts; elle ne doit jamais s'arrêter. Ainsi, nous par exemple : Beaucoup d'entre nous font quelques progrès chaque année, c'est-à-dire que, chaque année, nous nous rééduquons. Moi-même, j'avais autrefois diverses idées non marxistes ; c'est plus tard que j'ai embrassé le marxisme. J'ai étudié un peu le marxisme dans les livres et fait ainsi ma première rééducation idéologique, mais je me suis surtout transformé dans le cours d'une lutte de classes prolongée. Et je dois continuer à étudier si je veux faire encore des progrès ; sinon, je me laisserai distancer. Les capitalistes seraient-ils si parfaits qu'ils n'auraient, eux, plus besoin de se rééduquer ?

Certains disent que la bourgeoisie chinoise n'a plus aujourd'hui son double caractère, qu'elle n'a plus qu'un seul caractère. Est-ce vrai ? Non. D'une part, les éléments bourgeois sont déjà devenus des membres du personnel administratif des entreprises mixtes et sont en train d'être transformés d'exploiteurs en travailleurs vivant de leur propre travail ; d'autre part, ils reçoivent encore de ces entreprises un intérêt fixe, cela signifie qu'ils n'ont pas encore rompu avec l'exploitation. Leur idéologie, leurs sentiments, leur mode de vie laissent subsister un fossé entre eux et la classe ouvrière. Comment peut-on prétendre alors qu'ils n'ont plus un double caractère ? Même quand ils cesseront de toucher leur intérêt fixe et ne porteront plus l'étiquette de bourgeois, ils auront encore besoin de poursuivre longtemps leur rééducation idéologique. Si la bourgeoisie n'avait plus son double caractère, comme on le prétend, alors la tâche d'étudier et de se rééduquer n'existerait plus pour les capitalistes.

Il faut dire que non seulement cette opinion ne correspond pas à la situation réelle des industriels et des commerçants, mais aussi qu'elle ne répond pas aux aspirations de la majorité d'entre eux. Ces dernières années, la plupart des industriels et des commerçants se sont mis volontiers à l'étude et ont obtenu des progrès notables. La rééducation des industriels et des commerçants ne peut s'effectuer à fond que dans le cours de leur travail; ils doivent travailler dans les entreprises aux côtés des ouvriers et des employés, faire des entreprises le terrain même de leur rééducation. Cependant, il est également important pour eux de modifier par l'étude certaines de leurs vieilles conceptions. Cette étude doit être librement consentie. Quand ils reviennent dans leurs entreprises, après plusieurs semaines de cours, beaucoup découvrent qu'ils trouvent plus facilement un langage commun avec les ouvriers et les représentants de la participation d'Etat, ce qui est tout au bénéfice du travail commun. Ils comprennent par leur propre expérience que la poursuite de l'étude et de la rééducation leur est profitable. L'idée qu'il n'est plus nécessaire d'étudier et de se rééduquer ne représente donc nullement le point de vue de la majorité des industriels et des commerçants, seuls pensent ainsi un petit nombre d'entre eux.

#### **V. LES INTELLECTUELS**

Les contradictions au sein de notre peuple se manifestent aussi parmi les intellectuels. Plusieurs millions d'intellectuels, qui servaient autrefois l'ancienne société, sont maintenant passés au service de la société nouvelle. La question qui se pose est celle-ci : De quelle façon peuvent-ils s'adapter aux besoins de la société nouvelle et comment les aiderons-nous à y parvenir ? C'est là également une des contradictions au sein du peuple.

Au cours des sept dernières années, la plupart de nos intellectuels ont fait des progrès notables. Ils se prononcent pour le régime socialiste. Nombre d'entre eux s'appliquent à étudier le marxisme, et certains sont devenus des communistes. Le nombre de ces derniers, quoique encore peu élevé, ne cesse d'augmenter. Evidemment, il y a encore des intellectuels qui continuent à douter du socialisme ou qui ne l'approuvent pas, mais ce n'est qu'une minorité.

La Chine a besoin que le plus grand nombre possible d'intellectuels se mettent au service de l'œuvre gigantesque et ardue de son édification socialiste. Nous devons faire confiance à tous les intellectuels qui sont vraiment désireux de servir la cause du socialisme, améliorer radicalement nos rapports avec eux et les aider à résoudre tous les problèmes qui réclament une solution, afin de leur donner la possibilité de faire valoir pleinement leurs talents. Nombre de nos camarades ne savent pas rallier à eux les intellectuels, ils se montrent rigides à leur égard, ils ne respectent pas leur travail et, dans le domaine scientifique et culturel, ils se permettent une ingérence déplacée dans les affaires dont ils n'ont pas à se mêler. Nous devons en finir avec tous ces défauts.

Bien que la masse de nos intellectuels ait déjà fait des progrès, elle ne doit pas pour autant s'abandonner à la suffisance. Pour être pleinement au niveau des exigences de la société nouvelle et faire corps avec les ouvriers et les paysans, les intellectuels doivent poursuivre leur rééducation, se débarrasser progressivement de leur conception bourgeoise du monde et adopter la conception prolétarienne, communiste, du monde. Le changement de conception du monde est un changement radical, et on ne peut pas dire que la plupart de nos intellectuels l'ont déjà accompli. Nous espérons que nos intellectuels continueront d'avancer et que, progressivement, dans le cours de leur travail et de leur étude, ils acquerront une conception communiste du monde, s'assimileront le marxisme-léninisme et se fondront en un tout avec les ouvriers et les paysans. Nous espérons qu'ils ne s'arrêteront pas à mi-chemin et qu'à plus forte raison ils ne feront pas marche arrière, car cela les conduirait à une impasse. Les changements intervenus dans notre régime social et la suppression, pour l'essentiel, de la base économique de l'idéologie bourgeoise font qu'il existe pour la masse de nos intellectuels non seulement la nécessité mais aussi la possibilité de modifier leur conception du monde. Toutefois, un changement complet de la conception du monde exige un temps très long. Il nous faut y aller patiemment et éviter toute précipitation.

En fait, il y aura nécessairement des gens qui, intérieurement, ne voudront jamais accepter le marxisme-léninisme et le communisme. Nous ne devons pas trop exiger d'eux ; tant qu'ils se soumettent aux exigences de l'Etat et poursuivent des activités honnêtes, nous devons leur donner la possibilité de se livrer à un travail approprié.

Ces derniers temps, on a constaté un fléchissement dans le travail idéologique et politique parmi les étudiants et les intellectuels, et certaines déviations sont apparues. Il en est qui pensent apparemment qu'ils n'ont pas besoin de se soucier de la politique, de l'avenir de leur pays et des idéaux de l'humanité. A leurs yeux, le marxisme aurait fait fureur un certain temps et serait un peu passé de mode maintenant. Etant donné cette situation, il est à présent nécessaire de renforcer notre travail idéologique et politique. Etudiants et intellectuels doivent s'appliquer à l'étude. Tout en travaillant à leur spécialité, ils doivent faire des progrès sur le plan idéologique et sur le plan politique, et pour cela étudier le marxisme, les questions politiques et les problèmes d'actualité. Sans vue politique juste, on est comme sans âme. La rééducation idéologique était nécessaire et elle a donné des résultats positifs. Toutefois, les méthodes employées étaient un peu rudes et ont blessé certains. Cela n'est pas bien. A l'avenir, nous devons éviter ce défaut. Tous les organismes et toutes les organisations doivent assumer la responsabilité du travail idéologique et politique.

Cette tâche incombe au Parti communiste, à la Ligue de la Jeunesse, aux organismes gouvernementaux directement intéressés, et à plus forte raison aux directeurs et aux enseignants des établissements scolaires. Notre politique dans le domaine de l'éducation doit permettre à ceux qui la reçoivent de se former sur le plan moral, intellectuel et physique pour devenir des travailleurs cultivés, ayant une conscience socialiste. Il faut mettre en honneur l'idée de construire notre pays avec diligence et économie. Nous devons faire comprendre à toute la jeunesse que notre pays est encore très pauvre, qu'il n'est pas possible de modifier radicalement cette situation en peu de temps, que c'est seulement par leurs efforts unis que la jeunesse et tout le peuple pourront créer, de leurs propres mains, un Etat prospère et puissant en l'espace de quelques dizaines d'années. Le régime socialiste nous a ouvert la voie vers la société idéale de demain, mais pour que celle-ci devienne une réalité, il nous faut travailler dur. Certains de nos jeunes gens pensent que, la société étant devenue socialiste, tout doit être parfait, qu'on peut y jouir d'une vie de bonheur toute faite, sans avoir à fournir d'efforts. Cette façon de voir les choses n'est pas réaliste.

## **VI. LES MINORITES NATIONALES**

Nos minorités nationales forment une population de plus de 30 millions d'habitants. Bien qu'elles ne constituent que les 6 pour cent de la population totale du pays, elles vivent dans de vastes régions qui s'étendent sur 50 à 60 pour cent de tout le territoire. C'est pourquoi il est absolument nécessaire que de bons rapports s'établissent entre les Hans et les minorités nationales. La clé du problème est de surmonter le chauvinisme grand-han. Il faut en même temps surmonter le nationalisme local partout où il existe chez les minorités nationales. Le chauvinisme grand-han comme le nationalisme local sont préjudiciables à l'union de toutes les nationalités. Il s'agit là d'une des contradictions au sein du peuple qu'il faut résoudre. Nous avons déjà accompli un certain travail dans ce domaine et, dans la plupart des régions où vivent les minorités nationales, les relations entre nationalités se sont bien améliorées par rapport au passé ; pourtant, il reste des problèmes à régler. Dans certaines régions, le chauvinisme grand-han et le nationalisme local existent l'un et l'autre à un degré sérieux, et cela appelle notre pleine attention. Grâce aux efforts du peuple des diverses nationalités au cours des dernières années, les réformes

démocratiques et les transformations socialistes sont déjà achevées pour l'essentiel dans la plus grande partie de nos régions de minorités nationales. Au Tibet, les réformes démocratiques n'ont pas encore commencé parce que les conditions n'y sont pas mûres. Conformément à l'accord en dix-sept points conclu entre le Gouvernement populaire central et le Gouvernement local du Tibet, la réforme du régime social y sera réalisée ; cependant, il ne faut pas se montrer impatient, la décision sur le moment où il convient de procéder à cette réforme ne pourra être prise que lorsque la grande majorité des masses tibétaines et des chefs du Tibet le jugeront possible. La décision a maintenant été prise de ne pas appliquer de réformes durant la période du deuxième plan quinquennal. Quant à la question de savoir si ces réformes seront entreprises au cours du troisième quinquennat, elle ne pourra être résolue qu'à la lumière de la situation du moment.

## **VII. PLANIFICATION D'ENSEMBLE ET DISPOSITIONS APPROPRIÉES**

Par planification d'ensemble, il faut entendre la planification qui tient compte de l'ensemble des intérêts de nos 600 millions d'habitants. Lorsque nous établissons un plan, réglons une affaire ou réfléchissons à un problème, nous devons toujours partir du fait que notre pays a 600 millions d'habitants ; en aucun cas, nous ne devons oublier cela. Pourquoi soulevons-nous cette question ? Y aurait-il encore des gens qui ne savent pas que notre pays a 600 millions d'habitants ? On le sait, mais dans la pratique, certains l'oublient et font comme s'ils pensaient que moins il y a de personnes et plus le cercle est étroit, mieux cela vaut. Les gens qui sont pour le "cercle étroit" vont à l'encontre de l'idée qu'il faut mettre en œuvre tous les facteurs positifs, rallier tous ceux qui peuvent être ralliés et, dans la mesure du possible, transformer les facteurs négatifs en facteurs positifs pour les mettre au service de la grande cause de l'édification de la société socialiste. J'espère que ces gens élargiront leur horizon, qu'ils reconnaîtront vraiment que notre pays a 600 millions d'habitants, que c'est un fait objectif, que c'est notre capital. Notre pays a une forte population, c'est une bonne chose, mais, naturellement, cela implique des difficultés. Notre œuvre d'édification se développe impétueusement dans tous les domaines; nous avons remporté d'importants succès, mais dans la période actuelle de transition, riche en grands changements sociaux, on rencontre encore beaucoup de problèmes difficiles. Progrès et difficultés — c'est là une contradiction. Or, toute contradiction doit être et peut parfaitement être résolue. Notre principe, c'est de faire une planification d'ensemble et de prendre des dispositions appropriées. Qu'il s'agisse des céréales, des calamités naturelles, de l'emploi, de l'éducation, des intellectuels, du front uni de toutes les forces patriotiques, des minorités nationales ou de toute autre question, nous devons partir de la nécessité d'une planification d'ensemble pour tout le peuple et prendre des dispositions appropriées, conformément aux possibilités du moment et du lieu, et après avoir consulté les représentants de tous les milieux intéressés. En aucun cas, nous ne devons tourner le dos au travail, nous plaignant qu'il y a trop de gens, qu'ils sont arriérés et que les choses sont embarrassantes et difficiles à régler. Ce que je viens de dire signifie-t-il que le gouvernement s'occupera lui-même de toutes les personnes et de toutes les affaires ? Evidemment non. Les organisations populaires et les masses elles-mêmes peuvent trouver les moyens de s'occuper d'un grand nombre de gens et d'affaires. Elles sont capables de trouver beaucoup de solutions excellentes. Cela aussi entre dans le champ de notre principe de planification d'ensemble et de dispositions appropriées. Nous devons orienter dans cette voie les organisations populaires et les masses de tout le pays.

## **VIII. "QUE CENT FLEURS S'ÉPANOUISSENT, QUE CENT ÉCOLES RIVALISENT" ET "COEXISTENCE À LONG TERME ET CONTRÔLE MUTUEL"**

Sur quelle base les mots d'ordre "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" et "Coexistence à long terme et contrôle mutuel" ont-ils été lancés ? Ils l'ont été d'après les conditions concrètes de la Chine, sur la base de la reconnaissance des différentes contradictions qui existent toujours dans la société socialiste et en raison du besoin urgent du pays d'accélérer son développement économique et culturel. La politique "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" vise à stimuler le développement de l'art et le progrès de la science, ainsi que l'épanouissement de la culture socialiste dans notre pays. Dans les arts, formes différentes et styles différents devraient se développer librement, et dans les sciences, les écoles différentes s'affronter librement. Il serait, à notre avis, préjudiciable au développement de l'art et de la science de recourir aux mesures administratives pour imposer tel style ou telle école et interdire tel autre style ou telle autre école. Le vrai et le faux en art et en science est une question qui doit être résolue par la libre discussion dans les milieux artistiques et scientifiques, par la pratique de l'art et de la science et non par des méthodes simplistes. Pour déterminer ce qui est juste et ce qui est erroné, l'épreuve du temps est souvent nécessaire. Au cours de l'Histoire, ce qui est nouveau et juste n'est souvent pas reconnu par la majorité des hommes au moment de son apparition et ne peut se développer que dans la lutte, à travers des vicissitudes. Il arrive souvent qu'au début ce qui est juste et bon ne soit pas reconnu pour une "fleur odorante", mais considéré comme une "herbe vénéneuse". En leur temps, la théorie de Copernic sur le système solaire et la théorie de l'évolution de Darwin furent considérées comme erronées et elles ne s'imposèrent qu'après une lutte âpre et difficile. L'histoire de notre pays offre nombre d'exemples semblables. Dans la société socialiste, les conditions nécessaires à la croissance des choses nouvelles sont foncièrement différentes, et bien meilleures que dans l'ancienne société. Cependant, il est encore fréquent que les

forces naissantes soient refoulées et des opinions raisonnables étouffées. Il arrive aussi qu'on entrave la croissance des choses nouvelles non par volonté délibérée de les étouffer, mais par manque de discernement.

C'est pourquoi, pour déterminer ce qui est juste et ce qui est erroné en science et en art, il faut adopter une attitude prudente, encourager la libre discussion et se garder de tirer des conclusions hâtives. Nous estimons que c'est une telle attitude qui permettra d'assurer au mieux le développement de la science et de l'art.

Le marxisme, lui aussi, s'est développé au cours de la lutte. Au début, il a fait l'objet de toutes les attaques possibles et a été assimilé à une "herbe vénéneuse". Actuellement encore, en bien des endroits dans le monde, on ne cesse de l'attaquer et de le considérer comme une "herbe vénéneuse". Il occupe cependant une position toute différente dans les pays socialistes. Mais même dans ces pays, il existe encore des idées non marxistes, voire antimarxistes. Certes, en Chine, la transformation socialiste, en tant qu'elle concerne la propriété, est pratiquement achevée; les vastes et tempétueuses luttes de classe, menées par les masses en période révolutionnaire, sont pour l'essentiel terminées. Néanmoins, il subsiste des vestiges des classes renversées des propriétaires fonciers et des compradores, la bourgeoisie existe encore, et la transformation de la petite bourgeoisie ne fait que commencer. La lutte de classes n'est nullement arrivée à son terme. La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moments elle pourra même devenir très aiguë. Le prolétariat cherche à transformer le monde selon sa propre conception du monde, et la bourgeoisie, selon la sienne. A cet égard, la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme, n'est pas encore véritablement résolue. Les marxistes demeurent une minorité aussi bien dans l'ensemble de la population que parmi les intellectuels. C'est pourquoi le marxisme doit continuer à se développer par la lutte. C'est dans la lutte seulement que le marxisme peut se développer: il en a été ainsi dans le passé, il en est ainsi dans le présent, et il en sera nécessairement ainsi à l'avenir. Ce qui est juste se développe toujours dans un processus de lutte contre ce qui est erroné. Le vrai, le bon et le beau n'existent jamais qu'au regard du faux, du mauvais et du laid, et se développent dans la lutte contre eux. Au moment même où l'humanité rejette quelque chose de faux et accepte une vérité, une nouvelle vérité entre à son tour en lutte contre de nouvelles opinions erronées. Cette lutte ne cessera jamais. C'est la loi du développement de la vérité, et c'est évidemment aussi la loi du développement du marxisme.

Il faudra encore un temps assez long pour décider de l'issue de la lutte idéologique entre le socialisme et le capitalisme dans notre pays. La raison en est que l'influence de la bourgeoisie et des intellectuels venus de l'ancienne société existera longtemps encore dans notre pays et y subsistera longtemps en tant qu'idéologie de classe. Si on ne saisit pas bien cela et à plus forte raison si on ne le comprend pas du tout, on commettra les plus graves erreurs, on méconnaîtra la nécessité de la lutte idéologique. Celle-ci se distingue des autres formes de lutte; on ne peut y appliquer que la méthode patiente du raisonnement, et non la méthode brutale de la contrainte. Actuellement, le socialisme bénéficie dans la lutte idéologique de conditions extrêmement favorables. Les forces essentielles du pouvoir sont entre les mains du peuple travailleur, dirigé par le prolétariat. Le Parti communiste est fort et son prestige est grand. Bien que notre travail comporte des insuffisances et des erreurs, tout homme équitable peut voir que nous sommes loyaux envers le peuple, que nous sommes à la fois déterminés et aptes à édifier notre pays de concert avec le peuple, que nous avons déjà remporté de grands succès et que nous en remporterons d'autres, encore plus importants. Les éléments de la bourgeoisie et les intellectuels issus de l'ancienne société sont en grande majorité patriotes, ils veulent servir leur patrie socialiste en plein épanouissement et comprennent que s'ils s'écartent de la cause du socialisme et du peuple travailleur dirigé par le Parti communiste, ils ne sauront plus sur quoi s'appuyer et ils n'auront plus de brillantes perspectives d'avenir.

On demandera : Etant donné que dans notre pays le marxisme est déjà reconnu comme idéologie directrice par la majorité des gens, peut-on le critiquer ? Bien sûr que oui. Le marxisme est une vérité scientifique, il ne craint pas la critique. Si le marxisme craignait la critique, s'il pouvait être battu en brèche par la critique, il ne serait bon à rien. De fait, les idéalistes ne critiquent-ils pas le marxisme tous les jours et de toutes les façons possibles ? Les gens qui s'en tiennent à des points de vue bourgeois et petits-bourgeois sans vouloir en démordre ne critiquent-ils pas le marxisme de toutes les façons possibles ? Les marxistes ne doivent pas craindre la critique, d'où qu'elle vienne. Au contraire, ils doivent s'aguerrir, progresser et gagner de nouvelles positions dans le feu de la critique, dans la tempête de la lutte. Lutter contre les idées erronées, c'est en quelque sorte se faire vacciner ; grâce à l'action du vaccin, l'immunité de l'organisme se trouve renforcée. Les plantes élevées en serre ne sauraient être robustes. L'application de la politique "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent", loin d'affaiblir la position dirigeante du marxisme dans le domaine idéologique, la renforcera au contraire.

Quelle politique devons-nous adopter à l'égard des idées non marxistes ? Quand il s'agit de contre-révolutionnaires avérés et d'éléments qui sapent la cause du socialisme, la question est aisée à résoudre : on les prive tout simplement de la liberté de parole. Mais quand nous avons affaire aux idées erronées existant au sein du peuple, c'est une autre question. Peut-on bannir ces idées et ne leur laisser aucune possibilité de s'exprimer ? Bien sûr que non. Il serait non seulement inefficace, mais encore extrêmement nuisible d'adopter des méthodes simplistes pour résoudre les questions idéologiques au sein du peuple, les questions relatives à l'esprit de

L'homme. On peut interdire l'expression des idées erronées, mais ces idées n'en seront pas moins là. Et les idées justes, si elles sont cultivées en serre, si elles ne sont pas exposées au vent et à la pluie, si elles ne se sont pas immunisées, ne pourront triompher des idées erronées lorsqu'elles les affronteront. Aussi est-ce seulement par la méthode de la discussion, de la critique et de l'argumentation qu'on peut véritablement développer les idées justes, éliminer les idées erronées et résoudre les problèmes.

L'idéologie de la bourgeoisie et celle de la petite bourgeoisie trouveront sûrement à se manifester. A coup sûr, ces deux classes s'obstineront à s'affirmer par tous les moyens, dans les questions politiques et idéologiques. Il est impossible qu'il en soit autrement. Nous ne devons pas recourir à des méthodes de répression pour les empêcher de s'exprimer ; nous devons le leur permettre, et en même temps engager un débat avec elles et critiquer leurs idées de façon appropriée. Il est hors de doute que nous devons soumettre à la critique toute espèce d'idées erronées. Certes, on aurait tort de ne pas critiquer les idées erronées et de les regarder tranquillement se répandre partout et s'emparer du marché — toute erreur est à critiquer, toute herbe vénéneuse est à combattre —, mais cette critique ne doit pas être dogmatique ; il faut écarter la méthode métaphysique et faire tout son possible pour employer la méthode dialectique. Une analyse scientifique et une argumentation pleinement convaincante sont ici de rigueur. Une critique dogmatique ne donne aucun résultat. Nous combattons toute herbe vénéneuse, mais il faut distinguer avec soin ce qui est réellement herbe vénéneuse et ce qui est réellement fleur odorante. Nous devons ensemble, les masses et nous, apprendre à faire soigneusement cette distinction et, en nous servant de méthodes correctes, lutter contre les herbes vénéneuses.

Tout en réfutant le dogmatisme, nous devons veiller à réfuter le révisionnisme. Le révisionnisme ou opportunisme de droite est un courant idéologique bourgeois ; il est encore plus dangereux que le dogmatisme. Les révisionnistes ou opportunistes de droite approuvent le marxisme du bout des lèvres et attaquent eux aussi le "dogmatisme". Mais leurs attaques visent en fait la substance même du marxisme. Ils combattent ou dénaturent le matérialisme et la dialectique, ils combattent ou tentent d'affaiblir la dictature démocratique populaire et le rôle dirigeant du Parti communiste, ainsi que la transformation et l'édification socialistes. Lors même que la révolution socialiste a remporté pratiquement la victoire dans notre pays, il y a encore un certain nombre de gens qui rêvent de restaurer le régime capitaliste ; ils mènent la lutte contre la classe ouvrière sur tous les fronts, y compris celui de l'idéologie. Dans cette lutte, les révisionnistes sont leurs meilleurs adjoints.

Pris au pied de la lettre, les deux mots d'ordre "Que cent fleurs s'épanouissent" et "Que cent écoles rivalisent" n'ont pas un caractère de classe : ils peuvent être utilisés par le prolétariat aussi bien que par la bourgeoisie et d'autres gens. Chaque classe, chaque couche sociale et chaque groupe social a sa notion propre des fleurs odorantes et des herbes vénéneuses. Mais alors, du point de vue des larges masses populaires, quels doivent être aujourd'hui les critères nous permettant de distinguer les fleurs odorantes et les herbes vénéneuses ? Comment déterminer, dans le cadre de la vie politique de notre peuple, si nos paroles et nos actes sont justes ou erronés ? Nous estimons que, d'après les principes de notre Constitution et conformément à la volonté de l'immense majorité de notre peuple et aux positions politiques communes proclamées à diverses occasions par nos partis politiques, il est possible de formuler, dans leurs traits généraux, les critères que voici :

Est juste

1) ce qui favorise l'union du peuple de toutes les nationalités de notre pays et non ce qui provoque la division en son sein ; 2) ce qui favorise la transformation et l'édification socialistes et non ce qui nuit à cette transformation et à cette édification ; 3) ce qui favorise le renforcement de la dictature démocratique populaire et non ce qui sape ou affaiblit cette dictature ; 4) ce qui favorise le renforcement du centralisme démocratique et non ce qui le sape ou l'affaiblit ; 5) ce qui favorise le renforcement de la direction exercée par le Parti communiste et non ce qui rejette ou affaiblit cette direction ; 6) ce qui favorise la solidarité internationale socialiste et la solidarité internationale de tous les peuples pacifiques et non ce qui porte préjudice à ces deux formes de solidarité.

De ces six critères, les plus importants sont celui de la voie socialiste et celui du rôle dirigeant du Parti. C'est en vue de développer et non d'entraver la libre discussion des divers problèmes parmi le peuple que ces six critères sont mis en avant. Ceux qui ne les approuvent pas peuvent toujours donner leur avis et développer leurs arguments. Cependant, lorsque la majorité des gens disposera de critères nettement définis, on pourra développer la critique et l'autocritique dans une voie juste et déterminer, au moyen de ces critères, si les paroles et les actes des gens sont justes ou erronés, s'il s'agit de fleurs odorantes ou d'herbes vénéneuses. Les critères énumérés ci-dessus sont des critères politiques. Naturellement, pour déterminer la justesse des thèses scientifiques ou la valeur artistique des œuvres d'art, il faut encore certains critères spécifiques, mais ces six critères politiques sont applicables à toute activité scientifique et artistique. Est-il possible, en effet, que dans un pays socialiste comme le nôtre il y ait une activité scientifique ou artistique utile qui soit en contradiction avec eux ?

Les points de vue que je viens d'exposer ont pour base les conditions historiques spécifiques de la Chine. Les conditions varient suivant les pays socialistes et les partis communistes, c'est pourquoi nous estimons qu'il n'y a pour ces pays et ces partis aucune obligation de suivre nos méthodes.

Le mot d'ordre "Coexistence à long terme et contrôle mutuel" est également le produit des conditions historiques spécifiques de notre pays. Il n'a pas été formulé subitement, il s'est élaboré pendant plusieurs années. L'idée de la coexistence à long terme est depuis longtemps vivante chez nous. L'an dernier, lorsque le régime socialiste a été établi pour l'essentiel, ce mot d'ordre a été clairement formulé. Pourquoi faut-il admettre la coexistence prolongée des partis démocratiques de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie avec le parti de la classe ouvrière ? Parce que nous n'avons aucune raison de ne pas appliquer la politique de la coexistence à long terme à l'égard de tous les partis politiques qui travaillent sincèrement à l'unité du peuple pour la cause du socialisme et qui jouissent de la confiance du peuple. Je disais déjà en juin 1950, à la deuxième session du Comité national de la 1<sup>re</sup> Conférence consultative politique du Peuple chinois :

Si quelqu'un veut vraiment servir le peuple, s'il a réellement aidé le peuple dans ses moments difficiles, s'il a bien agi et continue de bien agir, sans s'arrêter à mi-chemin, le peuple et le gouvernement populaire n'auront aucune raison de le renier et de lui refuser les moyens de vivre et de servir le pays.

Ce que je disais là constitue précisément la base politique pour la coexistence à long terme des différents partis. Coexistence prolongée du Parti communiste et des partis démocratiques, tel est notre désir, telle est aussi notre politique. Quant à savoir si les partis démocratiques pourront exister durant une longue période, cela n'est pas simplement déterminé par le seul désir du Parti communiste, cela est aussi fonction du comportement des partis démocratiques et partant de la confiance qu'ils se voient accorder par le peuple. Le contrôle mutuel entre les partis politiques existe également depuis longtemps déjà, en ce sens qu'ils se donnent des conseils et se critiquent mutuellement. Le contrôle mutuel n'est naturellement pas unilatéral : le Parti communiste peut contrôler les partis démocratiques, et ceux-ci peuvent aussi contrôler le Parti communiste. Pourquoi admet-on le contrôle des partis démocratiques sur le Parti communiste ? Parce qu'un parti, tout comme un individu, a grand besoin d'entendre des opinions différentes des siennes. Chacun sait que c'est le peuple travailleur et les membres du Parti qui exercent principalement le contrôle sur le Parti communiste. Mais si les partis démocratiques font de même, le bénéfice n'en sera que plus grand. Evidemment, les conseils échangés entre les partis démocratiques et le Parti communiste et la critique réciproque ne joueront un rôle positif dans le contrôle mutuel que s'ils se conforment aux six critères politiques exposés ci-dessus. C'est pourquoi nous espérons que les partis démocratiques accorderont l'attention nécessaire à la rééducation idéologique et rechercheront avec le Parti communiste la coexistence à long terme et le contrôle mutuel, afin de répondre aux besoins de la société nouvelle.

## **IX. LES TROUBLES CREES PAR UN PETIT NOMBRE DE GENS**

En 1956, un petit nombre d'ouvriers et d'étudiants se sont mis en grève dans certains endroits. La cause immédiate de ces troubles était qu'on n'avait pas satisfait à certaines revendications matérielles. Quelques-unes pouvaient et auraient dû être satisfaites, d'autres, déplacées ou excessives, ne pouvaient l'être sur le moment. Mais une cause encore plus importante en était la bureaucratie des dirigeants. La responsabilité des erreurs engendrées par cette bureaucratie doit être imputée dans certains cas aux organismes supérieurs, et on ne peut rejeter toute la faute sur les échelons inférieurs. Ces troubles avaient encore une autre cause: l'éducation idéologique et politique insuffisante des ouvriers et des étudiants. La même année, les troubles suscités par un petit nombre de membres des coopératives agricoles avaient aussi pour causes principales la bureaucratie de la direction et une éducation insuffisante des masses.

Il faut reconnaître qu'une partie des masses a tendance à porter son attention sur des intérêts immédiats, partiels et personnels, et ne comprend pas ou ne comprend pas suffisamment ce que représentent les intérêts à long terme, d'importance nationale et collectifs. Bon nombre de jeunes gens, par manque d'expérience politique et d'expérience de la vie sociale, ne savent pas comparer la nouvelle Chine avec l'ancienne ; ils ont du mal à comprendre à fond quelles luttes extraordinairement dures notre peuple a dû soutenir pour parvenir à se libérer du joug de l'impérialisme et des réactionnaires du Kuomintang et quelle longue période d'efforts acharnés est nécessaire pour construire une société socialiste radieuse. C'est pourquoi il faut poursuivre sans cesse parmi les masses une éducation politique vivante et efficace, leur dire toujours la vérité sur les difficultés qui surgissent et examiner avec elles les moyens de les surmonter.

Nous n'approuvons pas les troubles, car les contradictions au sein du peuple peuvent être résolues suivant la formule : "Unité — critique — unité", tandis que les troubles causent toujours des préjudices et ne favorisent pas les progrès du socialisme. Nous sommes convaincus que les larges masses populaires de notre pays sont pour le socialisme, qu'elles sont hautement disciplinées, raisonnables, et que jamais elles ne participeront aux troubles sans raisons. Cependant, cela ne signifie pas que les possibilités de troubles parmi les masses soient déjà exclues dans notre pays. Sur cette question, nous devons prêter attention aux points suivants : 1) Pour liquider radicalement les causes de troubles, il faut éliminer résolument la bureaucratie, intensifier comme il se doit l'éducation idéologique et politique et régler toutes les contradictions de façon adéquate. Si ces conditions sont remplies, normalement il ne devra plus y avoir de troubles. 2) Si, par suite de notre travail défectueux, des troubles surgissent, il faut ramener sur le bon chemin les masses qui y prennent part, il faut utiliser ces troubles comme un moyen particulier pour améliorer notre travail et pour éduquer les cadres et les masses, et il faut

résoudre les questions laissées en suspens. Au cours du règlement des troubles, on doit effectuer un travail minutieux, et non recourir à des méthodes simplistes, ni se hâter de déclarer l'affaire close. Les meneurs ne doivent pas être congédiés à la légère, à l'exception de ceux qui ont transgressé la loi pénale et des contre-révolutionnaires actifs, lesquels seront traduits en justice. Dans un grand pays comme le nôtre, il n'y a pas lieu de s'alarmer si un petit nombre de gens fomentent des troubles ; ces troubles devraient plutôt nous aider à nous débarrasser de la bureaucratie. Dans notre société, il y a également un petit nombre de gens qui, au mépris de l'intérêt public et du bon sens, enfreignent la loi et commettent des crimes. Il se pourrait qu'ils utilisent et dénaturent notre politique en présentant délibérément des exigences déraisonnables afin d'exciter les masses, ou bien qu'ils répandent à dessein des rumeurs pour créer des incidents et troubler l'ordre public. Nous n'avons pas l'intention de laisser ces gens-là agir à leur guise. Au contraire, une action judiciaire doit être intentée contre eux. Le peuple exige qu'ils soient châtiés ; ne pas les châtier serait aller contre sa volonté.

## **X. UNE CHOSE MAUVAISE PEUT-ELLE SE TRANSFORMER EN UNE BONNE ?**

Comme je l'ai dit, dans notre société, les troubles parmi les masses sont une mauvaise chose et nous ne les approuvons pas. Cependant, de tels incidents peuvent nous inciter à en tirer des leçons, à éliminer la bureaucratie et à éduquer les cadres et les masses. En ce sens, une mauvaise chose peut se transformer en une bonne. Les désordres ont un double caractère. Ils peuvent tous être envisagés de ce point de vue.

Les événements de Hongrie n'étaient pas une bonne chose, cela, chacun le sait. Cependant, ils ont, eux aussi, un double caractère. Parce que nos camarades hongrois ont pris de justes mesures au cours de ces événements, ceux-ci se sont transformés de chose mauvaise en chose bonne. L'Etat hongrois est maintenant plus solidement établi que par le passé, et les autres pays du camp socialiste en ont également tiré une leçon.

De même, la campagne anticommuniste et antipopulaire menée à l'échelle mondiale dans la seconde moitié de 1956 est naturellement une mauvaise chose. Mais elle a instruit et trempé les partis communistes et la classe ouvrière des différents pays et s'est ainsi transformée en une bonne chose. Dans de nombreux pays, une partie des membres ont quitté, durant cette campagne, les partis communistes. Leur départ a fait diminuer les effectifs des partis, ce qui est naturellement une mauvaise chose. Mais elle a aussi son bon côté. Les éléments instables n'ont pas voulu rester dans le parti communiste et l'ont quitté, mais la grande majorité de ses membres, qui sont demeurés fermes dans leurs convictions, sont encore plus solidement unis dans la lutte ; n'est-ce pas là une bonne chose ?

Bref, nous devons apprendre à examiner les problèmes sous tous leurs aspects, à voir non seulement la face mais aussi le revers des choses et des phénomènes. Dans des conditions déterminées, quelque chose de mauvais peut produire de bons résultats et, à son tour, quelque chose de bon peut en produire de mauvais. Il y a plus de deux mille ans, Laotse disait déjà : "Sur le malheur s'appuie le bonheur et dans le bonheur se cache le malheur<sup>1</sup>." Lorsque les Japonais ont envahi la Chine, ils ont qualifié cela de victoire. Et les Chinois ont appelé défaite la conquête par l'agresseur de vastes territoires du pays. Cependant, dans la défaite de la Chine il y avait le germe de la victoire, et la victoire du Japon renfermait la défaite. L'histoire n'a-t-elle pas confirmé cela ? Actuellement, partout dans le monde, on discute de l'éventualité d'une troisième guerre mondiale. Nous devons être préparés psychologiquement à cette éventualité et l'envisager d'une manière analytique. Nous sommes résolument pour la paix et contre la guerre. Mais si les impérialistes s'entêtent à déclencher une nouvelle guerre, nous ne devons pas en avoir peur. Notre attitude devant cette question est la même que devant tous les désordres : primo, nous sommes contre, et secundo, nous n'en avons pas peur. La Première guerre mondiale a été suivie par la naissance de l'Union soviétique avec une population de 200 millions d'habitants. La Seconde guerre mondiale a été suivie de la formation du camp socialiste qui englobe une population de 900 millions d'âmes.

Il est certain que si les impérialistes s'obstinent à déclencher une troisième guerre mondiale, des centaines de millions d'hommes passeront du côté du socialisme et il ne restera pas beaucoup de place sur terre pour les impérialistes; il est même possible que le système impérialiste s'effondre complètement. Dans des conditions déterminées, chacun des deux aspects opposés d'une contradiction se transforme inmanquablement en son contraire par suite de la lutte entre eux. Ici, les conditions sont importantes. Sans des conditions déterminées, aucun des deux aspects en lutte ne peut se transformer en son contraire. De toutes les classes dans le monde, c'est le prolétariat qui désire le plus changer de situation, et ensuite, c'est le semi-prolétariat ; car le premier ne possède absolument rien et le second ne possède que bien peu. La situation telle qu'elle existe aujourd'hui, où les Etats-Unis détiennent la majorité à l'O.N.U. et contrôlent de nombreuses régions du monde, est seulement temporaire. Un jour, elle changera nécessairement. La situation de la Chine en tant que pays pauvre, auquel les droits sont déniés sur l'arène internationale, changera également : le pays pauvre deviendra un pays riche, l'absence de droits deviendra la plénitude des droits, c'est-à-dire qu'il se produira une conversion des choses en leur contraire. Ici, les conditions qui jouent un rôle décisif sont le régime socialiste et les efforts conjugués d'un peuple uni.

## **XI. LE REGIME DE STRICTE ECONOMIE**

Je voudrais parler ici brièvement de la question du régime de stricte économie. Nous voulons entreprendre une édification de grande envergure, mais notre pays est encore très pauvre — il y a là une contradiction. Un des moyens pour la résoudre, c'est de déployer des efforts soutenus en faveur d'une stricte économie dans tous les domaines. Dans le mouvement *sanfan*, en 1952, nous avons lutté contre la corruption, le gaspillage et la bureaucratie, l'effort principal étant porté sur la lutte contre la corruption. En 1955, nous avons préconisé une stricte économie en mettant l'accent sur la lutte contre les dépenses excessives dans les constructions de base de caractère improductif et sur l'économie de matières premières dans la production industrielle, et nous avons remporté de grands succès sur ce terrain. Mais à ce moment-là, cette ligne de conduite n'était pas encore consciencieusement appliquée dans toutes les branches de l'économie nationale, ni dans les administrations, les unités de l'armée, les établissements d'enseignement et les organisations populaires en général. Cette année, nous demandons qu'on pratique une stricte économie et qu'on lutte contre le gaspillage dans tous les domaines de la vie du pays. Nous manquons encore d'expérience dans l'édification. Ces dernières années, de grands succès ont été obtenus, mais il y a eu également du gaspillage. Nous devons construire progressivement bon nombre d'entreprises modernes, de grandes dimensions, pour donner à notre industrie l'ossature sans laquelle il serait impossible, en quelques dizaines d'années, de transformer notre pays en une grande puissance industrielle moderne. Cependant, pour la majeure partie de nos entreprises, ce ne sont pas ces dimensions qui s'imposent : il faut créer davantage d'entreprises petites et moyennes, et aussi utiliser pleinement la base industrielle léguée par l'ancienne société, travailler le plus économiquement possible et faire plus de choses avec moins d'argent. Après que la deuxième session plénière du Comité central issu du VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois, tenue en novembre dernier, eut souligné avec encore plus d'énergie le principe de la pratique d'une stricte économie et de la lutte contre le gaspillage, de bons résultats ont été obtenus au cours de ces derniers mois. Le mouvement actuel pour un régime de stricte économie doit être conséquent et durable. La lutte contre le gaspillage, comme la critique d'autres défauts ou erreurs, peut être comparée avec l'habitude de faire sa toilette. Ne doit-on pas faire sa toilette tous les jours ? Le Parti communiste, les partis démocratiques, les démocrates sans parti, les intellectuels, les industriels et les commerçants, les ouvriers, les paysans et les artisans, en un mot, nous tous — les 600 millions de Chinois — nous devons nous efforcer d'accroître la production, appliquer le régime de stricte économie et combattre les prodigalités et le gaspillage. Cela est d'une grande importance non seulement au point de vue économique, mais encore au point de vue politique. Chez beaucoup de nos cadres se développent des tendances dangereuses, qui se manifestent par leur répugnance à partager avec les masses les joies et les peines et par leur souci de renom et de profits personnels. C'est très mauvais. Au cours du mouvement pour l'accroissement de la production et la réalisation d'économies, nous devons simplifier nos organismes et transférer des cadres aux échelons inférieurs, pour qu'un grand nombre d'entre eux retournent à la production ; c'est l'une des méthodes pour surmonter ces dangereuses tendances. Il faut que les cadres et le peuple aient toujours présent à l'esprit que la Chine est un grand pays socialiste, et en même temps un pays pauvre, économiquement arriéré — c'est là une grande contradiction. Pour que notre pays devienne prospère et puissant, plusieurs dizaines d'années d'efforts opiniâtres sont nécessaires, et parmi ces efforts, l'application d'une politique de diligence et d'économie dans l'édification du pays, politique qui implique une stricte économie et la lutte contre le gaspillage.

## **XII. LA VOIE DE L'INDUSTRIALISATION DE LA CHINE**

En parlant de la voie de l'industrialisation, j'ai surtout en vue les rapports entre le développement de l'industrie lourde, de l'industrie légère et de l'agriculture. Il faut souligner que l'industrie lourde est le noyau de notre édification économique. Cependant, nous devons en même temps accorder notre pleine attention au développement de l'agriculture et de l'industrie légère.

La Chine étant un grand pays agricole, dont la population est rurale à plus de 80 pour cent, le développement de l'industrie doit aller de pair avec celui de l'agriculture. C'est seulement ainsi que l'industrie aura des matières premières et des débouchés, qu'il sera possible d'accumuler des fonds relativement importants pour créer une puissante industrie lourde. Tout le monde sait que l'industrie légère et l'agriculture sont étroitement liées. Sans agriculture, pas d'industrie légère. Ce qui, par contre, n'est pas encore compris très clairement, c'est l'importance de l'agriculture comme débouché pour l'industrie lourde. On le saisira toutefois mieux quand, avec le progrès de sa refonte technique et de sa modernisation, l'agriculture exigera de plus en plus de machines, d'engrais, d'ouvrages hydrauliques, d'énergie électrique et de moyens de transport, aussi bien que de combustibles et de matériaux de construction pour la population rurale. Si, dans la période du deuxième et du troisième plan quinquennal, notre agriculture parvient à se développer encore davantage, entraînant un essor correspondant de l'industrie légère, toute l'économie nationale en profitera. Ce développement de l'agriculture et de l'industrie légère assurera des débouchés et des fonds pour l'industrie lourde et en accélérera l'expansion. Aussi, ce qui, à première vue, peut sembler un ralentissement du rythme de l'industrialisation ne l'est pas en fait et pourrait même se traduire en définitive par une accélération. Il n'est pas impossible qu'en trois quinquennats, ou en une période un peu plus longue, la production annuelle de l'acier dans notre pays passe d'un peu plus de 900.000 tonnes — production annuelle record d'avant la Libération, atteinte en 1943 — à 20 millions de tonnes ou davantage. La population urbaine et rurale ne manquera pas de s'en réjouir.

Je n'ai pas l'intention de parler longuement aujourd'hui des questions économiques. Nous n'avons pas encore suffisamment d'expérience dans le domaine de l'édification économique, car elle a commencé il y a sept ans à peine, il nous faut donc en acquérir davantage. Pour faire la révolution, nous n'avons pas non plus d'expérience au début, et c'est seulement après avoir fait un certain nombre de culbutes que nous en avons acquis et que nous avons remporté la victoire dans tout le pays. Maintenant, nous devons faire en sorte que le temps nécessaire pour acquérir de l'expérience dans l'édification économique ne soit pas aussi long que celui dont nous avons eu besoin pour acquérir l'expérience de la révolution, et que cette expérience ne nous coûte pas aussi cher. Il faudra payer, bien sûr, mais espérons que le prix ne sera pas aussi élevé qu'il l'a été dans la période révolutionnaire. Sachons comprendre qu'il existe ici une contradiction : celle entre les lois objectives du développement économique de la société socialiste et notre connaissance subjective — contradiction qui doit être résolue dans la pratique. Elle se manifeste aussi comme une contradiction entre les hommes, c'est-à-dire entre ceux qui ont une conception relativement juste des lois objectives et ceux qui en ont une conception relativement fautive ; il s'agit là encore d'une contradiction au sein du peuple. Toute contradiction est une réalité objective, et notre tâche est de la comprendre et de la résoudre le mieux possible.

Pour transformer la Chine en un pays industriel, nous devons étudier sérieusement l'expérience d'avant-garde de l'Union soviétique. L'Union soviétique construit le socialisme depuis quarante ans déjà, et son expérience est fort précieuse pour nous. Voyons qui a conçu et équipé pour nous tant d'usines importantes. Les Etats-Unis ? Ou la Grande-Bretagne ? Non. Seule l'Union soviétique fait cela parce qu'elle est un pays socialiste, notre allié. A côté de l'Union soviétique, certains pays frères d'Europe orientale nous ont également donné quelque aide. Il est parfaitement vrai que nous devons étudier l'expérience positive de tous les pays, qu'ils soient socialistes ou capitalistes. Cela est incontestable. Mais l'essentiel est d'étudier celle de l'Union soviétique. Il y a deux manières d'apprendre. L'une, dogmatique, consiste à emprunter tout, que cela convienne ou non aux conditions de notre pays. Cette manière-là n'est pas la bonne. L'autre consiste à faire travailler nos cerveaux et à apprendre ce qui convient aux conditions de notre pays, c'est-à-dire à assimiler l'expérience qui peut nous être utile. C'est celle-là que nous devons adopter.

Renforcer notre solidarité avec l'Union soviétique et avec tous les pays socialistes, telle est notre politique fondamentale, là sont nos intérêts essentiels. Ensuite, nous devons renforcer et développer notre solidarité avec les pays d'Asie et d'Afrique, ainsi qu'avec tous les pays et tous les peuples épris de paix. Unis à ces deux forces, nous ne serons pas isolés. Pour ce qui est des pays impérialistes, nous devons également nous unir avec leurs peuples et chercher à réaliser la coexistence pacifique avec ces pays, à faire du commerce avec eux et à empêcher une guerre éventuelle ; mais nous ne devons en aucun cas nourrir à leur égard des vues qui ne correspondent pas à la réalité.

#### **NOTES**

<sup>1</sup> Voir *Laotse*, chapitre 58.

*Mao Tsétoung, Œuvres Choisies, Tome V, pp.417-457.*

## INTERVENTION A LA CONFERENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR LE TRAVAIL DE PROPAGANDE

(12 mars 1957)

Camarades, notre Conférence a fait du bon travail. Un grand nombre de questions y ont été soulevées, ce qui nous a permis d'apprendre beaucoup de choses. Je voudrais maintenant faire quelques remarques sur les questions que vous avez discutées.

Nous vivons dans une période de grands changements sociaux. La Chine passe depuis longtemps par de telles périodes. La Guerre de Résistance contre le Japon en fut une, la Guerre de Libération également. Mais les changements qui se produisent aujourd'hui sont, de par leur nature, bien plus profonds que les précédents. Nous édifions en ce moment le socialisme. Des centaines de millions d'hommes participent au mouvement de transformation socialiste. Les rapports entre les différentes classes du pays changent. La petite bourgeoisie dans l'agriculture et l'artisanat comme la bourgeoisie dans l'industrie et le commerce ont connu des changements. Le régime socio-économique a changé ; l'économie individuelle s'est transformée en économie collective, et la propriété privée, capitaliste, se transforme en propriété publique, socialiste. Des changements d'une telle ampleur ont naturellement leur reflet dans l'esprit des hommes. L'existence sociale des hommes détermine leur conscience. A ces grands changements dans notre régime social, les gens réagissent différemment selon les classes, couches et groupes sociaux auxquels ils appartiennent. Les larges masses y applaudissent chaleureusement, car la vie même a prouvé que le socialisme constitue la seule solution possible pour la Chine. Renverser le régime ancien et en instaurer un nouveau, le socialisme, c'est une grande lutte, un profond changement dans le régime social et dans les rapports entre les hommes. Dans l'ensemble, il faut le dire, la situation est saine. Toutefois, le nouveau régime social vient de s'établir et il faut un certain temps pour qu'il soit consolidé. N'allons pas croire qu'il le soit parfaitement dès son instauration ; cela est impossible. Il ne peut être consolidé que progressivement. Pour qu'il le soit de façon définitive, il faut réaliser l'industrialisation socialiste du pays, poursuivre avec persévérance la révolution socialiste sur le front économique, et, de plus, déployer sur les fronts politique et idéologique de durs et constants efforts en vue de la révolution et de l'éducation socialistes. Par ailleurs, il faut que différentes conditions internationales y contribuent. Dans notre pays, la lutte pour la consolidation du régime socialiste, la lutte qui décidera de la victoire du socialisme ou du capitalisme, s'étendra sur une très longue période historique. Mais nous devons nous rendre compte que le régime nouveau, socialiste, se consolidera infailliblement. Nous édifierons un pays socialiste doté d'une industrie, d'une agriculture, d'une science et d'une culture modernes. Voilà le premier point que je voulais traiter.

Deuxièmement, la situation de nos intellectuels. Il n'y a pas de statistiques précises pour nous dire au juste combien nous avons d'intellectuels en Chine. Selon certaines estimations, il y en a environ 5 millions de toutes catégories, intellectuels en général et grands intellectuels. Dans leur immense majorité, ils sont patriotes, aiment notre République populaire et sont prêts à servir le peuple et l'Etat socialiste. Un petit nombre d'entre eux ne sont pas tellement favorables au socialisme et n'en sont pas si satisfaits. Ils se montrent encore sceptiques à l'égard du socialisme, mais ils sont néanmoins patriotes, face à l'impérialisme. Les intellectuels hostiles à notre Etat sont en nombre infime. Ce sont des gens qui n'aiment pas notre Etat de dictature du prolétariat ; ils regrettent l'ancienne société. A la moindre occasion, ils fomentent des troubles, cherchant à renverser le Parti communiste et à restaurer l'ancien régime. Entre la ligne du prolétariat et celle de la bourgeoisie, c'est-à-dire entre la ligne du socialisme et celle du capitalisme, ils s'obstinent à choisir la seconde. En fait, comme celle-ci est impraticable, ils sont prêts à capituler devant l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. De telles gens se rencontrent dans les milieux de la politique, de l'industrie, du commerce, de la culture, de l'enseignement comme dans les milieux scientifiques, techniques et religieux ; ils sont extrêmement réactionnaires. Ils ne représentent guère qu'un, deux ou trois centièmes des 5 millions d'intellectuels. Ceux-ci, dans leur immense majorité, c'est-à-dire plus de 90 pour cent des 5 millions, soutiennent à des degrés différents, le régime socialiste. Mais beaucoup d'entre eux ne savent pas encore très bien comment travailler en régime socialiste, comment comprendre, traiter et résoudre tant de questions nouvelles.

En ce qui concerne l'attitude des quelque 5 millions d'intellectuels à l'égard du marxisme, on peut dire que plus de 10 pour cent d'entre eux, membres du Parti et sympathisants, connaissent relativement bien le marxisme, et, bien plantés sur leurs jambes, se tiennent avec fermeté sur la position du prolétariat. Sur un total de 5 millions, ils sont une minorité, mais ils forment le noyau et constituent une force puissante. La plupart des intellectuels désirent étudier le marxisme, ils l'ont même étudié un peu, sans toutefois le bien connaître. Certains d'entre eux conservent encore des doutes, ne sont pas bien plantés sur leurs jambes et vacillent dès que se lève la tempête. Cette partie des intellectuels — la majorité des 5 millions — reste dans une situation intermédiaire. Les intellectuels résolument opposés au marxisme, ceux qui ont une attitude hostile à son égard, sont en nombre infime. Sans le dire ouvertement, certaines gens désapprouvent au fond le marxisme. Il y aura encore longtemps de ces gens-là, et nous devons leur permettre de ne pas l'approuver. Ainsi, certains idéalistes peuvent approuver le régime politique et économique du socialisme sans être d'accord avec la conception marxiste du monde. Il en est de même des patriotes dans les milieux religieux. Ils sont déistes, et nous sommes athées. Nous ne pouvons

leur imposer la conception marxiste du monde. Bref, si l'on considère l'attitude des quelque 5 millions d'intellectuels à l'égard du marxisme, voici ce qu'on peut en dire : Ceux qui l'approuvent et le connaissent relativement bien sont une minorité ; ceux qui s'y opposent sont également une minorité ; la majorité l'approuve sans le bien connaître, et cette approbation comporte des degrés très différents. Les positions adoptées sont donc de trois sortes : fermeté, hésitation ou hostilité. Cette situation durera longtemps encore, nous devons le reconnaître, sinon nous pourrions nous montrer trop exigeants envers les autres, tout en nous assignant à nous une tâche trop modeste. Nos camarades affectés à la propagande ont pour tâche de diffuser le marxisme. Il s'agit de le faire progressivement et bien, de manière à obtenir une adhésion de plein gré. On ne peut faire accepter le marxisme par la contrainte, mais seulement par la persuasion. Si, au cours des quelques quinquennats à venir, une proportion relativement élevée de nos intellectuels adhèrent au marxisme et en acquièrent une assez bonne compréhension par la pratique dans le travail et dans la vie, par la pratique de la lutte des classes, de la production et de la recherche scientifique, ce sera bien. Et c'est ce que nous espérons.

Troisièmement, la rééducation des intellectuels. Du point de vue culturel, la Chine est un pays peu développé. Cinq millions d'intellectuels, c'est nettement insuffisant pour un grand pays comme le nôtre. Sans les intellectuels, nous ne saurions bien faire notre travail, c'est pourquoi nous devons les unir à nous de notre mieux. La société socialiste comprend essentiellement trois catégories de personnes : les ouvriers, les paysans et les intellectuels. Les intellectuels sont des travailleurs qui fournissent un effort mental. Leur activité est au service du peuple, c'est-à-dire au service des ouvriers et des paysans. Dans leur majorité, ils peuvent servir la Chine nouvelle comme ils ont pu servir l'ancienne Chine, ils peuvent servir le prolétariat comme ils ont pu servir la bourgeoisie. Lorsque les intellectuels servaient l'ancienne Chine, l'aile gauche faisait de la résistance, les éléments du centre hésitaient et seule l'aile droite restait ferme. Maintenant qu'ils servent la société nouvelle, les rôles sont renversés : l'aile gauche est ferme, les éléments du centre hésitent (les hésitations dans la société nouvelle ne sont plus les mêmes que dans le passé) et l'aile droite fait de la résistance. De plus, les intellectuels sont des éducateurs. Notre presse éduque tous les jours le peuple. Nos écrivains et nos artistes, nos scientifiques et nos techniciens, nos professeurs et nos instituteurs s'emploient tous à former des élèves, à éduquer le peuple. Etant des maîtres, des éducateurs, ils ont pour premier devoir de s'éduquer. Et cela d'autant plus que nous traversons une période de grands changements dans le régime social. Ces dernières années, ils ont reçu une formation marxiste, et, à force d'application, certains ont même fait de grands progrès. Mais la majorité d'entre eux ont encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir remplacer tout à fait leur conception bourgeoise du monde par la conception prolétarienne. Certains se croient bien savants pour avoir lu quelques livres marxistes, mais leurs lectures ne pénètrent pas, ne prennent pas racine dans leur esprit ; ils ne savent pas en faire usage et leurs sentiments de classe restent inchangés. D'autres sont pleins de morgue ; si peu qu'ils aient lu, ils se croient importants, se gonflent d'orgueil. Mais dès que souffle la tempête, leur position se révèle fort différente de celle des ouvriers et de la plupart des paysans travailleurs : elle est vacillante alors que celle-ci est ferme, elle est équivoque alors que celle-ci est claire et nette. Ainsi donc, on a tort de croire que ceux qui éduquent n'ont plus besoin d'être éduqués ni d'apprendre, et que la rééducation socialiste concerne seulement les autres — les propriétaires fonciers, les capitalistes et les producteurs individuels — et non les intellectuels. Les intellectuels ont aussi besoin d'être rééduqués, et pas seulement ceux dont la position fondamentale n'a pas changé : tous doivent apprendre et se rééduquer. Je dis bien tous, y compris nous-mêmes. Les circonstances sont en perpétuel changement et, pour que nos idées s'adaptent aux conditions nouvelles, il nous faut apprendre. Même ceux qui connaissent assez bien le marxisme, et dont la position prolétarienne est relativement ferme, doivent continuer d'apprendre, d'assimiler ce qui est nouveau et d'étudier de nouveaux problèmes. A moins de se débarrasser de tout ce qu'il y a de malsain dans leur esprit, les intellectuels ne sauraient éduquer les autres. Evidemment, ce que nous avons à faire, c'est d'apprendre tout en enseignant, de nous mettre sur les bancs tout en servant de maîtres. Pour être bon maître, il faut avant tout être bon élève. Il y a beaucoup de choses qu'on n'apprend pas dans les livres seuls, il faut les apprendre auprès des producteurs — des ouvriers et des paysans — et, à l'école, auprès des élèves, auprès de ceux qu'on enseigne. A mon avis, la plupart de nos intellectuels veulent apprendre. Notre tâche est de les y aider de bonne grâce et de manière appropriée, sur la base de leur libre consentement, et non de les faire étudier par la contrainte.

Quatrièmement, la fusion des intellectuels avec la masse des ouvriers et des paysans. Puisque les intellectuels sont appelés à servir les masses ouvrières et paysannes, ils doivent tout d'abord comprendre et bien connaître leur vie, leur travail et leur mentalité. Nous recommandons aux intellectuels d'aller parmi les masses, dans les usines, dans les campagnes. Il serait fort mauvais qu'ils ne se trouvent jamais, de toute leur vie, avec des ouvriers et des paysans. Nos travailleurs de l'Etat, nos écrivains, nos artistes, nos enseignants et nos travailleurs de la recherche scientifique doivent saisir toutes les occasions possibles pour entrer en contact avec les ouvriers et les paysans. Certains peuvent aller dans les usines ou à la campagne juste pour jeter un coup d'oeil et faire un tour ; cela s'appelle "regarder les fleurs du haut de son cheval", ce qui vaut toujours mieux que de rester chez soi et ne rien voir. D'autres peuvent y séjourner plusieurs mois pour mener des enquêtes et se faire des amis ; cela s'appelle "descendre de cheval pour regarder les fleurs". D'autres encore peuvent y rester et y vivre longtemps, par exemple, deux ou trois ans, ou même plus ; cela s'appelle "s'établir". Certains intellectuels vivent déjà parmi

les ouvriers et les paysans : par exemple, les techniciens de l'industrie sont déjà dans les usines, les techniciens de l'agriculture et les maîtres des écoles rurales, dans les campagnes. Il s'agit pour eux de bien accomplir leur travail, de ne faire qu'un avec les ouvriers et les paysans. Prendre contact avec les masses ouvrières et paysannes doit devenir un usage ; autrement dit, il faut qu'un grand nombre d'intellectuels suivent cette pratique. Pas tous, évidemment ; certains ne peuvent, pour une raison ou une autre, aller dans les usines ou à la campagne ; mais nous espérons que les intellectuels s'y rendront en aussi grand nombre que possible. D'ailleurs, il n'est pas question pour eux de partir tous à la fois, mais successivement et par groupes. A l'époque où nous étions à Yen-an, nous avons fait en sorte que les intellectuels puissent entrer en contact direct avec les ouvriers et les paysans. En ce temps-là, beaucoup d'entre eux avaient l'esprit fort confus et toutes sortes d'opinions bizarres. Nous avons, au cours d'une réunion, conseillé à tout le monde d'aller parmi les masses. Beaucoup l'ont fait par la suite, avec d'excellents résultats. Les connaissances acquises par les intellectuels dans les livres restent incomplètes, voire très incomplètes, tant qu'elles ne sont pas liées à la pratique. Or, c'est essentiellement par les livres que les intellectuels recueillent l'expérience de nos prédécesseurs. Certes, étudier dans les livres est indispensable, mais cela ne suffit pas pour résoudre les problèmes. Il faut étudier la situation du moment, examiner l'expérience pratique et les données de la réalité ; il faut être ami des ouvriers et des paysans. Nouer amitié avec eux n'est point chose facile. Même aujourd'hui, parmi ceux qui vont dans les usines ou à la campagne, les uns obtiennent de bons résultats, les autres pas. Il s'agit là d'une question de position ou d'attitude, c'est-à-dire de conception du monde. Nous préconisons le principe "Que cent écoles rivalisent" et nous estimons qu'il peut exister de nombreuses tendances, de multiples écoles dans chaque branche de la connaissance ; mais pour ce qui est de la conception du monde, il n'y a au fond, à notre époque, que deux écoles : l'école prolétarienne et l'école bourgeoise. C'est ou la conception prolétarienne ou la conception bourgeoise. La conception communiste du monde est celle du prolétariat et non d'une autre classe. La plupart de nos intellectuels viennent de l'ancienne société et de familles qui n'appartiennent pas aux classes laborieuses. Certains, qui sont issus de familles ouvrières ou paysannes, sont néanmoins des intellectuels bourgeois, car l'éducation qu'ils ont reçue avant la Libération était celle de la bourgeoisie et leur conception du monde est restée essentiellement bourgeoise. Si les intellectuels ne rejettent pas ce qui est ancien pour adopter la conception prolétarienne, ils seront toujours différents des ouvriers et des paysans par leur point de vue, la position qu'ils prennent et leurs sentiments ; ils ne cadreront pas avec eux et ceux-ci ne leur ouvriront jamais leur cœur. Si les intellectuels se lient avec les ouvriers et les paysans et deviennent leurs amis, ils seront capables de s'assimiler le marxisme qu'ils ont appris dans les livres. Pour apprendre le marxisme, il ne suffit pas de l'étudier dans les livres ; c'est surtout par la lutte des classes, le travail pratique et les contacts avec les masses ouvrières et paysannes qu'on arrive à le faire sien réellement. Si, après avoir lu des ouvrages marxistes, nos intellectuels acquièrent encore quelque compréhension du marxisme au contact des masses ouvrières et paysannes et dans leur travail pratique, nous parlerons tous le même langage, non seulement le langage du patriotisme et du socialisme, mais probablement aussi le langage de la conception communiste du monde, et notre travail à tous en sera sûrement beaucoup mieux fait.

Cinquièmement, la rectification. Il s'agit ici d'une rectification de notre mode de pensée et de notre style de travail. Des mouvements de rectification ont été entrepris au sein du Parti communiste pendant la Guerre de Résistance contre le Japon, puis lors de la Guerre de Libération et enfin peu après la fondation de la République populaire de Chine. Le Comité central du Parti communiste a pris maintenant la décision d'en lancer un autre cette année au sein du Parti. Les non-communistes sont libres d'y participer ou non. Il s'agira surtout de critiquer les erreurs apparues dans le mode de pensée et le style de travail, à savoir le subjectivisme, la bureaucratie et le sectarisme. La méthode employée sera la même qu'au cours de la Guerre de Résistance contre le Japon : on étudiera d'abord un certain nombre de documents, à la lumière desquels chacun passera ensuite à l'examen de ses propres idées et de son propre travail et procédera à la critique et à l'autocritique, afin de mettre au jour insuffisances et erreurs et de développer tout ce qui est bon et juste. D'une part, on usera de toute la rigueur nécessaire pour faire consciencieusement, et non par manière d'acquit, la critique et l'autocritique des insuffisances et des erreurs et pour les corriger ; d'autre part, on appliquera la méthode du "vent doux" et de la "pluie fine" et le principe qui consiste à "tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme", en s'interdisant d'"assommer les gens d'un coup de massue".

Nous sommes un grand, glorieux et juste Parti. C'est là un fait indéniable. Mais nous avons encore des insuffisances : autre fait indéniable. Nous ne devons pas approuver comme positif tout ce que nous avons entrepris, mais seulement ce qui est juste ; d'autre part, nous ne devons pas non plus rejeter comme négatif tout ce que nous avons fait, mais seulement ce qui est faux. Dans notre travail, les succès constituent l'essentiel, pourtant les insuffisances et les erreurs ne sont pas négligeables. C'est pourquoi il nous faut entreprendre un mouvement de rectification. Mais si nous nous mettons à critiquer nous-mêmes notre subjectivisme, notre bureaucratie et notre sectarisme, le prestige de notre Parti ne pourrait-il en souffrir ? Je ne le pense pas. Bien au contraire, son prestige en sortira grandi. Le mouvement de rectification mené pendant la Guerre de Résistance en est une preuve. Il a rehaussé le prestige du Parti, de nos camarades et de nos vieux cadres ; il a permis aussi aux nouveaux cadres de faire de grands progrès. Des deux partis, le Parti communiste et le Kuomintang, lequel avait

peur de la critique ? Le Kuomintang. Celui-ci interdisait la critique, mais cela ne l'a pas sauvé de la défaite. Le Parti communiste ne craint pas la critique, car nous sommes des marxistes, la vérité est de notre côté, et les masses fondamentales — les ouvriers et les paysans — sont de notre côté. La rectification est, comme nous le disions, un "mouvement général pour l'éducation marxiste"<sup>1</sup>. C'est en effet l'étude, dans tout le Parti, du marxisme au moyen de la critique et de l'autocritique. Nous approfondirons certainement notre connaissance du marxisme au cours de ce mouvement.

C'est nous qui avons la tâche de diriger la transformation et l'édification de la Chine. Lorsque nous aurons rectifié notre mode de pensée et notre style de travail, nous travaillerons avec plus d'initiative, plus de compétence, et donc mieux. Notre pays a besoin d'un grand nombre d'hommes qui servent sincèrement le peuple et le socialisme et qui soient déterminés à accomplir des transformations. Nous communistes, nous devons tous être de ces hommes. Autrefois, dans l'ancienne Chine, parler de réformes était un crime, on vous aurait décapité ou mis en prison. Pourtant, il y avait à l'époque des réformateurs résolus ; ils n'avaient peur de rien et, dans les conditions les plus difficiles, publiaient des livres et des journaux, éduquaient et organisaient le peuple et poursuivaient une lutte inflexible. La dictature démocratique populaire a ouvert la voie au développement rapide de l'économie et de la culture dans notre pays. Ce pouvoir d'Etat est fondé depuis quelques années seulement, mais déjà on constate un épanouissement sans précédent dans le domaine économique comme dans ceux de la culture, de l'éducation et de la science. Nous, communistes, ne redoutons aucune difficulté dans l'édification de la Chine nouvelle. Mais nous ne pouvons l'accomplir à nous seuls. Nous avons besoin d'un grand nombre d'hommes au noble idéal en dehors du Parti qui puissent mener avec nous une lutte intrépide pour transformer et édifier notre société dans le sens du socialisme et du communisme. C'est une tâche ardue que d'assurer une vie meilleure à des centaines de millions de Chinois, de transformer notre pays économiquement et culturellement arriéré en un pays prospère, puissant, doté d'une culture hautement développée. Et c'est pour mieux assumer cette tâche et pour mieux travailler avec tous les hommes au noble idéal en dehors du Parti, déterminés à faire aboutir des transformations, que nous devons, à présent comme dans l'avenir, entreprendre des mouvements de rectification et corriger sans relâche ce qu'il y a d'erroné en nous. Les matérialistes conséquents sont des hommes sans peur. Nous espérons que tous nos compagnons de lutte prendront courageusement leurs responsabilités et vaincraient les difficultés, qu'ils ne craindront ni les revers ni les railleries et qu'ils n'hésiteront pas à nous faire, à nous autres communistes, des critiques et des suggestions. "Celui qui ne craint pas d'être lardé de coups d'épée ose désarçonner l'empereur" — c'est cet esprit intrépide que nous devons avoir dans le combat pour le socialisme et le communisme. Quant à nous, communistes, nous devons créer des conditions favorables pour ceux qui coopèrent avec nous, établir avec eux de bons rapports de camaraderie au cours du travail en commun et nous unir avec eux dans la lutte commune.

Sixièmement, la question du point de vue unilatéral. Regarder un seul côté des choses, c'est penser dans l'absolu, c'est envisager les problèmes métaphysiquement. Quand il s'agit d'apprécier notre travail, on fait preuve d'une vue unilatérale en l'approuvant entièrement comme en le condamnant en bloc. C'est pourtant ce que font bien des gens au sein du Parti et un grand nombre d'autres à l'extérieur du Parti. Tout approuver, c'est voir seulement le bon côté et non le mauvais, c'est admettre seulement les louanges et non les critiques. Prétendre que tout va bien dans notre travail ne correspond pas à la réalité. En effet, tout ne marche pas à souhait, et il existe encore des insuffisances et des erreurs. Mais que tout aille mal ne correspond pas non plus à la réalité. Une analyse est donc nécessaire. Tout condamner, c'est considérer, sans esprit d'analyse, que tout est mal fait, que rien ne mérite d'être loué dans une œuvre aussi grandiose que l'édification socialiste, dans cette grande lutte menée par plusieurs centaines de millions d'hommes, et que tout n'y serait que gâchis. Il ne faut certes pas confondre de nombreux partisans de ces vues avec les éléments hostiles au régime socialiste, néanmoins leurs vues sont tout à fait fausses et nuisibles, elles ne peuvent que nous décourager. Pour juger notre travail, l'approbation exclusive est aussi fautive que la négation exclusive. Nous devons critiquer ceux qui envisagent les problèmes de façon unilatérale, mais, ce faisant, nous devons aussi les aider suivant le principe : "tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme".

Selon certains, puisqu'il s'agit d'une rectification et qu'il est demandé à chacun de donner son avis, il est inévitable que surgissent des vues unilatérales ; et demander aux gens de les éviter équivaut à ne pas les laisser parler. Cette assertion est-elle exacte ? Il est naturellement difficile pour chacun de ne pas avoir la moindre vue unilatérale. On part toujours de sa propre expérience pour examiner et traiter un problème, pour donner son avis, et il est parfois difficile de se garder de toute vue unilatérale. Mais ne devons-nous pas exiger qu'on se débarrasse peu à peu d'une vue aussi partielle et qu'on examine les problèmes de façon plus complète ? A mon avis, nous le devons. Car si nous ne le faisons pas, si nous n'exigeons pas que de jour en jour, d'année en année, s'accroisse le nombre des gens qui sachent envisager les problèmes d'une manière relativement complète, nous piétinerions sur place, nous approuverions les vues unilatérales et nous irions à l'encontre du but auquel tend la rectification. Envisager les problèmes d'une manière unilatérale, c'est enfreindre la dialectique. Nous voudrions que la dialectique se répande progressivement et que tout le monde sache peu à peu utiliser cette méthode scientifique. Actuellement, certains de nos articles sont d'un style tout à fait pompeux, mais vides de contenu, dépourvus d'analyse, pauvres en arguments et sans force persuasive. Il faudrait qu'il y ait de moins en moins de ces articles.

Quand on écrit des articles, il ne faut pas être pénétré de sa supériorité, mais se placer sur un pied d'égalité parfaite avec les lecteurs. Vous avez beau être dans les rangs de la révolution depuis des années, si vous tenez des propos erronés, on vous réfutera quand même. Plus vous prendrez de grands airs, plus on se détournera de vous et moins on vous lira. Nous devons travailler avec honnêteté, analyser les choses, écrire des articles qui soient convaincants ; il ne faut pas poser dans le but d'en imposer.

Certains prétendent qu'on peut éviter les vues unilatérales dans un long article mais non dans un court essai. Est-ce qu'un essai en comporte nécessairement ? Comme je viens de le dire, les vues unilatérales sont souvent inévitables, et ce n'est pas tellement grave qu'il y en ait quelques-unes. Exiger que tout le monde ait une vue complète des choses gênerait le développement de la critique. Néanmoins, nous demandons que l'on s'efforce d'acquérir une vue relativement complète des choses et qu'on évite autant que possible les vues unilatérales dans un écrit, long ou court, fût-il un essai. Comment peut-on, disent certains, faire une analyse dans un essai de quelques centaines, d'un ou deux milliers de caractères ? Mais pourquoi pas ? Lou Sin ne l'a-t-il pas fait ? La méthode analytique est dialectique. Par analyse, on entend l'analyse des contradictions inhérentes aux choses et aux phénomènes. Sans bien connaître la réalité de la vie, sans comprendre véritablement les contradictions dont il s'agit, il est impossible de faire une analyse judicieuse. Lou Sin, dans la dernière période de sa vie, a pu écrire des essais qui comptent parmi les plus pénétrants et les plus vigoureux, et qui sont exempts de vues unilatérales, précisément parce qu'il avait alors assimilé la dialectique. De même, certains écrits de Lénine peuvent être considérés comme des essais ; ils sont satiriques et mordants, mais n'ont rien d'unilatéral. Les essais de Lou Sin étaient presque tous dirigés contre l'ennemi, et ceux de Lénine visaient soit l'ennemi, soit des camarades. Peut-on employer le genre des essais de Lou Sin contre les erreurs et les insuffisances dans les rangs du peuple ? Je pense que oui. Bien entendu, nous devons faire une claire distinction entre nous et nos ennemis, et ne pas adopter une position antagoniste à l'égard de nos camarades en les traitant comme l'ennemi. Nos écrits doivent être pénétrés du désir ardent de défendre la cause du peuple et d'élever son niveau de conscience politique, ils ne doivent ni ridiculiser ni attaquer ceux auxquels ils s'adressent.

Que faire si l'on n'ose pas écrire ? Certains disent qu'ils n'osent pas écrire ce qu'ils ont à dire, par crainte d'offenser, de s'attirer des critiques. Je pense qu'il faut écarter de pareilles appréhensions. Nous avons un régime de démocratie populaire, ce qui crée un milieu favorable à l'activité littéraire au service du peuple. La politique "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" offre des garanties nouvelles pour le progrès de la science et de l'art. Si ce que vous écrivez est juste, vous n'avez rien à craindre de la critique, et vous pouvez, à travers le débat, clarifier encore vos vues justes. Et si ce que vous écrivez est faux, la critique vous aidera à corriger vos erreurs, et il n'y aura aucun mal à cela. Dans notre société, la critique et la contre-critique révolutionnaires et combattives constituent une bonne méthode pour mettre à nu les contradictions et les résoudre, pour développer la science et l'art et pour mener à bien notre travail dans tous les domaines.

Septièmement, faut-il "encourager" l'expression des opinions ou la "restreindre" ? C'est là une question de politique. "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" est une politique fondamentale et à long terme, elle n'a rien de provisoire. Au cours de la discussion, nos camarades n'ont pas approuvé la "restriction". Je pense qu'ils ont bien raison. Notre Comité central estime en effet qu'il faut "encourager" l'expression et non la "restreindre".

Pour diriger notre pays, on peut adopter deux méthodes ou encore deux politiques différentes : "encourager" l'expression ou la "restreindre". "Encourager" l'expression, c'est donner libre cours à la voix publique, de façon que tout le monde ose parler, critiquer, discuter ; c'est ne pas craindre les propos erronés, ne pas craindre le venin ; c'est développer la controverse et la critique parmi ceux qui soutiennent des opinions différentes et admettre la critique autant que la contre-critique ; c'est venir à bout des vues erronées non par la contrainte, mais par la persuasion au moyen de l'argumentation. "Restreindre", c'est ne pas permettre aux gens de formuler des opinions divergentes, ne pas admettre qu'ils puissent exprimer des vues erronées, sous peine d'être "assommés d'un coup de massue". Loin de résoudre les contradictions, cette méthode ne fait que les aggraver. "Encourager" l'expression ou la "restreindre" — il faut choisir l'une ou l'autre de ces politiques. Nous adoptons la première, parce qu'elle contribue à consolider notre pays et à développer notre culture.

Nous nous proposons d'"encourager" l'expression des opinions, en vue d'unir à nous les millions d'intellectuels et de transformer leurs traits actuels. Comme je viens de le dire, l'immense majorité de nos intellectuels désirent faire des progrès ; ils veulent se rééduquer et ils le peuvent. La politique que nous adoptons joue ici un rôle très important. La question des intellectuels est avant tout une question d'idéologie, et user de méthodes brutales et de contrainte pour résoudre les problèmes idéologiques, ce n'est pas utile, c'est nuisible. La rééducation des intellectuels, surtout quand il s'agit de transformer leur conception du monde, est un long processus. Nos camarades doivent comprendre que la rééducation idéologique est une affaire de longue haleine qu'il faut mener patiemment et minutieusement ; il ne faut pas espérer que quelques leçons ou quelques réunions puissent changer une idéologie qui s'est formée au cours d'une vie de plusieurs décennies. On ne peut convaincre que par la persuasion et non par la contrainte. La contrainte aurait pour seul résultat de soumettre sans convaincre. Chercher à soumettre par la force est inadmissible. On peut utiliser cette méthode à l'égard de l'ennemi, mais

nullement à l'égard des camarades ou des amis. Que faire si l'on ne sait convaincre ? Il faut apprendre. Il nous faut apprendre à surmonter toute idée erronée au moyen du débat et de l'argumentation.

"Que cent fleurs s'épanouissent" est un moyen pour développer l'art, et "Que cent écoles rivalisent", un moyen pour faire avancer la science. La politique "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" n'est pas seulement une bonne méthode pour développer la science et l'art, mais aussi, si l'on en généralise l'application, une bonne méthode pour notre travail dans tous les domaines. Elle nous aidera à commettre moins d'erreurs. Il est bien des choses que nous ignorons et par conséquent nous ne savons pas résoudre les problèmes qu'elles posent, mais au travers de la discussion et de la lutte, nous arriverons à connaître ces choses et trouverons les moyens de résoudre ces problèmes. C'est par la confrontation des opinions que la vérité fait son chemin. La même méthode est valable pour ce qui est vénéneux, antimarxiste, car c'est dans la lutte contre ce qui est antimarxiste que se développe le marxisme. Il s'agit là du développement par la lutte des contraires, du développement conforme à la dialectique.

N'a-t-on pas discuté depuis toujours sur le vrai, le bien et le beau ? Leur contraire est le faux, le mal et le laid. Sans ces derniers, les premiers n'existeraient pas. La vérité s'oppose à ce qui est erroné. Dans la société humaine comme dans la nature, un tout se divise toujours en parties, seulement le contenu et la forme varient selon les conditions concrètes. Il existera toujours des erreurs, des choses laides, et toujours des antagonismes qui opposent le vrai et le faux, le bien et le mal, le beau et le laid. Il en est ainsi de la fleur odorante et de l'herbe vénéneuse. Leur rapport est celui de l'unité et de la lutte des contraires. Sans contraste, pas de différenciation. Sans différenciation et sans lutte, pas de développement. La vérité se développe dans la lutte contre ce qui est erroné. Il en va de même du marxisme. C'est dans la lutte contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, et dans la lutte seule, qu'il peut se développer.

Nous sommes pour l'"encouragement" à l'expression. Pour le moment, loin d'aller trop avant dans ce sens, on n'a pas encore fait assez. Nous ne devons craindre ni la libre expression d'opinions, ni la critique, ni les herbes vénéneuses. Le marxisme est une vérité scientifique ; il n'a pas peur de la critique et ne succombera pas sous ses coups. Il en est de même pour le Parti communiste et le gouvernement populaire, eux non plus n'ont pas peur de la critique et ne succomberont pas sous ses coups. Il y aura toujours des choses erronées, et nous n'avons pas à nous en effrayer. Ces derniers temps, des monstres et fantômes ont été portés sur la scène. Certains camarades en sont fort inquiets. A mon avis, ce n'est pas si grave qu'on joue quelques-unes de ces pièces ; elles auront toutes disparu de la scène dans quelques dizaines d'années, et vous n'aurez plus l'occasion d'en voir même si vous le désirez. Nous devons encourager ce qui est juste et nous opposer à ce qui est faux, mais nous ne devons pas craindre que les gens entrent en contact avec des choses erronées. Nous ne résoudrons rien en recourant simplement aux ordres administratifs pour interdire aux gens d'entrer en contact avec des choses malsaines et laides, avec des idées erronées, et d'aller voir sur la scène des monstres et des fantômes. Evidemment, je ne tiens pas à encourager les pièces pernicieuses, mon idée est que "ce n'est pas si grave qu'on en joue quelques-unes". Il n'y a pas de quoi nous étonner ni nous effrayer si certaines choses erronées existent, car elles peuvent nous apprendre à mieux les combattre. Vents et tempêtes non plus ne doivent pas nous faire peur. C'est à travers vents et tempêtes que se développe la société humaine.

Dans notre pays, l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, les idées antimarxistes subsisteront longtemps encore. Le régime socialiste est dans l'ensemble instauré chez nous. Nous avons remporté une victoire fondamentale dans la transformation de la propriété des moyens de production, mais sur les fronts politique et idéologique la victoire n'est pas encore complète. Sur le plan idéologique, la question de savoir qui l'emportera, le prolétariat ou la bourgeoisie, n'est pas encore vraiment résolue. Nous avons à soutenir un long combat contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise. Ce serait une erreur de ne pas comprendre cela, de renoncer à la lutte idéologique. Toute idée erronée, toute herbe vénéneuse, tout génie malfaisant doivent être soumis à la critique, et il ne faut jamais leur laisser le champ libre. Mais cette critique doit être fondée pleinement sur l'argumentation, elle doit être analytique et convaincante, elle ne doit pas être brutale et bureaucratique, ni métaphysique et dogmatique.

Depuis longtemps, beaucoup de critiques ont été portées contre le dogmatisme. C'est ce qu'il fallait faire. Mais on a souvent négligé de critiquer le révisionnisme. Le dogmatisme et le révisionnisme vont tous deux à l'encontre du marxisme. Le marxisme doit nécessairement avancer, se développer au fur et à mesure que la pratique se développe, et il ne saurait rester sur place. S'il demeurerait stagnant et stéréotypé, il n'aurait plus de vie. Toutefois, on ne doit pas enfreindre les principes fondamentaux ; ce serait tomber dans l'erreur. Considérer le marxisme d'un point de vue métaphysique et comme quelque chose de figé, c'est du dogmatisme. Nier les principes fondamentaux du marxisme et nier sa vérité universelle, c'est du révisionnisme. Le révisionnisme est une forme de l'idéologie bourgeoise. Les révisionnistes effacent la différence entre le socialisme et le capitalisme, entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie. Ce qu'ils préconisent est en fait non pas la ligne socialiste, mais la ligne capitaliste. Dans les circonstances présentes, le révisionnisme est encore plus nuisible que le dogmatisme. Une tâche importante nous incombe sur le front idéologique, celle de développer la critique contre le révisionnisme.

Huitièmement, et ce sera notre dernier point, les comités du Parti pour les provinces, municipalités et régions autonomes doivent prendre en main la question de l'idéologie. Certains camarades ici présents voudraient que j'aborde ce point. En beaucoup d'endroits, les comités du Parti n'ont pas encore pris en main cette question, ou bien ne s'en occupent que très peu. C'est surtout parce qu'ils ont trop à faire. Mais il faut s'y attaquer. Cela signifie qu'il faut la porter à l'ordre du jour, qu'il faut l'étudier. Dans notre pays, les vastes et tempétueuses luttes de classe, menées par les masses en période révolutionnaire, sont pour l'essentiel achevées, mais la lutte des classes, surtout celle qui se livre sur les fronts politique et idéologique, se poursuit toujours, et même avec une grande acuité. La question de l'idéologie a pris maintenant une importance extrême. Les premiers secrétaires des comités du Parti pour les provinces, municipalités et régions autonomes de tout le pays doivent s'occuper personnellement de cette question, qui ne sera résolue correctement que s'ils la prennent sérieusement en considération et la soumettent à l'étude. Il faut tenir à cet échelon des réunions semblables à notre Conférence, afin de discuter du travail idéologique local et de toutes les questions qui s'y rapportent. A de telles réunions participeront non seulement des camarades du Parti, mais aussi des personnes qui sont en dehors du Parti, y compris des gens ayant des opinions différentes. Comme en témoigne l'expérience de notre Conférence, cela ne présentera pour les travaux de ces réunions que des avantages et aucun inconvénient.

#### **NOTES**

<sup>1</sup> Voir "De la production par l'armée des biens nécessaires à ses besoins et de l'importance des deux grands mouvements pour la rectification du style de travail et pour le développement de la production", *Œuvres choisies de Mao Tsétoung*, tome III, pp. 293-298.

*Mao Tsétoung, Œuvres Choiesies, Tome V, pp.458-473.*

## REPOUSSONS LES ATTAQUES DES DROITIERS BOURGEOIS

*[Discours prononcé par le camarade Mao Tsétoung à une réunion de cadres tenue à Changhaï.]*

(9 juillet 1957)

En mars dernier, j'ai prononcé un discours ici devant des cadres du Parti. Depuis lors, cent jours se sont écoulés. Et en ces cent jours, la situation a beaucoup évolué. Nous avons livré bataille aux droitiers bourgeois et le niveau de conscience du peuple s'est élevé, considérablement même. Nous nous attendions à cela dès cette époque. Par exemple, j'ai dit ici : lorsque les gens commenceront à nous critiquer, c'est-à-dire, lorsque le feu s'allumera, cela ne nous fera-t-il pas mal ? Nous devons nous endurcir la peau du crâne et tenir bon. Cette partie du corps humain s'appelle la tête ; elle est recouverte du cuir chevelu, c'est la peau du crâne. S'endurcir la peau du crâne et tenir bon veut dire que, lorsque tu me critiques, je t'écoute un certain temps en faisant bonne contenance et qu'après, j'analyserai tes critiques et y répondrai. Si elles sont justes, je les accepterai et si elles sont fausses, je les réfuterai.

Nous devons avoir la conviction qu'en Chine comme partout dans le monde, les gens sont bons dans leur majorité. Par majorité, nous entendons non pas 51 pour cent, mais plus de 90 pour cent. Parmi les 600 millions d'habitants de notre pays, les ouvriers et les paysans sont pour nous les masses fondamentales. Qu'il s'agisse des membres du Parti communiste, de la Ligue de la Jeunesse ou des partis démocratiques, des étudiants ou des intellectuels, la majorité d'entre eux sont bons. Ils ont bon cœur et sont honnêtes, ils ne sont pas fourbes et n'ont pas d'arrière-pensées. Il faut le reconnaître. Cela s'est confirmé lors de chaque mouvement. Prenons les étudiants, par exemple, dans le mouvement actuel : l'Université de Pékin en compte plus de 7.000, mais un, deux ou trois pour cent d'entre eux seulement sont des droitiers.

Que signifie ce un, deux ou trois pour cent ? Cela signifie que les éléments d'ossature irréductibles, ceux qui créent souvent des désordres et qui mettent tout sens dessus dessous, ne sont en fait qu'une cinquantaine, soit moins de un pour cent, tandis que les autres, les un ou deux pour cent qui restent, sont ceux qui les applaudissent et les soutiennent.

Se soumettre soi-même à l'épreuve du feu n'est pas facile. A ce qu'on dit, certains camarades de Changhaï regrettent que les flammes ne soient pas suffisamment ardentes. Je pense que dans votre ville le feu a été à peu près ce qu'il fallait, mais pas assez fort pour donner entièrement satisfaction. Si on avait prévu son magnifique effet, n'aurait-on pas laissé le feu se déchaîner dans toute sa rage ? Laissons pousser les herbes vénéneuses, laissons sortir les génies malfaisants ! Pourquoi en avoir peur ? J'ai dit en mars qu'il ne fallait pas les craindre. Mais certains camarades de notre Parti ont redouté que le pays ne sombre dans le chaos. A mon avis, ils sont dévoués au Parti et à la nation, mais ils n'ont pas discerné la tendance générale de la situation et ne se sont pas rendu compte que la grande majorité, c'est-à-dire plus de 90 pour cent des gens, sont bons. Nous ne devons pas craindre les masses; elles sont avec nous. Elles peuvent se répandre en plaintes contre nous, mais elles ne nous enverront pas de coups de poing. Les droitiers ne sont qu'une infime minorité, et à l'Université de Pékin ils ne représentent que un, deux ou trois pour cent, comme je viens de le dire. Il en est ainsi pour les étudiants. Pour les professeurs et professeurs adjoints d'université, c'est un peu différent : 10 pour cent d'entre eux environ sont des droitiers et 10 pour cent environ, des éléments de gauche. Les deux camps sont donc égaux en force, et les éléments du centre forment, par conséquent, 80 pour cent de l'ensemble. Qu'est-ce qu'il y a donc à redouter ? Et pourtant, certains de nos camarades sont, d'une façon ou d'une autre, saisis de crainte : ils ont peur que les maisons ne s'écroulent et que le ciel ne tombe. Mais depuis des temps immémoriaux, seul "l'homme du pays de Ki craignait de voir le ciel tomber"<sup>1</sup>, c'est dire que personne, à part cet homme du Honan, n'avait peur que le ciel s'affaisse. Quant aux maisons, je suis sûr que la nôtre ne s'écroulera pas puisqu'elle vient d'être construite ; comment donc pourrait-elle s'effondrer si facilement ?

En un mot, où que ce soit, plus de 90 pour cent des gens sont pour nous des amis et des camarades. Il ne faut pas les craindre. Pourquoi avoir peur des masses ? C'est absurde. Quels sont les dirigeants ? Les chefs de groupe, chefs d'équipe, secrétaires de cellule du Parti, directeurs d'école, secrétaires de comité du Parti, voilà les dirigeants, et du nombre est le camarade Keh King-che comme j'en suis aussi. D'une façon ou d'une autre, nous avons tous un petit capital politique, en ce sens que nous avons rendu quelques services au peuple. Maintenant que le feu s'est embrasé, plus de 90 pour cent des gens espèrent que nos camarades vont s'y forger. Chacun de nos camarades a ses défauts ; qui n'en a pas ? "Les hommes ne sont pas des saints ; comment pourraient-ils être infaillibles ?" Il est inévitable qu'on commette en paroles ou en actes des erreurs, celles d'ordre bureaucratique par exemple. D'ailleurs, le plus souvent, on n'en est même pas conscient.

Il faudra "allumer le feu" périodiquement. Comment s'y prendre à l'avenir ? D'après vous, devrait-on le faire une fois par an ou tous les trois ans ? Je pense qu'on doit le faire au moins deux fois chaque quinquennat, tout comme le mois intercalaire du calendrier luni-solaire revient une fois tous les trois ans ou deux fois tous les cinq ans. Souen Wou-kong, Roi des Singes, après être passé dans le Four aux Huit Diagrammes du "Dieu au pouvoir suprême", en est sorti bien plus fort. Et pourtant, Souen Wou-kong n'est-il pas un personnage très puissant au pouvoir magique ? Mais même lui, qu'on appelait le "Grand Saint et pair de l'Empereur du Ciel", a dû encore

passer par le Four aux Huit Diagrammes. Ne parlons-nous pas de nous aguerrir ? C'est se laisser forger, façonner à coups de marteau. L'élaboration du fer se fait dans un haut fourneau et celle de l'acier, dans un four Martin. Une fois l'acier produit, il faut le forger. Pour cela, aujourd'hui, on se sert du marteau-pilon. Ce martelage est terrible ! Nous, êtres humains, nous devons aussi être forgés. Quand on leur demande leur avis à ce sujet, certains camarades sont tout à fait d'accord et affirment : "Oui, j'ai des insuffisances et je suis désireux de m'aguerrir un peu." Tout le monde dit qu'il faut se laisser forger. En parler, c'est très facile, mais, quand vient le moment, quand il s'agit de passer au marteau-pilon, on refuse, pris de panique. Cette fois-ci, nous subissons justement cette épreuve. Pendant un temps, le ciel s'est assombri, la terre a été plongée dans les ténèbres, le soleil et la lune ont pâli. Deux vents soufflaient: d'une part, la grande majorité des gens, les gens sincères, affirmaient dans des *dazibao* que le Parti communiste avait des insuffisances et qu'il devait les combler ; d'autre part, une minorité infime, les droitiers, nous attaquaient. Ces deux attaques allaient dans le même sens. Celle de la majorité est justifiée, correcte. Elle contribue à nous forger. Quant à celle des droitiers, elle contribue également à nous durcir. Pour autant qu'il s'agisse de nous tremper réellement, nous devons cette fois-ci remercier les droitiers. Car ils ont donné le plus riche des enseignements à notre Parti, aux larges masses, à la classe ouvrière, aux paysans et à la jeunesse étudiante, ainsi qu'aux partis démocratiques. Dans chaque ville, il y a des droitiers, qui veulent nous abattre. Nous sommes en train de les "encercler et anéantir".

Notre révolution, c'est la révolution du peuple, celle de 600 millions d'hommes, dirigée par le prolétariat, c'est la cause du peuple. La révolution démocratique fut la cause du peuple, la révolution socialiste l'est aujourd'hui, de même que l'édification du socialisme. La révolution et l'édification socialistes sont-elles bonnes ou non ? Ont-elles obtenu des succès ? Et qu'est-ce qui l'emporte, les succès ou les erreurs ? Les droitiers nient les succès de la cause du peuple. Voilà le premier point. Deuxièmement, quelle orientation suivre ? Cette voie-ci conduit au socialisme et cette voie-là, au capitalisme. Les droitiers veulent que nous renversions la vapeur et prenions la voie capitaliste. Troisièmement, qui doit diriger la construction du socialisme ? Le prolétariat ou la bourgeoisie ? Le Parti communiste ou ces droitiers bourgeois ? Les droitiers disent qu'ils ne veulent pas de la direction du Parti communiste. A mon avis, il s'agit cette fois d'un grand débat, qui porte sur ces trois questions. C'est bien d'avoir un tel débat, car elles n'ont jamais été discutées.

Des débats se sont déroulés tout au long de la révolution démocratique. Des dernières années de la dynastie des Tsing à la Révolution de 1911, la lutte contre Yuan Che-kai, l'Expédition du Nord et la Guerre de Résistance contre le Japon, toutes ces périodes furent animées de débats. Fallait-il résister ou non au Japon ? Une certaine catégorie de gens prêchaient la théorie selon laquelle les armes décident de tout. La Chine, disaient-ils, manquait d'armes et ne pouvait donc pas résister au Japon. Ceux d'une autre catégorie affirmaient qu'il n'y avait pas lieu de s'effrayer, que le facteur principal, c'était l'homme et qu'il était possible de résister, bien qu'on soit inférieur à l'ennemi en armement. La Guerre de Libération qui suivit fut également accompagnée de débats. Les négociations de Tchongking, l'ancienne Conférence consultative politique de Tchongking et les négociations de Nankin furent autant de débats. Tchiang Kaï-chek a fait la sourde oreille à nos opinions, à celles du peuple. Il voulait la guerre, et il a fini par être battu. Ainsi, la révolution démocratique a été l'objet de débats, elle a passé par une longue préparation morale.

La révolution socialiste, elle, est survenue impétueusement. En l'espace de six ou sept ans, la transformation socialiste de la propriété capitaliste et de la propriété individuelle des petits producteurs a été achevée pour l'essentiel. Mais pour la transformation de l'homme, il y a encore du chemin à parcourir, même si quelques progrès sont déjà accomplis. La transformation socialiste implique une double tâche : la transformation du système et celle de l'homme. Le système embrasse non seulement la propriété mais aussi la superstructure, principalement l'appareil d'Etat et l'idéologie. La presse, par exemple, fait partie du domaine idéologique. Certains disent qu'elle n'a pas de caractère de classe, qu'elle n'est pas un instrument de la lutte de classes. Ils se trompent. Jusqu'à l'anéantissement de l'impérialisme au moins, la presse et tout ce qui relève de l'idéologie refléteront les rapports de classes. L'enseignement, la littérature et l'art relèvent tous de l'idéologie, de la superstructure ; ils ont tous un caractère de classe. Quant aux sciences naturelles, elles comportent deux aspects. En elles-mêmes, elles n'ont pas de caractère de classe ; mais ce caractère apparaît quand il s'agit de savoir qui les étudie et qui les utilise. Dans nos universités, les facultés de littérature chinoise et d'histoire sont les plus affectées par l'idéalisme. Il en est de même pour les milieux de la presse. Mais n'allez pas croire que l'idéalisme abonde seulement dans les sciences sociales ; en fait, il y en a aussi une bonne dose dans les sciences naturelles. Parmi ceux qui travaillent dans ce domaine, beaucoup de gens ont une conception idéaliste du monde. Si vous leur demandez quelle est la composition de l'eau, ils vous disent, en matérialistes, qu'elle se compose de deux éléments, et cela conformément à la réalité. Mais si vous leur demandez comment transformer la société, ils vous répondent en idéalistes. Nous disons que la rectification doit renforcer davantage le Parti communiste, tandis que certains d'entre eux prétendent qu'il faut le supprimer. C'est ce qu'on a bien vu dans le mouvement en cours.

Quand les droitiers nous attaquaient, notre politique a été d'écouter sans répliquer. Durant plusieurs semaines, nous avons écouté sans piper mot, en nous durcissant la peau du crâne et en dressant l'oreille. De plus, nous n'avons donné d'instructions à ce sujet ni à la masse des membres de la Ligue de la Jeunesse et du Parti, ni aux

secrétaires de cellule, ni aux comités de cellule. Nous les avons laissés se jeter dans la mêlée, chacun décidant de ce qu'il fallait faire. Des ennemis s'étaient infiltrés dans des comités du Parti ou des comités de cellule générale d'établissements d'enseignement ; il en existait par exemple dans le Comité du Parti de l'Université Tsinghoua. Dès que nous avons tenu une réunion, ils en informaient immédiatement nos ennemis. Ils étaient qualifiés d'"insurgés". N'y a-t-il pas des généraux insurgés ? Pour cette fois, c'étaient des "lettrés insurgés". Nos ennemis s'en sont réjouis et nous aussi. Ils furent ravis de voir l'"insurrection" de membres du Parti communiste et l'"effondrement" imminent du Parti. Combien de défections y a-t-il eu cette fois ? Je ne connais pas bien la situation à Changhaï. A Pékin, dans les établissements universitaires, il y a eu environ 5 pour cent de défections parmi les membres du Parti, et davantage parmi les membres de la Ligue, peut-être 10 pour cent ou un peu plus. A mon avis, ces défections sont exactement ce qu'elles doivent être. Qu'elles soient de 10, de 20, de 30 ou de 40 pour cent, je m'en réjouis toujours. Imprégnés de conceptions bourgeoises et idéalistes, ces gens se sont introduits dans le Parti communiste ou dans la Ligue de la Jeunesse, se prononcent du bout des lèvres pour le communisme, mais en réalité ils sont des anticommunistes ou des hésitants. C'est pour cela que nous aussi, nous nous réjouissons quand ils "s'insurgent". Quand a-t-on jamais pu assainir aussi radicalement les rangs du Parti et de la Ligue ? Ces individus sont partis d'eux-mêmes et nous n'avons pas eu la peine de les écarter. Maintenant, la situation a changé ; elle a même été retournée. Les "insurrections" ont cessé, dès que nous avons encerclé les droitiers et que les gens qui avaient des relations avec eux, sans être eux-mêmes des droitiers, ont commencé à les démasquer. Les droitiers se trouvent dans une situation difficile, et certains d'entre eux se sont révoltés. En mars, j'ai prononcé un discours ici. Comme la situation a changé en cent jours ! La lutte actuelle contre les droitiers est essentiellement politique. La lutte de classes peut prendre diverses formes, mais la lutte en cours est essentiellement politique et non militaire ou économique. Est-elle en partie une lutte idéologique ? Oui, mais d'après moi, surtout politique. La lutte sur le plan idéologique se déroulera principalement à la prochaine étape et à la manière du "vent doux" et de la "pluie fine". La rectification dans le Parti communiste et dans la Ligue de la Jeunesse est une lutte idéologique. Il faut faire des progrès et vraiment apprendre un peu de marxisme. Il faut s'entraider réellement. Quelles sont nos insuffisances ? Ne sommes-nous pas plus ou moins atteints de subjectivisme et de bureaucratie ? Nous devons réfléchir, prendre des notes et piocher pendant quelques mois pour améliorer notre connaissance du marxisme et élever notre niveau politique et idéologique.

La riposte contre les droitiers durera probablement quelques semaines encore, un mois environ. Il serait impossible pour la presse de continuer à reproduire les propos des droitiers cette année, l'année prochaine et l'année d'après. Les droitiers ne sont pas si nombreux et leurs opinions ont été pratiquement toutes publiées ; il n'en reste plus beaucoup d'inédites. Désormais, nous en publierons encore un peu sous une forme ou une autre, mais seulement ce qui en vaut la peine. A mon avis, en ce mois de juillet, notre riposte contre les droitiers se poursuivra encore avec intensité. Ce que les droitiers aiment le mieux, c'est le "vent violent" et la "pluie battante", et le moins, le "vent doux" et la "pluie fine". N'avons-nous pas préconisé le "vent doux" et la "pluie fine" ? Les droitiers disaient que cela ne valait pas le "vent violent" et la "pluie battante", parce que le crachin qui tombe tous les jours risque de faire pourrir les pousses de riz et d'entraîner la famine. N'y a-t-il pas quelqu'un à Changhaï qui a écrit un article intitulé "Le corbeau croasse 'en plein midi' " ? C'est justement ce "corbeau"-là qui a tenu ce langage. Les droitiers disaient encore : "Vous communistes, vous n'êtes pas justes. Dans le passé, vous avez utilisé à notre égard le 'vent violent' et la 'pluie battante', mais maintenant qu'il s'agit de la rectification dans vos rangs, vous employez le 'vent doux' et la 'pluie fine'." En réalité, dans le passé, quand nous avons lancé les mouvements de rééducation idéologique, entre autres la critique de Hou Che et de Liang Chou-ming, les directives à l'intention du Parti ont toujours préconisé le "vent doux" et la "pluie fine". Dans le monde, les choses se développent toujours en zigzag. Par exemple, quand vous marchez, vous ne le faites jamais en ligne droite. N'êtes-vous jamais allés au mont Mogan ? Il faut faire dix-huit virages, à la montée comme à la descente. La société progresse toujours en spirale. Aujourd'hui, la lutte pour démasquer les droitiers doit se poursuivre sans relâche et nous devons garder la méthode du "vent violent" et de la "pluie battante". Comme c'est eux qui l'avaient employée contre nous, on dirait que nous voulons leur rendre la pareille. Ce n'est que maintenant qu'ils commencent à se rendre compte de l'avantage du "vent doux" et de la "pluie fine". Ils essaient de s'accrocher à tout brin d'herbe qu'ils peuvent trouver, car ils sont sur le point de couler ; c'est comme quelqu'un qui se noie dans le Houangpou : il cherche à se cramponner à n'importe quoi, même à un fétu de paille. Je pense qu'à présent, le "corbeau" en question préfère le "vent doux" et la "pluie fine". Mais actuellement, c'est la saison des orages. Après le mois de juillet, nous pourrions recourir au "vent doux" et à la "pluie fine", car, dès le mois d'août, nous n'aurons plus grand-chose à mettre au jour.

Les droitiers sont d'excellents professeurs par la négative. Tout au cours de son histoire, la Chine a eu des professeurs par l'exemple négatif aussi bien que par l'exemple positif. L'homme a besoin d'être éduqué par ces deux types d'exemples. L'impérialisme japonais a été le premier de nos meilleurs professeurs par la négative. Le gouvernement des Tsing, Yuan Che-kai, les seigneurs de guerre du Peiyang, puis Tchiang Kaï-chek ont tous été pour nous d'excellents professeurs de ce genre. Sans eux, il aurait été impossible d'éduquer le peuple chinois comme il faut. Le Parti communiste, en tant que professeur par l'exemple positif, n'aurait pas suffi. Aujourd'hui, c'est pareil. Des gens ont refusé d'écouter bien des choses que nous avons dites. Qui sont ces gens ? De

nombreux éléments du centre, et surtout les droitiers. Les premiers étaient à moitié confiants, à moitié sceptiques à notre égard. Les seconds se moquaient éperdument de ce que nous disions. Nous leur avons exprimé nos points de vue sur un bon nombre de choses, mais ils ont fait la sourde oreille, et ont filé leur propre chemin. Ils n'ont pas approuvé, par exemple, le principe "unité — critique — unité" que nous préconisons. Nous avons affirmé que notre travail d'élimination des contre-révolutionnaires est marqué essentiellement par des succès, mais ils ont rejeté ce point de vue. Nous avons dit qu'il faut pratiquer le centralisme démocratique, la dictature démocratique populaire dirigée par le prolétariat, mais ils l'ont contesté. Nous avons déclaré que nous devons nous unir avec les pays socialistes et avec les peuples du monde épris de paix, mais là non plus, ils n'étaient pas d'accord. Bref, nous leur avons parlé de tout cela, mais ils n'ont jamais voulu rien entendre. Ce qu'ils n'approuvaient surtout pas, c'est l'extirpation des herbes vénéneuses. Nous devons laisser sortir les génies malfaisants, afin qu'ils s'exposent aux yeux de tous, et une fois que tout le monde aura vu qu'ils sont nuisibles, on comprendra qu'ils sont à éliminer. Laissons pousser les herbes vénéneuses, puis retournons-les à la bêche pour en faire de l'engrais. N'avons-nous pas dit tout cela ? Bien sûr que si. Mais les herbes vénéneuses n'en ont pas moins continué de pousser. Les paysans disent chaque année à ces herbes qu'ils les arracheront plusieurs fois par an, mais elles ne veulent rien entendre et repoussent toujours. On pourrait bêcher pendant dix mille ans ou même cent millions d'années qu'elles repousseraient encore ! Les droitiers n'avaient pas peur qu'on arrache les mauvaises herbes, car, quand je parlais de sarclage dans mon discours, nous n'étions pas encore passés à l'action ; et puis, ils considéraient qu'ils n'étaient pas des herbes vénéneuses, mais des fleurs odorantes qui ne devaient pas être éliminées, et que c'était nous, les herbes vénéneuses qu'il s'agissait d'arracher. Ils ne pensaient pas que c'était eux, précisément, qui devaient être détruits.

A présent, le débat porte sur les trois questions dont je viens de parler. La révolution socialiste est arrivée si vite qu'on n'a pas eu de discussions approfondies, au sein comme en dehors du Parti, sur la ligne générale du Parti pour la période de transition. On a été comme la vache qui broute l'herbe : elle l'avale à la hâte, s'en remplit la panse, pour ruminer plus tard. Nous avons entrepris la révolution socialiste au niveau du système, d'abord dans la propriété des moyens de production, et ensuite dans la superstructure, c'est-à-dire dans le régime politique et le domaine de l'idéologie, mais sans avoir engagé un ample débat. Cette fois-ci, nous l'avons lancé à travers la presse, les causeries, les réunions et les *dazibao*.

Le *dazibao* est une bonne chose, et je pense qu'il faut le faire passer à la postérité. Les *Entretiens de Confucius*, les *Cinq Canons*, les *Treize Livres canoniques* et les *Vingt-quatre Histoires dynastiques* sont bien parvenus jusqu'à nous, pourquoi le *dazibao* ne se transmettrait-il pas ? Je pense qu'il faut absolument le perpétuer. Quand, par exemple, on déclenche un mouvement de rectification dans une usine, faudra-t-il utiliser les *dazibao* ? A mon avis, ce sera une bonne chose de les employer; plus il y en aura, mieux cela vaudra. Comme la langue, le *dazibao* n'a pas de caractère de classe. La langue parlée n'a pas de caractère de classe. Nous autres, nous nous en servons dans nos discours, et Tchiang Kaï-chek aussi. De nos jours, personne ne parle plus dans la langue classique, on ne dit plus : "O quelle félicité offrent l'étude et les révisions constantes des connaissances !" ou "O quelle joie enchanteresse que d'accueillir des amis de loin venus !" La langue parlée est utilisée aussi bien par le prolétariat que par la bourgeoisie. Le prolétariat peut se servir du *dazibao*, la bourgeoisie aussi. Nous sommes convaincus que la majorité des gens est du côté du prolétariat. Par conséquent, le *dazibao* est un instrument qui profite au prolétariat, et non à la bourgeoisie. Pendant un certain temps, deux ou trois semaines, le ciel s'était assombri, la terre était plongée dans l'ombre, on ne voyait plus ni soleil ni lune, et la situation semblait évoluer en faveur de la bourgeoisie. Quand nous parlions de nous endurcir la peau du crâne et de tenir bon, nous voulions dire que l'on perdrait le sommeil et l'appétit pendant ces deux ou trois semaines. N'avez-vous pas dit que vous vouliez vous tremper ? Perdre l'appétit et le sommeil pendant quelques semaines, voilà ce que ça signifie se tremper ; il ne s'agit pas de vous envoyer dans des hauts fourneaux pour vous brûler !

Il y a beaucoup d'éléments intermédiaires qui ont hésité, et c'est aussi une très bonne chose. Car cela leur a servi de leçon. Ce qui les caractérise, c'est l'hésitation, sinon pourquoi seraient-ils ainsi appelés ? D'un côté, c'est le prolétariat, de l'autre, la bourgeoisie, bien des gens se trouvent au milieu : les deux extrémités petites et le centre étendu. Mais en dernière analyse, les éléments intermédiaires sont des gens honnêtes et des alliés du prolétariat. La bourgeoisie aussi cherchait à s'en faire des alliés et, un certain temps, ils en avaient un peu l'air, car eux aussi nous critiquaient ; mais c'était avec de bonnes intentions. Quand les droitiers virent que les éléments du centre nous critiquaient, ils se mirent à créer des troubles. A Changhaï, vous aviez vos droitiers comme Wang Tsao-che, Lou Yi, Tchen Jen-ping, Peng Wen-ying, et aussi Wou Yin qui provoquèrent des désordres. Une fois que les droitiers en vinrent là, les éléments du centre furent désorientés. Les "ancêtres" des droitiers, ce sont Tchang Pokiun, Louo Long-ki et Tchang Nai-ki et leur lieu d'origine, c'est Pékin. Plus il y a de désordres à Pékin et plus profonds ils sont, mieux cela vaut ; c'est ce qui ressort de notre expérience.

Tout à l'heure, j'ai parlé du *dazibao*. C'est une question de méthode, une question de forme de combat. Le *dazibao* est une arme de combat, une arme légère comme le fusil, le pistolet et la mitrailleuse. Quant aux avions et aux canons, ce seraient le *Wenhui Bao*, le *Guangming Ri-bao* et d'autres journaux. Pendant un certain temps, les journaux du Parti communiste ont reproduit eux aussi les propos des droitiers. Nous avons donné l'ordre de

les publier tous, tels quels. Ce moyen et bien d'autres ont permis aux larges masses de s'éduquer par l'exemple tant positif que négatif. Ainsi, le personnel du *Guangming Ribao* et celui du *Wenhui Bao* ont reçu, cette fois, une très profonde éducation. Auparavant, ils étaient incapables de distinguer un journal prolétarien d'un journal bourgeois, la presse socialiste de la presse capitaliste. Pendant un certain temps, leurs responsables, des droitiers, firent de ces journaux une presse bourgeoise. Ils étaient hostiles au prolétariat et au socialisme. Au lieu de guider les universités dans l'orientation prolétarienne, ils voulaient les conduire dans l'orientation bourgeoise.

La bourgeoisie et les intellectuels venus de l'ancienne société doivent-ils se rééduquer ? Ils ont une peur bleue de la rééducation, affirmant qu'elle leur donne un complexe, le "complexe d'infériorité", et que plus ils se rééduquent, plus ils se sentent inférieurs. C'est un faux raisonnement. On doit, au contraire, se sentir de plus en plus fier au fur et à mesure de la rééducation, et puiser un sens de fierté de soi-même dans la conscience qu'on a de la nécessité de se rééduquer. Ces gens-là ont une "conscience de classe" très élevée et croient qu'ils n'ont pas besoin de se rééduquer; ils veulent, au contraire, rééduquer le prolétariat. Ils cherchent à transformer le monde à l'image de la bourgeoisie, tandis que le prolétariat veut le transformer à sa propre image. A mon avis, la majorité de ces gens, plus de 90 pour cent, finiront par accepter de se rééduquer après avoir traversé un processus d'hésitation, de réflexion, de tergiversations et de flottement. Plus ils se rééduqueront, plus ils en reconnaîtront la nécessité. Même le Parti communiste se rééduque. Rectification signifie rééducation. Elle aura encore lieu dans l'avenir. Pensez-vous qu'après le mouvement actuel il n'en faudra plus ? La bureaucratie aura-t-elle disparu ? Non, au bout de deux ou trois ans seulement, on aura tout oublié, et la bureaucratie réapparaîtra. L'homme a cette faiblesse : une mémoire courte. C'est pourquoi il faut périodiquement des mouvements de rectification. Si le Parti communiste en a besoin, la bourgeoisie et les intellectuels venus de l'ancienne société pourraient-ils se passer de rectification, de rééducation ? Bien sûr que non, ils en ont besoin encore plus.

Les partis démocratiques ne sont-ils pas en plein mouvement de rectification ? La société tout entière doit passer par là. Qu'y a-t-il de mal à cela ? Au cours de la rectification, on ne se préoccupe pas de futilités, mais de problèmes importants, problèmes ayant trait à la ligne politique. Dans le mouvement actuel, les partis démocratiques insistent sur le problème de ligne pour condamner la ligne contre-révolutionnaire des droitiers bourgeois. Je pense que c'est juste. Quant au Parti communiste, il met l'accent non sur la ligne, mais sur le style de travail. Or, le style de travail est un problème secondaire pour les partis démocratiques ; leur problème principal, c'est de savoir quelle ligne prendre. La ligne contre-révolutionnaire de Tchang Po-kiun, Louo Long-ki, Tchang Nai-ki, Tchen Jen-ping, Peng Wen-ying, Lou Yi et Souen Ta-yu, ou une autre ligne ? Ils doivent d'abord et avant tout se faire une idée claire de ce problème et des trois questions que j'ai soulevées tout à l'heure: Les résultats de la révolution et de l'édification socialistes, du travail de plusieurs centaines de millions d'hommes, sont-ils bons ou non ? Quelle voie doit-on suivre, la voie socialiste ou la voie capitaliste ? Quel parti doit assumer la direction dans l'édification du socialisme, l'alliance Tchang — Louo ou le Parti communiste ? Il est nécessaire d'avoir un grand débat pour éclaircir le problème de ligne.

Dans le Parti communiste lui-même, il subsiste aussi un problème de ligne. Pour ce qui est de ces "insurgés" — les droitiers du Parti communiste et de la Ligue de la Jeunesse, c'est une question de ligne. Le dogmatisme ne constitue pas, actuellement, un problème de ligne, car il ne s'est pas développé en ligne. A plusieurs reprises, dans l'histoire de notre Parti, il s'est manifesté sous forme de ligne, parce qu'il s'était érigé en système, avec une politique et un programme. A présent, il n'en est pas arrivé là, mais il a gardé une certaine rigidité, qui est en train de s'assouplir sous le martelage après l'épreuve du feu. Les dirigeants des organismes, des universités et des usines ne sont-ils pas actuellement en train de "descendre l'escalier"<sup>2</sup> ? Ils rejettent le style de travail du Kuomintang et les manières de grands seigneurs, et ne se conduisent plus comme de hauts dignitaires. Les directeurs de coopérative cultivent les champs avec les masses ; les directeurs d'usine et les secrétaires de comité du Parti se rendent dans les ateliers pour travailler avec les ouvriers. C'est ainsi que la bureaucratie a considérablement diminué. Cette sorte de rectification sera encore nécessaire à l'avenir. Il faut afficher des *dazibao* et tenir des réunions pour régler les problèmes, catégorie par catégorie, en finir avec tout ce qui doit être critiqué et corrigé. Par ailleurs, nous devons élever notre niveau et étudier un peu de marxisme.

Je suis convaincu que dans leur grande majorité, les Chinois sont des gens honnêtes, et que la nation chinoise est une bonne nation. Elle est très raisonnable, enthousiaste, intelligente et courageuse. Je souhaite que soit créée une atmosphère où règnent le centralisme et l'unité aussi bien que l'entrain et le dynamisme, c'est-à-dire où le centralisme et la démocratie, la discipline et la liberté aillent de pair. Il faut qu'il y ait les deux aspects, il ne faut pas qu'il n'y en ait qu'un seul ; si l'on n'avait que la discipline et le centralisme, cela reviendrait à museler les gens, à leur interdire de parler et de critiquer ce qui est erroné. Nous devons les encourager à s'exprimer, à faire preuve d'entrain et de dynamisme. Nul ne peut être tenu comme coupable pour nous avoir critiqués de bonne foi. Si sévères que soient ses critiques, si violentes que soient ses réprimandes à notre égard, il ne doit pas être incriminé, ni être mis sur la sellette, ni se voir imposer des chaussures étroites. On est mal dans des souliers trop petits. Qui mérite à présent que nous lui en donnions ? Les droitiers. Il est nécessaire de leur faire porter des chaussures serrées. Il ne faut pas craindre les masses, mais rester avec elles. Certains camarades ont peur des masses comme de l'eau. Est-ce que vous nagez ? Je préconise partout la natation. L'eau, c'est une chose

excellente. Si vous allez à l'eau une heure par jour, aujourd'hui comme demain, et si vous persévérez cent jours durant, je suis sûr que vous finirez par savoir nager ; on n'a besoin ni de moniteur ni de bouée, parce qu'avec une bouée, vous n'apprendrez jamais à nager. "Mais moi, je tiens à la vie ! Je ne sais pas nager !", direz-vous. Commencez donc là où l'eau est peu profonde. S'il faut une centaine de jours pour savoir bien nager, on arrive à se débrouiller au bout de trente jours, en s'exerçant là où l'eau est peu profonde. Quand on en est là, qu'il s'agisse du Yangtsé ou du Pacifique, c'est la même chose, c'est de l'eau tout simplement, rien de plus. Certains disent que dans une piscine, on ne risque pas de se noyer, parce qu'il y aura toujours quelqu'un pour venir à votre secours si vous coulez, alors que le danger est terrible dans le Yangtsé, où le courant est si rapide : où est-ce qu'on irait vous chercher ? Voilà un argument pour faire peur aux gens. Moi, je dis que ce sont là des propos de profane. Autrefois, nos champions, nos entraîneurs et nos professeurs de piscine n'osaient pas, eux non plus, se baigner dans le Yangtsé, maintenant ils y vont. Ne nage-t-on pas aussi dans le Houangpou, chez vous ? Le Houangpou et le Yangtsé sont des piscines gratuites. Métaphoriquement parlant, le peuple, c'est l'eau, et les dirigeants à tous les niveaux sont des nageurs. Nous devons rester dans l'eau, suivre le courant et bien nous garder de nous y opposer. Ne vous en prenez pas aux masses, et en aucun cas ! Non, on ne doit pas s'en prendre aux masses des ouvriers, des paysans et des étudiants, ainsi qu'aux membres des partis démocratiques et aux intellectuels dans leur majorité. Il ne faut pas aller contre les masses, mais se tenir toujours à leurs côtés. Elles peuvent aussi commettre des erreurs. Quand cela arrive, il faut les convaincre patiemment; et si elles ne vous écoutent pas, il faut attendre la prochaine occasion ; mais on ne doit pas se les aliéner, tout comme on ne doit pas sortir de l'eau pour nager. Quand il a eu Tchoukeh Liang auprès de lui, Lieou Pei a déclaré qu'il était comme "le poisson qui vient de trouver l'eau". Et c'est très vrai ; leurs rapports poisson-eau sont décrits non seulement dans des romans, mais aussi dans des livres d'histoires. Les masses sont comme Tchoukeh Liang et les dirigeants comme Lieou Pei. Ceux-ci dirigent, celles-là sont dirigées. Toute sagesse vient des masses. J'ai toujours dit que les intellectuels sont les plus ignorants — si on va au fond des choses. Quand les intellectuels font la roue, ils redressent une traîne qui dépasse en longueur la queue de Souen Wou-kong, Roi des Singes. Celui-ci était capable de prendre soixante-douze formes différentes, et, une fois, il métamorphosa sa queue en un mât d'oriflamme, très long. Quand les intellectuels se dressent sur leurs ergots, c'est quelque chose de terrible ! "Si ce n'est pas moi le numéro un ici-bas, en tout cas, je suis le numéro deux." "Que valent les ouvriers et les paysans ? Ce sont des ignorants, ils savent à peine lire et écrire." Pourtant, quand il s'agit de problèmes d'importance capitale, ce ne sont pas les intellectuels, mais les travailleurs qui en décident finalement, et cela par leur contingent le plus avancé, le prolétariat.

Est-ce le prolétariat qui dirige la bourgeoisie, ou le contraire ? Est-ce le prolétariat qui dirige les intellectuels, ou l'inverse ? Les intellectuels doivent devenir des intellectuels prolétariens ; ils n'ont pas d'autre issue. "Quand la peau a disparu, à quoi s'attache le pelage<sup>3</sup> ?" Autrefois, le "pelage", c'est-à-dire les intellectuels, adhérait à cinq peaux ; ils en tiraient leurs moyens d'existence. La première, c'était la propriété impérialiste ; la deuxième, la propriété féodale ; la troisième, la propriété du capitalisme bureaucratique. N'était-ce point l'objectif de la révolution démocratique d'abattre ces trois grandes montagnes que sont l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique ? La quatrième peau, c'était la propriété du capitalisme national, et la cinquième, la propriété des petits producteurs, c'est-à-dire la propriété individuelle des paysans et des artisans. Dans le passé, les intellectuels dépendaient donc, soit des trois premières peaux, soit des deux dernières, et ils comptaient sur elles pour vivre. Mais ces peaux existent-elles encore ? Elles ont "disparu". L'impérialisme a été chassé, ses possessions confisquées. La propriété féodale a été éliminée, les terres sont revenues aux paysans, et à présent la coopération agricole est réalisée. Les entreprises du capitalisme bureaucratique ont été nationalisées. Les entreprises industrielles et commerciales du capitalisme national, transformées en entreprises mixtes, à capital privé et d'Etat, sont devenues, pour l'essentiel (mais pas encore tout à fait), socialistes. La propriété individuelle des paysans et des artisans a été transformée en propriété collective, même si ce système n'est pas encore consolidé et qu'il faille encore quelques années pour ce faire. Les cinq peaux ne sont plus, mais elles influencent encore le "pelage", c'est-à-dire les capitalistes et les intellectuels. Ils ne peuvent chasser ces peaux de leurs pensées, même quand ils rêvent. Les gens qui viennent de l'ancienne société, de la vieille ornière, ont toujours la nostalgie de leur ancien mode de vie et de leurs vieilles habitudes. C'est pourquoi la transformation de l'homme demandera encore plus de temps. Actuellement, sur quelle peau les intellectuels doivent-ils se greffer ? Sur la propriété publique, sur le prolétariat. Qui est-ce qui les nourrit ? Les ouvriers et les paysans. Les intellectuels sont des professeurs que la classe ouvrière et le peuple travailleur emploient pour instruire leurs enfants. S'ils vont contre les souhaits de leurs maîtres, s'ils veulent continuer à enseigner leurs vieilleries, les œuvres au style stéréotypé, les préceptes confucéens ou capitalistes, s'ils forment ainsi des contre-révolutionnaires, la classe ouvrière ne le tolérera pas ; elle les chassera ou ne renouvellera plus leur contrat pour l'année suivante.

Comme je l'ai dit ici il y a cent jours, les intellectuels originaires de l'ancienne société n'ont plus de base, ils ont perdu leur ancienne base sociale et économique que constituaient les cinq peaux susmentionnées ; il ne leur reste qu'à se greffer sur une nouvelle peau. Actuellement, il y en a qui sont bien embarrassés. Ils flottent dans l'air, sans pouvoir atteindre le ciel ni toucher le sol. A mon avis, on peut comparer ces gens-là à des "gentlemen perchés sur une poutre". Volant dans l'air, ils voudraient bien rentrer chez eux, mais ils ne le peuvent pas, car ils

ne retrouvent plus leur foyer, les cinq peaux ayant disparu. Pourtant, ils ne se décident toujours pas à rejoindre le prolétariat. S'ils voulaient s'attacher au prolétariat, ils devraient étudier l'idéologie prolétarienne, avoir des sentiments d'affinité pour le prolétariat, se faire des amis parmi les ouvriers et les paysans. Mais ça, ils n'en veulent pas. Ils soupirent toujours après ce qu'ils savent bien être révolu. Ce que nous faisons actuellement, c'est de les persuader de se réveiller. Après ce grand mouvement de critique, je pense qu'ils reviendront à eux, plus ou moins. Ces intellectuels qui ont adopté une position intermédiaire doivent se réveiller, sans se rengorger, car leurs connaissances sont limitées. Je dirais qu'ils sont des intellectuels et qu'en même temps ils n'en sont pas, semi-intellectuels serait, je crois, un terme plus approprié. Car ils n'ont pas tant de connaissances et ne peuvent parler de questions de principe sans commettre d'erreurs. Laissons les intellectuels droitiers; ce sont des réactionnaires. Les défauts des intellectuels intermédiaires, c'est qu'ils hésitent, qu'ils ne voient pas clairement l'orientation à suivre et qu'il y a même des moments où ils perdent complètement le nord. Vous qui êtes si savants, comment se peut-il que vous fassiez des erreurs ? Puisque vous êtes si forts et si imbus de vous-mêmes, comment se fait-il que vous hésitez ? Vous êtes comme une touffe d'herbe sur un mur, qui oscille au passage du vent, ce qui prouve que vous ne savez pas grand-chose. En fait, ce sont les ouvriers et les semi-prolétaires parmi les paysans qui ont plus de connaissances. Ils peuvent dire au premier coup d'œil que la camelote colportée par Souen Ta-yu n'est rien d'autre que du toc. Voyez, qui s'y connaît le mieux ? C'est certainement ceux qui savent à peine lire et écrire. On doit s'adresser au prolétariat quand il s'agit de prendre une décision relative à la situation d'ensemble, à l'orientation générale. J'appartiens à ce genre de personnes qui consultent les ouvriers et les paysans avant d'entreprendre quelque chose ou de prendre une décision importante ; j'en discute et j'en débats avec eux et avec les cadres qui leur sont proches afin de voir si mes idées sont justes. Ce qui implique que j'aie visité divers endroits. Rester toujours à Pékin, ce serait catastrophique. C'est un lieu improductif, car il ne possède pas de matières premières. Celles-ci sont toutes fournies par les ouvriers et les paysans, par les diverses régions. Le Comité central du Parti communiste chinois peut être comparé à une usine de traitement des matières premières : elle doit transformer celles-ci en produits. Les produits finis doivent être de bonne qualité, autrement des erreurs seraient commises. Les connaissances viennent des masses. Qu'entend-on par résoudre correctement les contradictions au sein du peuple ? Cela signifie rechercher la vérité dans les faits et appliquer la ligne de masse. En dernière analyse, c'est la ligne de masse qui compte. Il ne faut pas nous détacher des masses, les masses sont à nous ce que l'eau est au poisson ou au nageur.

Faut-il abattre les droitiers d'un coup de massue ? Il est tout à fait nécessaire de leur donner quelques bons coups, sinon, ils feront les morts. Ces gens-là, ne doit-on pas les attaquer et les poursuivre ? Si, il est indispensable de les attaquer. Mais ce faisant, nous avons pour but de les ramener dans la bonne voie. Nous utilisons toutes sortes de méthodes efficaces dans notre offensive pour les isoler complètement ; alors nous pourrions en gagner un certain nombre, si ce n'est pas tous. Ce sont des intellectuels, et il y en a même qui sont des intellectuels de haute volée ; leur ralliement peut être utile. Gagnons-les pour qu'ils servent à quelque chose. Par ailleurs, cette fois-ci, ils nous ont rendu un grand service en jouant auprès du peuple le rôle de "professeurs" par l'exemple négatif. Nous n'avons pas l'intention de les jeter dans le Houangpou ; mais à leur égard, nous appliquons toujours le principe de guérir la maladie pour sauver l'homme. Certains d'entre eux ne désirent peut-être pas se joindre à nous. Des gens comme Souen Ta-yu, s'ils refusent obstinément de se corriger, tant pis ! Nous avons beaucoup de choses à faire. Les attaquer tous les jours, et pendant cinquante ans, c'est impossible ! Ceux qui ne veulent pas corriger leurs erreurs, qu'ils les emportent jusque dans leur cercueil quand ils iront voir le Roi de l'Enfer. Ils pourront lui dire : "Je suis le défenseur des cinq peaux, j'ai du 'caractère'. Les communistes et les masses populaires m'ont malmené, je ne me suis jamais soumis, et j'en suis sorti indemne." Mais qu'on le sache : Même l'enfer a changé de mains ; Marx, Engels et Lénine y font la loi à présent. Il y a donc deux enfers — l'enfer du monde capitaliste dont les dirigeants restent probablement les mêmes, et l'enfer du monde socialiste qui est dirigé par Marx, Engels et Lénine. Je prévois que les droitiers irréductibles seront encore punis, même dans cent ans.

#### NOTES

<sup>1</sup> Voir *Liétse*, "Chapitre de Tien Jouei".

<sup>2</sup> Il s'agit de la méthode que les dirigeants fautifs suivaient au cours du mouvement de rectification : écouter les critiques formulées par les masses et faire leur autocritique pour obtenir la compréhension de ces dernières.

<sup>3</sup> Voir *Tsouo tchouan*, "An XIV du règne du duc Hsi".

## LA METHODE DIALECTIQUE POUR ASSURER L'UNITE DU PARTI

*[Extraits de l'intervention du camarade Mao Tsétoung à la Conférence des Représentants des Partis communistes et ouvriers tenue à Moscou.]*

(18 novembre 1957)

A propos de la question de l'unité, je voudrais dire quelques mots sur la méthode à appliquer, je pense que l'attitude qu'il faut adopter vis-à-vis de tous nos camarades, quels qu'ils soient, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'éléments hostiles ou de saboteurs, c'est de faire l'unité avec eux. A leur égard, il importe d'utiliser la méthode dialectique et non métaphysique. En quoi consiste la méthode dialectique ? Elle consiste à tout analyser, à admettre que tout homme est faillible et à ne pas condamner en bloc une personne parce qu'elle est fautive. Lénine a dit qu'il n'existe personne au monde qui ne commette d'erreur. L'homme a besoin d'aide. Même un vaillant homme a besoin du concours de trois autres pour faire des prouesses, et une palissade, de trois pieux pour pouvoir tenir debout. Si belle que soit la fleur de lotus, elle a besoin du vert des feuilles pour rehausser son éclat. Ce sont là des proverbes chinois. Un autre proverbe dit que trois simples cordonniers valent un grand esprit comme Tchoukeh Liang. Après tout, Tchoukeh Liang à lui seul ne peut jamais tout prévoir, il a forcément des insuffisances. Voyez aussi la déclaration de nos douze pays : pour la mettre au point, on a élaboré un premier, un deuxième, un troisième et un quatrième projet ; et aujourd'hui encore, on la fignote. A mon avis, se prétendre omniscient et omnipotent comme le Bon Dieu serait présomptueux. Quelle est donc l'attitude à prendre vis-à-vis d'un camarade fautif ? Il faut procéder à une analyse, adopter une méthode dialectique et non métaphysique. La métaphysique — le dogmatisme — a prévalu pendant un temps dans notre Parti, ses tenants ont cherché à supprimer tous ceux qu'ils détestaient. Plus tard, nous avons réfuté le dogmatisme et assimilé progressivement un peu plus de dialectique. Le concept fondamental de la dialectique, c'est l'unité des contraires. Ce concept reconnu, que faut-il faire à l'égard d'un camarade fautif ? En premier lieu, il faut mener la lutte contre lui, de façon à le débarrasser de toutes ses idées erronées. En second lieu, il faut tout aussi bien l'aider. En bref, et la lutte et l'aide. Nous devons être animés de bonnes intentions et l'aider à se corriger pour qu'il s'en tire.

Cependant, à l'égard de gens d'une autre catégorie, notre attitude est différente. Envers des individus comme Trotski ou comme, en Chine, Tchen Tou-sieou, Tchang Kouo-tao et Kao Kang, il ne peut être question de les aider, car ils sont incorrigibles. Et de même des Hitler, des Tchiang Kaï-chek et des tsars : on ne peut faire autrement que de les abattre, car, eux et nous, nous nous excluons absolument. En ce sens, ils ne présentent qu'un seul aspect, et non deux. Il en va de même, en dernière analyse, pour les régimes impérialiste et capitaliste, qui seront inévitablement remplacés par le régime socialiste. Sur le plan de l'idéologie également, le matérialisme se substituera à l'idéalisme, et l'athéisme au déisme. Cela relève de nos objectifs stratégiques. Mais à chaque étape tactique, c'est différent : on peut réaliser des compromis. En Corée, au 38<sup>e</sup> parallèle, n'avons-nous pas fait un compromis avec les Américains ? Et au Viet Nam, n'en a-t-on pas passé un avec les Français ?

A chaque étape tactique, il faut savoir à la fois lutter et transiger. Revenons maintenant aux rapports entre camarades. Je propose que des discussions soient engagées entre camarades quand il existe un désaccord. D'aucuns s'imaginent que ceux qui sont entrés dans le parti communiste deviennent tous des saints, qu'il n'y a plus, entre eux, ni différends ni malentendus et que le parti ne peut plus faire l'objet d'une analyse ; en d'autres termes, qu'il est monolithique et uniforme, et que les discussions ne sont plus nécessaires. C'est comme si, une fois entré dans le parti, on devenait nécessairement marxiste à cent pour cent. En réalité, il y a des marxistes de toutes sortes : marxistes à 100 pour cent, à 90 pour cent, à 80 pour cent, à 70 pour cent, à 60 pour cent, à 50 pour cent, et même à 10 ou 20 pour cent seulement. Ne pourrions-nous engager des entretiens dans une petite salle entre deux ou quelques personnes ? Ne pourrions-nous le faire en partant du désir d'unité et dans un esprit d'entraide ? Il ne s'agit pas ici, bien entendu, de négociations avec les impérialistes (celles-ci sont d'ailleurs nécessaires), mais de pourparlers dans les rangs communistes. Prenons un exemple : en ce moment même, ne sommes-nous pas douze pays à négocier ? Plus de soixante partis ne sont-ils pas en train de le faire ? En effet, les discussions sont en cours. Cela signifie qu'à la condition de ne pas porter atteinte aux principes du marxisme-léninisme, on peut admettre quelques-unes des opinions acceptables des autres et renoncer à certaines vues susceptibles d'être abandonnées. On pourra ainsi utiliser les deux mains à l'égard d'un camarade fautif : avec l'une, on luttera contre lui, avec l'autre, on fera l'unité avec lui. Le but de cette lutte, c'est de maintenir les principes du marxisme, ce qui signifie fermeté sur les principes ; c'est là un aspect du problème. L'autre aspect, c'est de faire l'unité avec lui. L'unité a pour but de lui offrir une issue, de réaliser un compromis avec lui ; c'est ce qu'on appelle souplesse. L'union entre principes et souplesse est un principe marxiste-léniniste, elle constitue une unité des contraires. Dans quelque monde que ce soit, et bien entendu dans une société de classes en particulier, tout est plein de contradictions. Certains affirment qu'on peut "trouver" des contradictions dans la société socialiste ; à mon avis, une telle formulation est erronée. En effet, il ne s'agit pas de "trouver" ou non des contradictions, puisque le monde n'est que contradictions. Il n'y a aucun lieu où il n'en existe, nul homme qui ne puisse être l'objet d'une analyse. Soutenir que quelqu'un ne se prêterait pas à l'analyse est un point de vue métaphysique. Voyez l'intérieur de l'atome : c'est plein d'unités des contraires. Le noyau atomique et les électrons forment une unité des deux contraires. A l'intérieur du noyau, les protons et les neutrons établissent,

eux aussi, une unité des contraires. Quand il s'agit de protons, il y a protons et antiprotons ; de même, quand il s'agit de neutrons, il y a neutrons et antineutrons. Bref, l'unité des contraires est omniprésente. Il est nécessaire d'entreprendre une vaste campagne d'information sur la notion de l'unité des contraires et sur la dialectique. A mon avis, la dialectique doit quitter le cercle des philosophes pour aller aux larges masses populaires. Je propose que cette question fasse l'objet de discussions à des réunions du bureau politique ou à des sessions plénières du comité central des différents partis, et aussi lors de réunions des comités locaux du parti aux différents échelons. En fait, nos secrétaires de cellule s'y connaissent en dialectique : lorsqu'ils préparent un rapport pour le présenter à une réunion de la cellule, il leur arrive le plus souvent de consigner dans leur carnet deux points : primo, les succès ; secundo, les insuffisances. Un se divise en deux, voilà un phénomène universel, et c'est la dialectique.

*Mao Tsétoung, Œuvres Choisies, Tome V, pp.558-560.*